

# Bilan National des Entreprises

Janvier à décembre 2021



Comme chaque année, depuis quatre ans maintenant, la livraison du Bilan national des entreprises s'appuie sur les données collectées, contrôlées et certifiées jour après jour par les greffiers des tribunaux de commerce, au contact des entreprises réparties sur tout le territoire, en métropole comme en outre-mer. Ce bilan établit une photographie fidèle de la création d'entreprises, des entreprises en difficulté et des radiations. Il permet aussi de dresser des comparaisons avec les données des trois précédentes éditions.

Ce panorama est un outil précieux pour quiconque s'intéresse à la santé de notre économie nationale. Réalisé par les équipes de Xerfi Spécific, il permet d'avoir une vue rétrospective large après la publication régulière de nos Baromètres flash qui s'attachent plus particulièrement à étudier l'impact de la crise sanitaire sur le tissu entrepreneurial français.

En ce début d'année, à la lecture du BNE 2021, nous ne pouvons que nous réjouir de la confirmation de la relance de notre entrepreneuriat. Celui-ci a été soutenu tout au long de la crise par les dispositifs d'aide mis en œuvre par le gouvernement, avec l'appui d'une justice commerciale moderne, restée toujours accessible et agile. L'entrepreneuriat a aussi bénéficié du plan d'action de sortie de crise auquel la profession de greffiers de tribunaux de commerce a pleinement pris part.

Cette crise n'est hélas pas terminée et je reste convaincue que dans cette conjoncture si particulière, il est crucial que les chefs d'entreprises puissent compter sur des solutions d'accompagnement hybrides dans le meilleur sens du terme, associant le meilleur du numérique à un maillage territorial de proximité. Et c'est là tout le sens de l'action des greffiers des tribunaux de commerce, mobilisés pour une économie toujours plus innovante et sûre, en contact avec les entrepreneurs.

Si 2021 signe une reprise économique nettement meilleure qu'attendue, le tissu entrepreneurial reste soumis à des contraintes multiples. Dans ce contexte, nos indicateurs statistiques, et notamment ceux des flux d'entreprises, s'avèrent essentiels pour dresser le tableau de l'an passé. À titre d'information majeure, sur l'ensemble de l'année, 611 264 immatriculations au Registre du Commerce et des Sociétés (hors Moselle et Alsace) ont été comptabilisées, soit une progression de 30,3 % par rapport à l'année 2020. Plus globalement, les tendances entrepreneuriales observées depuis le début de la crise sanitaire se confirment : accélération de la création d'entreprise, gel des défaillances et envolée des radiations. Cette édition, qui décrypte l'ensemble des données 2021 du registre du commerce et des sociétés (RCS) tenu par notre profession, invite donc à l'optimisme, loin du climat d'incertitude relatif aux conséquences attendues du variant Omicron.

Incidentement, il est utile de rappeler que le RCS constitue un outil incontournable pour mesurer la santé de notre tissu entrepreneurial : il rassemble plus de 5 millions et demi d'entreprises, soit environ 80 % des acteurs économiques français. Outre l'analyse économique que le RCS nous permet aujourd'hui, ses données constituent le ciment de notre tissu entrepreneurial ; essentielles pour tous les acteurs économiques afin de sécuriser leurs relations d'affaires en s'assurant de l'existence juridique et de la santé de leurs clients, partenaires et prestataires.

Ces données certifiées, gages d'authenticité et de fiabilité, constituent une ressource incontournable pour les pouvoirs publics, les autorités et acteurs judiciaires et les professionnels en matière de lutte contre la fraude, le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme. Des missions qui constituent aujourd'hui un volet croissant de l'activité des greffiers des tribunaux de commerce.

**Sophie Jonval, Présidente du Conseil national des greffiers des tribunaux de commerce**

*L'Observatoire statistique a été créé avec le soutien de la Banque des Territoires groupe Caisse des Dépôts*



<b>EDITORIAL</b>	<b>2</b>
BILAN NATIONAL 2021 DES ENTREPRISES	2
<b>1. METHODOLOGIE</b>	<b>8</b>
<b>1.1. ELEMENTS DE METHODOLOGIE</b>	<b>9</b>
La méthodologie utilisée dans l'étude	9
<b>2. LA SYNTHÈSE</b>	<b>10</b>
<b>2.1. LA SYNTHÈSE</b>	<b>11</b>
Les enseignements des flux 2021	11
<b>2.2. POSITIONNEMENT SECTORIEL</b>	<b>21</b>
La dynamique des secteurs au cours de l'année 2021	21
<b>2.2. POSITIONNEMENT SECTORIEL</b>	<b>22</b>
La dynamique des régions au cours de l'année 2021	22
<b>3. ENVIRONNEMENT ET CONJONCTURE</b>	<b>23</b>
<b>3.1. LES DONNEES DE CADRAGE</b>	<b>24</b>
Le contexte macro-économique en 2021	24
<b>4. LES IMMATICULATIONS</b>	<b>28</b>
<b>4.1. LE BILAN DES IMMATICULATIONS EN 2021</b>	<b>29</b>
Le nombre d'immatriculations	29
Zoom DROM : le nombre d'immatriculations par territoire	30
Zoom DROM : la répartition selon le secteur d'activité	31
Zoom DROM : le top 10 du taux d'immatriculation	32
Zoom DROM : le top 10 des villes	33
Zoom DROM : la répartition selon le statut juridique	34
Zoom DROM : le profil des dirigeants	35
La répartition selon les mois de l'année	36
Évolution des immatriculations selon les mois de l'année	37
La répartition selon le secteur d'activité	38
Évolution 2020 vs 2021 des immatriculations par secteur d'activité	39

Évolution 2020 vs 2021 des immatriculations (hors entreprises individuelles)	40
La répartition par secteur d'activité vs stock d'entreprises	41
Le top 15 du taux d'immatriculation	43
La répartition par secteur d'activité vs PIB	44
Le top 15 des activités les plus représentées	46
Évolution 2020 vs 2021 du top 15 des activités les plus représentées	47
La répartition selon la localisation	49
Le taux d'immatriculation	51
Évolution 2020 vs 2021 des immatriculations par région	52
La répartition géographique vs population française	53
La répartition géographique vs PIB	54
Le top 15 des villes	55
La répartition selon le statut juridique	56
Évolution 2020 vs 2021 des immatriculations selon le statut juridique	57
La répartition selon l'origine des fonds	58
La répartition selon le montant du capital	59
La répartition par statut juridique selon la taille du capital	60
<b>4.2. LE PROFIL DES DIRIGEANTS</b>	<b>61</b>
Le nombre moyen de dirigeants dans le cadre des immatriculations	61
Le nombre de dirigeants	62
La répartition selon le sexe	63
La répartition régionale selon le sexe	65
La répartition selon l'âge	66
La répartition régionale selon l'âge	68
L'âge moyen des dirigeants selon le sexe	69
La répartition selon le type de fonction	70
La répartition selon la nationalité	71
Le top 20 des nationalités les plus représentées	72
<b>5. LES RADIATIONS</b>	<b>73</b>
<b>5.1. LE BILAN DES RADIATIONS EN 2021</b>	<b>74</b>
Le nombre de radiations	74
Zoom DROM : le nombre de radiations	75
Zoom DROM : la répartition selon le secteur d'activité	76
Zoom DROM : le top 10 du taux d'immatriculation	77

Zoom DROM : le top 10 des villes	78
Zoom DROM : la répartition selon le statut juridique	79
Zoom DROM : le profil des dirigeants	80
La répartition selon les mois de l'année	81
Évolution des radiations selon les mois de l'année	82
La répartition selon le secteur d'activité	83
Évolution 2020 vs 2021 des radiations par secteur d'activité	84
Évolution 2020 vs 2021 des radiations (hors entreprises individuelles)	85
La répartition par secteur d'activités vs stock d'entreprises	86
Le top 15 du taux de radiation	88
La répartition par secteur d'activités vs PIB	89
Le top 15 des activités les plus représentées	91
Évolution 2020 vs 2021 du top 15 des activités les plus représentées	92
La répartition selon la localisation	94
Le taux de radiation	96
Évolution 2020 vs 2021 des radiations par région	97
La répartition géographique vs population française	98
La répartition géographique vs PIB	99
Le top 15 des villes	100
La répartition selon le statut juridique	101
Évolution 2020 vs 2021 des radiations selon le statut juridique	102
La répartition selon l'origine des fonds	103
La répartition selon le montant du capital	104
La répartition selon le motif	105
L'âge moyen des entreprises soumises à une radiation	106
L'âge moyen des entreprises lors de leur radiation	107
La répartition par la durée de vie des entreprises	109
<b>5.2. LE PROFIL DES DIRIGEANTS</b>	<b>110</b>
Le nombre moyen de dirigeants dans le cadre des radiations	110
Le nombre moyen de dirigeants	111
La répartition selon le sexe	112
La répartition régionale selon le sexe	114
La répartition selon l'âge	115
La répartition régionale selon l'âge	117
L'âge moyen des dirigeants selon le sexe	118

La répartition selon le type de fonction	119
La répartition selon la nationalité	120
Le top 20 des nationalités les plus représentées	121
<b>6. LES OUVERTURES DE PROCEDURES COLLECTIVES</b>	<b>122</b>
<b>6.1. LES DIFFERENTS TYPES DE JUGEMENT</b>	<b>123</b>
Panorama et présentation	123
<b>6.2. LE BILAN DES OUVERTURES DE PROCEDURES COLLECTIVES EN 2021</b>	<b>124</b>
Le nombre d'ouvertures de procédures collectives	124
Zoom DROM : le nombre d'ouvertures de procédures collectives	125
Zoom DROM : la répartition selon le secteur d'activité	126
Zoom DROM : le top 10 des activités les plus représentées	127
Zoom DROM : le top 10 des villes	128
Zoom DROM : la répartition selon le statut juridique	129
Zoom DROM : la répartition par type de jugement	130
Zoom DROM : le profil des dirigeants	131
La répartition selon les mois de l'année	132
Évolution des procédures collectives selon les mois de l'année	133
La répartition selon le secteur d'activité	134
Évolution 2020 vs 2021 des procédures collectives par secteur d'activité	135
Évolution 2020 vs 2021 des procédures collectives (hors ent. Individuelles)	136
La répartition par activités vs stock d'entreprises	137
Le top 15 du taux d'ouvertures de procédures collectives	139
La répartition par activités vs PIB	140
Le top 15 des activités les plus représentées	142
Évolution 2020 vs 2021 du top 15 des activités les plus représentées	143
La répartition selon la localisation	145
Le taux d'ouverture de procédure collective	147
Évolution 2020 vs 2021 des procédures collectives par région	148
La répartition géographique vs population française	149
La répartition géographique vs PIB	150
Le top 15 des villes	151
La répartition selon le statut juridique	152
Évolution 2020 vs 2021 des procédures collectives selon le statut juridique	153
La répartition selon l'origine des fonds	154

La répartition selon le montant du capital	155
La répartition par type de jugement	156
La répartition des procédures de redressement judiciaire par région	157
La répartition des procédures de liquidation judiciaire par région	158
L'âge moyen des entreprises soumises à une ouverture de procédure collective	159
L'âge moyen des entreprises soumises à une ouverture de procédure collective	160
La répartition par la durée de vie des entreprises	162
<b>6.3. LE PROFIL DES DIRIGEANTS</b>	<b>163</b>
Le nombre moyen de dirigeants dans le cadre des procédures collectives	163
Le nombre moyen de dirigeants par grands secteurs	164
La répartition selon le sexe	165
La répartition régionale selon le sexe	167
La répartition selon l'âge	168
La répartition régionale selon l'âge	170
L'âge moyen des dirigeants selon le sexe	171
La répartition selon le type de fonction	172
La répartition selon la nationalité	173
Le top 20 des nationalités les plus représentées	174

# METHODOLOGIE

## 1.1. ELEMENTS DE METHODOLOGIE

La méthodologie utilisée dans l'étude

9  
9

## Bilan National des Entreprises 2021

Le Bilan National des Entreprises (BNE 2021) propose un état des lieux complet des flux d'entreprises en France (hors Alsace et Moselle) au cours de l'année 2021.

Le périmètre global comprend désormais les départements et régions d'outre-mer (DROM) et les départements lorrains suivants : Meurthe-et-Moselle (54) Meuse (55) Vosges (88). Le département de la Moselle (57) et la région Alsace seront désormais les seuls territoires exclus du périmètre du BNE. Les évolutions par rapport à 2020 sont calculées sur ce même périmètre mais les indicateurs présentant un historique depuis 2018 sont à périmètre constant et exclut donc les DROM.

Les immatriculations

Les radiations

Les procédures collectives

## Sources et méthodologie

### Phase préliminaire

- Réception des bases de données des greffes des tribunaux de commerce *via* Infogreffe. Les informations fournies concernent les entreprises immatriculées, en procédures collectives ou radiées au Registre du Commerce et des Sociétés auprès des Greffes au cours de l'année 2021. Ces données sont issues directement des registres publics tenus par ces Greffes et sont déclarées par les chefs d'entreprises concernés ou mentionnées d'office par les greffiers. Pour rappel, le registre du commerce et des sociétés est le premier registre de publicité légale en France et en Europe. Il représente 80% des acteurs économiques français, et exclut les artisans exerçant à titre individuel ainsi que les professions libérales et les agriculteurs n'exerçant pas en société ou ne faisant pas d'acte de commerce.

### Vérification et création des bases de données

- Vérification de la cohérence des variables
- Recodification de certaines variables le nécessitant (code NAF, date d'immatriculation, commune...)

### Traitements, analyse et présentation

- Traitements statistiques des informations et analyse : dresser un portrait des flux d'entreprises mettant en perspective les caractéristiques saillantes
- Comparaison des données 2021 avec celles de 2018, 2019 et 2020
- Mise en forme, rédaction et présentation du bilan

# LA SYNTHÈSE

<b>2.1. LA SYNTHÈSE</b>	<b>11</b>
Les enseignements des flux 2021	11
<b>2.2. POSITIONNEMENT SECTORIEL</b>	<b>20</b>
La dynamique des secteurs au cours de l'année 2021	20
La dynamique des régions au cours de l'année 2021	21

Dans cette quatrième édition, le Bilan National des Entreprises des greffiers des tribunaux de commerce 2021 (BNE 2021), s'appuyant sur le Registre du Commerce et des Sociétés (RCS), permet d'éclairer la situation du tissu entrepreneurial français. Après une année 2020 marquée par la plus profonde récession de l'économie de l'après-guerre, 2021 signe une reprise économique nettement meilleure qu'attendue mais toujours soumise à diverses contraintes (sanitaire, logistique, inflationniste, main d'œuvre...). Dans ce contexte, les indicateurs statistiques et notamment ceux des flux d'entreprises s'avèrent essentiels pour dresser le portrait de cette année 2021.

Depuis 2020, l'analyse du BNE intègre dans son périmètre des départements de la Meurthe-et-Moselle, de la Meuse, des Vosges, de la Réunion, de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de Mayotte. Le BNE établit une photographie de la situation 2021 des créations d'entreprises, des entreprises en difficulté et des radiations ainsi qu'une comparaison avec les données des trois précédentes éditions.



### 2021 : UNE REPRISE TOUJOURS SOUS TENSION

En 2021, l'économie française a enregistré une nette reprise après le trou d'air de 2020, elle a même réussi à renouer avec ses niveaux d'avant-crise dès le troisième trimestre 2021 alors même que des pans entiers de l'activité restaient empêchés de redémarrer. La campagne de vaccination, les dispositifs de soutien des entreprises, la levée des restrictions, la reprise de la consommation, les effets d'apprentissage des salariés et des entreprises face à la pandémie ou encore la vitalité entrepreneuriale ont permis au PIB d'afficher une croissance de 6,7% en 2021. Portée par une puissante poussée des embauches au cours de l'année, la croissance de l'emploi témoigne aussi de la résilience de l'économie française. Le niveau de l'emploi salarié a même dépassé celui de 2019 et le taux de chômage a continué sa décrue (7,6% en octobre). Du côté des entreprises, le taux de marge demeure élevé (34% en moyenne annuelle après 32% en 2020), l'investissement continue de progresser (12% par rapport à 2020) et les trésoreries préservent leurs hauts niveaux.

Toutefois, la cinquième vague épidémique et la propagation du variant Omicron replongent le pays dans un climat d'incertitude sanitaire en fin d'année. Bien que l'économie soit de plus en plus résistante face aux vagues successives de la pandémie, les tensions inflationnistes, les problèmes d'approvisionnement ou encore les difficultés de recrutement sont autant d'éléments qui peuvent également enrayer la reprise ou, à minima, la différer. (Cf. page 24 pour en savoir plus : le contexte macro-économique en 2021).

2

## UNE ANNEE PORTEUSE POUR L'ENTREPRENEURIAT FRANÇAIS

En 2020, et de manière assez inattendue au regard de l'ampleur de la crise, la création d'entreprises était parvenue à dépasser ses niveaux déjà élevés de 2019 (+2,1% par rapport à 2019).

La dynamique des créations s'est nettement confirmée et s'est même amplifiée en 2021 enregistrant près de 150 000 immatriculations supplémentaires par rapport au niveau déjà record de 2020. Sur l'ensemble de l'année, 611 264 immatriculations au Registre du Commerce et des Sociétés (hors Moselle et Alsace) ont ainsi été comptabilisées, soit une progression de 30,3% par rapport à l'année 2020. Le taux d'immatriculations (nombre d'immatriculations / stock d'entreprises) gagne ainsi plus de 2 points par rapport à 2020 pour s'établir à près de 12% cette année. Tout au long de l'année, l'explosion du nombre de créations a été plus forte que les inquiétudes liées à la pandémie mais elle s'est faite de manière extrêmement hétérogène. Au deuxième trimestre, les immatriculations ont pratiquement doublé (+ 96,3%) en raison de leur effondrement un an auparavant lors du premier confinement. De ce point de vue le pic est atteint en avril avec des immatriculations multipliées par plus de 3 à un an d'intervalle. Tandis qu'au quatrième trimestre, le nombre de créations est quasiment stable (-0,3%) avec même un mois décembre en légère contraction (-1,2%). Bien qu'un effet de rattrapage mécanique ait eu lieu, principalement sur le deuxième trimestre, il n'explique pas l'intégralité de cette puissante vague entrepreneuriale. En effet, la crise sanitaire n'a pas freiné l'envie d'entreprendre, bien au contraire, ce climat incertain a renforcé le goût des Français pour l'entreprenariat. La Covid-19 et les confinements ont dégagé du temps aux potentiels futurs entrepreneurs pour repenser en profondeur leur vie professionnelle, ou du moins, ont accéléré et fait mûrir des projets déjà dans les cartons. La pandémie fut ainsi l'occasion de franchir le pas de la création d'entreprise pour bon nombre de Français avec des raisons d'entreprendre diverses, variées et fréquemment entremêlées. Alors que certains y voient le moyen de garantir leur propre emploi tournant par la même occasion le dos au salariat, d'autres concrétisent un projet personnel qui fait sens ou encore souhaitent se reconverter et changer de métier.

Ces nouveaux entrepreneurs sont de plus en plus jeunes. En effet, les moins de 30 ans représentent désormais 23% des créateurs d'entreprises contre à peine plus de 19% en 2018. Pour la première fois en 2021, l'âge moyen est en deçà de 40 ans (39,7 ans) contre 40 ans en 2020 et un peu plus de 41 ans en 2018. Les hommes (39,5 ans) demeurent plus jeunes que les femmes (40,4 ans). Même si la proportion varie très fortement selon les secteurs, les hommes sont beaucoup plus nombreux à se lancer, les femmes ne représentant qu'un peu plus de 3 entrepreneurs sur 10 en 2021 (32,1%). Ce taux d'entreprenariat féminin est relativement stable depuis 2018.

La vitalité entrepreneuriale 2021 est une nouvelle fois tirée par l'auto-entreprenariat (+41,5% par rapport à 2020), le statut d'entreprise individuelle, dont les microentreprises, représente désormais 36% des nouvelles immatriculations contre 28% en 2018. Contrairement à 2020, l'élan entrepreneurial en 2021 n'est pas exclusivement tiré par les entreprises individuelles. Hors entreprise individuelle, le nombre d'immatriculations reculait de 3% sur l'ensemble de l'année 2020. En 2021, toujours hors microstructures, les créations d'entreprises progressent de 25%. Les entreprises dites « classiques », à savoir les Sociétés par actions simplifiée (+26%) ou encore les Sociétés à responsabilité limitée (+22%), contribuent indéniablement à cette poussée entrepreneuriale.

### ■ Les flux trimestriels d'entreprises 2021 vs 2020

Unités : % des variations

	1T21 / 1T20	2T21 / 2T20	3T21 / 3T20	4T21 / 4T20	2021 / 2020
<b>Créations</b>	+46,3%	+96,3%	+5,9%	-0,3%	<b>+30,3%</b>

Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce



## UNE ENVOLEE DES RADIATIONS D'ENTREPRISES

Entre le 1<sup>er</sup> janvier et 31 décembre 2021, 310 372 entreprises ont été radiées du Registre du Commerce et des Sociétés, soit près de 75 000 radiations supplémentaires par rapport à 2020. Le nombre d'entreprises radiées s'est ainsi envolé de plus de 30% en 2021 (à un an d'intervalle) faisant grimper le taux de radiations (5,9%) de plus d'un point par rapport à 2020. Même si une tendance symétrique du trou d'air du deuxième trimestre 2020 se répète comme pour les immatriculations, l'augmentation du nombre d'entreprises radiées est beaucoup plus homogène sur l'ensemble de l'année. L'ensemble des motifs de radiation est concerné par cette hausse. Les procédures d'office affichent la plus forte croissance (+ 58%). Elles ne sont pas nécessairement liées à la conjoncture et peuvent résulter de décisions administratives ponctuelles (opérations de nettoyage des registres décidées par certains tribunaux par exemple). Les radiations à la suite d'une procédure collective progressent de plus de 28% sur l'année. Enfin, les radiations volontaires ont également explosé de plus de 25% à un an d'intervalle. Face aux incertitudes liées à la pandémie et au maintien des dispositifs de soutien, certaines entreprises se retrouvent contraintes de disparaître brutalement sans passer par l'ouverture d'une procédure leur permettant de faire face à leurs difficultés. Il y a fort à parier également que d'autres entreprises déjà en difficulté avant crise ont épongé leurs dettes auprès de leurs créanciers grâce à une trésorerie reconstituée. Avec les suspensions d'échéances fiscales et sociales et l'arrêt des assignations en procédure de l'Urssaf notamment, ces entreprises préfèrent jeter l'éponge et volontairement fermer leurs portes en bénéficiant ainsi d'un effet d'aubaine. Le moment est donc jugé propice pour elles de mettre la clé sous la porte et même dans certains cas de se réorienter vers une activité plus porteuse plutôt que de maintenir leur entreprise « coûte que coûte » au risque de se retrouver dans quelques mois en cessation de paiement et sous contrôle judiciaire.

### ■ Les radiations d'entreprises 2021 vs 2020

Unités : % des variations

	1T21 / 1T20	2T21 / 2T20	3T21 / 3T20	4T21 / 4T20	2021 / 2020
<b>Radiations</b>	+2,5%	+69,5%	+24,2%	+41,0%	<b>+30,7%</b>

Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce

4

### UN NIVEAU DE DÉFAILLANCE TOUJOURS PLUS BAS

Déjà repoussées en 2020, les craintes tant redoutées d'un mur des faillites sont une nouvelle fois contrecarrées en 2021. Sur l'ensemble de l'année 2021, les défaillances sont au nombre de 24 649, soit une contraction de 10,8% par rapport à 2020 et de près de 45% par rapport à 2019. Malgré un très léger phénomène de rattrapage partiel au deuxième trimestre et en toute fin d'année, le niveau d'entreprises en difficulté reste très bas en comparaison des années précédant la crise covid. Près de 20 000 faillites n'ont pas eu lieu en 2021 par rapport à une année comme 2019. Le taux de sinistralité des entreprises (nombre de procédures collectives / stock d'entreprises) demeure donc à un niveau excessivement bas (0,5% contre 1,1% en 2018). L'attentisme est donc toujours de mise pour les ouvertures de procédures collectives et ce phénomène dépasse nos frontières. Les mesures fortes prises par les gouvernements ont permis d'endiguer un marasme économique assuré en préservant les trésoreries des entreprises, en limitant les ruptures de chaînes et donc en absorbant fortement l'impact de la crise de la Covid-19 sur les défaillances d'entreprises. En France, les dispositifs de protection des entreprises et de l'emploi (chômage partiel, prêts garantis par l'Etat, exonérations de charge, fonds de solidarité...) ont eu un effet d'amortisseur particulièrement efficace. Les niveaux de trésorerie (les avoirs bancaires à vue et à terme) se maintiennent toujours à hauts niveaux en cette fin d'année 2021. Bien qu'un allègement graduel des mesures entourant le « quoi qu'il en coûte » ait eu lieu, ces dispositifs restent très actifs stabilisant, et même réduisant, le nombre de défaillances d'entreprises vers un niveau historiquement bas en 2021.

Phénomène déjà observé en 2020, le taux de liquidations judiciaires (liquidation judiciaire et liquidation judiciaire simplifiée) au sein des procédures collectives continue de croître en 2021. En effet, la part de liquidations se hisse à près de 80% en 2021 contre à peine 76% en 2018 (75,8%). La pandémie a entraîné une forte hétérogénéité des bilans financiers des entreprises et celles déclarant une défaillance sont dans des situations plus compliquées et irréversibles qu'avant la crise.

#### ■ Les ouvertures de procédures collectives 2021 vs 2020

Unités : % des variations

	1T21 / 1T20	2T21 / 2T20	3T21 / 3T20	4T21 / 4T20	2021 / 2020
<b>Ouvertures de procédures collectives</b>	-31,0%	+14,1%	-17,0%	+3,2%	<b>-10,8%</b>

Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce

## 5

**LA DIGITALISATION DE L'ÉCONOMIE GRANDE POURVOYEUSE  
DE CREATIONS D'ENTREPRISES**

La crise a grandement influé sur nos modes de vie et nos habitudes façonnant ainsi de nouvelles tendances de consommation. La consommation « post-covid » n'est et ne sera pas l'exacte réplique de la consommation d'avant. La pandémie a en effet remis en question nos activités quotidiennes comme se rendre au travail, aller au restaurant ou encore faire ses courses en magasin. De nouvelles relations et besoins sont également apparus entre les consommateurs et leur sphère domestique transformée en lieu de travail. La crise sanitaire accroît ainsi la dépendance aux outils numériques et les aspirations à accéder à distance aux choses et aux services. Se préoccupant également de plus en plus de leur impact sociétal et environnemental, les consommateurs privilégient la proximité pour leurs achats et se tournent aussi vers le marché de la seconde main. Durables ou non, ces changements d'habitudes, de tendances et même de manière de consommer créent des opportunités, de nouveaux positionnements et business pour les entrepreneurs.

Le secteur du transport et entreposage est sûrement le plus révélateur de ces nouveaux débouchés pour les entrepreneurs. La pandémie a fait exploser les livraisons à domicile de repas et de marchandises. En effet, le nombre de créations dans ce secteur, et en particulier celui lié à la livraison à domicile, a connu une explosion en 2021 (+ 103%) après 2020 (+ 38%) et 2019 (+ 40%). Sur l'ensemble de l'année, avec 85 000 immatriculations, le nombre de créations a fait plus que doubler à un an d'intervalle. À elle seule, cette activité de livraison à domicile représente désormais près d'une inscription au RCS sur sept sur l'ensemble de l'année (14% en 2021 contre seulement 6,5% en 2019). Ce secteur est principalement porté par les acteurs de la FoodTech comme Uber Eats, Deliveroo, Glovo, Stuart, Frichti ou encore Just Eat ayant recours à des prestataires indépendants devant s'inscrire au Registre du Commerce et des Sociétés. Les grandes enseignes de distribution alimentaire comme Casino, Carrefour ou encore E. Leclerc sont associées à ces géants de la livraison à domicile pour livrer les courses de leurs clients. Le marché des ventes livrées à domicile est actuellement en pleine effervescence avec toujours plus de nouveaux acteurs et une pluie de financements à la clé.

Les nouveaux arrivants sont nombreux sur le marché hexagonal avec par exemple Everli, Cajoo, Gorillas ou encore Flink. L'offre aussi s'élargit et se diversifie avec notamment les personal shopper (des indépendants se chargent de faire les courses des clients en magasin avant de les livrer à domicile) ou encore le quick commerce (la promesse d'une livraison ultra-rapide effectuée en moins de 15 minutes à partir de petits entrepôts proches des domiciles des clients). L'accélération du e-commerce (en croissance de 15% en 2021 d'après les données Fevad) à la base de ce mouvement très important dans le secteur du transport, mais aussi des services en ligne, et plus globalement, de la digitalisation touche de plus en plus de secteurs de l'économie. Une mue digitale qui permet une réelle recomposition du tissu entrepreneurial français.

Les fermetures administratives imposées des points de ventes physiques ou encore les couvre-feu ont conduit de nombreux indépendants vers la vente en ligne avec leur propre site ou via des marketplaces. Ces places de marché permettent aux vendeurs de proposer leurs produits en ligne à des acheteurs potentiels en échange d'une commission et sans avoir à créer un site de vente eux-mêmes. Le choix des marketplaces est désormais pléthorique, des plus généralistes (Amazon, Rakuten, Fnac Darty, La Redoute ou encore Facebook Marketplace), à la grande distribution (Carrefour, Intermarché...) en passant par les plus spécialisées (Epicery, La ruche qui dit oui !...) et même des initiatives beaucoup plus locales (sites de producteurs locaux, commerçants ambulants...). Plus économiques et vertueuses, certaines places de marché se positionnent également sur le marché de la seconde main et du reconditionnement (Cdiscount Occasion, Fnac 2<sup>de</sup> Vie, Darty Occasion et bien sûr le pionnier Ebay). Avec près de 25 000 créations en 2021, les deux activités regroupant la vente en ligne (Vente à distance sur catalogue général et Vente à distance sur catalogue spécialisé) enregistrent une hausse de plus de 35% à un an d'intervalle après l'explosion de 2020 (+ 70,5%).

En 2021, le secteur de l'enseignement, santé et action sociale est également très dynamique à un an d'intervalle (+ 43%) avec en tête de proue la formation continue d'adultes (+ 79,5%). En effet, la crise est un vrai catalyseur de reconversion professionnelle débouchant sur de multiples opportunités dans la formation, l'accompagnement ou encore le coaching.

Enfin, la location immobilière figure toujours en tête des activités générant le plus d'immatriculations sur l'année, même s'il est fort à parier que la livraison à domicile prenne cette place dès 2022. La location immobilière regroupe près de 100 000 créations en 2021 en hausse de 29,5% par rapport à 2020. Boosté par la forte appétence des Français pour la pierre et des taux bas, le marché immobilier français s'est montré particulièrement dynamique en 2021 avec des volumes de transactions records. Neuf créations d'entreprises sur dix dans ce secteur sont des sociétés civiles immobilières (SCI). Qu'ils soient particuliers ou professionnels, de plus en plus d'investisseurs immobiliers choisissent le montage d'une SCI pour gérer leur patrimoine ou celui de leurs clients. En effet, ce statut comporte des avantages et des facilités en termes d'acquisition, de transmission, de gestion mais aussi d'imposition.

Du côté des secteurs en retrait cette année et beaucoup moins porteurs qu'habituellement, l'hébergement et la restauration affichent une contraction de 2% par rapport à 2020. La restauration de type rapide (- 14%) et les débits de boisson (- 5%) sont les deux activités les plus impactées dans ce secteur. Les activités concentrant la plus forte croissance de créations d'entreprises sont également celles enregistrant les plus forts taux de radiations en 2021 (livraison à domicile : + 177% et vente à distance : + 95%). Le turnover s'intensifie dans ces secteurs à forte croissance où la concurrence s'exacerbe et la surmortalité structurellement plus importante.

6

## LES HAUTS-DE-FRANCE ET L'Auvergne-Rhône-Alpes SE DISTINGUENT

En 2021, sur l'ensemble du territoire, l'orientation des flux d'entreprises demeure similaire selon les régions mais des variations d'ampleurs significatives persistent entre elles.

Du côté des créations d'entreprises, deux régions se distinguent du reste cette année avec une forte croissance du nombre d'immatriculations : les Hauts-de-France (+ 36,3% à un an d'intervalle) et l'Auvergne-Rhône-Alpes (+ 35,7%). Trois des cinq Départements et régions d'outre-mer se trouvent également au-dessus de la croissance moyenne nationale (+ 30,3%) : la Guyane (+ 84,6%), Mayotte (+ 37,9%) et la Martinique (35,6%).

La région Hauts-de-France occupant aussi la tête du classement des radiations en 2021 (+ 63,5%) constate un fort dynamisme et turnover de son tissu entrepreneurial. Deuxième région de ce classement, l'Occitanie se situe à plus de 20 points des Haut-de-France (+ 41,4%). A l'image des immatriculations, quatre DROM sur cinq se trouvent au-dessus de la croissance moyenne nationale (+ 30,7%) : la Guadeloupe (+ 89,6%), la Réunion (+ 87,9%), la Guyane (+ 50%) et la Martinique (+ 37,2%). Enfin, trois régions métropolitaines se démarquent par une très faible variation de leur nombre de radiations à un an d'intervalle, l'Auvergne-Rhône-Alpes (+ 4,3%), déjà très bien positionnée au niveau des créations, le Grand-Est (+ 3,5%) et les Pays de la Loire (+ 3,2%).

7

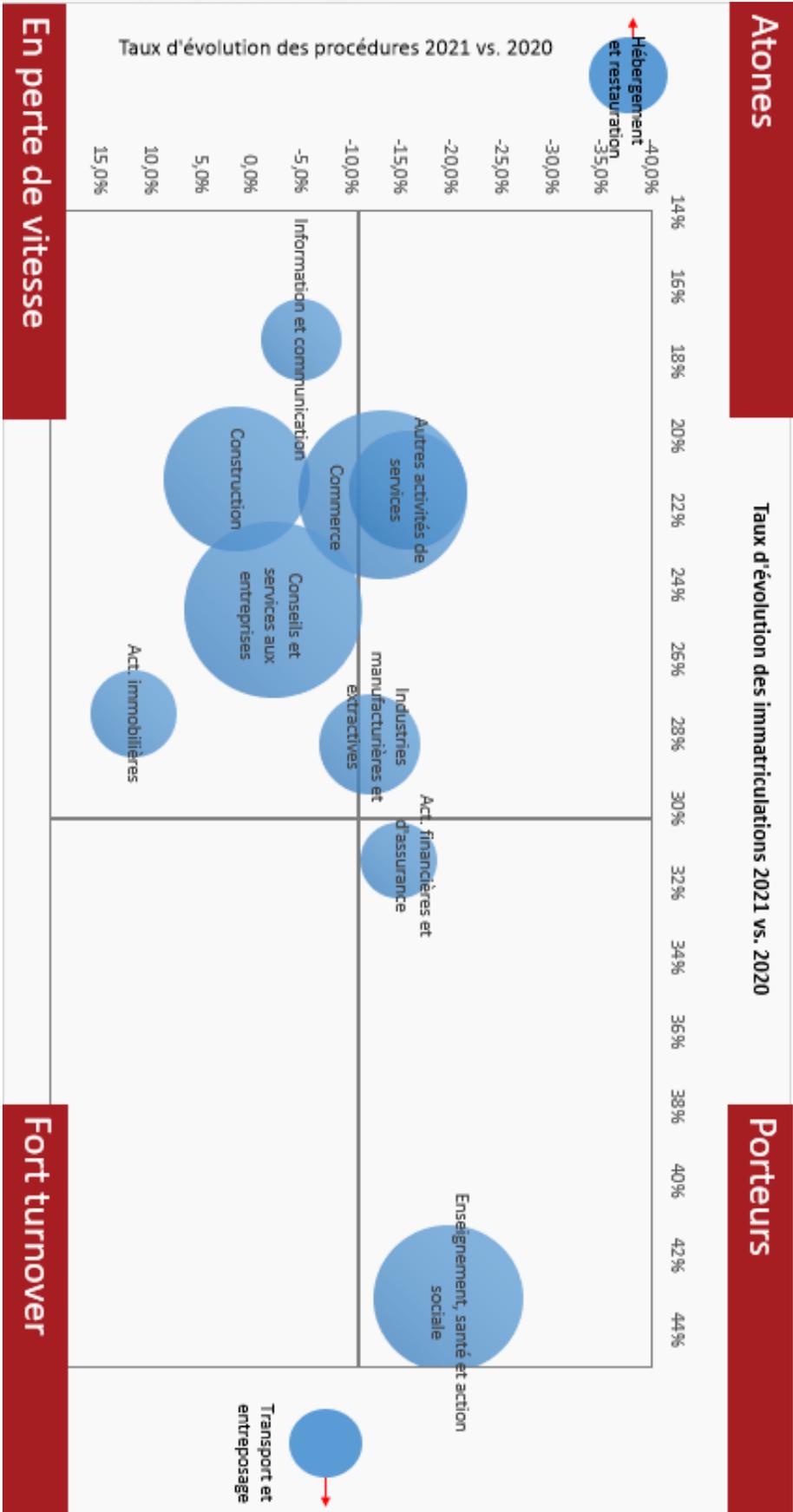
## 2022 : LA FIN DU « QUOI QU'IL EN COÛTE » ET LA POURSUITE DE LA DYNAMIQUE ENTREPRENARIALE DETERMINANTS POUR LA CROISSANCE 2022

Tout au long de l'année, l'indicateur des entreprises en difficulté continue d'être constamment scruté. Depuis mars 2020, c'est désormais près de 35 000 défaillances d'entreprises qui n'ont pas eu lieu par rapport à une période « normale ». En effet, les données de défaillances restent très nettement inférieures à celles constatées en 2019 et même en 2020. Malgré un léger rebond en fin d'année 2021, aucun signe annonciateur d'une normalisation des faillites, d'une reprise et encore moins d'un mur des défaillances n'est pour le moment visible pour 2022. Au moment de la sortie des dispositifs du « quoi qu'il en coûte », ces indicateurs seront essentiels pour mesurer à quelle vitesse et intensité le lien entre activité économique et faillites d'entreprises se rétablira.

Du côté des créations d'entreprises, la déferlante entrepreneuriale fut l'une des composantes essentielles de la reprise en 2021 pour que l'économie retrouve rapidement son niveau d'avant crise. Pour permettre une consolidation de la croissance en 2022, cette dynamique de créations devra se poursuivre. Une condition qui pourrait s'avérer renforcée en particulier si des secteurs demeurent empêchés par diverses tensions (sanitaire, logistique, inflationniste, main d'œuvre...) de tourner à leur pleine capacité.

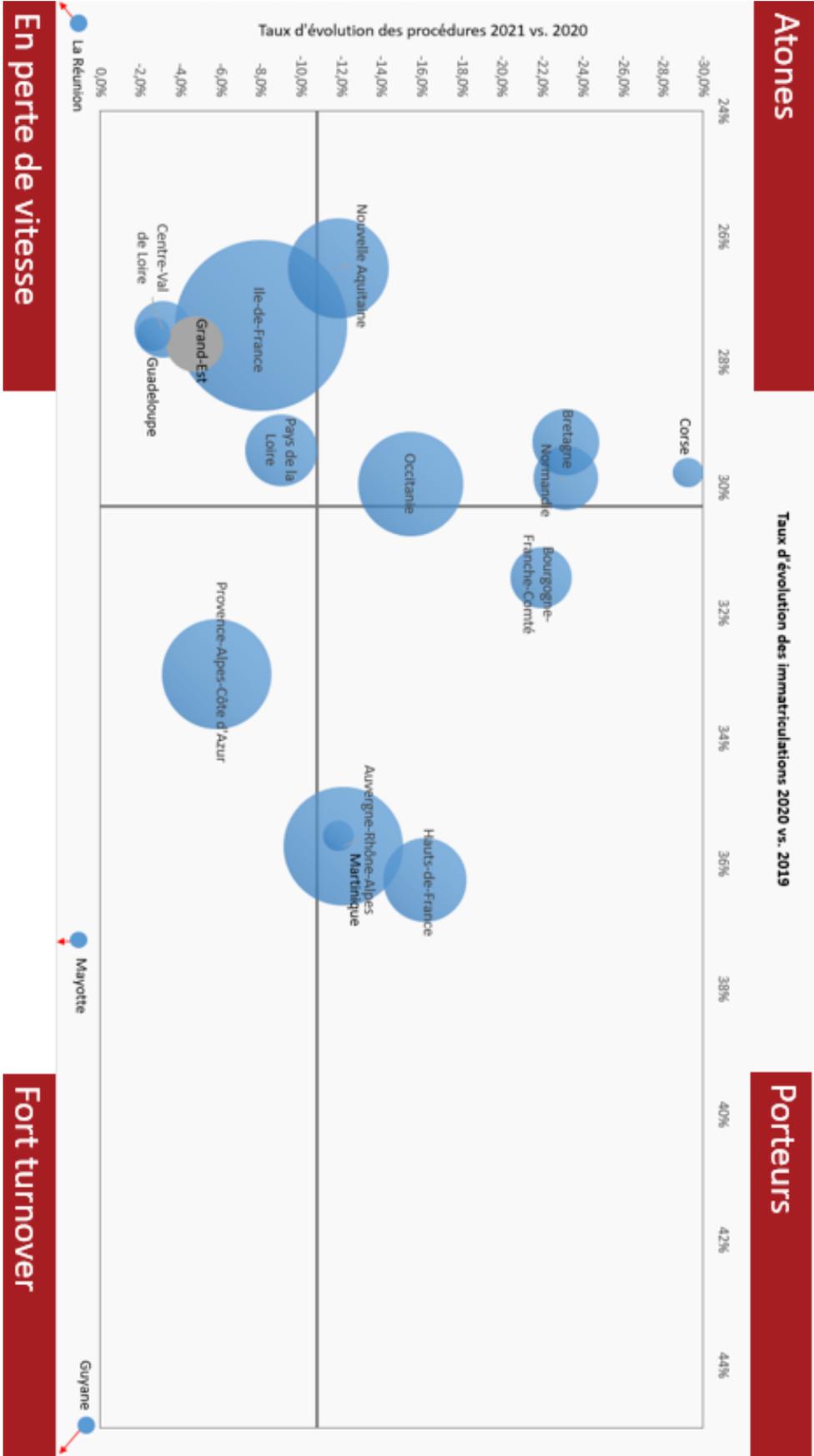
## 2.2. POSITIONNEMENT SECTORIEL

### La dynamique des secteurs au cours de l'année 2021



2.2. POSITIONNEMENT SECTORIEL

La dynamique des régions au cours de l'année 2021



# ENVIRONNEMENT ET CONJONCTURE

## 3.1. LES DONNEES DE CADRAGE

Le contexte macro-économique en 2021

23

23

**2021, l'année du rebond de la croissance mondiale...**

2021 a été l'année du rebond de l'économie mondiale, après le plongeon historique provoqué par la pandémie de Covid-19. Après avoir enregistré une chute de 3,5% en 2020 (la plus forte de l'après-guerre), le PIB mondial devrait avoir progressé de 5,5% en 2021, selon les estimations de Xerfi, d'abord porté par le dynamisme de la croissance aux États-Unis, puis par la reprise en Europe, notamment avec la levée des dernières restrictions sanitaires au 2e trimestre. Ce fort rebondissement a permis au PIB global de retrouver son niveau d'avant pandémie et de le dépasser légèrement en fin d'année dernière. L'impact de la crise sanitaire sur l'économie mondiale aurait été beaucoup plus grave sans les injections massives de liquidité des banques centrales et sans le soutien budgétaire des États. Ce dernier s'est élevé à plus de 16 000 milliards de dollars depuis le début de la pandémie selon une estimation du FMI. Par ailleurs, les interventions publiques, ainsi que l'accès à la vaccination, constituent d'importants facteurs de clivage entre la capacité de rebond des économies de l'OCDE, d'une part, et des pays émergents et en voie de développement d'autre part. Ces derniers disposent en effet de marges de manœuvre plus réduites en matière de politique monétaire et budgétaire et leurs économies sont plus exposées aux risques de nouvelles vagues de la pandémie en raison d'un taux de vaccination bien inférieur à celui des pays de l'OCDE.

**... mais aussi des prix**

2021 a été aussi l'année d'un autre rebond : celui des cours des matières premières. La reflation de l'économie mondiale via la courroie de la hausse des prix des matières premières est devenue une réalité. Si depuis le point bas de juin 2020, les cours des céréales comme des métaux ont fortement progressé, c'est du côté du pétrole que la flambée est la plus spectaculaire avec des cours du Brent passés de 20 à plus de 80 dollars le baril en l'espace d'un an. Ce sont essentiellement les contraintes pesant sur l'offre qui ont initié le mouvement : perturbations climatiques affectant les récoltes, contraction de l'offre minière sous l'effet des mesures sanitaires et des grèves, durcissement des quotas de production par l'Opep, etc. Des facteurs transitoires pour l'essentiel, laissant entrevoir une inversion de tendance vers la fin de 2021.

Le scénario d'un nouveau super-cycle d'augmentation des prix des matières premières ne nous paraît pas d'actualité. Les fortes hausses de cours observées en 2021 doivent en effet être relativisées car elles sont calculées par rapport à une base de prix extrêmement faible, c'est-à-dire les cours moyens de 2020, au cœur de la pandémie. En outre, pour valider la mise en place d'un nouveau super-cycle des matières premières, similaire à celui de 2010-2012, il faudrait une frénésie de demande qui n'est pas encore au rendez-vous. La consommation mondiale de pétrole, par exemple, est toujours inférieure à son niveau d'avant pandémie, en raison notamment de la crise durable du transport aérien. Or, la normalisation progressive de la production et le ralentissement déjà constaté de l'économie chinoise devraient inverser la tendance. Après avoir été à l'origine de l'apparition de tensions inflationnistes partout dans le monde l'année dernière, les matières premières devraient avoir un rôle modérateur sur l'évolution des prix en 2022.

### Des tensions inflationnistes, temporaires

À l'échelle mondiale, l'inflation a franchi à la fin de l'année dernière le seuil des 10%. Aux États-Unis, elle a frôlé les 7% en novembre et en Europe, elle a approché la barre des 5%. En France elle s'est élevée à 2,8% en novembre dernier, touchant un pic depuis septembre 2008. Cette envolée a déjà contraint le gouvernement français à anticiper la revalorisation du SMIC de 2,2% le 1er octobre dernier. La composante énergétique explique presque la totalité de cette envolée, les autres composantes restant beaucoup plus sages.

D'ailleurs, le scénario d'une accélération durable des prix à l'échelle mondiale n'est pas retenu par les marchés, ce dont témoigne la récente détente des taux longs obligataires, alors même que l'inflation bat des records. Les marchés parient au contraire sur les pressions concurrentielles pour calmer cette poussée de fièvre. Une légère et durable hausse de l'orbite de l'inflation, aux États-Unis comme en Europe, est néanmoins probable. Sans que l'on puisse parler de boucle prix-salaires, les hausses salariales embragent un peu partout. On pourrait donc assister à un double mouvement de légère hausse des taux d'intérêt et de l'inflation, les taux réels demeurant en zone négative : le meilleur scénario pour éroder en douceur la dette Covid.

### Un socle de croissance autonome dans la zone euro

Tout au long de l'année passée, la zone euro a fait face à un environnement international de plus en plus délicat (Chine et pays émergents au ralenti, États-Unis en décélération, Royaume-Uni à la traîne) en jouant sur ses propres forces. De fait, tous les pays de la zone sont embarqués dans une puissante récupération. Avec la reprise des services et du tourisme, la plupart des pays du Sud connaissent une reprise vigoureuse. Par ailleurs, les constats sont à peu près les mêmes pour tous les pays de l'union monétaire : résistance du socle d'emplois, du revenu des ménages et taux d'épargne exceptionnellement élevé. La consommation dispose ainsi d'importantes munitions pour projeter le PIB de la zone au-dessus de ses niveaux d'avant-crise dès le troisième trimestre et consolider la dynamique en 2022. De façon inégale, l'investissement embraille dans nombre d'économies confortant les chances d'une reprise auto-entretenu.

### En France, une hausse du PIB de près de 7% en 2021

Le PIB de la France a quant à lui rebondi de 6,7% l'année dernière, selon nos estimations, après avoir chuté de 8% en 2020. L'économie française, qui avait été particulièrement affectée par les mesures sanitaires restrictives paralysant des pans importants de l'activité en 2020, a ainsi connu une reprise plus forte que l'économie mondiale en 2021. Cette reprise s'est accentuée durant l'été. En hausse de 3% au 3e trimestre, le PIB est quasiment revenu à son niveau d'avant crise, en avance par rapport aux prévisions. Même si la croissance devrait ralentir nettement dès le quatrième trimestre, le PIB de la France devrait dépasser de 0,5% son niveau pré-pandémique à la fin de 2021, ce qui était encore totalement inespéré il y a quelques mois. L'analyse des contributions des composantes du PIB montre un rattrapage très vif de la consommation des ménages, principalement dans les services. Le mouvement a été plus particulièrement marqué dans l'hôtellerie-restauration, secteur à l'origine de la moitié de la croissance trimestrielle. De fait, comme après chaque période de restrictions depuis le début de la crise sanitaire, le redressement s'est appuyé avant tout sur un franc rebond de la demande intérieure lié à la réouverture des secteurs entravés.

### Une distillation lente de l'épargne vers la consommation

Le maintien jusqu'à la mi-mai de contraintes réglementaires, telles que couvre-feu, fermeture des établissements culturels et surtout des restaurants et bars, a empêché une reprise rapide de la demande des ménages. Il a fallu patienter jusqu'à la levée des restrictions sanitaires pour voir la consommation accélérer sensiblement (+5% au 3e trimestre). Toutefois, malgré ce bond en avant, la demande des ménages reste en retrait de près de 1% de son niveau pré-crise et ne le restaurera qu'au début 2022.

Depuis le début de la pandémie de Covid-19, les Français ont mis de côté 157 milliards d'euros de plus que d'habitude selon la Banque de France et ce surcroît d'épargne, en grande partie « forcée » par les confinements et les restrictions sanitaires, ne cesse d'augmenter au fil des mois. À la fin 2021, il devrait avoir atteint l'équivalent de 11% du revenu annuel des Français. Les ménages ont donc globalement les réserves nécessaires pour dépenser. Cependant, enquêtes après enquêtes, ces derniers montrent une certaine frilosité quant à l'opportunité d'injecter rapidement ce surplus d'épargne dans la consommation. Après avoir touché le fond en avril 2020, la proportion de ménages estimant qu'il est opportun de faire des achats importants s'est certes redressée, mais elle se contracte à nouveau depuis juin dernier, tandis que le solde d'opinion relatif à l'opportunité d'épargner demeure à un niveau anormalement élevé. Les ménages profitent de cette manne pour renforcer leur position patrimoniale (ce dont témoignent les chiffres dynamiques du marché immobilier) et une importante réserve de consommation dort sur les comptes courants. En somme, c'est une distillation lente de l'épargne vers la consommation qui a commencé l'année dernière. Après avoir plongé de plus de 7% en 2020, elle a rebondi de 4,6% cette année, selon nos estimations, soit à un rythme plus faible que le PIB. En revanche, en 2022 la consommation devrait afficher une hausse supérieure à 5%, tandis que la croissance du PIB ralentira à moins de 4%.

### Résistant en 2020, le pouvoir d'achat est reparti à la hausse l'année dernière

Le pouvoir d'achat des ménages est d'ailleurs reparti à la hausse en 2021 (+1,7% selon nos estimations), après avoir résisté à la chute du PIB en 2020. Les différents mécanismes d'aides mis en place par l'État ont permis d'amortir les pertes de revenus en 2020. Ainsi, alors que le PIB s'enfonçait de 8%, le pouvoir d'achat par unité de consommation s'est maintenu au même niveau de 2019. Cette performance globale masque cependant une forte polarisation entre, d'un côté, les ménages dont les ressources sont uniquement des revenus de transferts (retraités principalement) ou dont la rémunération a été préservée, que ce soit grâce aux possibilités offertes par le télétravail ou par leurs statuts (agents publics), et de l'autre les personnes soumises à des contrats précaires ou dont les revenus sont uniquement liés à leur activité (indépendants, autoentrepreneurs...).

En forte accélération fin 2020, la progression du pouvoir d'achat s'est temporairement arrêtée au début 2021. Les limitations d'activité dans certains secteurs ont pesé sur les revenus d'une partie de la population. Avec la levée des restrictions à la fin du printemps, les clignotants sont repassés au vert avec une nette accélération des revenus, d'autant plus que des moteurs d'appoint comme les dividendes versés et les intérêts issus de l'épargne financière accumulée en 2020 se sont allumés. La hausse du pouvoir d'achat des ménages a été également fortifiée par la reconduction décidée en mars dernier du dispositif de prime exceptionnelle de pouvoir d'achat auquel s'ajoute le premier dégrèvement de la taxe d'habitation pour les 20% des ménages les plus aisés. Seul bémol, l'accélération de l'inflation est venue grignoter une partie de la progression des revenus.

### L'emploi a fait mieux que récupérer

Principal facteur de la reprise du pouvoir d'achat, l'emploi a fait preuve d'un remarquable dynamisme en 2021. Potentiellement, sans soutien public, une crise de cette ampleur aurait pu détruire plus d'un million d'emplois à terme. Or, alors même qu'au troisième trimestre le PIB de la France était tout juste revenue à son niveau de fin 2019, les effectifs salariés surplombaient déjà de 270 000 unités leurs niveaux d'avant crise, portés en particulier par quelques secteurs phares, comme le numérique et la santé. Non seulement la digue de l'emploi n'a pas rompu mais nombre d'entreprises ont embauché en CDI et CDD longs, dans la construction, la santé, l'action sociale, le B-to-B de pointe, ou encore le numérique, tandis que des pans entiers de l'économie sont loin d'avoir retrouvé leurs niveaux d'avant-crise (hébergement, loisirs, matériels de transport, habillement, etc.). La vigueur du mouvement de reprise et les fortes asymétries entre les savoir-faire détruits et ceux générés par la crise, ont exacerbé les difficultés de recrutement, qui ont atteint des plus hauts historiques ces derniers mois alors même que le chômage est resté élevé (7,6% de la population active en octobre dernier).

Les recrutements en CDI révèlent d'ailleurs que les entreprises sont en train de se repositionner de façon durable sur les nouveaux débouchés favorisés par la crise sanitaire. La rapide récupération des secteurs de services les plus impactés par la crise, et encore freinés par le passe sanitaire, conjuguée au repositionnement des entreprises sur de nouveaux segments de marché, devrait propulser l'emploi à un niveau bien supérieur à celui d'avant-crise en 2022. Un ajustement des capacités demeure cependant inévitable dans les entreprises pour lesquelles un rattrapage d'activité est hors de portée à moyen terme, ou pour celles qui affronteront une baisse de régime après la phase d'engouement de crise. L'impact sera néanmoins amorti par la mise en place du dispositif d'activité partielle de longue durée. Dans ce contexte, le taux de chômage devrait continuer sa décrue, d'autant les dispositifs d'apprentissage, d'accompagnement et de formation des chômeurs tournent à plein régime.

### Des entreprises offensives notamment en matière d'investissement

En progression de plus de 12% en 2021 (d'après nos estimations basées sur les chiffres des trois premiers trimestres de l'année), l'investissement des entreprises – poussé par l'impact de la digitalisation rendu quasiment incontournable – a affiché une hausse bien plus forte que prévue. Une bonne surprise qui fait déjà suite à une année 2020 durant laquelle sa capacité de résistance avait déjoué tous les pronostics. Le soufflé devrait progressivement retomber en 2022, en phase avec le ralentissement de l'activité et de la demande adressée aux entreprises, mais l'investissement se sera alors déjà recalé sur sa tendance de long terme.

Quatre forces sont à l'origine de cette performance surprenante des investissements pendant et immédiatement après la crise sanitaire. Le soutien massif aux trésoreries et le contexte de taux bas ont permis à une partie des projets déjà programmés d'aller à leur terme. La réduction de 10 milliards d'euros des impôts à la production a également joué en ce sens. Les besoins de numérisation se sont ensuite accélérés avec la crise sanitaire (télétravail, maintien de la communication interne, conservation du lien avec les clients, etc.). Enfin, la composante immatérielle de l'investissement, dénommée « service de l'investissement » représente une part de plus en plus importante des investissements des entreprises. Cette composante incontournable, affectée pour l'essentiel à la masse salariale des services de R&D, de programmation informatique ou de design, n'a pas pu être significativement ajustée et s'élève d'année en année de façon quasi structurelle.

# LES IMMATRICULATIONS

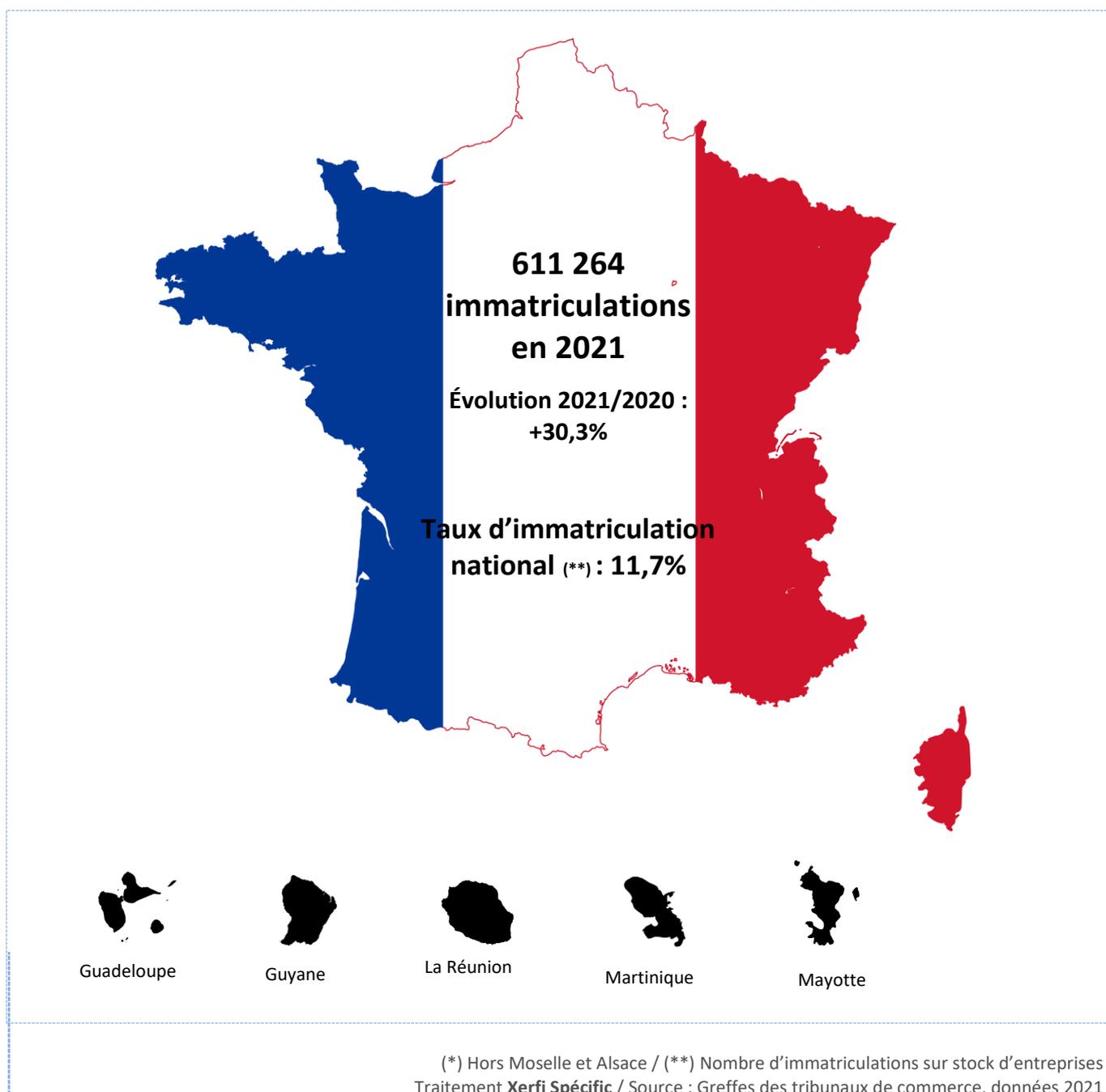
<b>4.1. LE BILAN DES IMMATRICULATIONS EN 2021</b>	<b>28</b>
Le nombre d'immatriculations	28
Zoom DROM	29
La répartition selon les mois de l'année	35
Évolution des immatriculations selon les mois de l'année	36
La répartition selon le secteur d'activité	37
Évolution 2020 vs 2021 des immatriculations par secteur d'activité	38
Évolution 2020 vs 2021 des immatriculations (hors entreprises individuelles)	39
La répartition par secteur d'activité vs stock d'entreprises	40
Le top 15 du taux d'immatriculation	42
La répartition par secteur d'activité vs PIB	43
Le top 15 des activités les plus représentées	45
Évolution 2020 vs 2021 du top 15 des activités les plus représentées	46
La répartition selon la localisation	48
Le taux d'immatriculation	50
Évolution 2020 vs 2021 des immatriculations par région	51
La répartition géographique vs population française	52
La répartition géographique vs PIB	53
Le top 15 des villes	54
La répartition selon le statut juridique	55
Évolution 2020 vs 2021 des immatriculations selon le statut juridique	56
La répartition selon l'origine des fonds	57
La répartition selon le montant du capital	58
La répartition par statut juridique selon la taille du capital	59
<b>4.2. LE PROFIL DES DIRIGEANTS</b>	<b>60</b>
Le nombre moyen de dirigeants dans le cadre des immatriculations	60
Le nombre de dirigeants	61
La répartition selon le sexe	62
La répartition régionale selon le sexe	64
La répartition selon l'âge	65
La répartition régionale selon l'âge	67
L'âge moyen des dirigeants selon le sexe	68
La répartition selon le type de fonction	69
La répartition selon la nationalité	70
Le top 20 des nationalités les plus représentées	71

## 4.1. LE BILAN DES IMMATRICULATIONS EN 2021

### Le nombre d'immatriculations

En 2021, 611 264 immatriculations ont été enregistrées au Registre du Commerce et des Sociétés en France (y compris DROM), en hausse de 30,3% sur un an. Le taux d'immatriculation, qui définit le nombre d'immatriculations sur le stock d'entreprises, s'est élevé à 11,7%.

#### ■ Nombre d'immatriculations en 2021 (\*)



## 4.1. LE BILAN DES IMMATRICULATIONS EN 2021

### Zoom DROM : le nombre d'immatriculations par territoire

Au cours de l'exercice 2021, 21 265 immatriculations ont été enregistrées au Registre du Commerce et des Sociétés dans les départements et régions d'outre-mer. La Réunion et la Martinique représentaient 60,4% des immatriculations de la zone.

#### ■ Nombre d'immatriculations dans les DROM en 2021 (\*)

	<b>Guadeloupe</b>	4 767 immatriculations (Évolution 2021/2020 : +27,6%)
	<b>Guyane</b>	2 424 immatriculations (Évolution 2021/2020 : +84,6%)
	<b>La Réunion</b>	6 722 immatriculations (Évolution 2021/2020 : +19,2%)
	<b>Martinique</b>	6 386 immatriculations (Évolution 2021/2020 : +35,6%)
	<b>Mayotte</b>	1 396 immatriculations (Évolution 2021/2020 : +37,9%)
	<b>Total DROM</b>	<b>21 695 immatriculations</b> (Évolution 2021/2020 : +32,2%)

Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2021

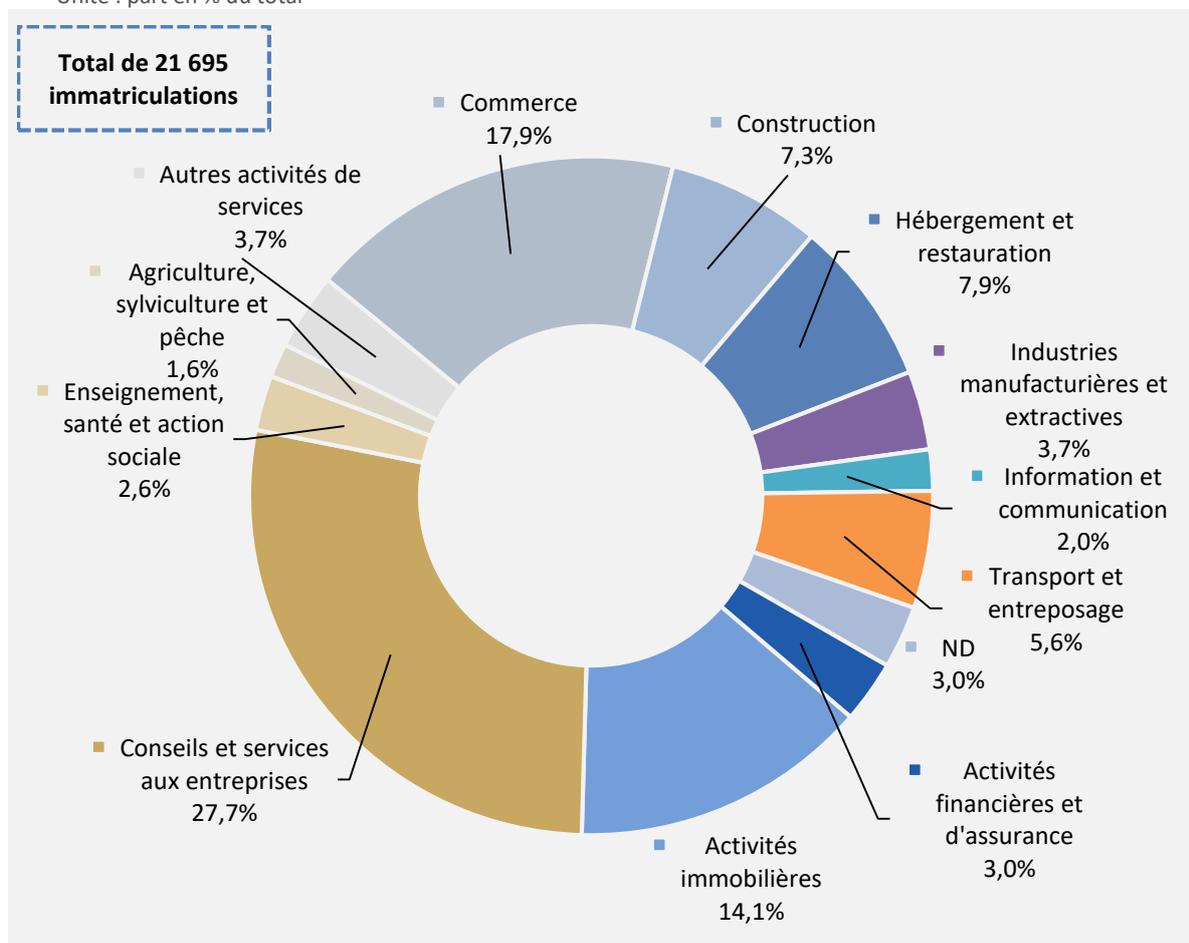
## 4.1. LE BILAN DES IMMATRICULATIONS EN 2021

### Zoom DROM : la répartition selon le secteur d'activité

Les activités de Conseils et services aux entreprises représentaient le premier secteur d'activité des DROM en nombre de nouvelles immatriculations en 2021 (27,7% du total). Le secteur du commerce (17,9%) et les activités immobilières (14,1%) complétaient le podium. Ensemble, ils ont représenté 12 949 immatriculations, soit près de 60% du total.

#### ■ Répartition des immatriculations par grands secteurs économiques

Unité : part en % du total



Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2021

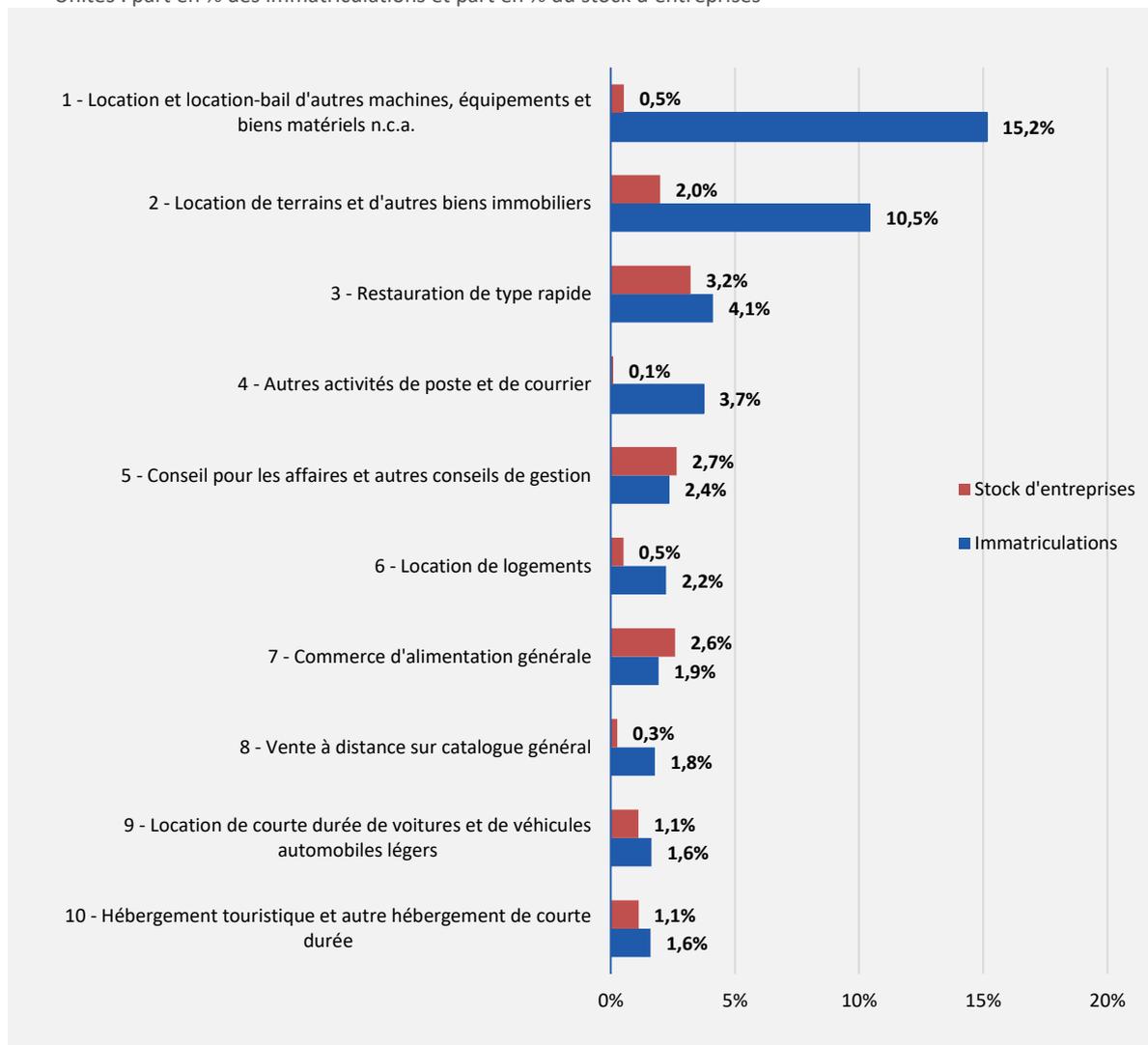
## 4.1. LE BILAN DES IMMATRICULATIONS EN 2021

### Zoom DROM : le top 10 du taux d'immatriculation

Les activités de location figuraient en bonne place dans le top 10 des secteurs les plus représentés dans les départements et régions d'outre-mer selon le taux d'immatriculation en 2021 : location de machines et équipements (15,2%), location de terrains et biens immobiliers (10,5%), location de logements (2,2%) et location de courte durée de véhicules (1,6%).

#### ■ Top 10 activités les plus représentées dans les immatriculations comparé au stock d'entreprises (\*) - Hors Agriculture, sylviculture et pêche

Unités : part en % des immatriculations et part en % du stock d'entreprises



(\*) Hors Agriculture, sylviculture et pêche

Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2021

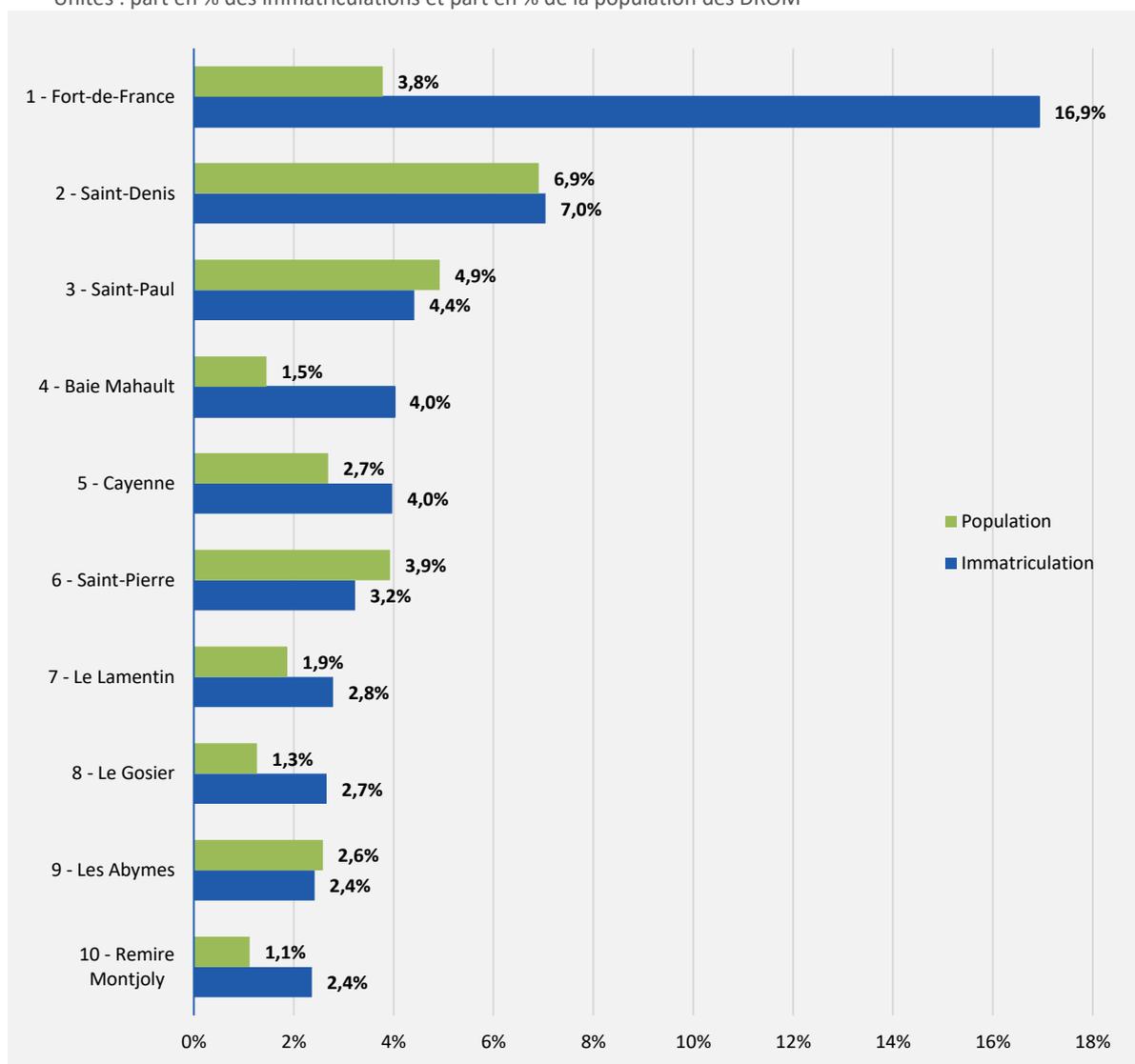
## 4.1. LE BILAN DES IMMATRICULATIONS EN 2021

### Zoom DROM : le top 10 des villes

Avec 16,9% des immatriculations en 2021, la capitale de la Martinique devançait de loin deux grandes villes réunionnaises : Saint-Denis (7,0%) et Saint-Paul (4,4%). Il convient de noter la surreprésentation dans ce classement de trois territoires d'outre-mer - la Guadeloupe, la Réunion et la Martinique – et l'absence de communes mahoraises. Rappelons néanmoins que Mayotte ne concentrait que 6,4% des nouvelles immatriculations des DROM en 2021.

#### ■ Top 10 des villes enregistrant le plus grand nombre d'immatriculations comparé à la population

Unités : part en % des immatriculations et part en % de la population des DROM



Traitement Xerfi Spécific / Sources : Greffes des tribunaux de commerce (données 2021) et Insee (données 2019)

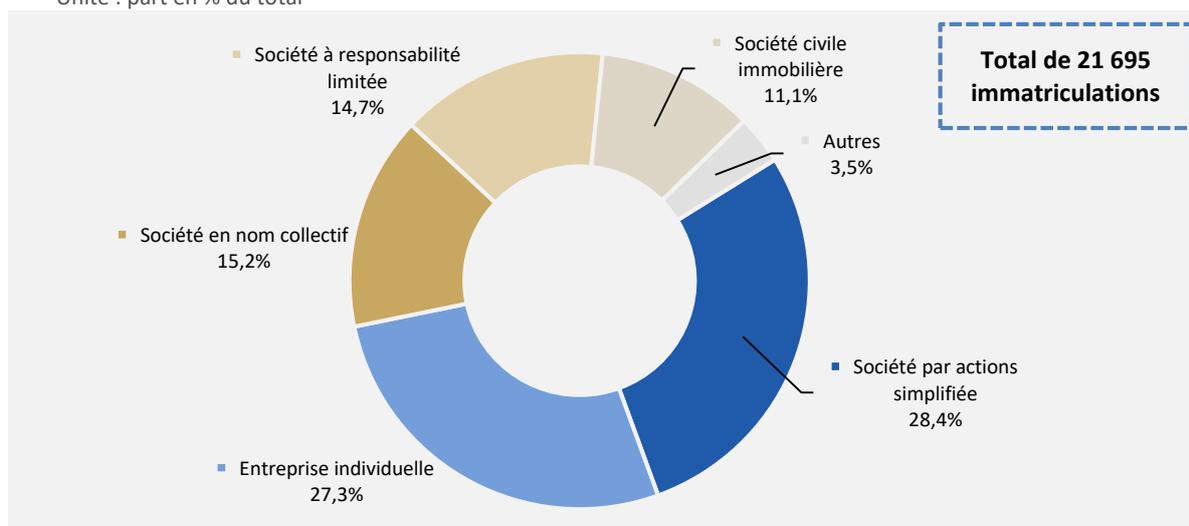
## 4.1. LE BILAN DES IMMATRICULATIONS EN 2021

### Zoom DROM : la répartition selon le statut juridique

Comme en Métropole, deux statuts juridiques ont été largement plébiscités dans les DROM lors des immatriculations au Registre du Commerce et des Sociétés en 2021 : la société par actions simplifiée (SAS) (28,4% du total) et l'entreprise individuelle (27,3% du total). Venaient ensuite la société en nom collectif (SNC), la société à responsabilité limitée (SARL) et la société civile immobilière (SCI), avec respectivement 15,2%, 14,7% et 11,1% du total. Les autres statuts représentaient seulement 3,5% des immatriculations.

#### ■ Répartition des immatriculations selon le statut juridique

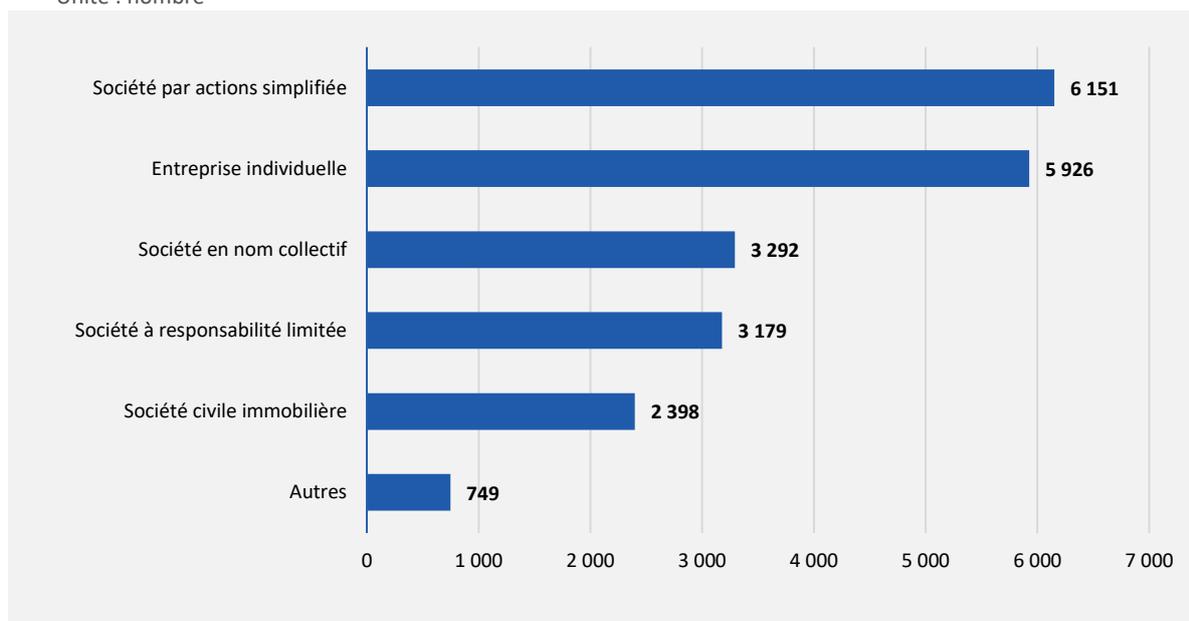
Unité : part en % du total



Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2021

#### ■ Répartition des immatriculations selon le statut juridique

Unité : nombre



Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2021

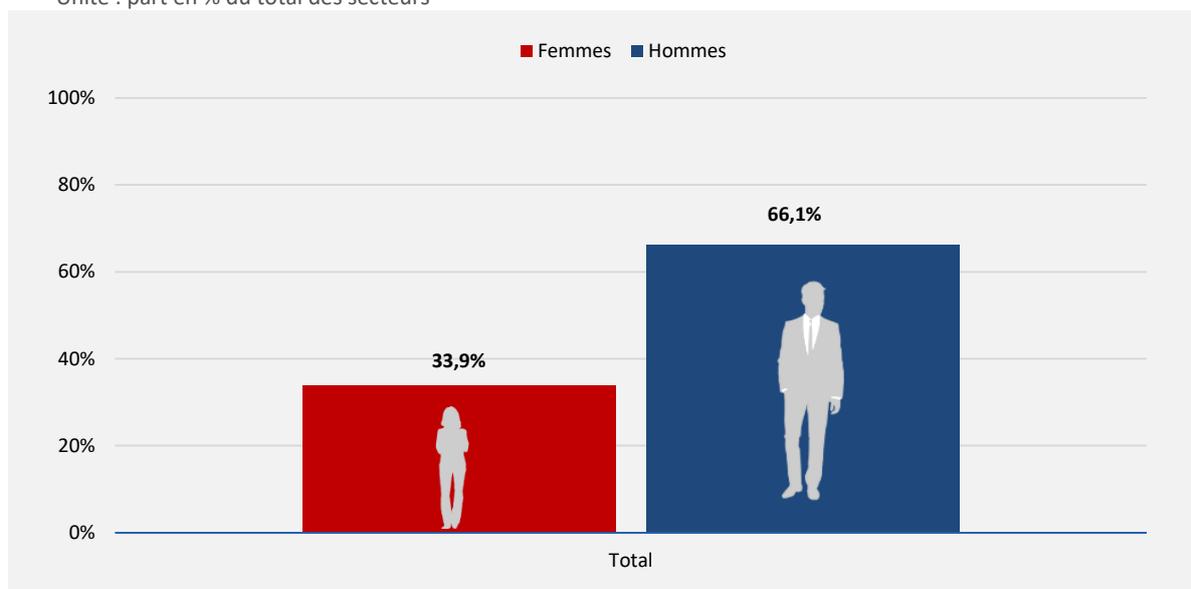
## 4.1. LE BILAN DES IMMATRICULATIONS EN 2021

### Zoom DROM : le profil des dirigeants

Dans près des deux-tiers des cas, les immatriculations au Registre du Commerce et des Sociétés dans les départements et régions d'outre-mer ont été effectuées par des hommes en 2021. Par ailleurs, les hommes créateurs d'entreprises étaient en moyenne plus âgés que les femmes : 42,8 ans vs 40,1 ans en 2021.

#### ■ Répartition des dirigeants par sexe dans le cadre des immatriculations

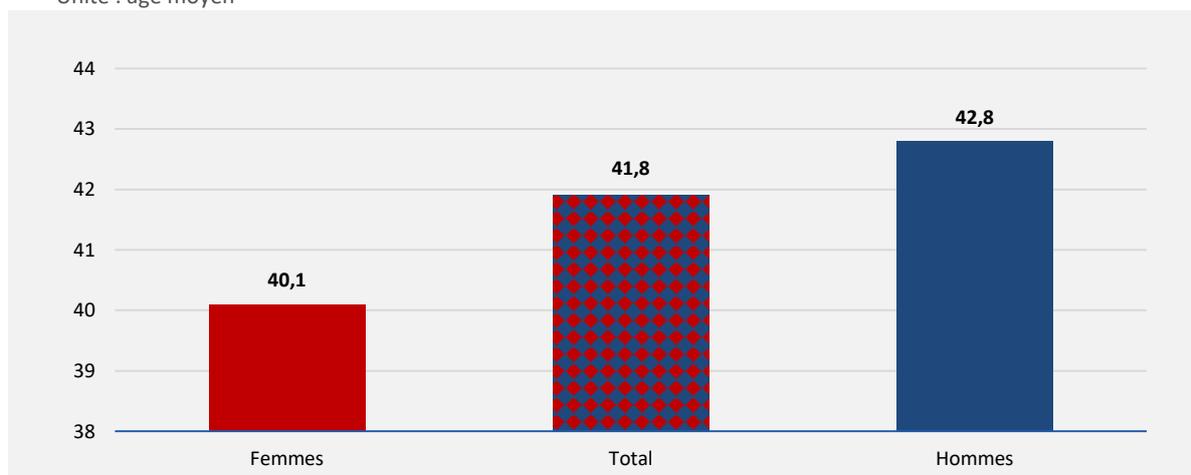
Unité : part en % du total des secteurs



Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2021

#### ■ Âge moyen des dirigeants par sexe dans le cadre des immatriculations

Unité : âge moyen



Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2021

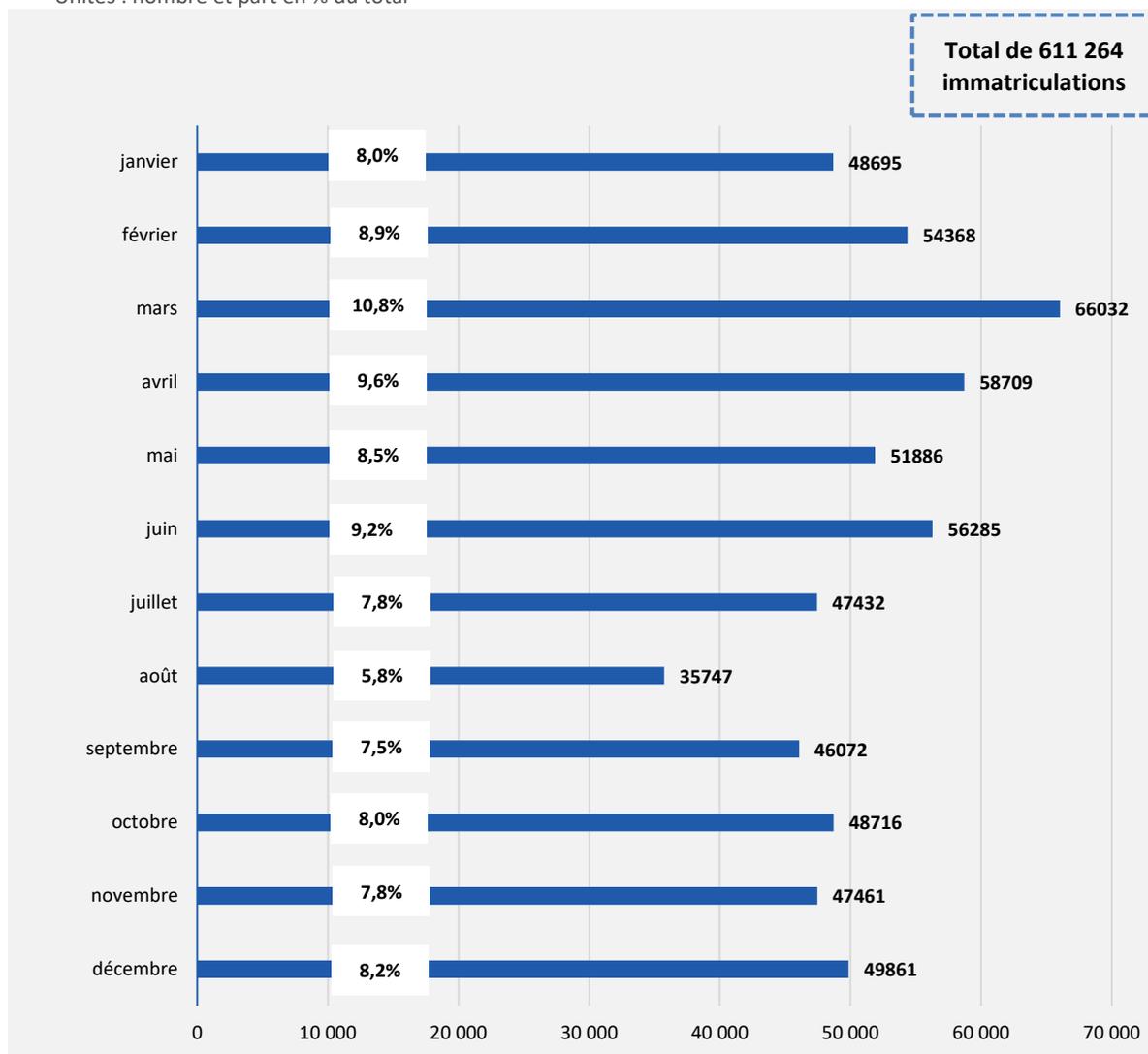
## 4.1. LE BILAN DES IMMATRICULATIONS EN 2021

### La répartition selon les mois de l'année

Après une année 2020 atypique, la ventilation des immatriculations au Registre du Commerce et des Sociétés a retrouvé son équilibre en 2021. Plus équitablement réparti tout au long de l'année, le nombre d'immatriculations n'a connu qu'un creux naturel, au moins d'août.

#### ■ Répartition des immatriculations selon les mois de l'année (\*)

Unités : nombre et part en % du total



(\*) Hors Moselle et Alsace

Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2021

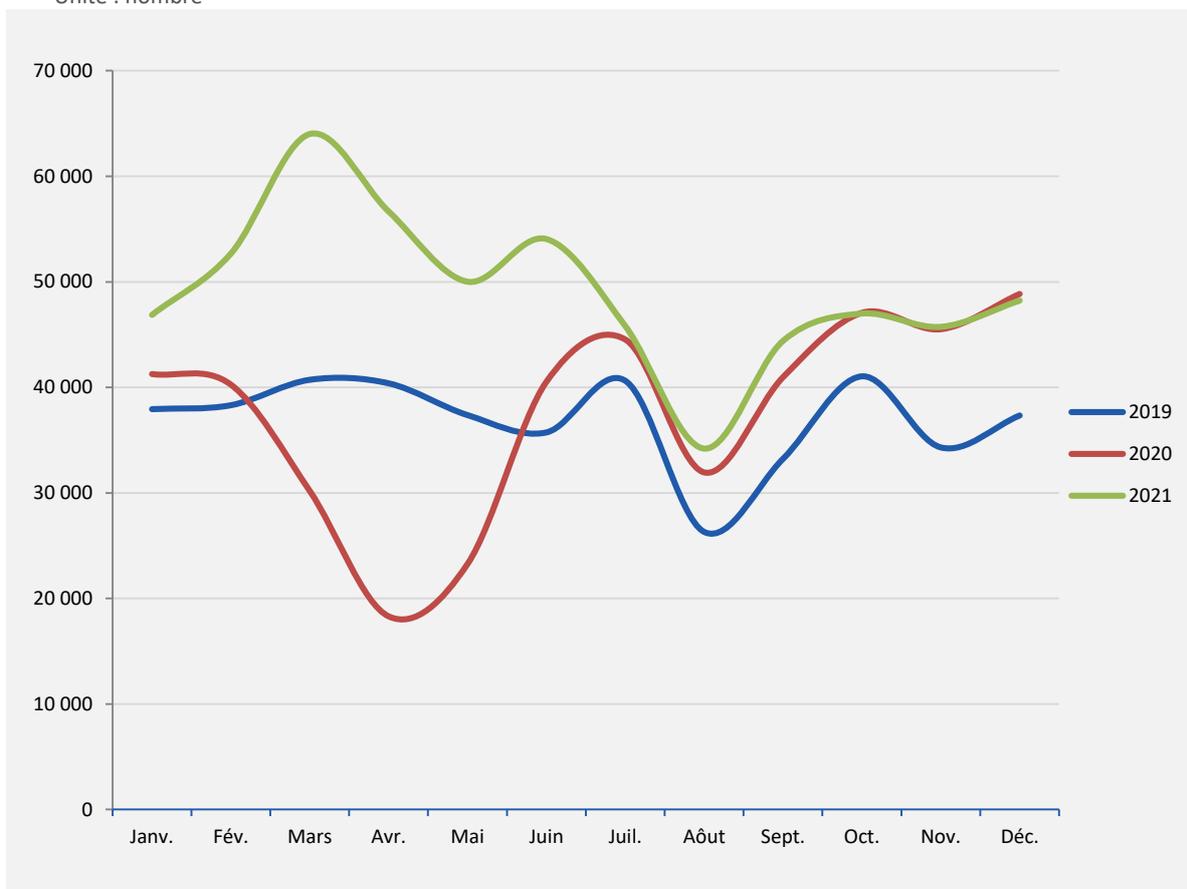
## 4.1. LE BILAN DES IMMATRICULATIONS EN 2021

### Évolution des immatriculations selon les mois de l'année

La répartition mensuelle des immatriculations en France métropolitaine au cours des 3 dernières années permet d'observer la déformation de la courbe en 2020 liée à la crise sanitaire. En effet, la période de confinement strict imposée au printemps s'était accompagnée d'une importante chute des immatriculations dès le mois de mars, avant une remontée en juin. En 2021, la courbe est plus conforme à une année « normale », exception faite d'un pic d'activité en mars.

#### ■ Immatriculations mensuelles (\*)

Unité : nombre



(\*) Hors Moselle, Alsace et DROM

Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2021

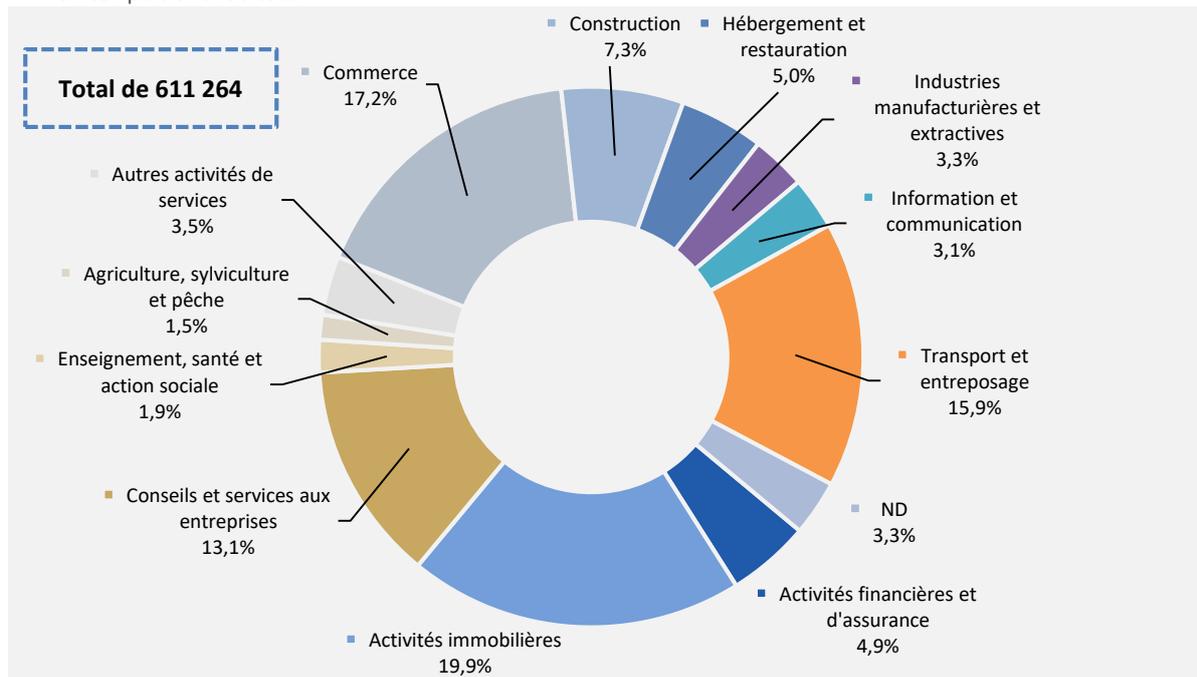
## 4.1. LE BILAN DES IMMATRICULATIONS EN 2021

### La répartition selon le secteur d'activité

A l'échelle France entière, les activités immobilières étaient le premier secteur d'activité en termes de nouvelles immatriculations au Registre du Commerce et des Sociétés en 2021 (19,9% du total). Le podium était complété par le secteur du commerce (17,2%) et le conseil aux entreprises (13,1%). Ensemble, ils concentraient un peu plus de la moitié des immatriculations totales en 2021.

#### ■ Répartition des immatriculations par grands secteurs économiques

Unité : part en % du total



(\*) Hors Moselle et Alsace

Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2021

#### ■ Répartition des immatriculations par grands secteurs économiques (\*)

Unité : part en % du total

	2018	2019	2020	2021
Activités immobilières	21,1%	21,7%	20,5%	20,1%
Commerce	18,7%	17,5%	18,4%	17,2%
Transport et entreposage	8,2%	9,3%	11,3%	16,3%
Conseils et services aux entreprises	13,3%	13,1%	13,2%	12,6%
Construction	8,3%	8,1%	7,8%	7,3%
Activités financières et d'assurance	4,8%	4,9%	5,0%	5,0%
Hébergement et restauration	7,4%	7,1%	6,6%	4,9%
Autres activités de services	4,6%	4,4%	3,8%	3,5%
Industries manufacturières et extractives	3,3%	3,5%	3,3%	3,2%
Information et communication	3,7%	3,5%	3,5%	3,2%
Enseignement, santé et action sociale	1,8%	1,7%	1,7%	1,9%
Agriculture, sylviculture et pêche	1,9%	1,8%	1,7%	1,5%
Non disponible	2,9%	3,5%	3,2%	3,3%
<b>Total</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>

(\*) Hors Moselle, Alsace et DROM

Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce

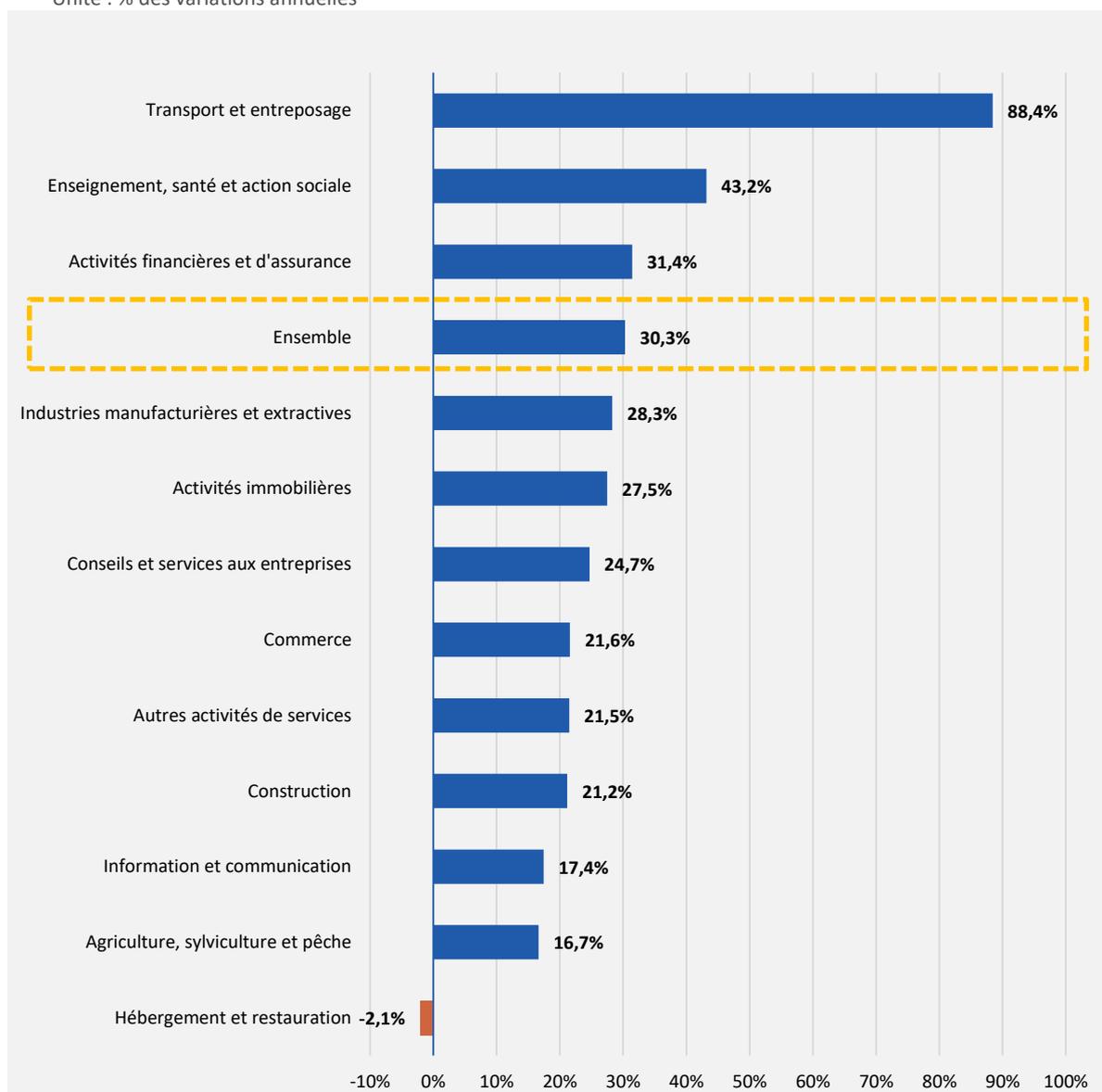
## 4.1. LE BILAN DES IMMATRICULATIONS EN 2021

### Évolution 2020 vs 2021 des immatriculations par secteur d'activité

En 2021, le nombre d'immatriculations en France a progressé de 30,3%. Ce résultat masque néanmoins de profondes disparités selon les secteurs. La palme de la croissance revenait ainsi au secteur du transport et de l'entreposage (+88,4%), suivi de loin par l'enseignement/santé/action sociale (+43,2%) et les activités financières et d'assurance (+31,4%). En revanche, le secteur de l'hébergement/restauration a encore lourdement souffert, enregistrant la seule baisse de l'année (-2,1%).

#### ■ Évolution des immatriculations par secteur d'activité entre 2020 et 2021 (\*)

Unité : % des variations annuelles



(\*) Hors Moselle et Alsace

Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce

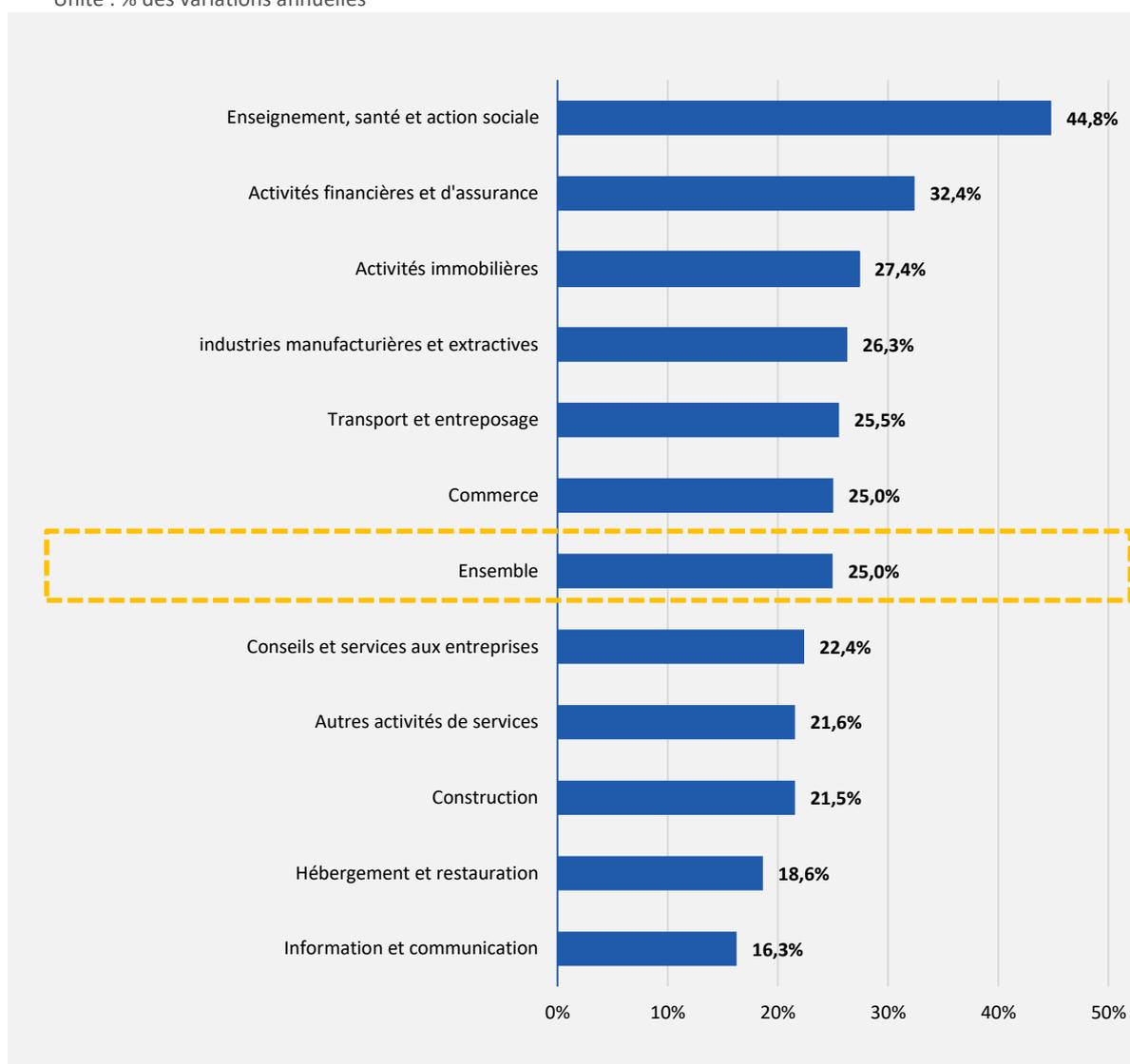
## 4.1. LE BILAN DES IMMATRICULATIONS EN 2021

### Évolution 2020 vs 2021 des immatriculations (hors entreprises individuelles)

Tous les grands secteurs d'activité (hors Agriculture, sylviculture et pêche et hors entreprises individuelles) ont enregistré une hausse de leurs immatriculations en 2021. Le secteur de l'enseignement/santé/action sociale a affiché la plus forte augmentation sur un an (+44,8%), suivi par les activités financières et d'assurance (+32,4%) et les activités immobilières (+27,4%).

#### ■ Évolution des immatriculations par activité entre 2020 et 2021 (\*) Hors Agriculture, sylviculture et pêche et Hors entreprises individuelles

Unité : % des variations annuelles



(\*) Hors Moselle et Alsace

Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce

## 4.1. LE BILAN DES IMMATRICULATIONS EN 2021

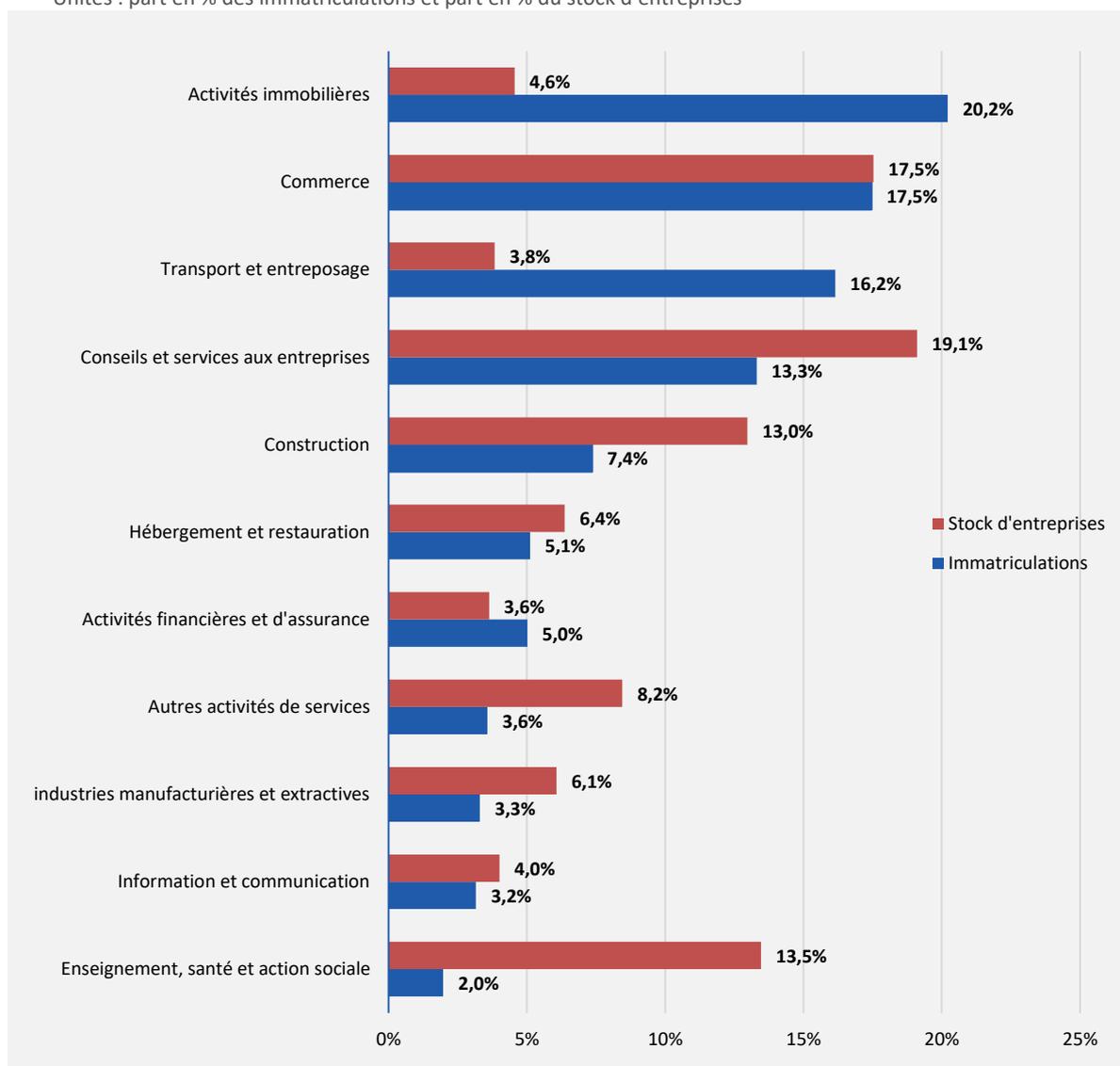
### La répartition par secteur d'activité vs stock d'entreprises

L'analyse visant à comparer le poids des nouvelles immatriculations et le stock d'entreprises fait apparaître deux catégories de secteurs :

- les secteurs où le poids des immatriculations dépasse le stock d'entreprises, à l'instar des activités immobilières ou du transport/entreposage ;
- les secteurs où le poids des immatriculations est inférieur au stock d'entreprises, comme le conseil/services aux entreprises, la construction ou l'enseignement/santé/action sociale.

#### ■ Répartition des immatriculations par activité comparée au stock d'entreprises (\*) Hors Agriculture, sylviculture et pêche

Unités : part en % des immatriculations et part en % du stock d'entreprises



(\*) Hors Moselle et Alsace

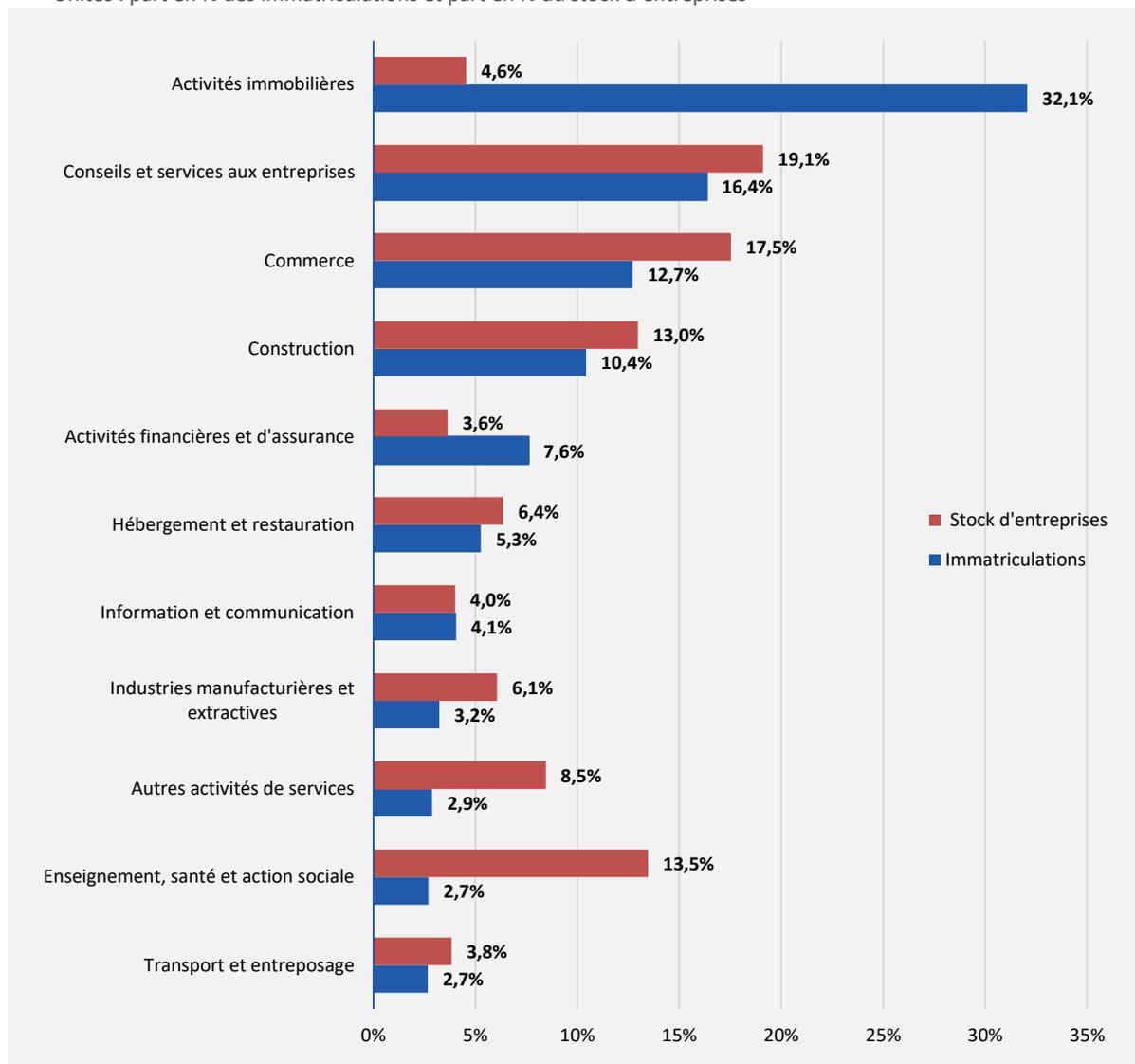
Traitement Xerfi Spécific / Sources : Greffes des tribunaux de commerce (données 2021) et Insee (données 2020)

## La répartition par secteur d'activité vs stock d'entreprises (suite)

Hors entreprises individuelles, les activités immobilières étaient le principal secteur d'activité en termes d'immatriculations au Registre du Commerce et des Sociétés en 2021, représentant 32,1% du total.

### ■ Répartition des immatriculations par activité comparée au stock d'entreprises (\*) Hors Agriculture, sylviculture et pêche et Hors entreprises individuelles

Unités : part en % des immatriculations et part en % du stock d'entreprises



(\*) Hors Moselle et Alsace

Traitement Xerfi Spécific / Sources : Greffes des tribunaux de commerce (données 2021) et Insee (données 2020)

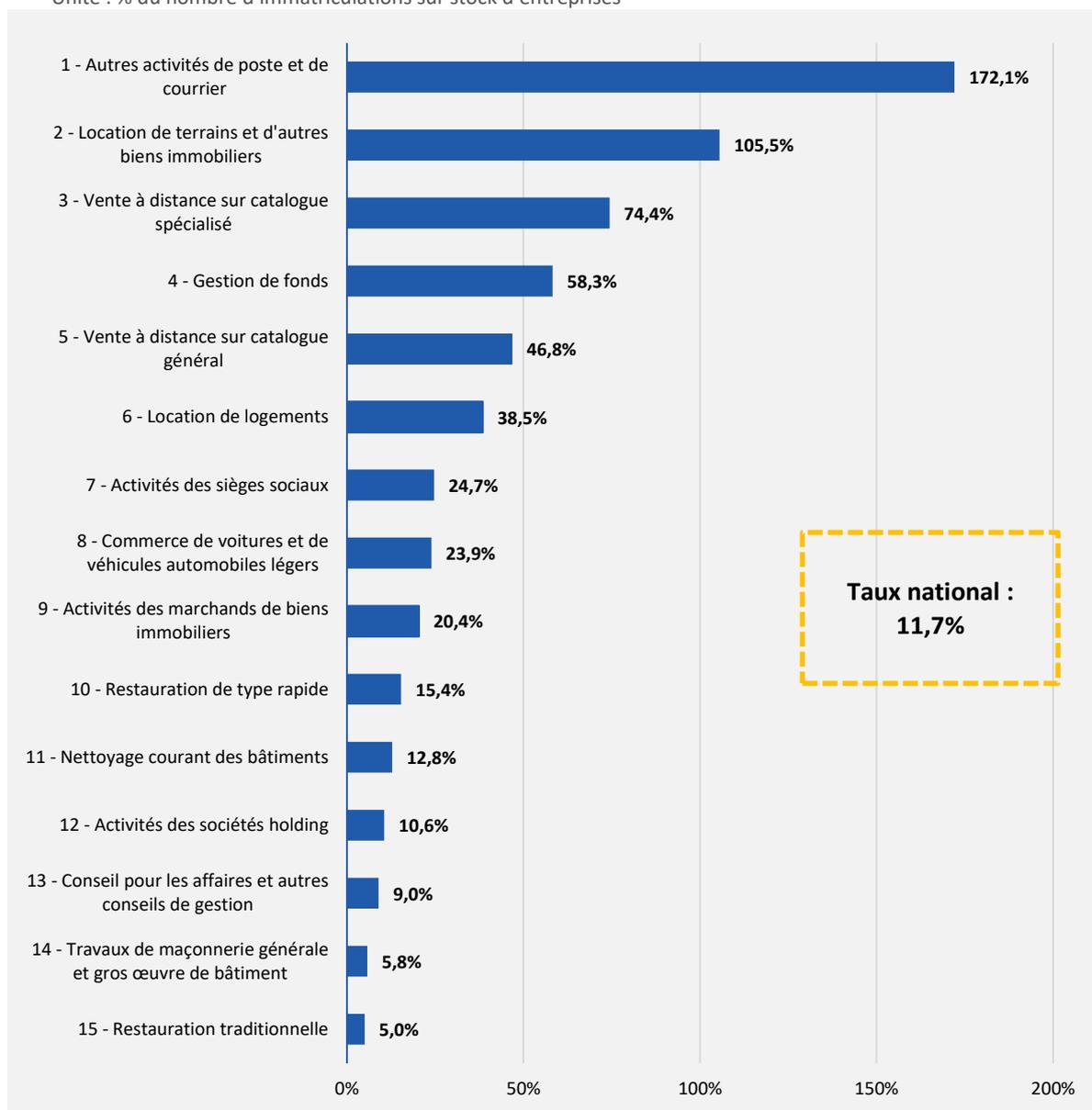
## 4.1. LE BILAN DES IMMATRICULATIONS EN 2021

### Le top 15 du taux d'immatriculation

Parmi les activités les plus représentées au sein des immatriculations d'entreprises au Registre du Commerce et des Sociétés en 2021, le secteur des autres activités de poste et de courrier affichait le taux d'immatriculation le plus élevé (172,1%, contre 123,3% en 2020). Il devançait la location de terrains et d'autres biens immobiliers (105,5%) et la vente à distance sur catalogue spécialisé (74,4%).

#### ■ Top 15 des activités les plus représentées par taux d'immatriculation

Unité : % du nombre d'immatriculations sur stock d'entreprises



(\*) Hors Moselle, Alsace et DROM

Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2021

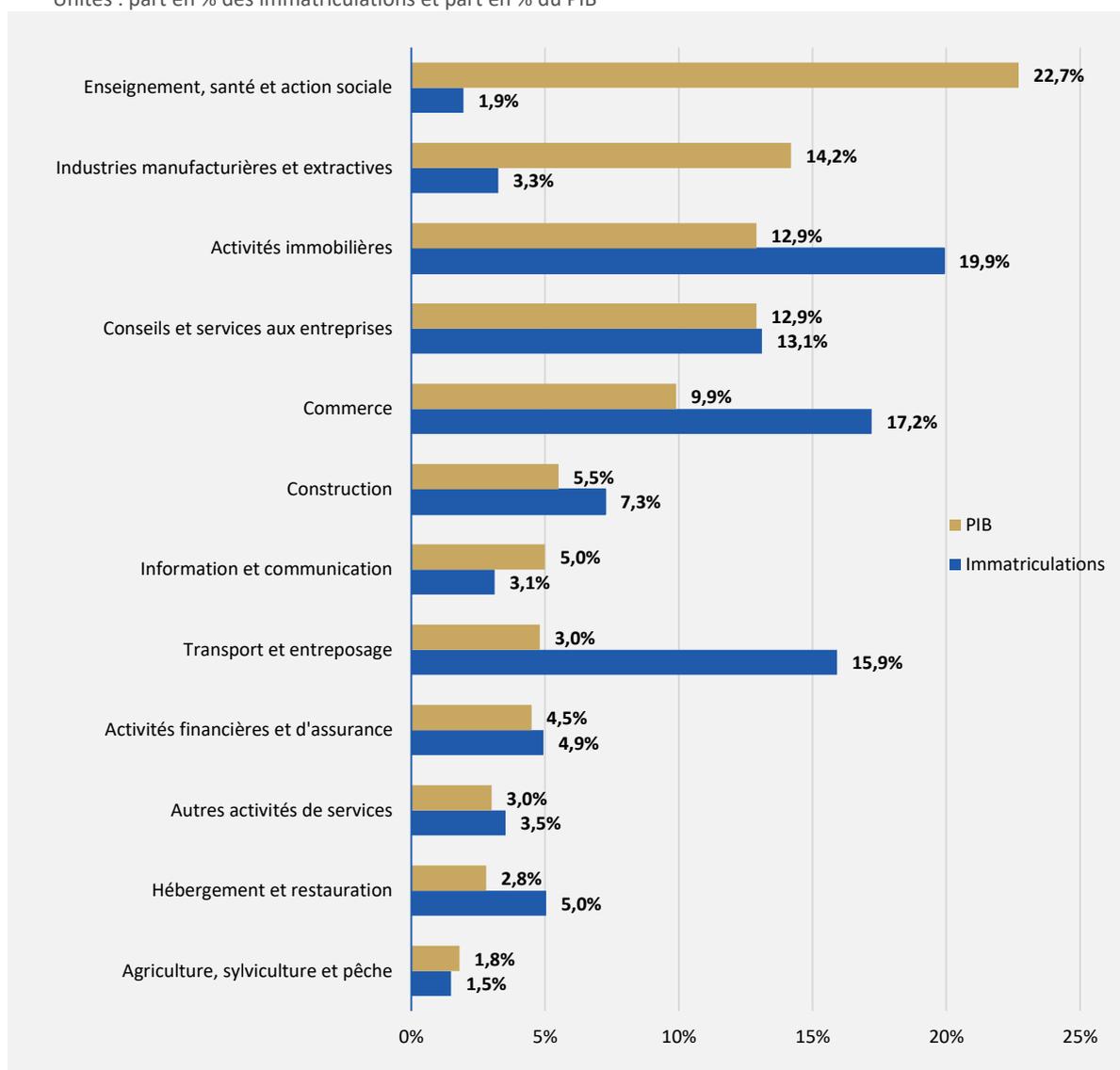
## 4.1. LE BILAN DES IMMATRICULATIONS EN 2021

### La répartition par secteur d'activité vs PIB

Pesant pour près de 23% du PIB, le secteur de l'enseignement, santé et action sociale représentait moins de 2% des immatriculations au Registre du Commerce et des Sociétés en 2021. En revanche, les activités immobilières se classaient en tête des activités en termes d'immatriculations (19,9%) alors qu'elles ne représentaient que 12,9% du PIB. L'écart entre la part de l'activité dans le PIB et dans les immatriculations était encore plus marqué pour le transport et entreposage (respectivement 3% et 15,9%).

#### ■ Répartition des immatriculations par activité comparée au PIB (\*)

Unités : part en % des immatriculations et part en % du PIB



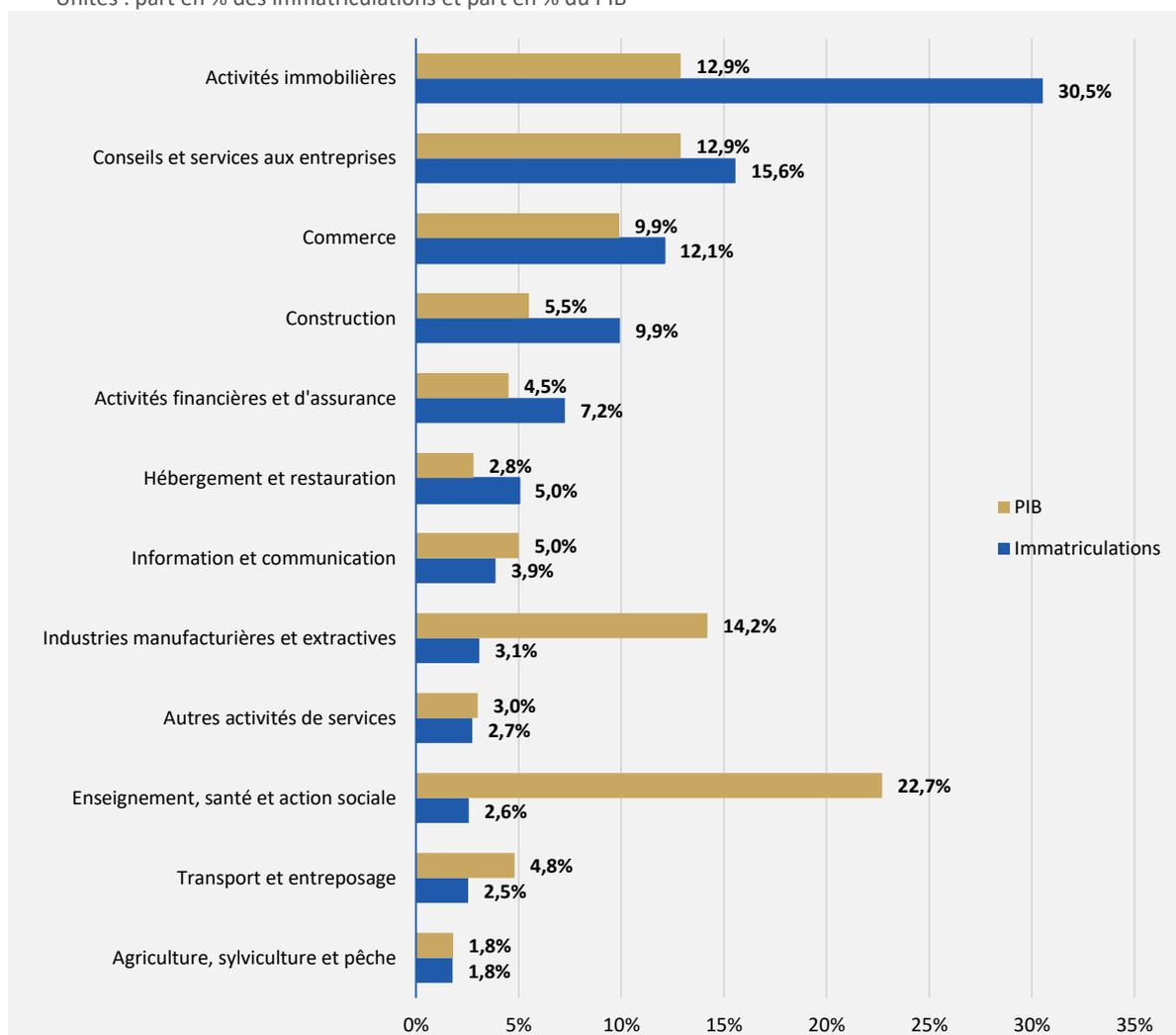
(\*) Hors Moselle et Alsace

Traitement Xerfi Spécific / Sources : Greffes des tribunaux de commerce (données 2021) et Insee (données 2015)

Hors entreprises individuelles, le podium des secteurs contribuant le plus aux immatriculations en France métropolitaine est resté inchangé en 2021 et dans des proportions comparables : activités immobilières (30,5%), conseils et services aux entreprises (15,6%), commerce (12,1%).

**■ Répartition des immatriculations par activité comparée au PIB (\*)**  
**Hors entreprises individuelles**

Unités : part en % des immatriculations et part en % du PIB



(\*) Hors Moselle et Alsace

Traitement Xerfi Spécific / Sources : Greffes des tribunaux de commerce (données 2021) et Insee (données 2015)

## 4.1. LE BILAN DES IMMATRICULATIONS EN 2021

### Le top 15 des activités les plus représentées

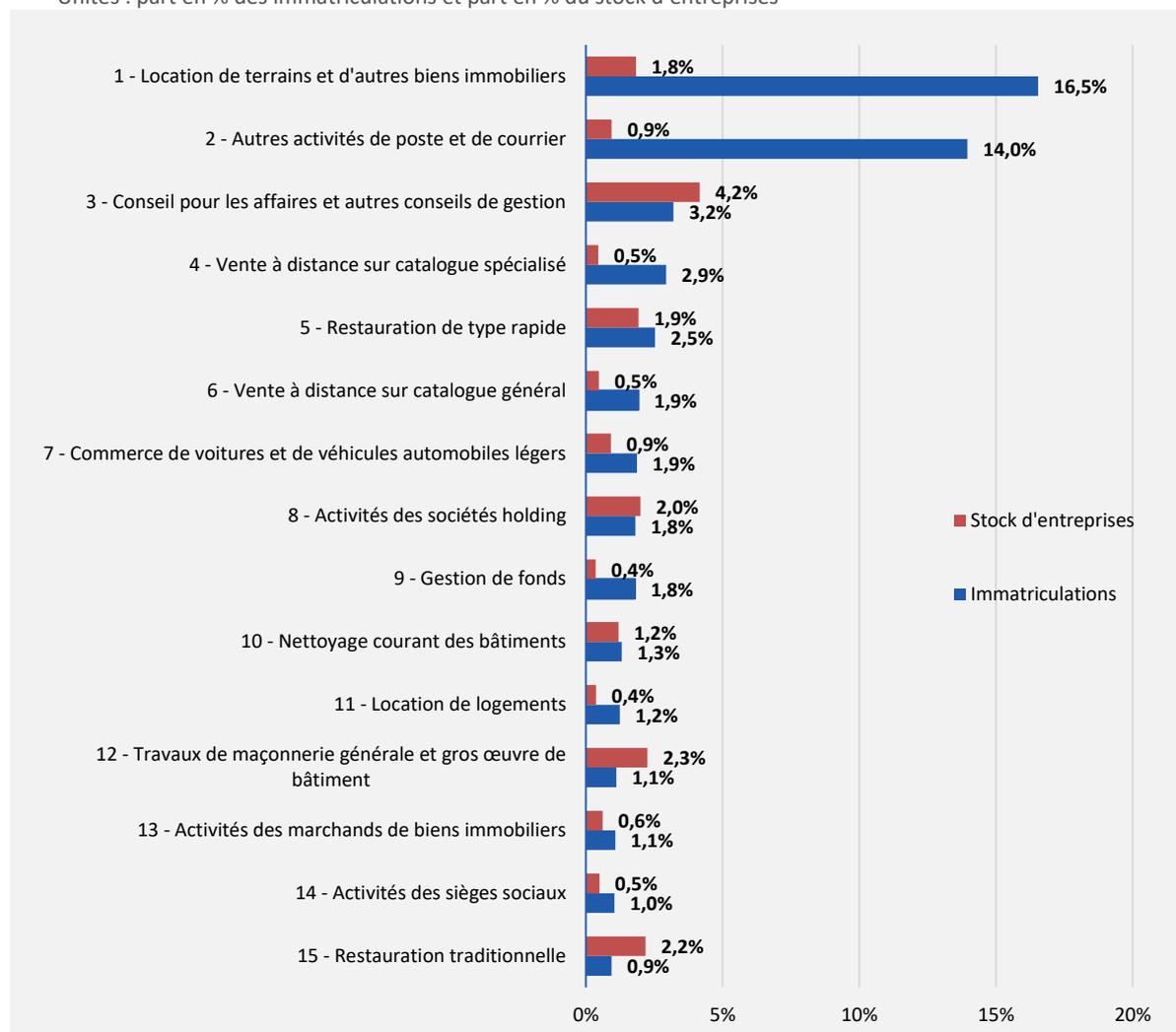
La location de terrains et d'autres biens immobiliers, qui est une des composantes du secteur des activités immobilières, était le principal segment représenté au sein des immatriculations au Registre du Commerce et des Sociétés en 2021 (16,5% du total hors Agriculture, sylviculture et pêche). Néanmoins, en termes de stock d'entreprise, il n'apparaît pas parmi les principales activités (seulement 1,8 % du stock).

En seconde position, les autres activités de poste et de courrier, composante du secteur transport et entreposage, représentaient 14,0% des immatriculations contre seulement 0,9% du stock d'entreprises.

Enfin, le conseil pour les affaires et autres conseils de gestion occupait la troisième position avec 3,2% des immatriculations et 4,2% du stock d'entreprises.

#### ■ Top 15 des activités les plus représentées dans les immatriculations comparées au stock d'entreprises - Hors Agriculture, sylviculture et pêche (\*)

Unités : part en % des immatriculations et part en % du stock d'entreprises



(\*) Hors Moselle et Alsace

Traitement Xerfi Spécific / Sources : Greffes des tribunaux de commerce (données 2021) et Insee (données 2020)

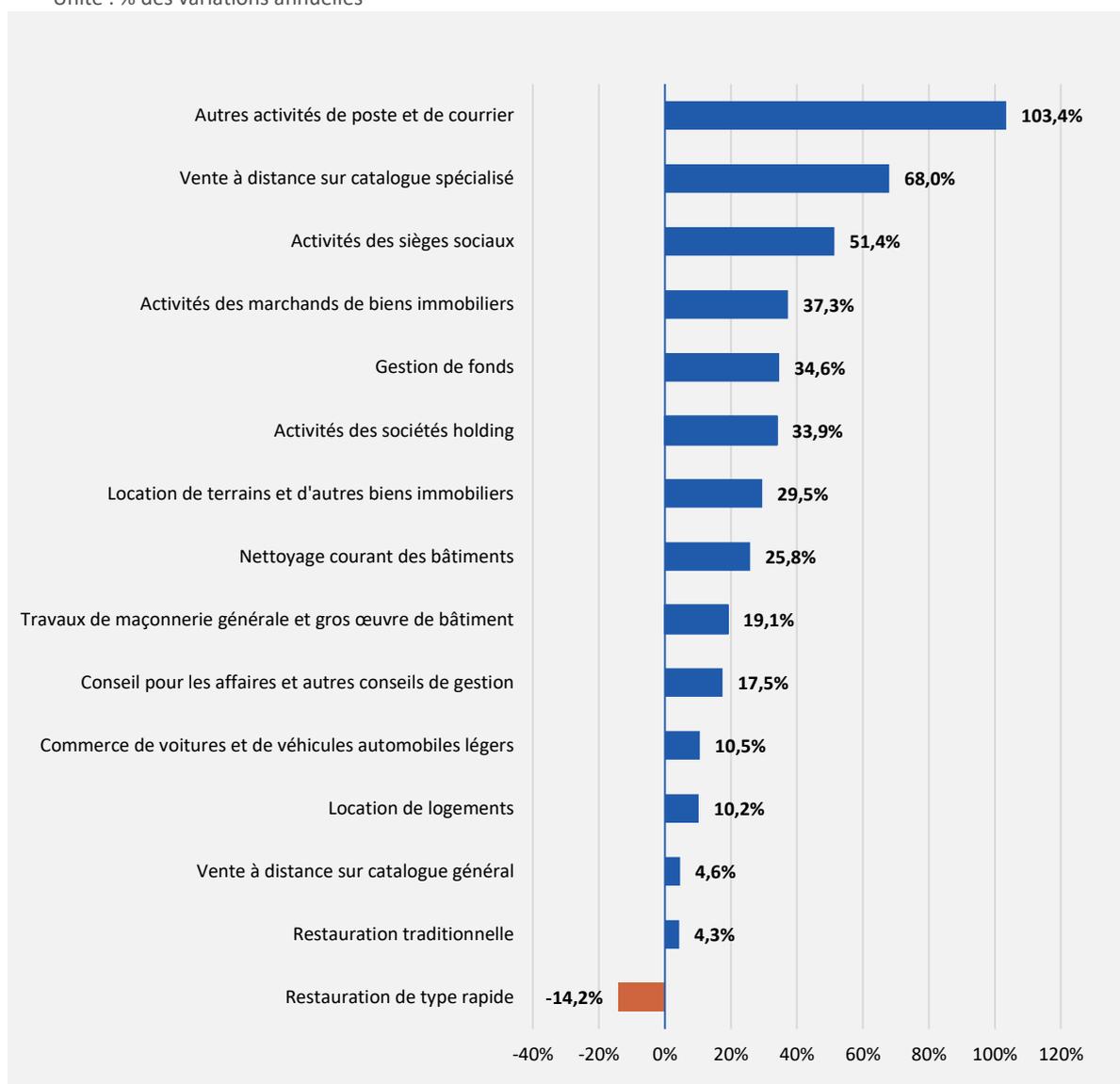
## 4.1. LE BILAN DES IMMATRICULATIONS EN 2021

### Évolution 2020 vs 2021 du top 15 des activités les plus représentées

Sur les 15 activités les plus représentées dans les immatriculations en 2021, 14 affichaient une hausse de leurs immatriculations sur un an. La progression la plus importante était à mettre au crédit des autres activités de poste et de courrier (+103,4% sur un an), devant la vente à distance sur catalogue spécialisé (+68,0%) et les activités des sièges sociaux (+51,4%). La crise sanitaire, qui a notamment eu pour corollaire des restrictions de circulation et la fermeture de nombreux commerces dans les grands centres commerciaux en début d'année, explique en partie l'engouement pour les deux premières activités. La restauration rapide a été le seul secteur ayant enregistré une baisse des immatriculations en 2021 (-14,2%).

#### ■ Évolution du top 15 des activités les plus représentées dans les immatriculations entre 2020 et 2021 (\*)

Unité : % des variations annuelles



(\*) Hors Moselle et Alsace

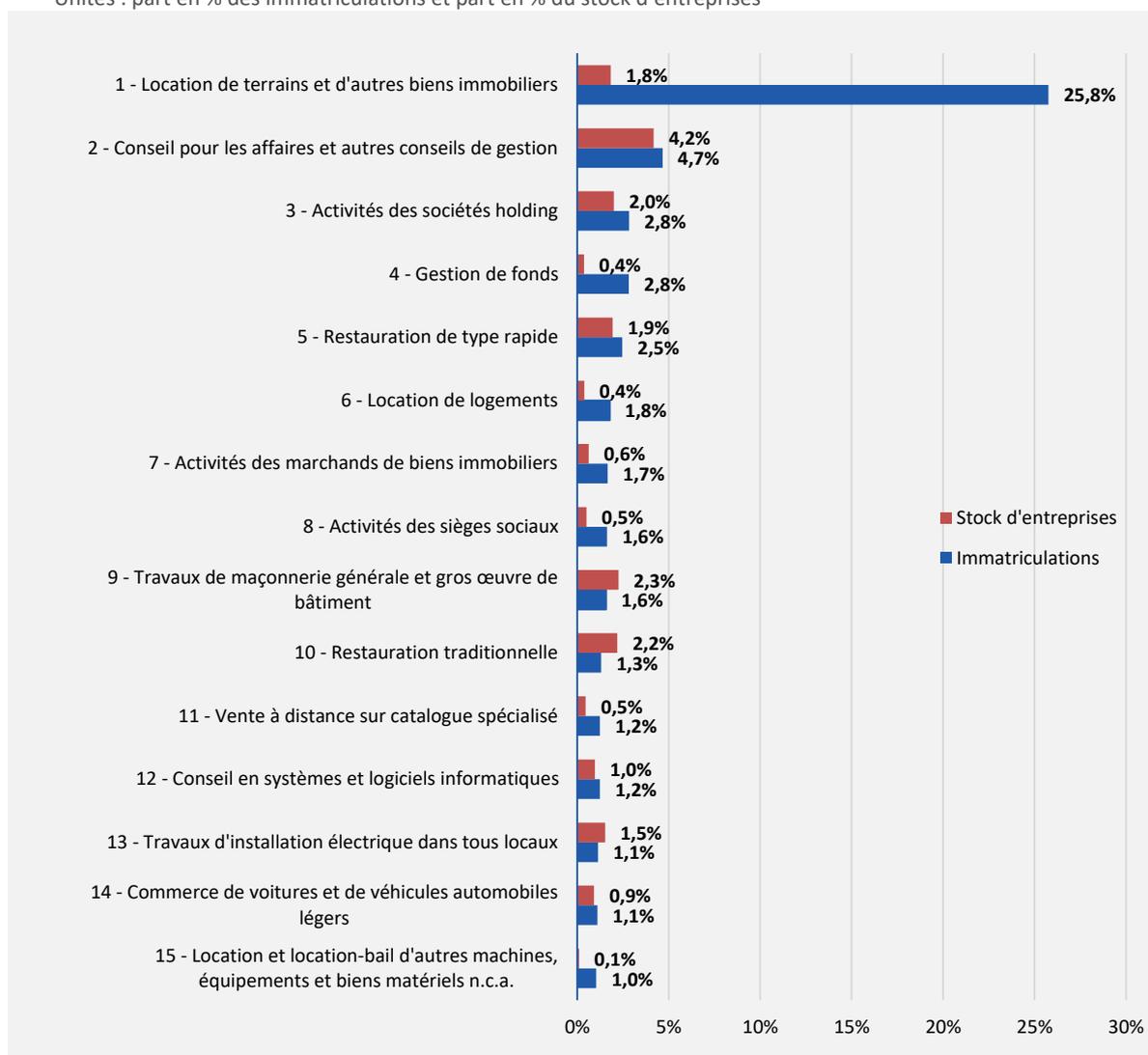
Traitement Xerfi Spécific / Sources : Greffes des tribunaux de commerce

## Top 15 des activités les plus représentées (suite)

Hors entreprises individuelles, la location de terrains et d'autres biens immobiliers a confirmé sa prédominance dans les immatriculations au Registre du Commerce et des Sociétés. En effet, ce segment représentait plus d'un quart du total en 2021, une part stable sur un an.

### ■ Top 15 des activités les plus représentées dans les immatriculations comparées au stock d'entreprises - Hors Agriculture, sylviculture et pêche et Hors entreprises individuelles (\*)

Unités : part en % des immatriculations et part en % du stock d'entreprises



(\*) Hors Moselle et Alsace

Traitement Xerfi Spécific / Sources : Greffes des tribunaux de commerce (données 2021) et Insee (données 2020)

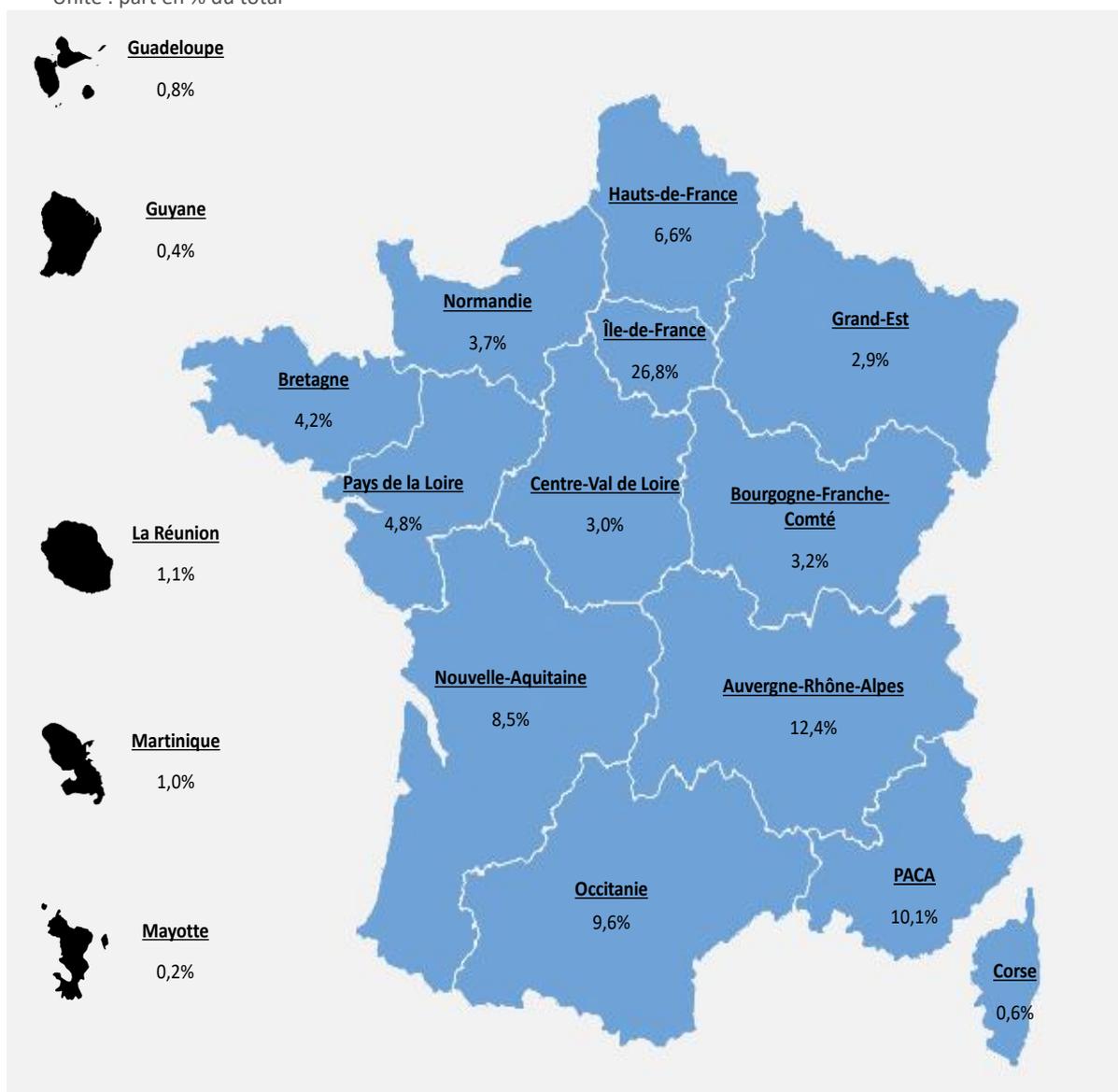
## 4.1. LE BILAN DES IMMATRICULATIONS EN 2021

### La répartition selon la localisation

L'Île-de-France restait la première région pour les immatriculations au Registre du Commerce et des Sociétés en 2021. Elle concentrait 26,8% du total. L'Auvergne-Rhône-Alpes et la Provence-Alpes-Côte d'Azur se positionnaient en deuxième et troisième position, avec respectivement 12,4% et 10,1% des immatriculations.

#### ■ Répartition des immatriculations par région (\*)

Unité : part en % du total



(\*) Hors Moselle, Alsace

Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2021

La répartition des immatriculations par région a peu évolué sur la période 2018-2021.

### ■ Répartition des immatriculations par région (\*)

Unité : part en % du total

	2018	2019	2020	2021
Auvergne-Rhône-Alpes	13,0%	12,7%	12,4%	12,9%
Bourgogne-Franche-Comté	3,3%	3,3%	3,3%	3,3%
Bretagne	4,4%	4,5%	4,4%	4,3%
Centre - Val de Loire	3,1%	3,2%	3,2%	3,1%
Corse	0,8%	0,7%	0,6%	0,6%
Grand Est	3,1%	3,2%	3,1%	3,0%
Hauts-de-France	6,4%	6,4%	6,6%	6,9%
Ile-de-France	27,4%	26,9%	28,3%	27,7%
Normandie	3,9%	3,9%	3,8%	3,8%
Nouvelle Aquitaine	9,5%	9,2%	9,1%	8,9%
Occitanie	9,7%	10,3%	9,9%	9,9%
Pays de la Loire	4,9%	5,0%	5,0%	5,0%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	10,4%	10,5%	10,2%	10,5%
<b>Total</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>

(\*) Hors Moselle, Alsace et DROM / Classement par ordre alphabétique  
 Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce

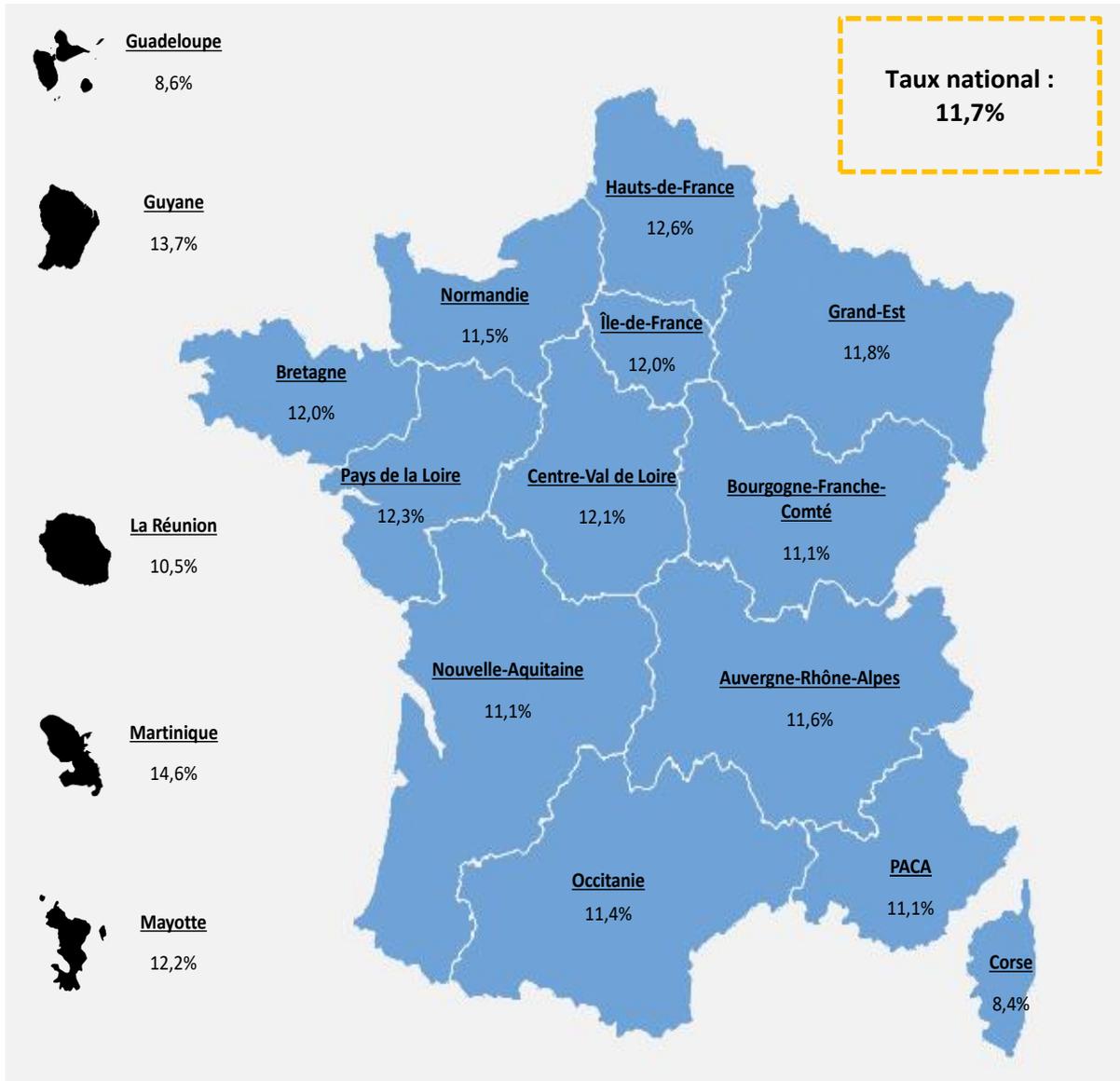
## 4.1. LE BILAN DES IMMATRICULATIONS EN 2021

### Le taux d'immatriculation

En France, le taux d'immatriculation s'est établi à 11,7% en 2021. Sept régions affichaient des taux supérieurs à cette moyenne : La Martinique (14,6%), la Guyane (13,7%), les Hauts-de-France (12,6%), les Pays de la Loire (12,3%), le Centre-Val de Loire (12,1%), l'Île-de-France (12,0%), la Bretagne (12,0%) et le Grand-Est (11,8%). A l'inverse, la Corse enregistrait le taux le plus faible (8,4%).

#### ■ Taux d'immatriculation national et par région (\*) - Hors Agriculture, sylviculture et pêche

Unité : % du nombre d'immatriculations sur stock d'entreprises



(\*) Hors Moselle et Alsace

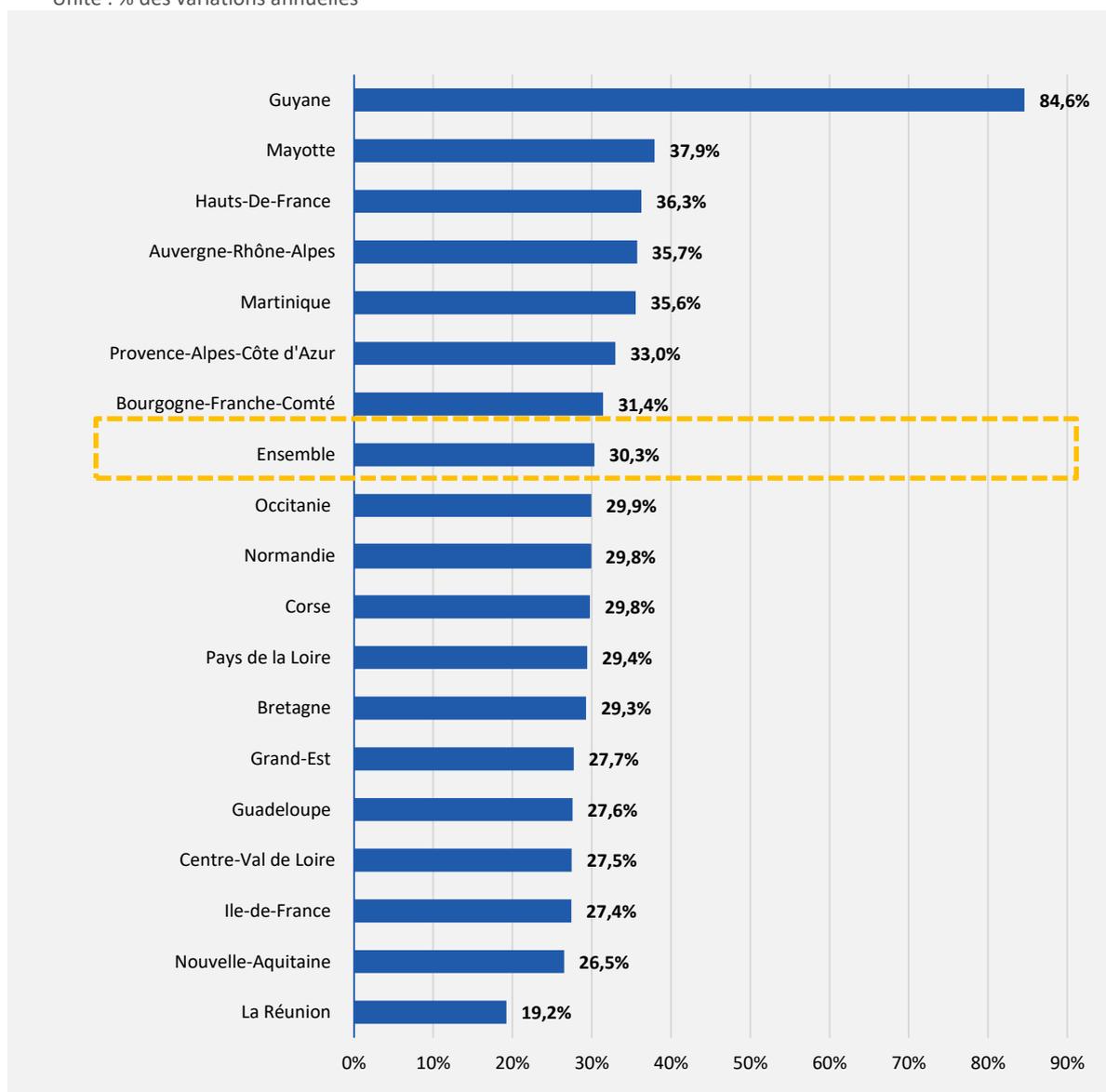
Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2021

## 4.1. LE BILAN DES IMMATRICULATIONS EN 2021 Évolution 2020 vs 2021 des immatriculations par région

En 2021, la France a enregistré une forte hausse des immatriculations (+30,3%). Si trois territoires d'Outre-Mer ont surperformé, La Guyane, Mayotte et La Martinique, ce n'était pas le cas de La Guadeloupe (+27,6%) et La Réunion (+19,2%). En Métropole, les Hauts-de-France, l'Auvergne-Rhône-Alpes, la Provence-Alpes-Côte d'Azur et la Bourgogne-Franche-Comté ont été les plus dynamiques en nombre de nouvelles immatriculations.

### ■ Évolution des immatriculations par région entre 2020 et 2021 (\*)

Unité : % des variations annuelles



(\*) Hors Moselle, Alsace et DROM

Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce

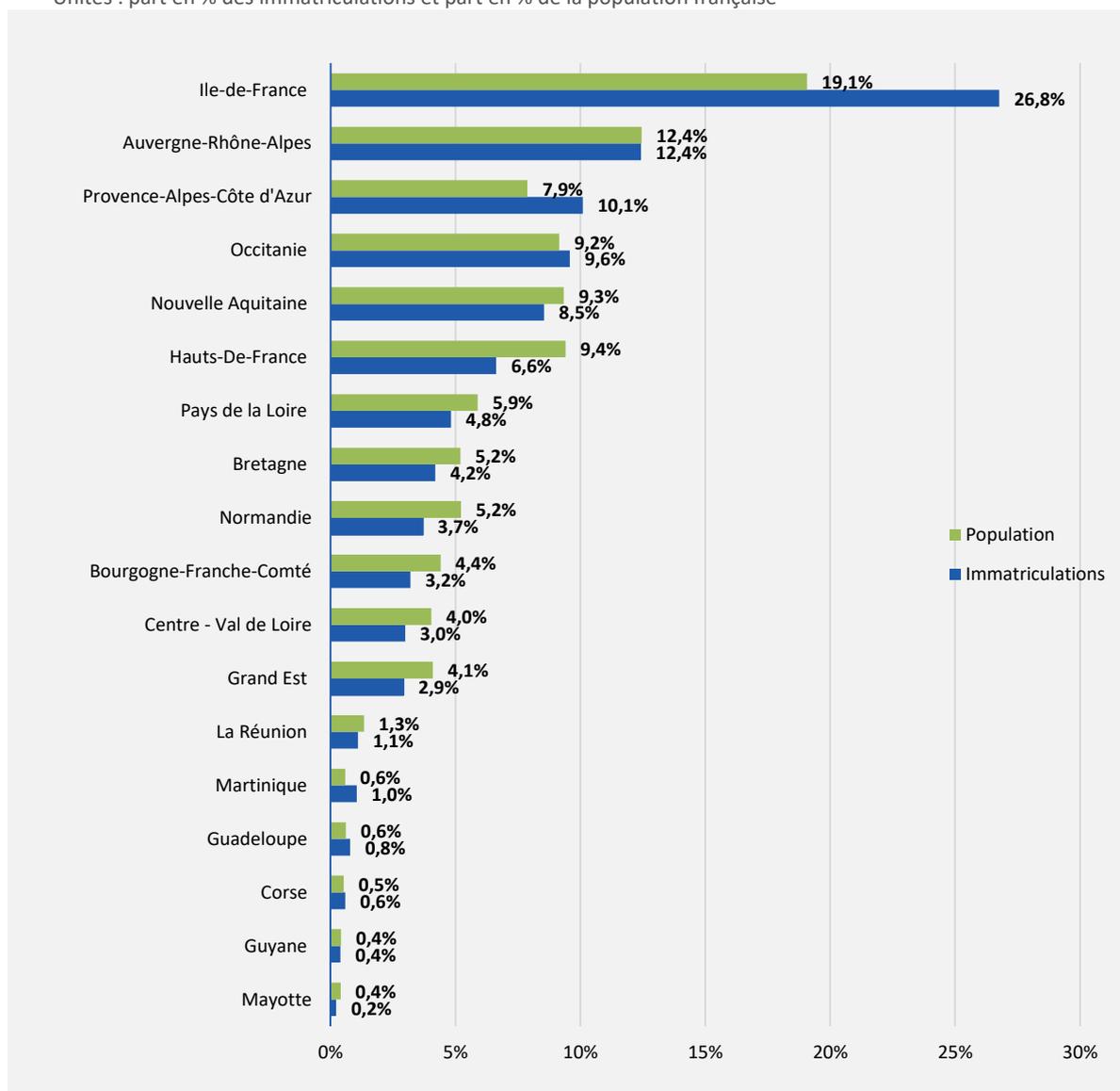
## 4.1. LE BILAN DES IMMATRICULATIONS EN 2021

### La répartition géographique vs population française

Il existe une forte corrélation entre la répartition de la population et celle des nouvelles immatriculations. Une fois encore en 2021, l’Ile-de-France et la région Auvergne-Rhône-Alpes, les deux régions françaises les plus peuplées, enregistraient le plus grand nombre de nouvelles immatriculations au Registre du Commerce et des Sociétés.

#### ■ Répartition géographique des immatriculations comparée à la population française (\*)

Unités : part en % des immatriculations et part en % de la population française



(\*) Hors Moselle et Alsace

Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce (données 2021) et Insee (données 2019)

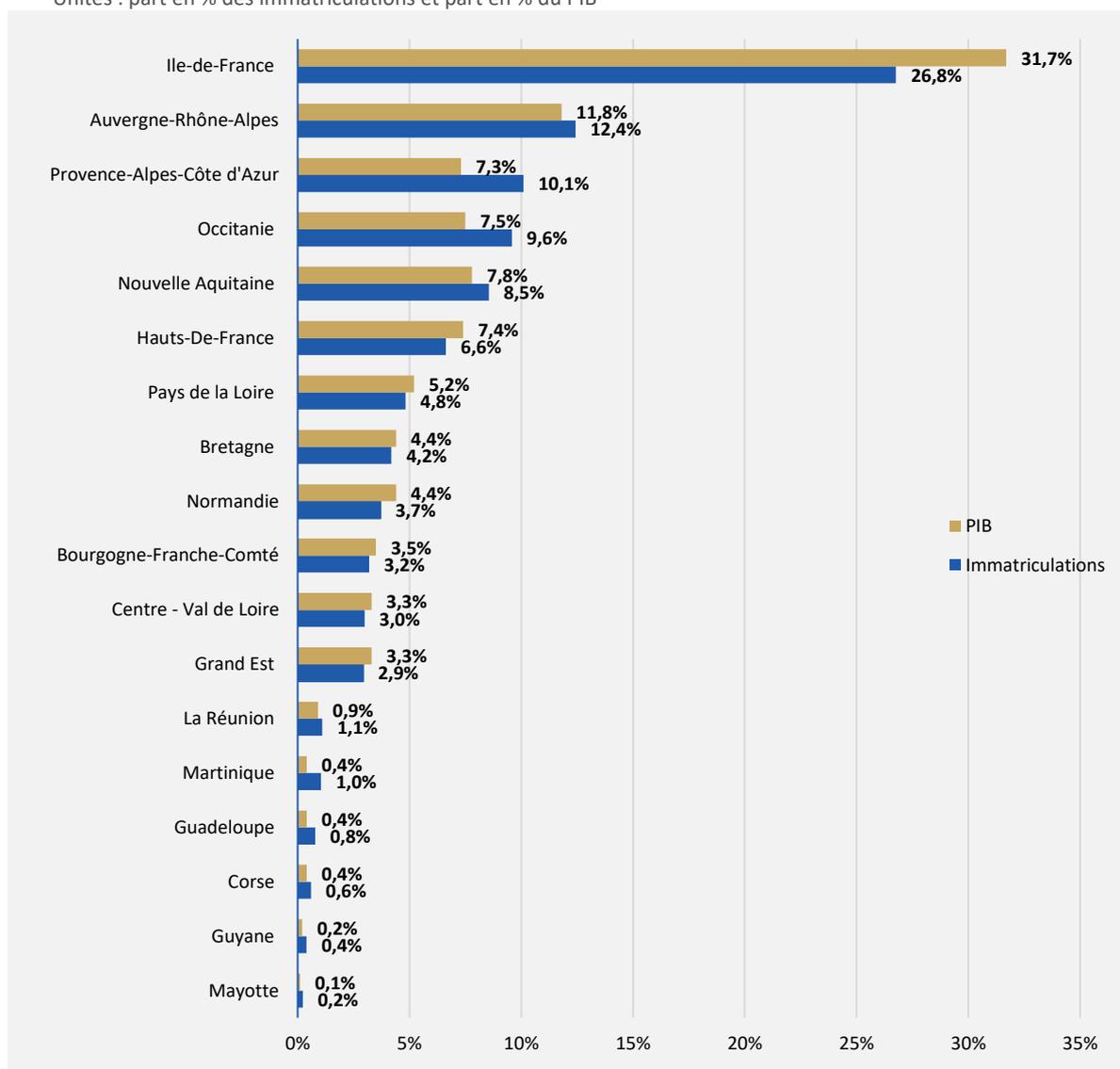
## 4.1. LE BILAN DES IMMATRICULATIONS EN 2021

### La répartition géographique vs PIB

La corrélation entre le PIB régional et les immatriculations était encore plus marquée. Assez logiquement, l'Ile-de-France, qui assurait près de 32% du PIB national, était également la première contributrice aux immatriculations au Registre du Commerce et des Sociétés en 2021 (26,8%).

#### ■ Répartition géographique des immatriculations comparée au PIB (\*)

Unités : part en % des immatriculations et part en % du PIB



(\*) Hors Moselle et Alsace

Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce (données 2021) et Insee (données 2015)

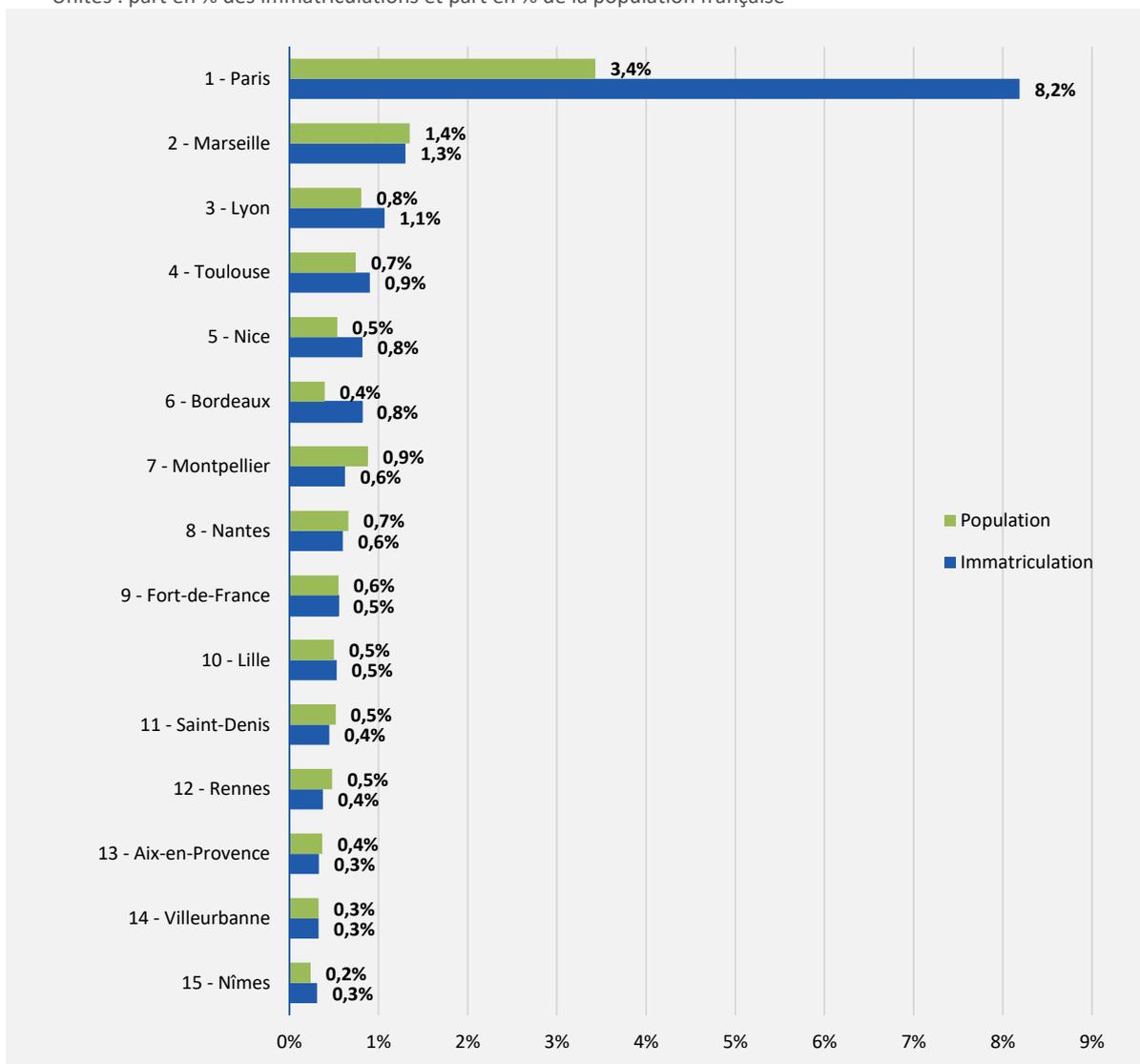
## 4.1. LE BILAN DES IMMATRICULATIONS EN 2021

### Le top 15 des villes

Ville la plus peuplée de France, Paris concentrait 8,2% des immatriculations au Registre du Commerce et des Sociétés en 2021. La capitale devançait très largement Marseille (1,4% de la population pour 1,3% des immatriculations totales) et Lyon (0,8% de la population pour 1,1% des immatriculations totales).

#### ■ Top 15 des villes enregistrant le plus grand nombre d'immatriculations comparé à la population (\*)

Unités : part en % des immatriculations et part en % de la population française



(\*) Hors Moselle et Alsace

Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce (données 2021) et Insee (données 2019)

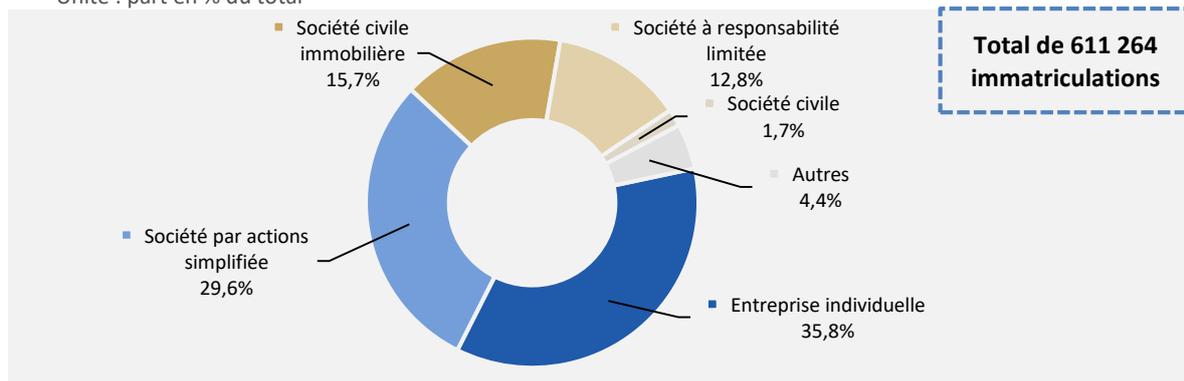
## 4.1. LE BILAN DES IMMATRICULATIONS EN 2021

### La répartition selon le statut juridique

Les créateurs d'entreprises affichaient une forte appétence pour deux statuts juridiques en 2021 : l'entreprise individuelle (35,8%) et la société par actions simplifiée (SAS) (29,6%). Au cours des trois dernières années, le statut d'entreprise individuelle a sensiblement progressé en France Métropolitaine (+8,1 points) au détriment des autres formes juridiques et notamment de la SARL, dont le poids a reculé de 4,8 points.

#### ■ Répartition des immatriculations selon le statut juridique (\*)

Unité : part en % du total

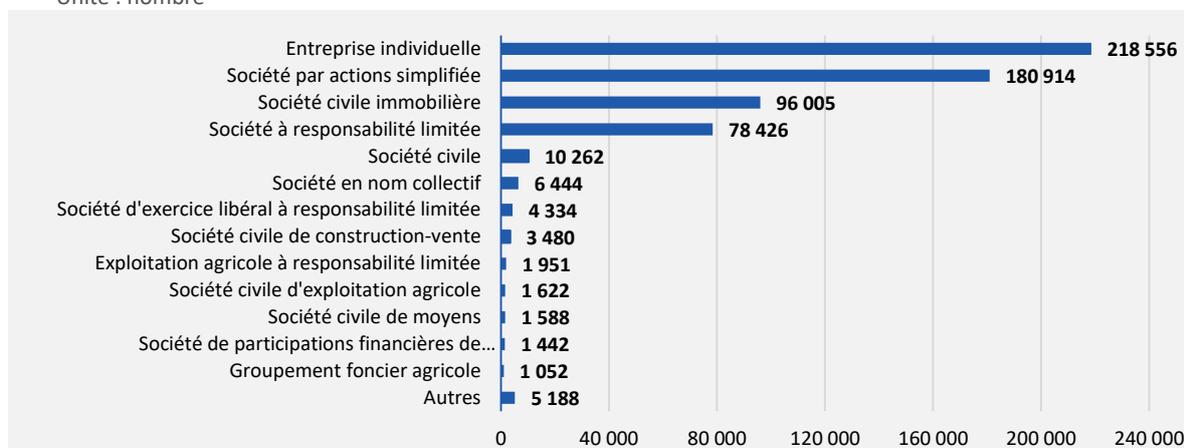


(\*) Hors Moselle et Alsace

Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2021

#### ■ Répartition des immatriculations selon le statut juridique (\*)

Unité : nombre



(\*) Hors Moselle et Alsace

Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2021

#### ■ Répartition des immatriculations selon le statut juridique(\*)

Unité : part en % du total

	2018	2019	2020	2021
Entreprise individuelle	28,0%	29,7%	33,3%	36,1%
Société par actions simplifiée	29,8%	29,9%	30,7%	29,6%
Société civile immobilière	17,3%	17,4%	16,3%	15,9%
Société à responsabilité limitée	17,9%	16,1%	13,6%	12,8%
Société civile	2,1%	2,3%	2,0%	1,7%
Autres	4,9%	4,6%	4,2%	3,9%
<b>Total</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>

(\*) Hors Moselle et Alsace

Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce

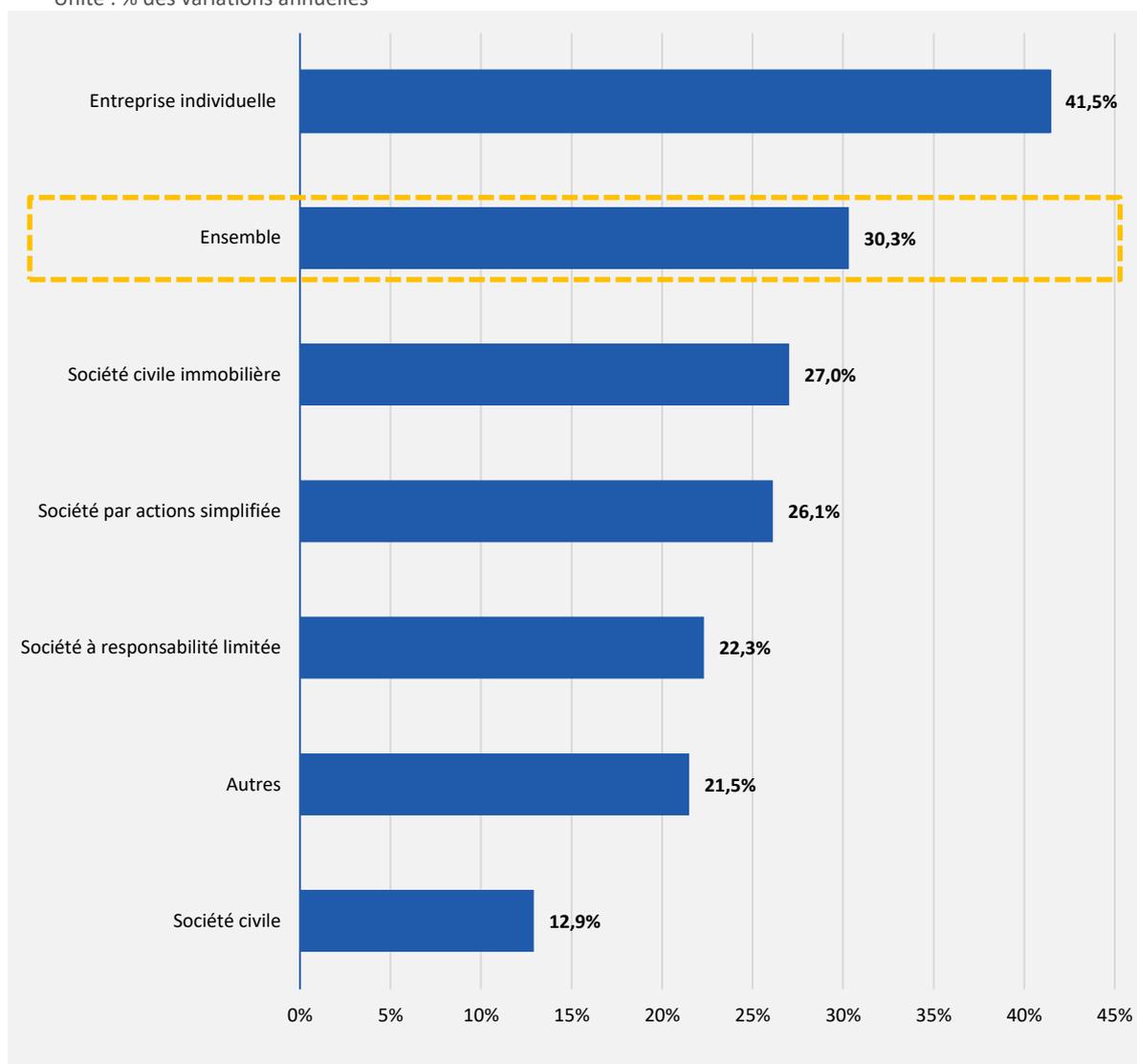
## 4.1. LE BILAN DES IMMATRICULATIONS EN 2021

### Évolution 2020 vs 2021 des immatriculations selon le statut juridique

En 2021, tous les statuts juridiques ont enregistré une augmentation des immatriculations et plus particulièrement l'entreprise individuelle (+41,5%).

#### ■ Évolution des immatriculations selon le statut juridique entre 2020 et 2021 (\*)

Unité : % des variations annuelles



(\*) Hors Moselle et Alsace

Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce

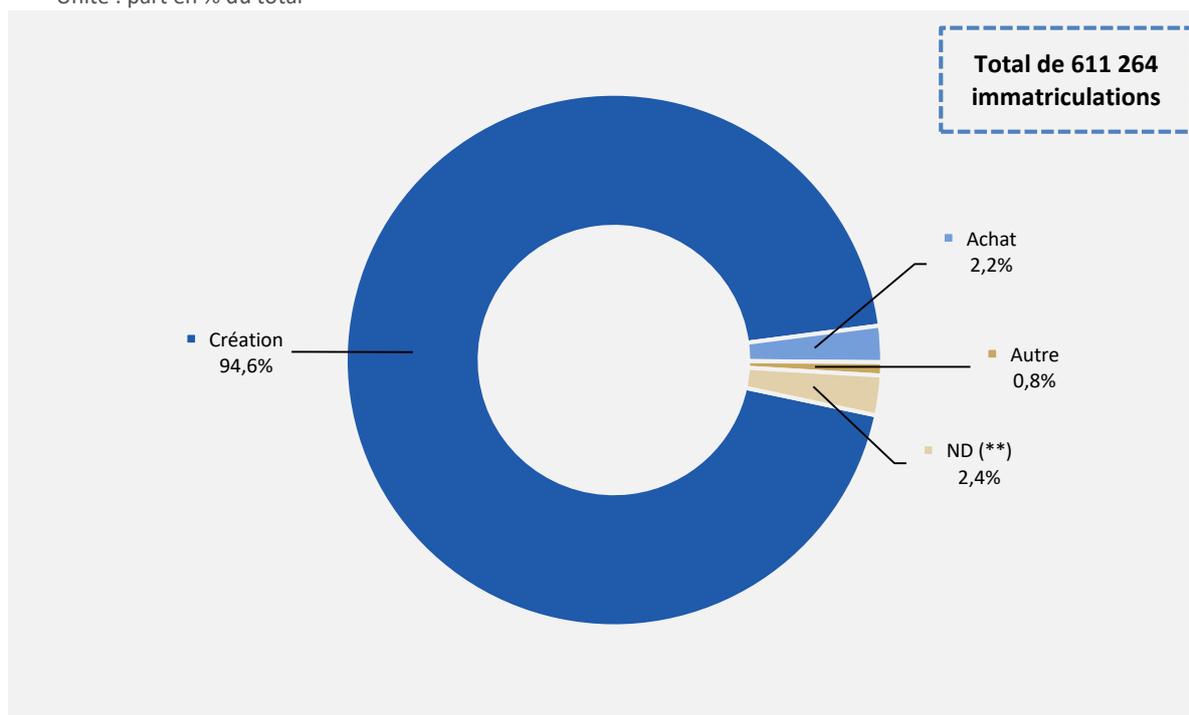
## 4.1. LE BILAN DES IMMATRICULATIONS EN 2021

### La répartition selon l'origine des fonds

Les créations d'entreprises représentaient 93,6% des immatriculations au Registre du Commerce et des Sociétés au cours de l'année 2021, contre seulement 2,7% pour un achat.

#### ■ Répartition des immatriculations selon l'origine des fonds (\*)

Unité : part en % du total



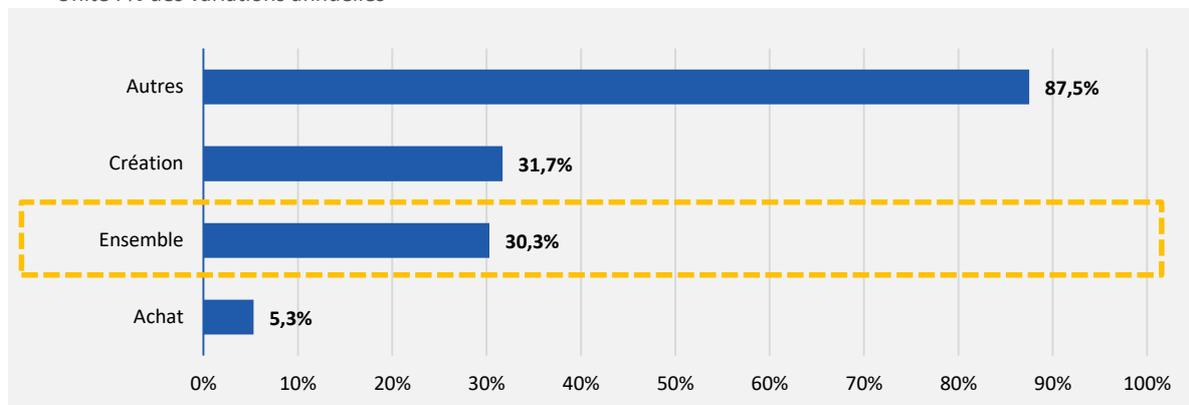
(\*) Hors Moselle et Alsace

(\*\*) Renseignement insuffisant

Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2021

#### ■ Évolution des immatriculations selon l'origine des fonds entre 2019 et 2021 (\*)

Unité : % des variations annuelles



(\*) Hors Moselle et Alsace

Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce

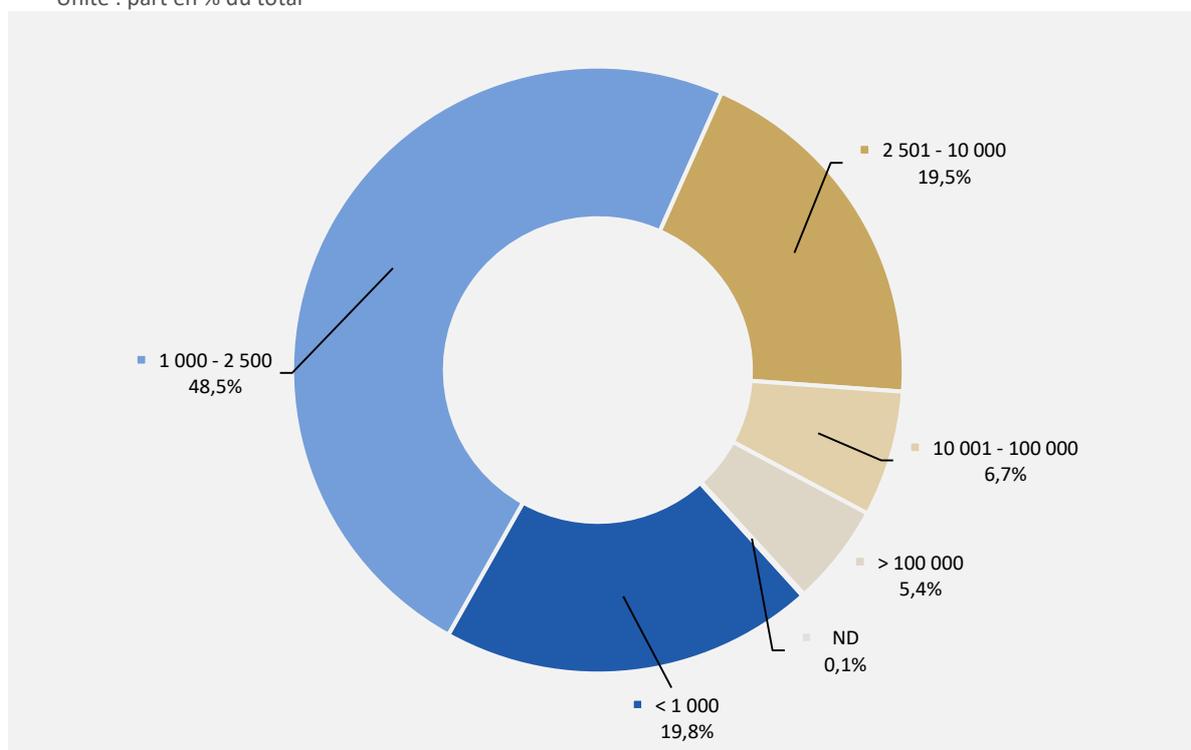
## 4.1. LE BILAN DES IMMATRICULATIONS EN 2021

### La répartition selon le montant du capital

En 2021, près de 70% des immatriculations au Registre du Commerce et des Sociétés étaient réalisées avec un capital inférieur ou égal à 2 500 euros.

#### ■ Répartition des immatriculations selon le montant du capital Hors entreprises individuelles (\*)

Unité : part en % du total



(\*) Hors Moselle et Alsace

Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2021

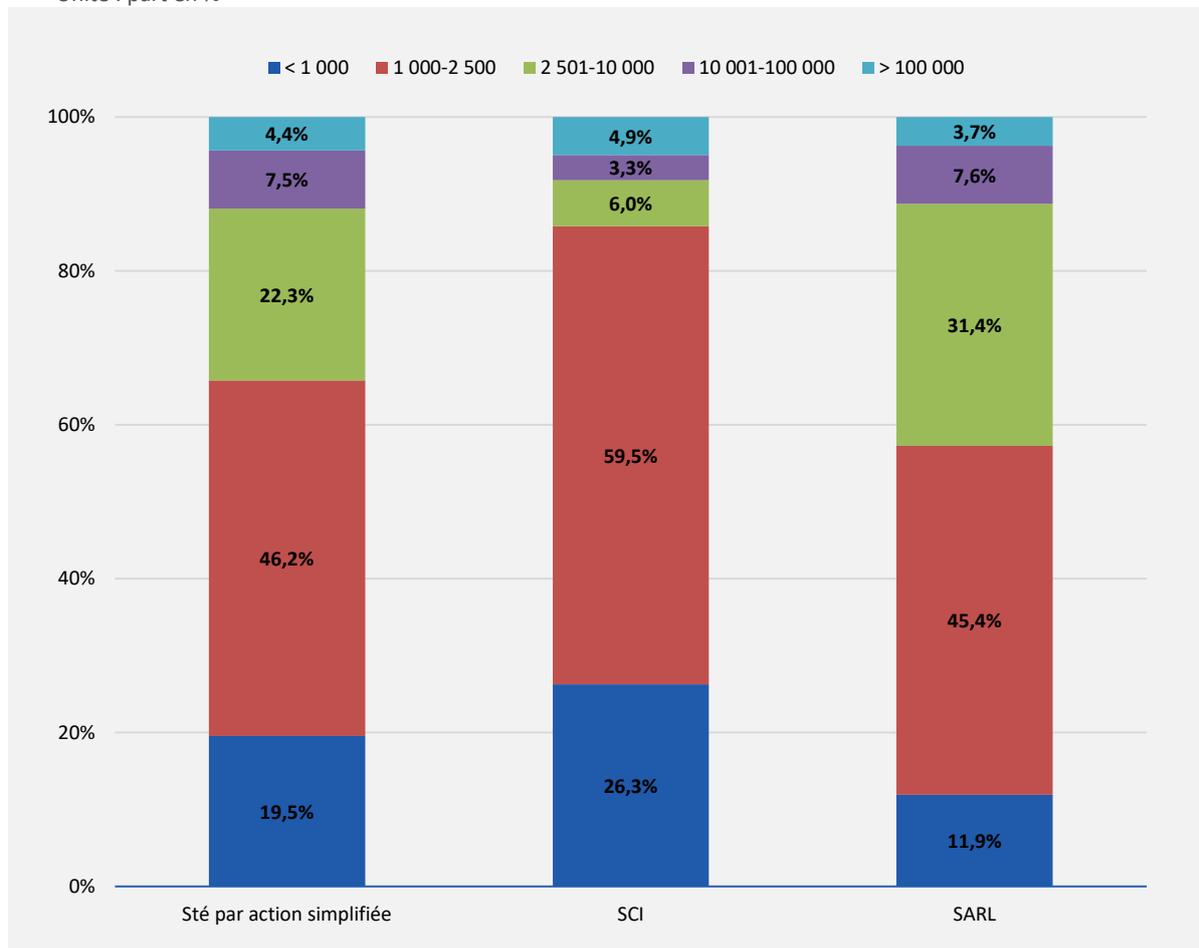
## 4.1. LE BILAN DES IMMATRICULATIONS EN 2021

### La répartition par statut juridique selon la taille du capital

En croisant le statut juridique et la taille du capital, on observe que le lancement d'une société en SCI nécessite un apport financier globalement moins élevé que les autres formes juridiques prédominantes. Ainsi, en 2021, 85,8% des SCI ont mobilisé un capital inférieur ou égal à 2 500€, contre 65,7% des SAS et 57,3% des SARL.

#### ■ Répartition des immatriculations par taille du capital selon les principaux statuts juridiques (\*)(\*\*)

Unité : part en %



(\*) Hors Moselle et Alsace

(\*\*) Les 3 principaux statuts juridiques présentés représentent 90% du total des immatriculations

SARL : Société à responsabilité limitée / SCI : Société civile immobilière

Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2021

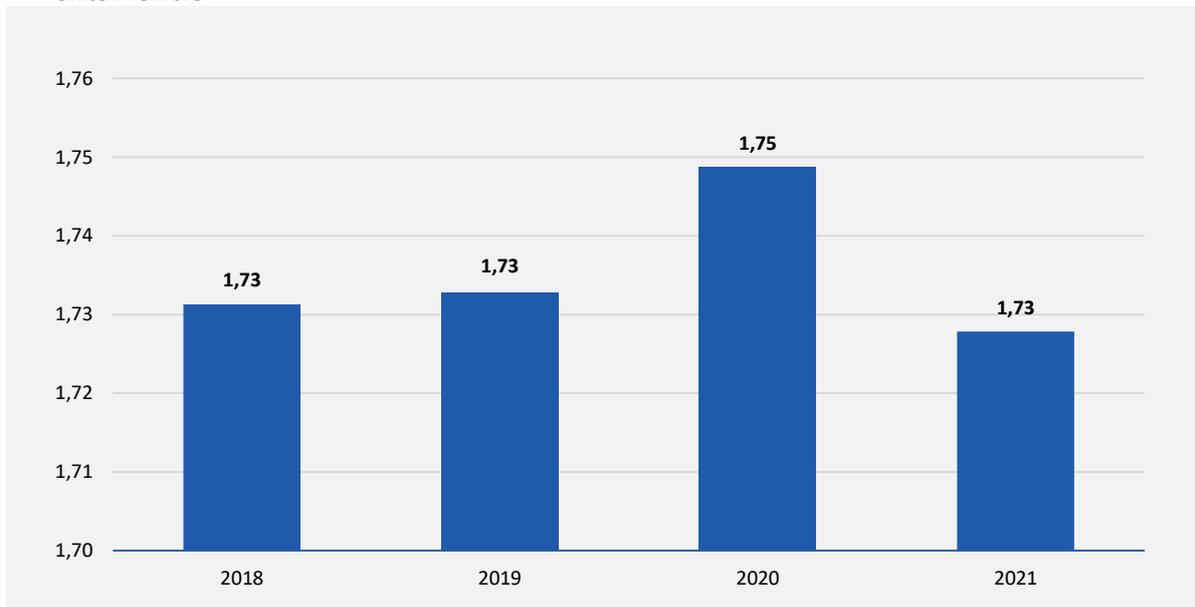
## 4.2. LE PROFIL DES DIRIGEANTS

### Le nombre moyen de dirigeants dans le cadre des immatriculations

Entre 2018 et 2021, le nombre moyen de dirigeants dans le cadre des immatriculations est resté relativement stable. En fin de période, il s'établissait à 1,73 personne en France métropolitaine.

#### ■ Nombre moyen de dirigeants dans le cadre des immatriculations (\*)

Unité : nombre



(\*) Hors Moselle, Alsace et DROM

Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2021

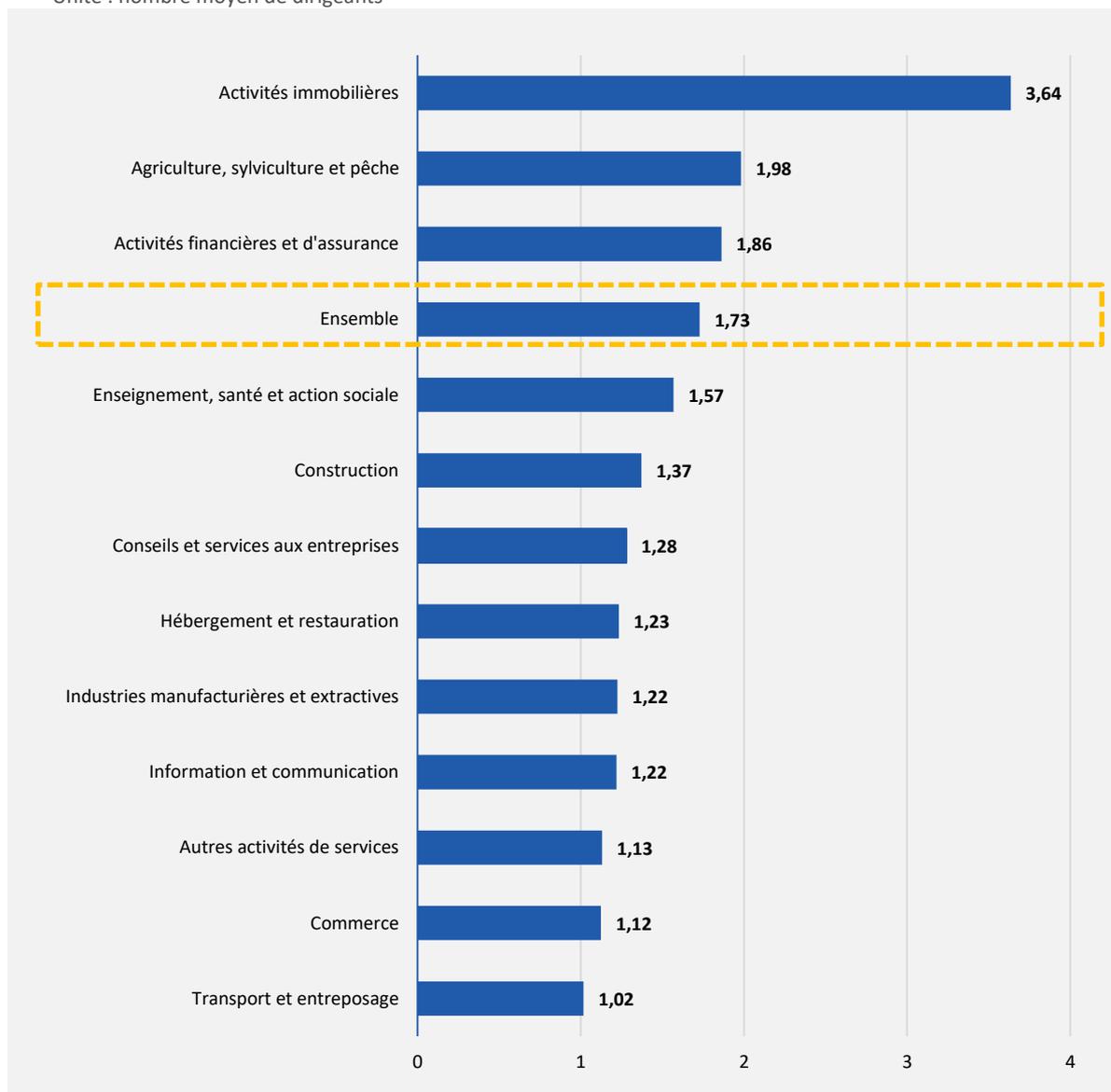
## 4.2. LE PROFIL DES DIRIGEANTS

### Le nombre de dirigeants

En 2021, les immatriculations au Registre du Commerce et des Sociétés concernaient 1 056 550 dirigeants soit 1,73 dirigeant par entreprise en moyenne. Les activités immobilières se distinguaient une nouvelle fois avec un nombre moyen de dirigeants bien supérieur à la moyenne (3,64) devant l'agriculture, sylviculture et pêche (1,98) et les activités financières et d'assurance (1,86).

#### ■ Nombre moyen de dirigeants au sein des grands secteurs dans le cadre des immatriculations (\*)

Unité : nombre moyen de dirigeants



(\*) Hors Moselle et Alsace

Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2021

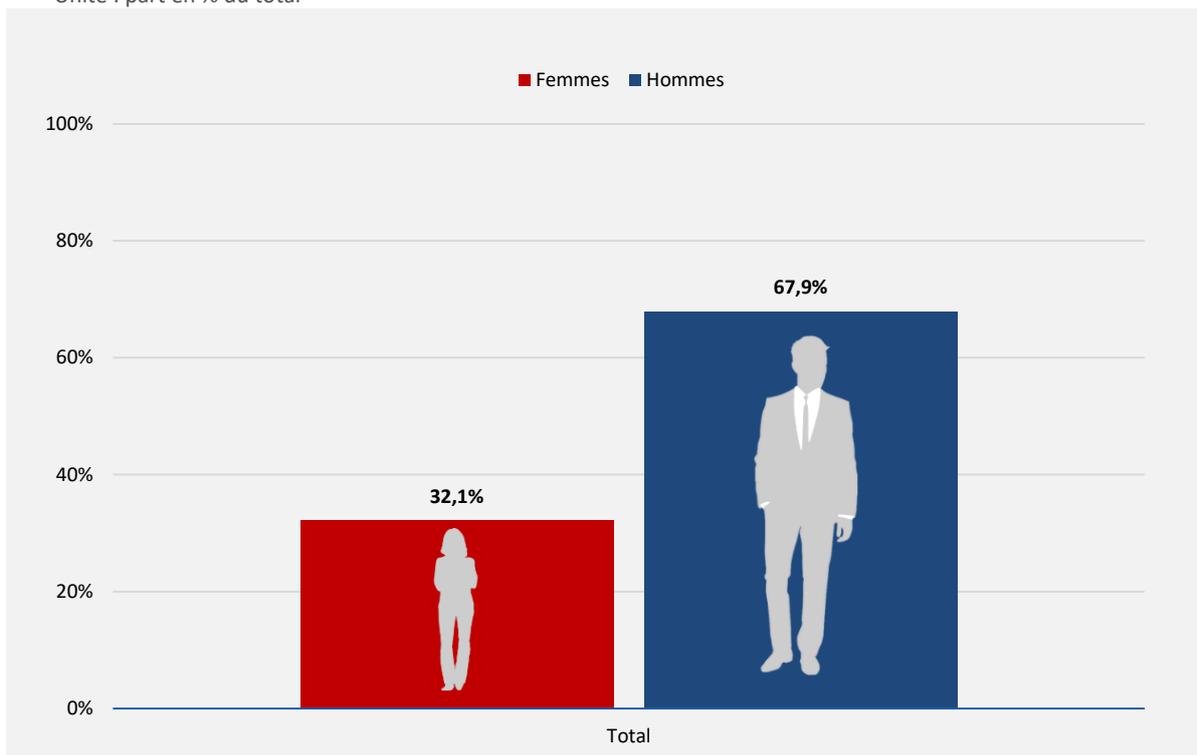
## 4.2. LE PROFIL DES DIRIGEANTS

### La répartition selon le sexe

67,9% des immatriculations au Registre du Commerce et des Sociétés réalisées en 2021 l'ont été par des hommes, une part globalement stable depuis 2018.

#### ■ Répartition des dirigeants par sexe dans le cadre des immatriculations (\*)

Unité : part en % du total

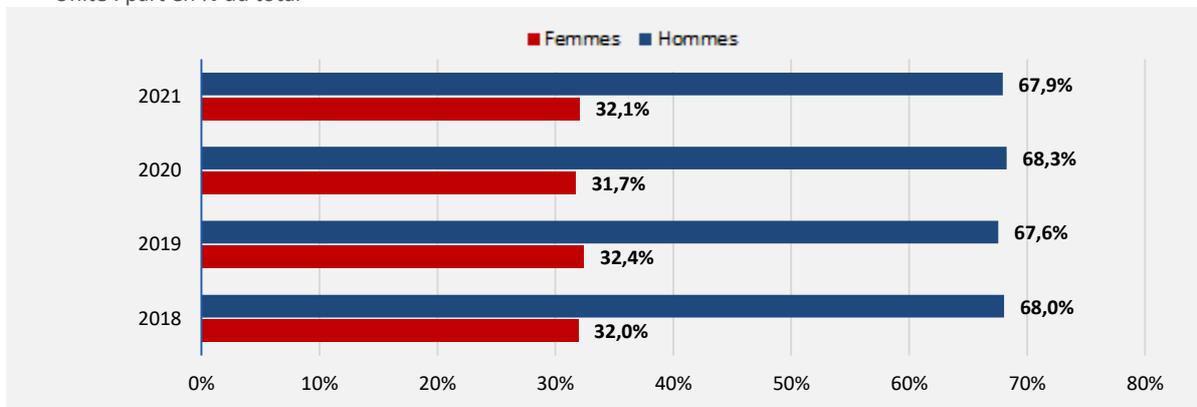


(\*) Hors Moselle et Alsace

Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2021

#### ■ Répartition des dirigeants par sexe dans le cadre des immatriculations 2018-2021 (\*)

Unité : part en % du total



(\*) Hors Moselle, Alsace et DROM

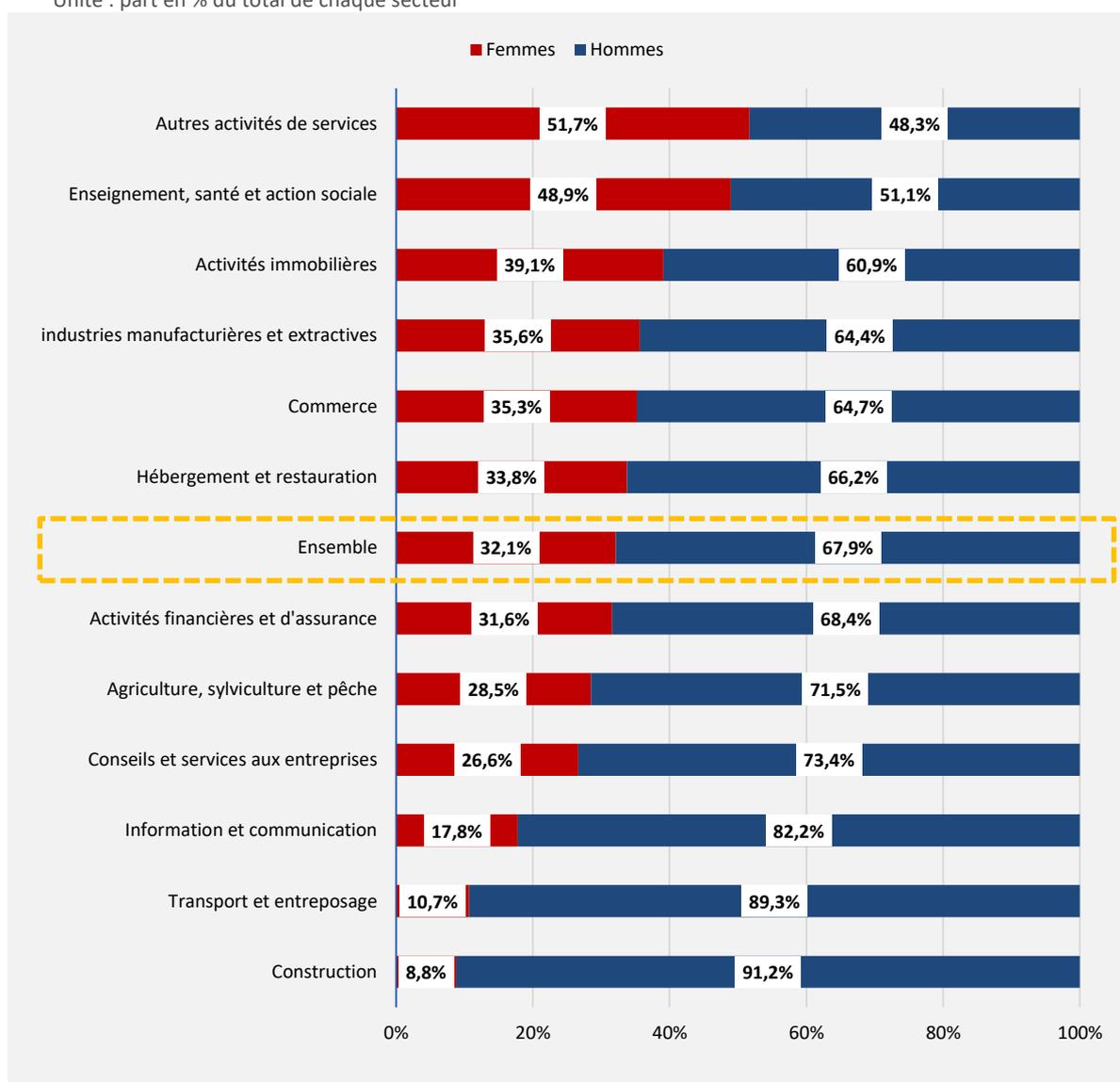
Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce

## La répartition selon le sexe (suite)

Le taux de féminisation des sociétés créées en 2021 est très variable selon les secteurs. La répartition femmes/hommes était quasiment équilibrée dans les autres activités de services (51,7% vs 48,3%) et dans l'enseignement/santé/action sociale (48,9% vs 51,1%) en 2021. En revanche, les secteurs de la construction et du transport/entreposage étaient dominés par des hommes à plus de 89%.

### Répartition des dirigeants par sexe au sein des grands secteurs dans le cadre des immatriculations (\*)

Unité : part en % du total de chaque secteur



(\*) Hors Moselle et Alsace

Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2021

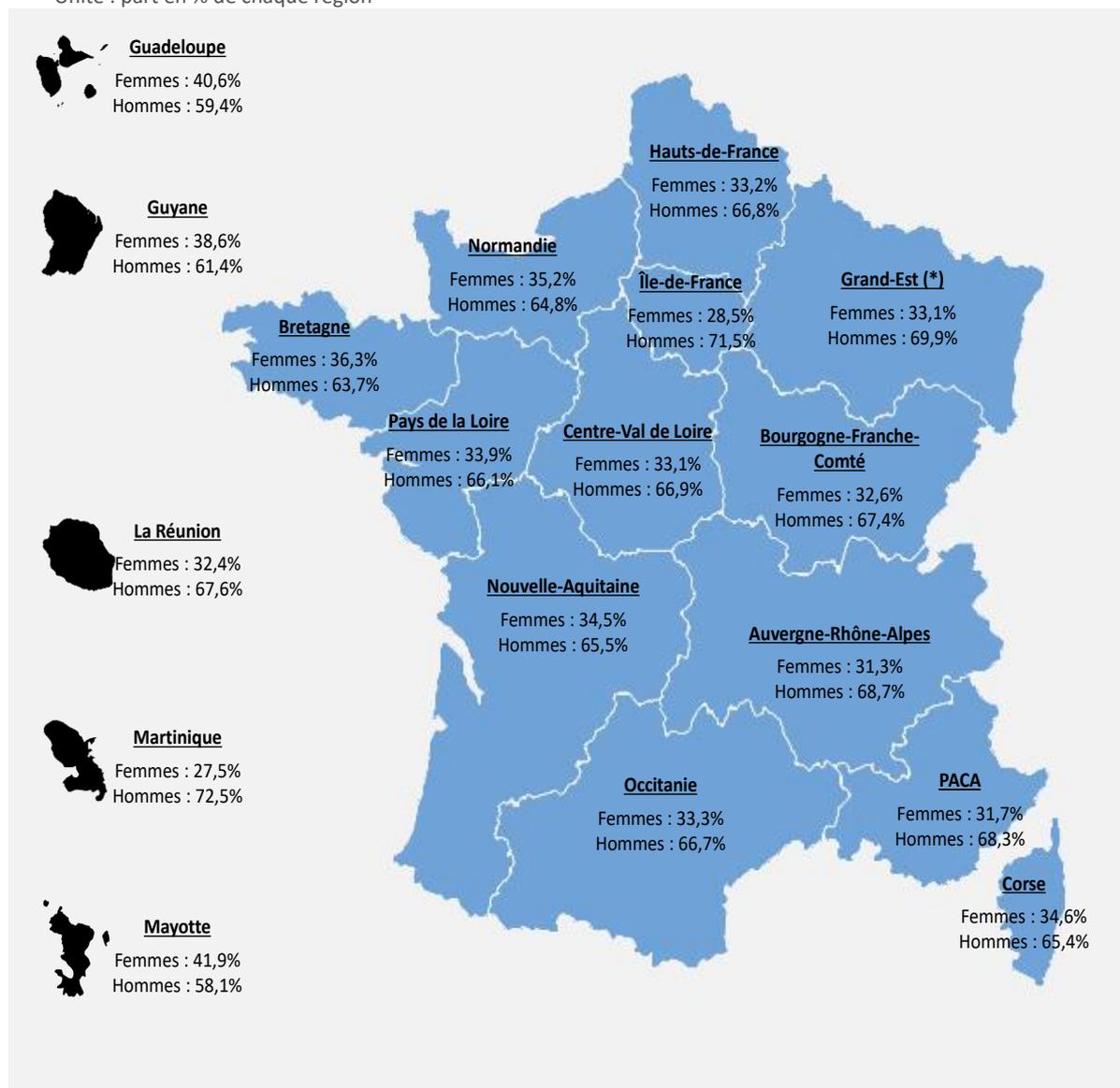
## 4.2. LE PROFIL DES DIRIGEANTS

### La répartition régionale selon le sexe

En France, Mayotte et la Guadeloupe affichaient le plus fort taux de féminisation en 2021, représentant respectivement 41,9% et 40,6% des nouvelles immatriculations. A l'échelle de la Métropole, c'est en Bretagne que le poids des femmes dans les immatriculations au Registre du Commerce et des Sociétés était le plus élevé (36,3%). En revanche, l'Île-de-France est la région où les femmes sont les moins représentées (28,5%).

#### ■ Répartition régionale des dirigeants par sexe dans le cadre des immatriculations

Unité : part en % de chaque région



(\*) Hors Moselle et Alsace

Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2021

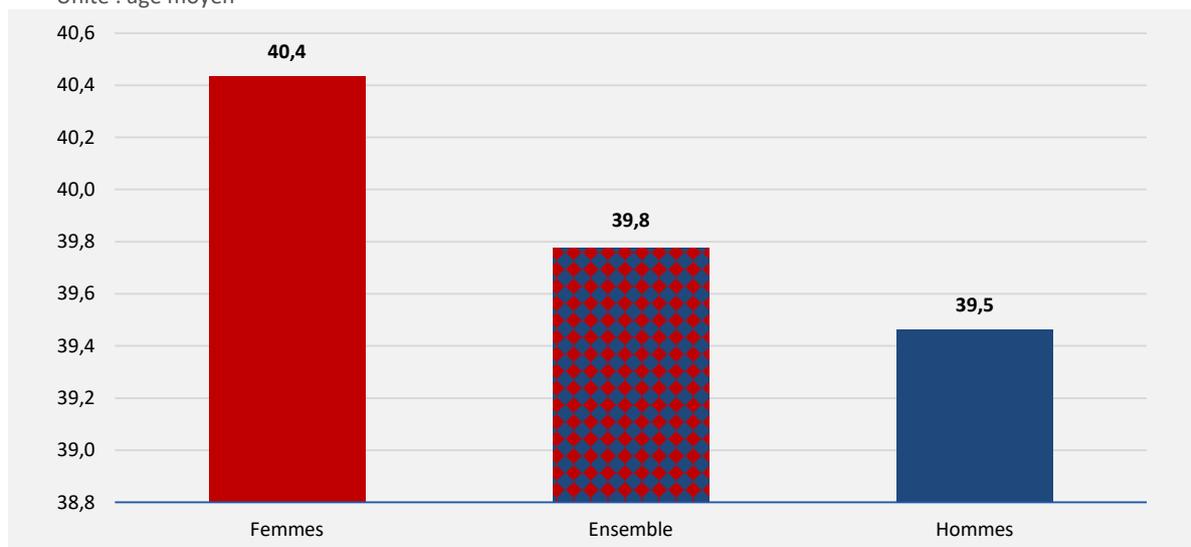
## 4.2. LE PROFIL DES DIRIGEANTS

### La répartition selon l'âge

En 2021, l'âge moyen des dirigeants des entreprises nouvellement créées s'élevait à 40,1 ans, les femmes étant plus âgées que les hommes (40,4 ans vs 39,5 ans). En France métropolitaine, l'âge moyen a reculé sur la période 2018-2021 (-1,4 point).

#### ■ Âge moyen des dirigeants par sexe dans le cadre des immatriculations (\*)

Unité : âge moyen

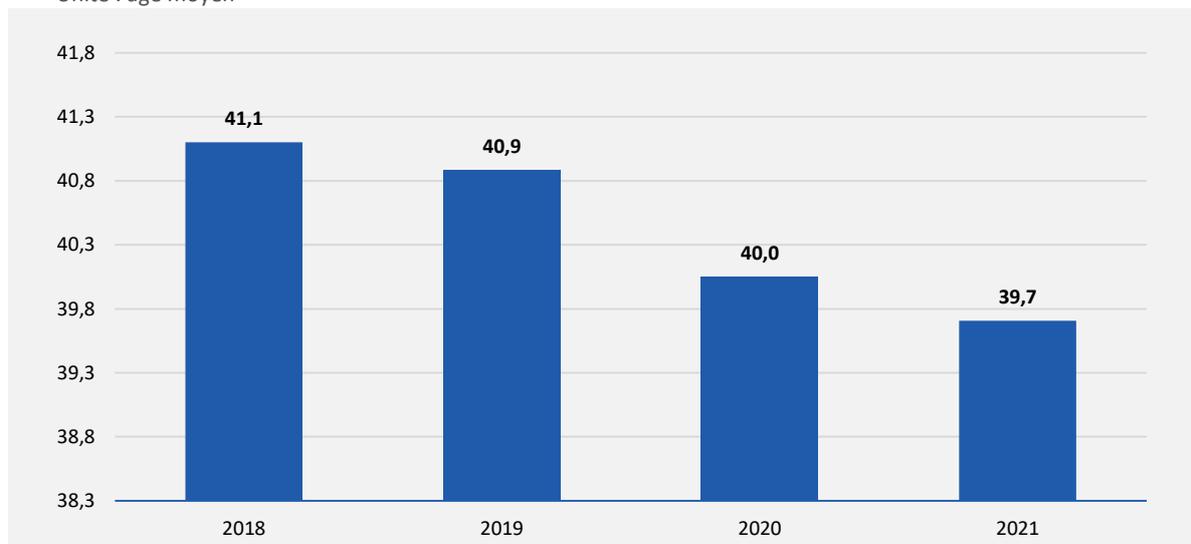


(\*) Hors Moselle et Alsace

Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2021

#### ■ Âge moyen des dirigeants dans le cadre des immatriculations (\*)

Unité : âge moyen



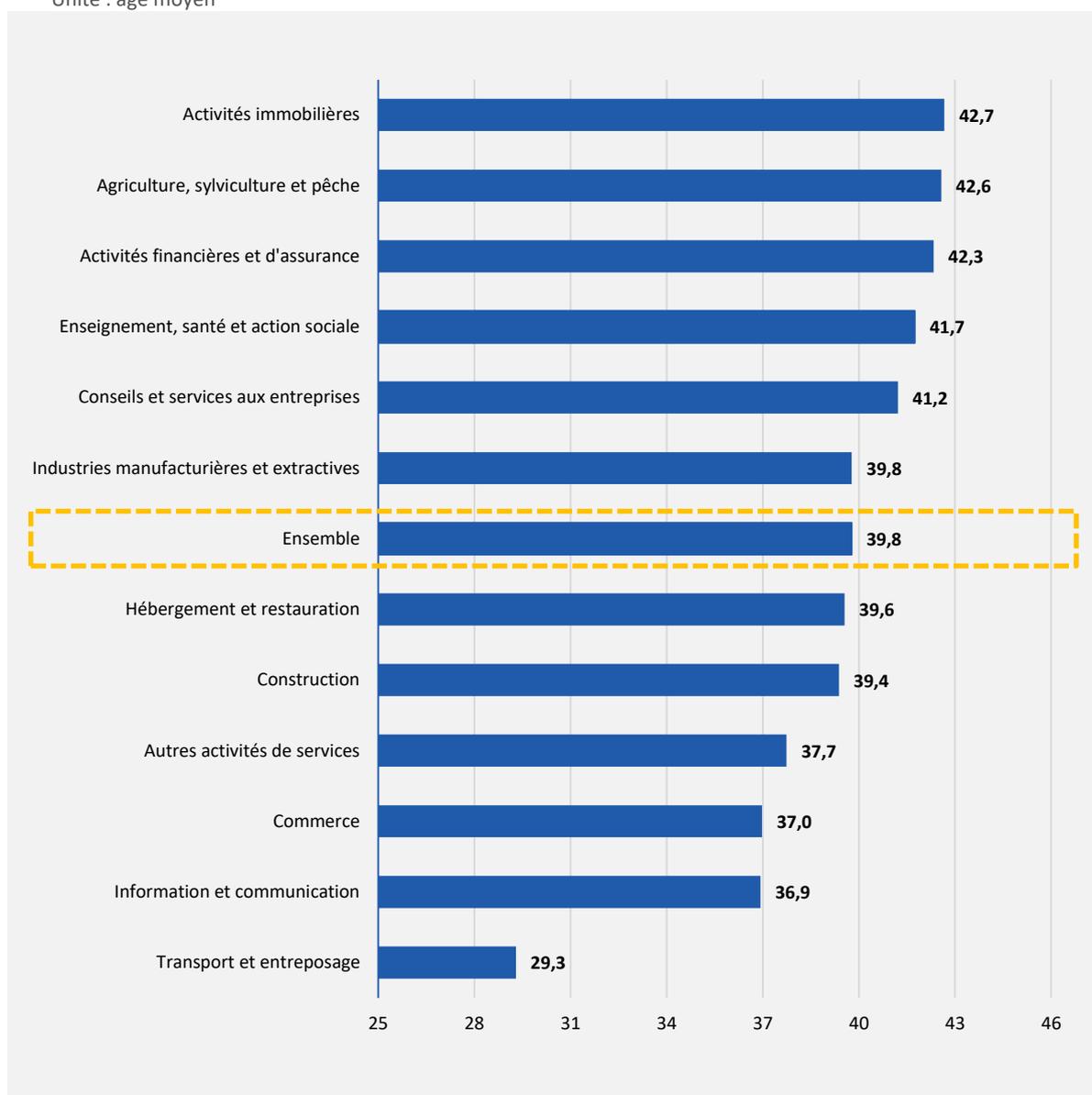
(\*) Hors Moselle, Alsace et DROM

Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce

En 2021, l'âge moyen des créateurs d'entreprises était très variable selon le secteur d'activité, avec aux deux extrêmes les activités immobilières (42,7 ans) et le transport/entreposage (29,3 ans).

■ **Âge moyen des dirigeants par secteurs dans le cadre des immatriculations (\*)**

Unité : âge moyen



(\*) Hors Moselle et Alsace

Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2021

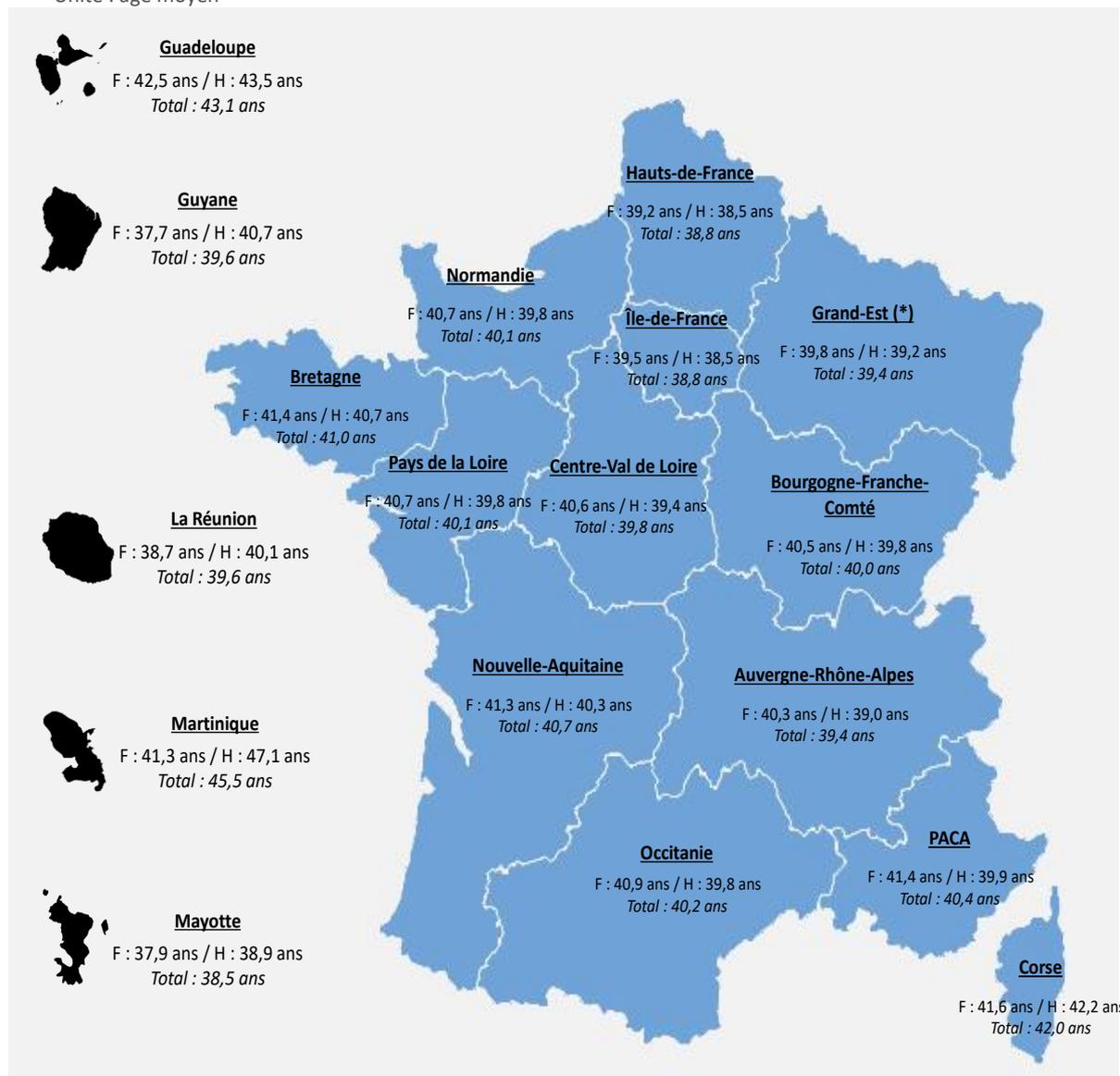
## 4.2. LE PROFIL DES DIRIGEANTS

### La répartition régionale selon l'âge

En France métropolitaine, l'Île-de-France et les Hauts-de-France accueillent les plus jeunes créateurs d'entreprises en 2021, avec un âge moyen lors de l'immatriculation de 38,8 ans. A l'échelle nationale, Mayotte s'inscrivait un cran en dessous, avec une moyenne à 38,5 ans. Rappelons néanmoins la faiblesse du nombre d'immatriculations sur l'île.

#### ■ Répartition régionale des dirigeants par âge dans le cadre des immatriculations (\*)

Unité : âge moyen



F : femmes / H : hommes / (\*) Hors Moselle et Alsace

Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2021

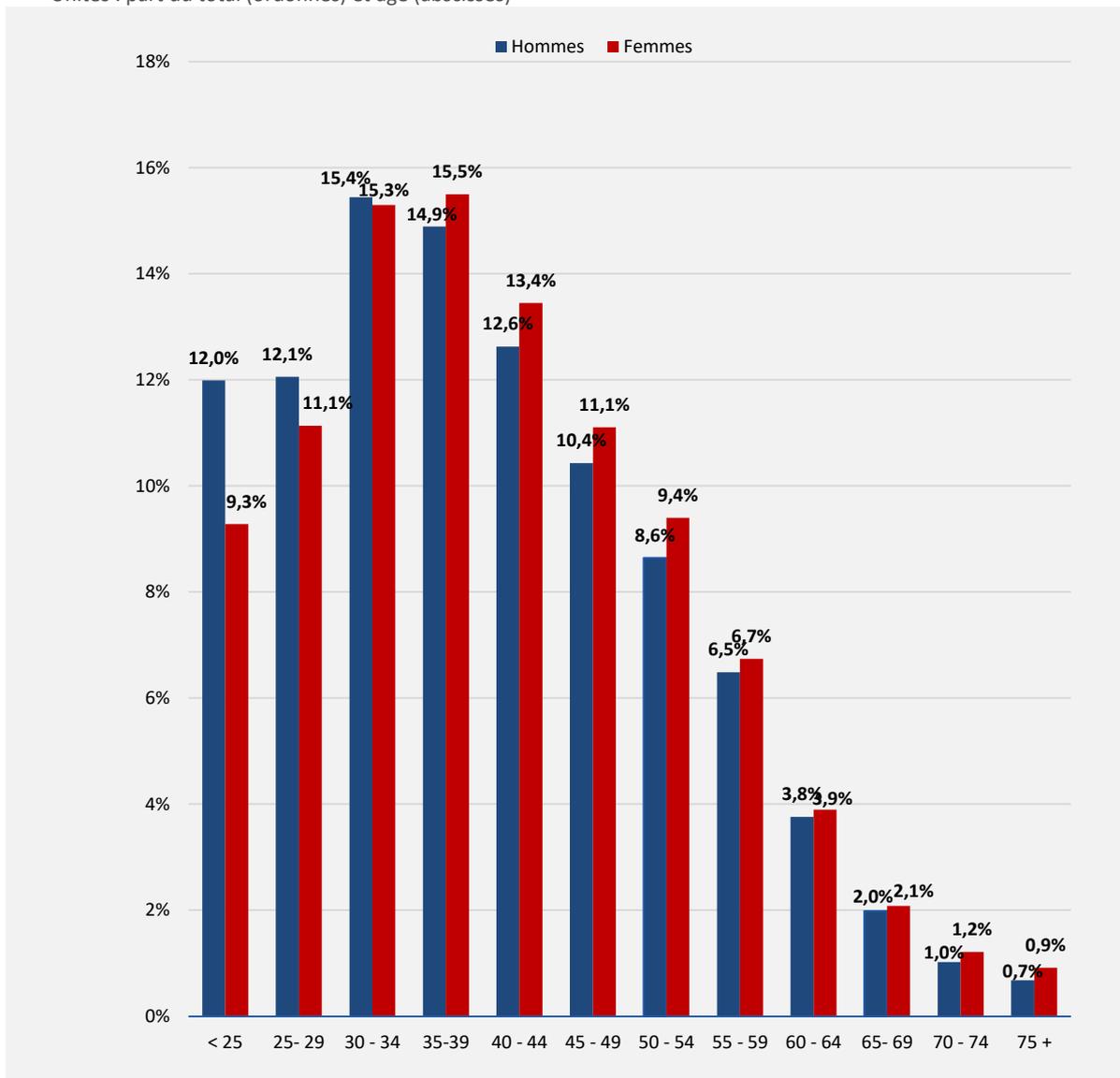
## 4.2. LE PROFIL DES DIRIGEANTS

### L'âge moyen des dirigeants selon le sexe

Les 30-34 ans, qui concentraient 15,3% du nombre total d'immatriculations en 2021, était la classe d'âge qui affichait une parité hommes/femmes quasi parfaite. En revanche, chez les plus jeunes créateurs d'entreprises (moins de 25 ans), le déséquilibre était très marqué en 2021 et en faveur des hommes (12% vs 9,3%).

#### ■ Répartition des dirigeants par tranche d'âge dans le cadre des immatriculations (\*)

Unités : part du total (ordonnés) et âge (abscisses)



(\*) Hors Moselle et Alsace

Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2021

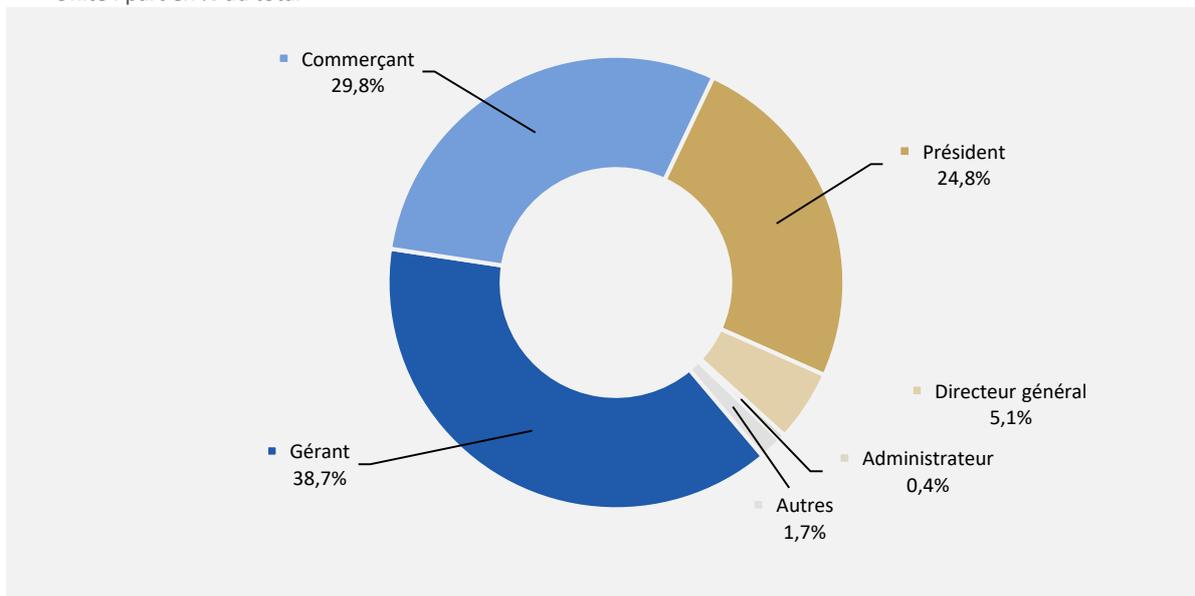
## 4.2. LE PROFIL DES DIRIGEANTS

### La répartition selon le type de fonction

Parmi les immatriculations enregistrées en 2021, 38,7% des dirigeants occupaient une fonction de gérant. Le deuxième statut le plus répandu était celui de commerçant (29,8%) devant celui de président (24,8%). En France métropolitaine, le poids de la fonction de gérant a reculé sur moyenne période (-7,7 points), au profit des autres statuts.

#### ■ Répartition de la fonction des dirigeants dans le cadre des immatriculations (\*)

Unité : part en % du total

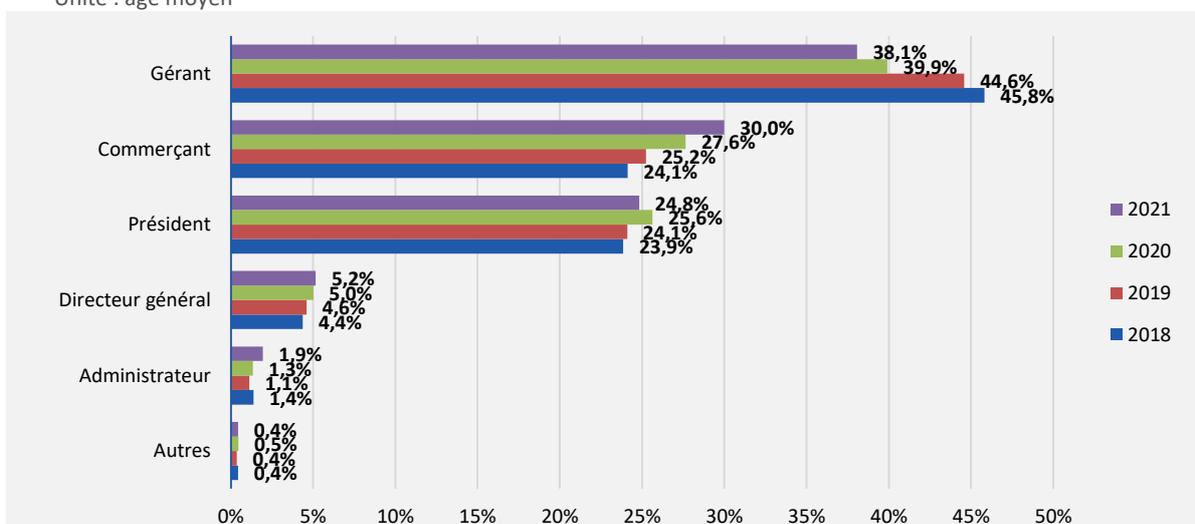


(\*) Hors Moselle et Alsace

Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2021

#### ■ Evolution de la répartition de la fonction des dirigeants dans le cadre des immatriculations (\*)

Unité : âge moyen



(\*) Hors Moselle, Alsace et DROM

Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2021

## 4.2. LE PROFIL DES DIRIGEANTS

### La répartition selon la nationalité

Parmi l'ensemble des dirigeants d'entreprises immatriculées au Registre du Commerce et des Sociétés en 2021, 88,6% étaient la nationalité française, soit une baisse de 0,5 point sur un an. Les personnes originaires du Maghreb (Algérie, Maroc, Tunisie) représentaient 3,1% du total.

#### ■ Répartition de l'origine géographique des dirigeants dans le cadre des immatriculations (\*)

Unité : part en % du total



(\*) Seuls les 10 premiers pays ont été retenus / (\*\*) Hors Moselle et Alsace pour la France / Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2021

#### ■ Répartition de l'origine géographique des dirigeants dans le cadre des immatriculations (\*)

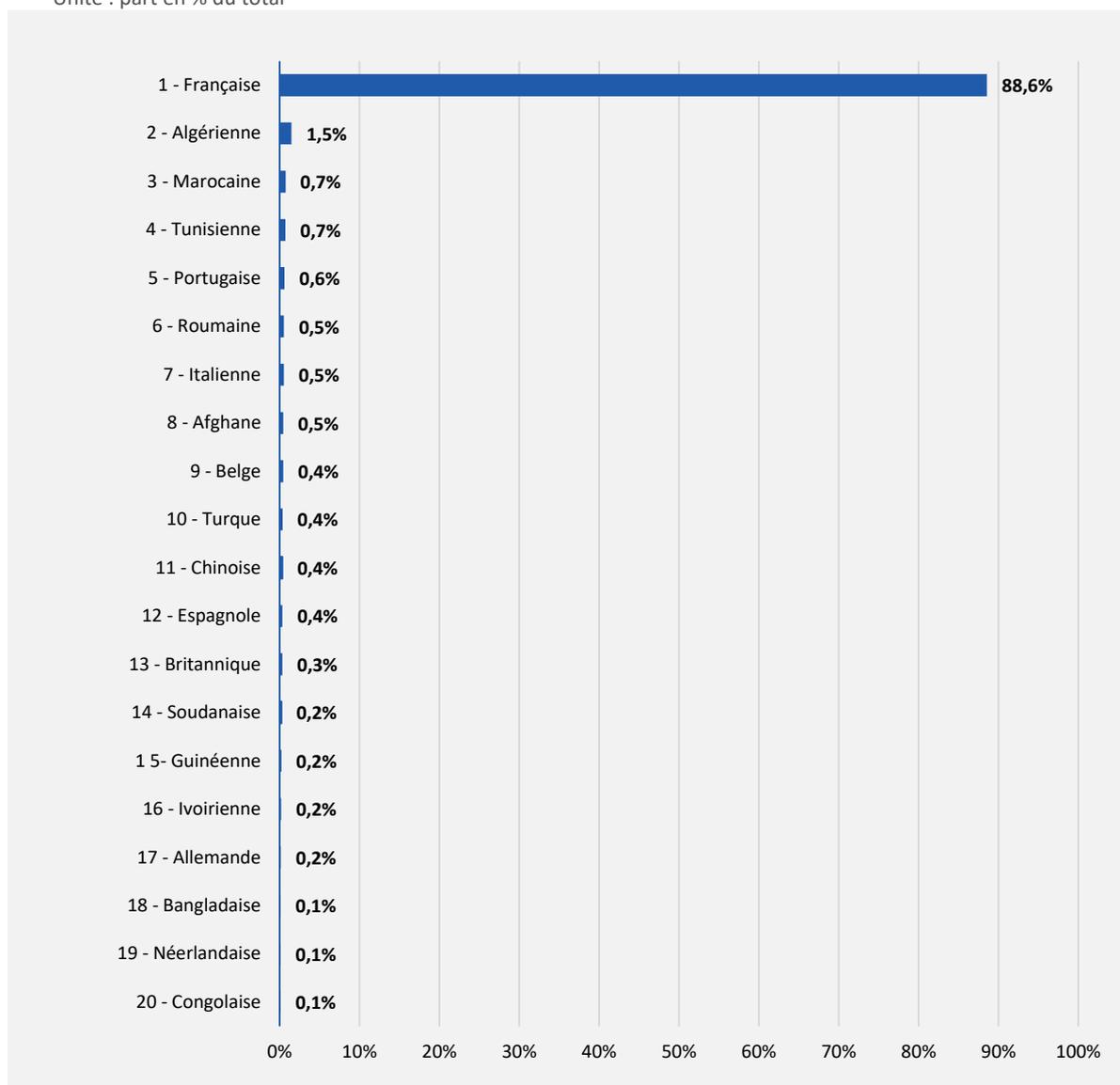
Unités : part en % du total et variation en point

	Part 2020	Part 2021	Évolution en point
France (**)	89,1%	88,6%	-0,5
Algérie	1,5%	1,5%	0,0
Tunisie	0,8%	0,7%	-0,1
Maroc	0,8%	0,7%	-0,1
Portugal	0,6%	0,6%	0,0
Roumanie	0,6%	0,5%	-0,1
Italie	0,5%	0,5%	0,0
Afghanistan	0,3%	0,5%	0,2
Belgique	0,5%	0,4%	-0,1
Turquie	0,5%	0,4%	-0,1

(\*) Seuls les 10 premiers pays ont été retenus / (\*\*) Hors Moselle et Alsace pour la France / Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce

■ **Top 20 des nationalités les plus représentées dans le cadre des immatriculations**

Unité : part en % du total



(\*) Hors Moselle et Alsace

Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2021

# LES RADIATIONS

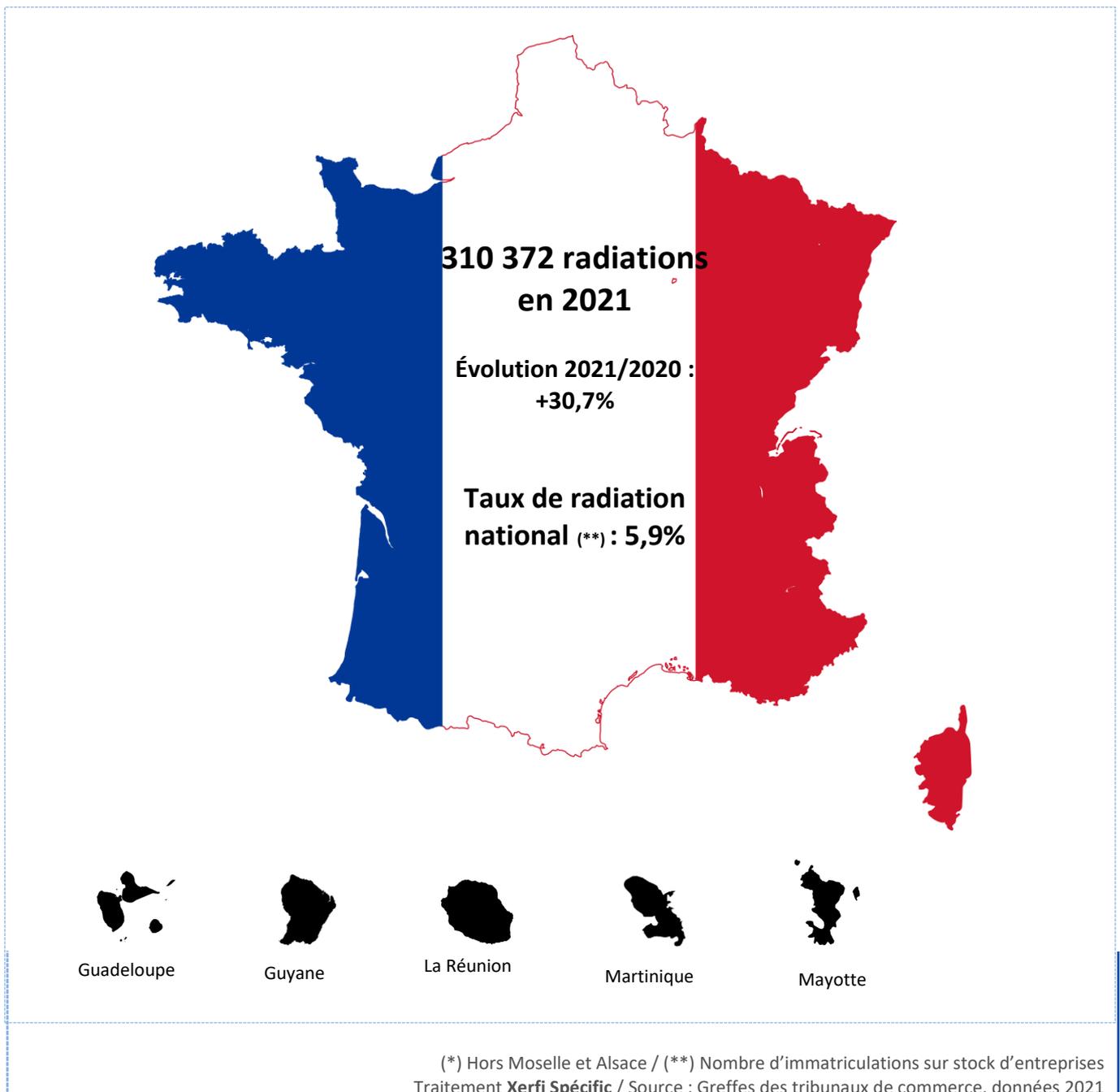
<b>5.1. LE BILAN DES RADIATIONS EN 2021</b>	<b>73</b>
Le nombre de radiations	73
Zoom DROM	
La répartition selon les mois de l'année	80
Évolution des radiations selon les mois de l'année	81
La répartition selon le secteur d'activité	82
Évolution 2020 vs 2021 des radiations par secteur d'activité	83
Évolution 2020 vs 2021 des radiations (hors entreprises individuelles)	84
La répartition par secteur d'activités vs stock d'entreprises	85
Le top 15 du taux de radiation	87
La répartition par secteur d'activités vs PIB	88
Le top 15 des activités les plus représentées	90
Évolution 2020 vs 2021 du top 15 des activités les plus représentées	91
La répartition selon la localisation	93
Le taux de radiation	95
Évolution 2020 vs 2021 des radiations par région	96
La répartition géographique vs population française	97
La répartition géographique vs PIB	98
Le top 15 des villes	99
La répartition selon le statut juridique	100
Évolution 2020 vs 2021 des radiations selon le statut juridique	101
La répartition selon l'origine des fonds	102
La répartition selon le montant du capital	103
La répartition selon le motif	104
L'âge moyen des entreprises soumises à une radiation	105
L'âge moyen des entreprises lors de leur radiation	106
La répartition par la durée de vie des entreprises	108
<b>5.2. LE PROFIL DES DIRIGEANTS</b>	<b>109</b>
Le nombre moyen de dirigeants dans le cadre des radiations	109
La répartition selon le sexe	111
La répartition régionale selon le sexe	113
La répartition selon l'âge	114
La répartition régionale selon l'âge	116
L'âge moyen des dirigeants selon le sexe	117
La répartition selon le type de fonction	118
La répartition selon la nationalité	119
Le top 20 des nationalités les plus représentées	120

## 5.1. LE BILAN DES RADIATIONS EN 2021

### Le nombre de radiations

En 2021, 310 372 radiations ont été enregistrées au Registre du Commerce et des Sociétés en Métropole et dans les départements et régions d'outre-mer, représentant un taux de radiation de 5,9%. Sur un an, les radiations se sont accrues de 30,7%.

#### ■ Nombre de radiations en 2021 (\*)



## 5.1. LE BILAN DES RADIATIONS EN 2021

### Zoom DROM : le nombre de radiations

Dans les départements et régions d'outre-mer, 15 164 radiations ont été enregistrées en 2021, dont 80,7% étaient imputables à deux territoires : La Martinique et La Réunion.

#### ■ Nombre de radiations dans les DROM en 2021 (\*)

	<b>Guadeloupe</b>	2 203 radiations (Evolution 2021/2020 : +89,6%)
	<b>Guyane</b>	597 radiations (Evolution 2021/2020 : +50,0%)
	<b>La Réunion</b>	6 287 radiations (Evolution 2021/2020 : +87,9%)
	<b>Martinique</b>	5 956 radiations (Evolution 2021/2020 : +37,2%)
	<b>Mayotte</b>	124 radiations (Evolution 2021/2020 : -1,6%)
	<b>Total DROM</b>	<b>15 164 radiations</b> (Evolution 2021/2020 : +61,8%)

Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2021

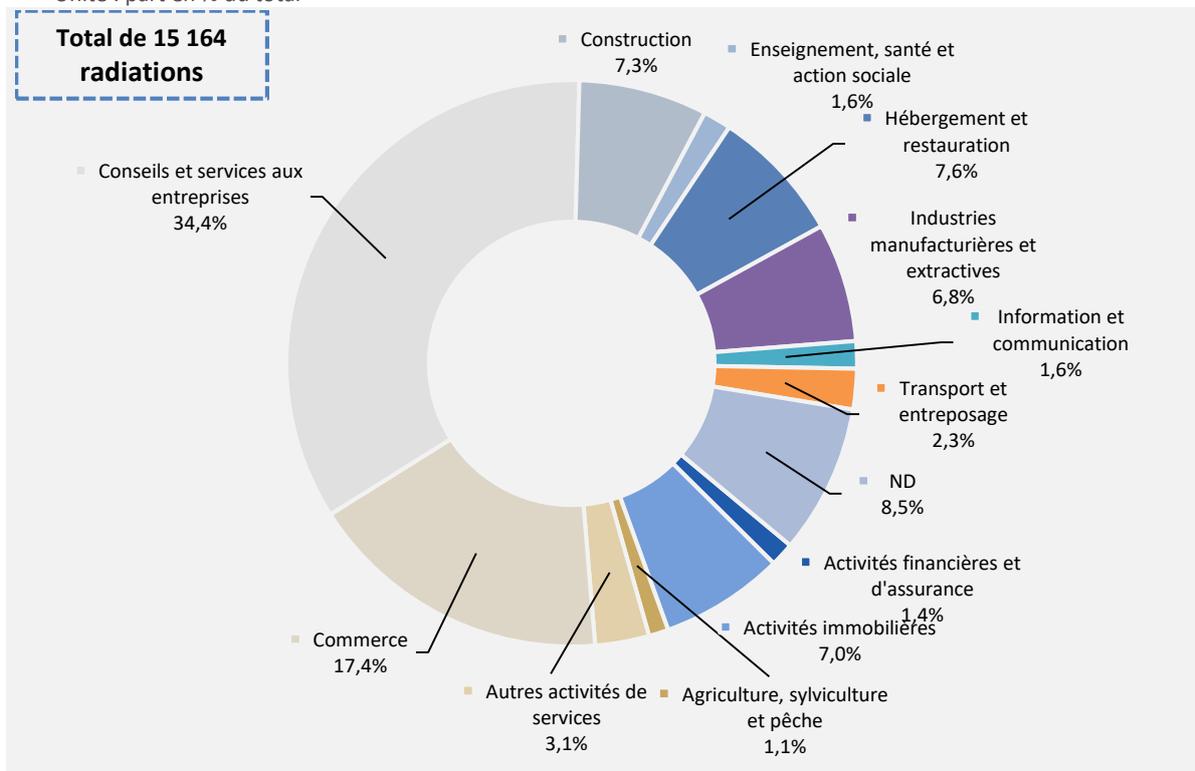
## 4.1. LE BILAN DES RADIATIONS EN 2021

### Zoom DROM : la répartition selon le secteur d'activité

Deux secteurs cumulaient plus de la moitié des radiations enregistrées au Registre du Commerce et des Sociétés dans les départements et régions d'outre-mer en 2021. Il s'agissait du conseil et des services aux entreprises (34,4%) et des activités de commerce (17,4%).

#### ■ Répartition des radiations par grands secteurs économiques

Unité : part en % du total



Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2021

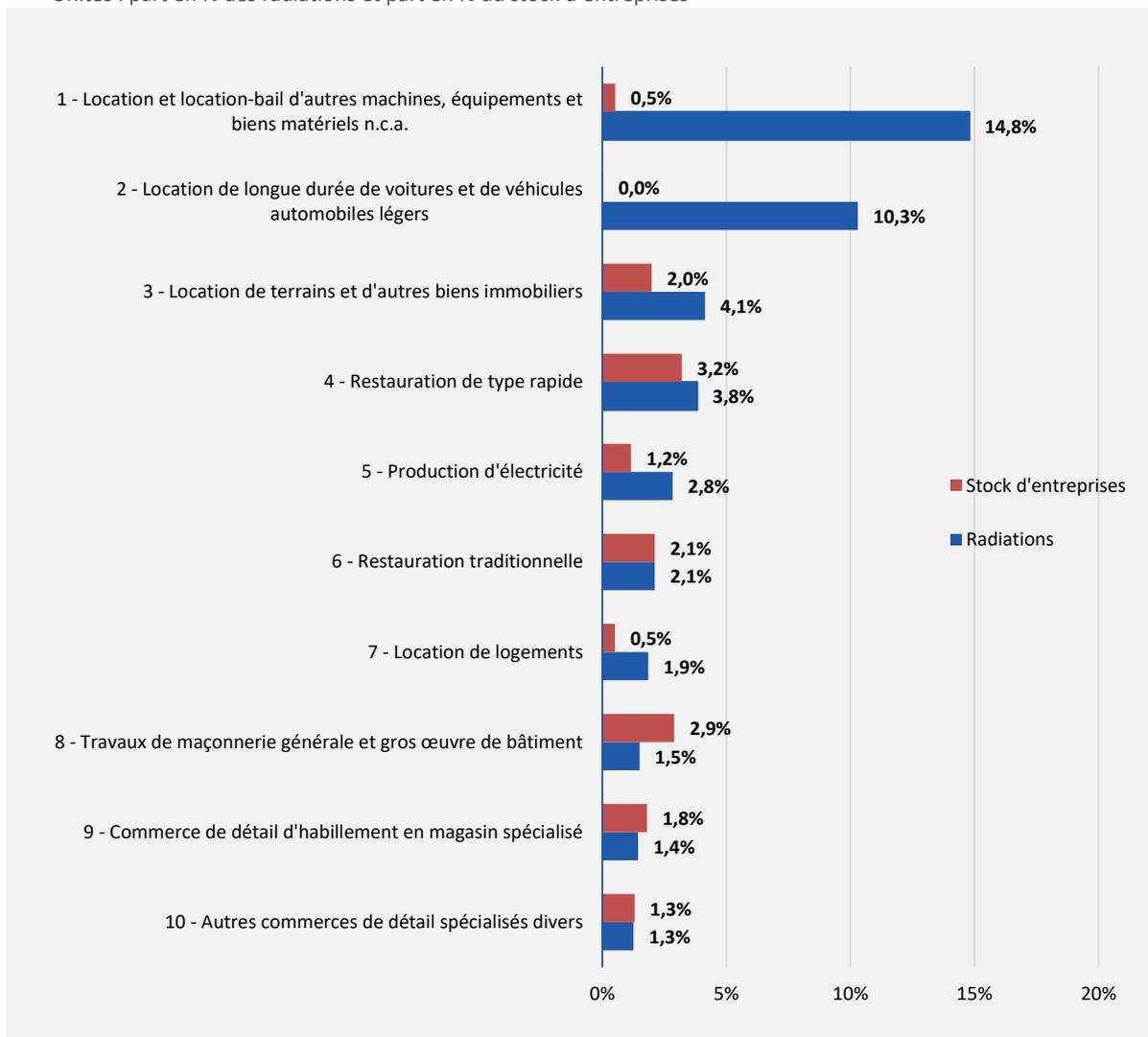
## 4.1. LE BILAN DES RADIATIONS EN 2021

### Zoom DROM : le top 10 du taux d'immatriculation

Le top 5 des activités les plus représentées dans les radiations sur le territoire des DROM était quasiment identique à celui des immatriculations en 2021. Les activités de location étaient une fois encore largement représentées.

#### ■ Top 10 des activités les plus représentées dans les radiations comparé au stock d'entreprises (\*) - Hors Agriculture, sylviculture et pêche

Unités : part en % des radiations et part en % du stock d'entreprises



(\*) Hors Agriculture, sylviculture et pêche

Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2021

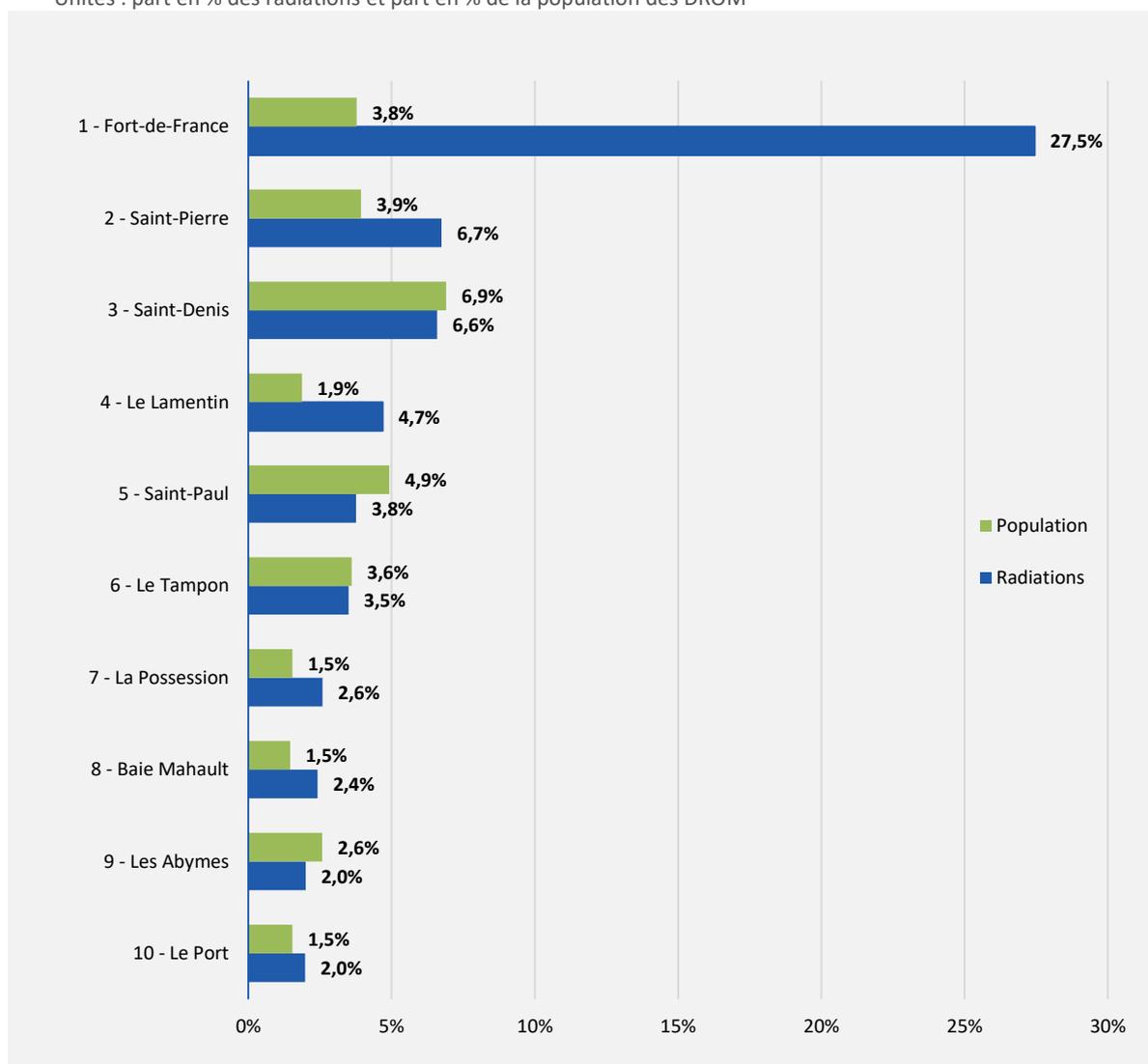
## 4.1. LE BILAN DES RADIATIONS EN 2021

### Zoom DROM : le top 10 des villes

En 2021, Fort-de-France (Martinique) concentrait 27,5% des radiations des DROM, très loin devant deux communes de La Réunion, Saint-Pierre et Saint-Denis. Ensemble, ces trois communes représentaient 40,8% des radiations en outre-mer, alors qu'elles pesaient pour moins de 15% dans la population.

#### ■ Top 10 des villes enregistrant le plus grand nombre de radiations comparé à la population (\*)

Unités : part en % des radiations et part en % de la population des DROM



Traitement Xerfi Spécific / Sources : Greffes des tribunaux de commerce (données 2021) et Insee (données 2019)

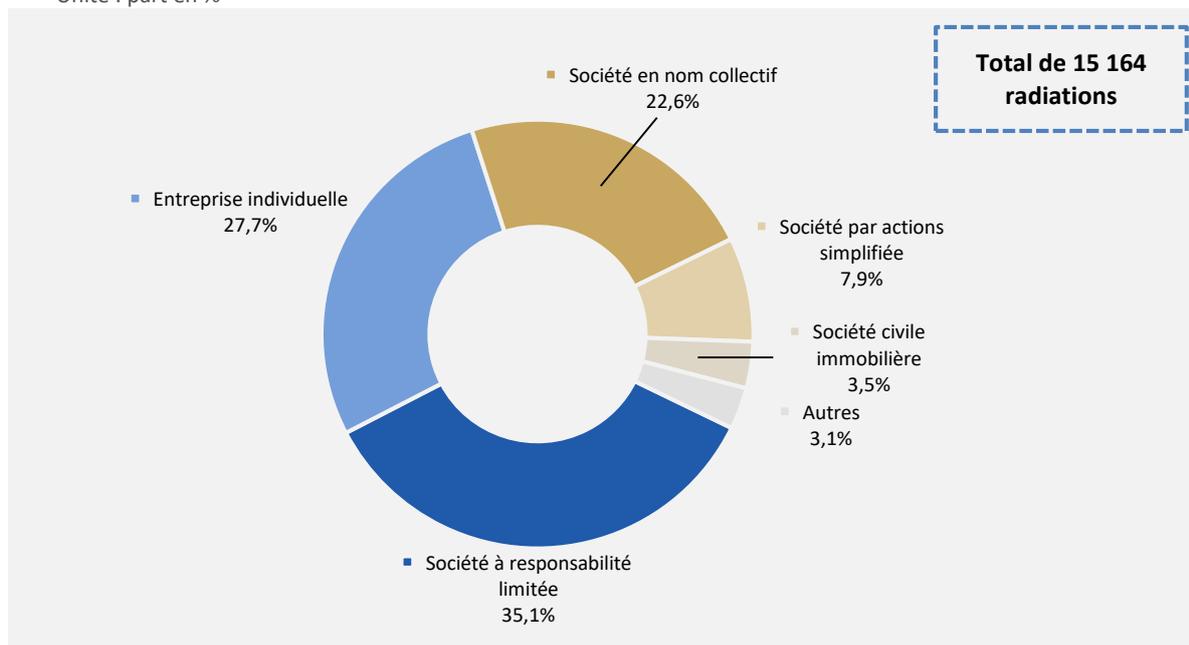
## 4.1. LE BILAN DES RADIATIONS EN 2021

### Zoom DROM : la répartition selon le statut juridique

En 2021, deux statuts juridiques dominaient les radiations au Registre du Commerce et des Sociétés dans les DROM : la société à responsabilité limitée (35,1% du total) et l'entreprise individuelle (27,7%).

#### ■ Répartition des radiations selon le statut juridique

Unité : part en %



Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2021

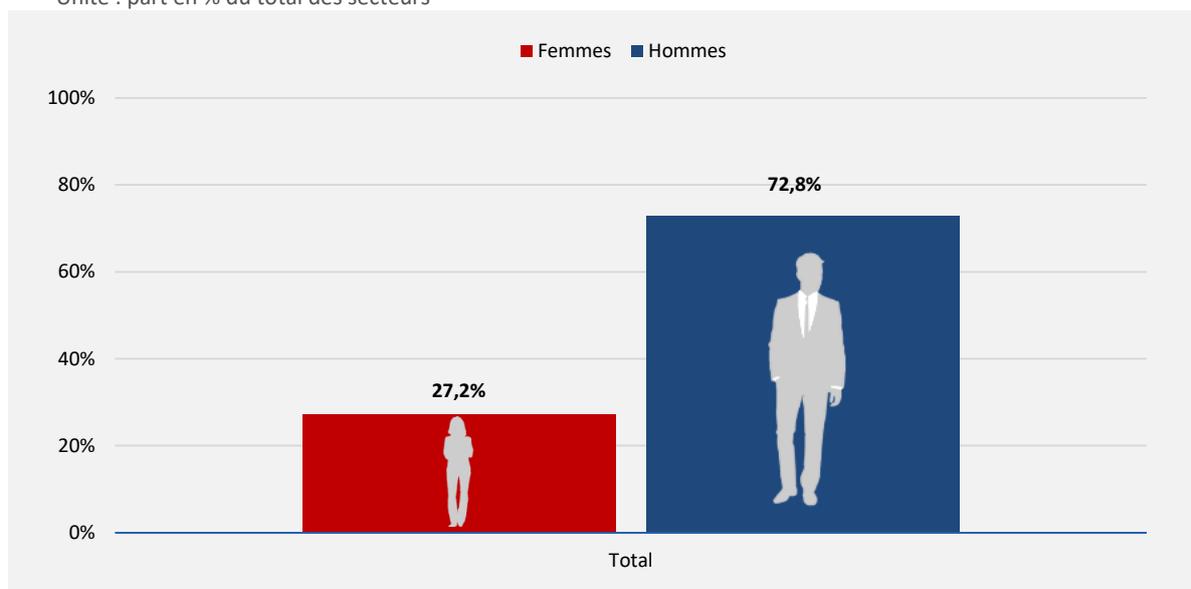
## 4.1. LE BILAN DES RADIATIONS EN 2021

### Zoom DROM : le profil des dirigeants

En 2021, 72,8% des entreprises visées par une radiation étaient dirigées par des hommes. Ces derniers étaient âgés en moyenne de 56,6 ans, soit 3,9 ans de plus que leurs homologues féminins.

#### ■ Répartition des dirigeants par sexe dans le cadre des radiations

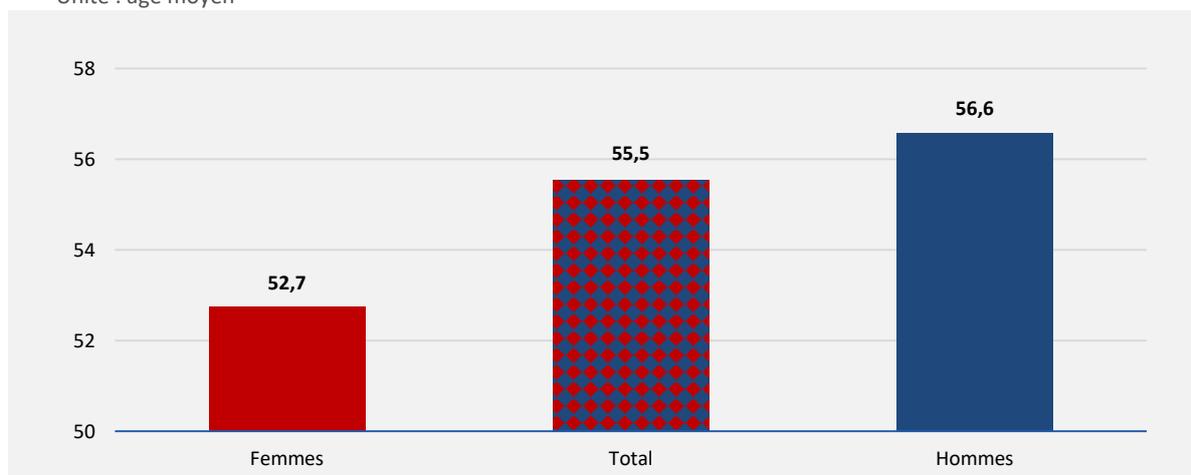
Unité : part en % du total des secteurs



Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2021

#### ■ Âge moyen des dirigeants par sexe dans le cadre des radiations

Unité : âge moyen



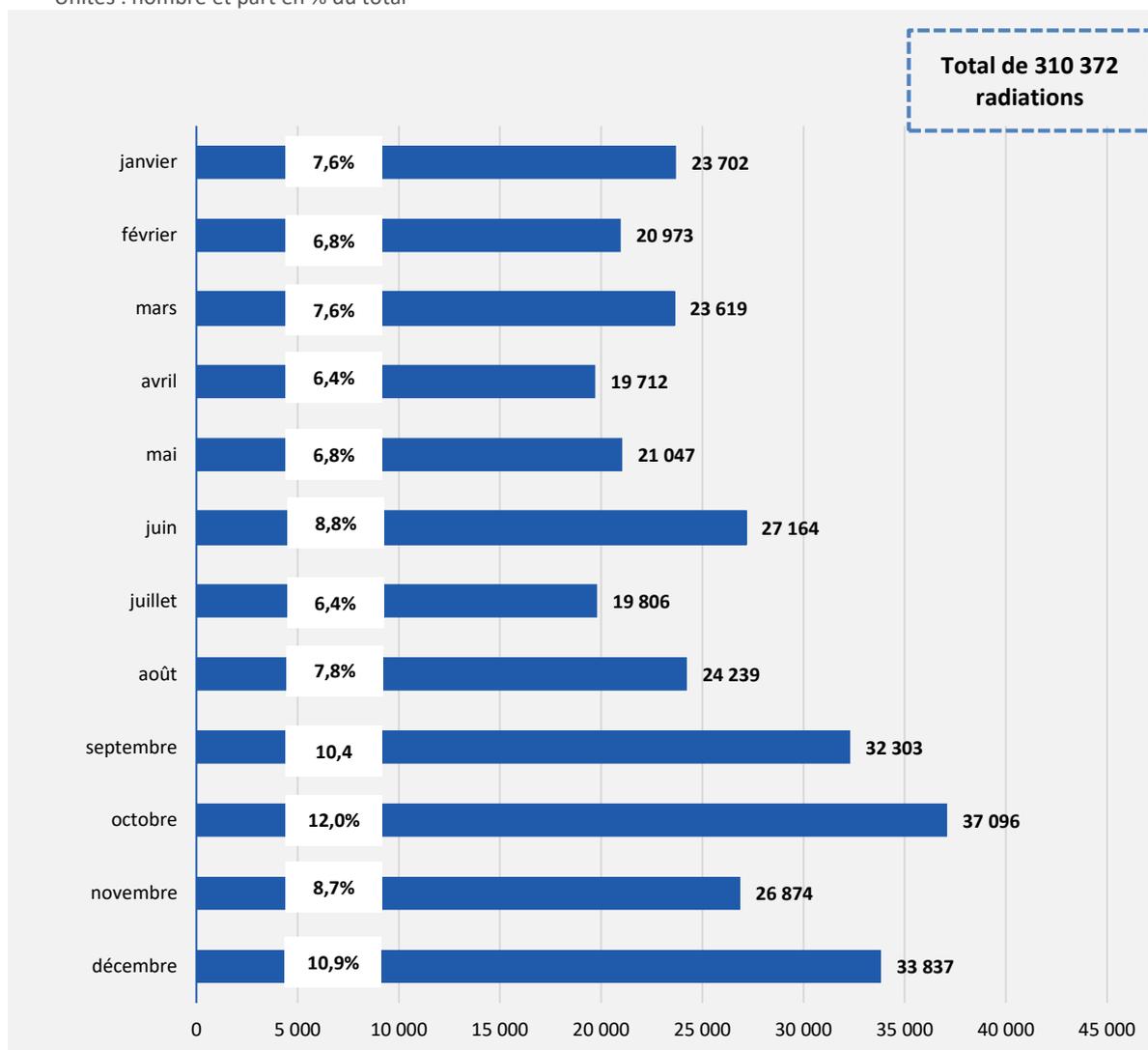
Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2021

## 5.1. LE BILAN DES RADIATIONS EN 2021 La répartition selon les mois de l'année

Le dernier trimestre comptait le plus grand nombre de radiations d'entreprises en 2021. Il pesait pour près de 32% du total annuel.

### ■ Radiations selon les mois de l'année (\*)

Unités : nombre et part en % du total



(\*) Hors Moselle et Alsace

Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2021

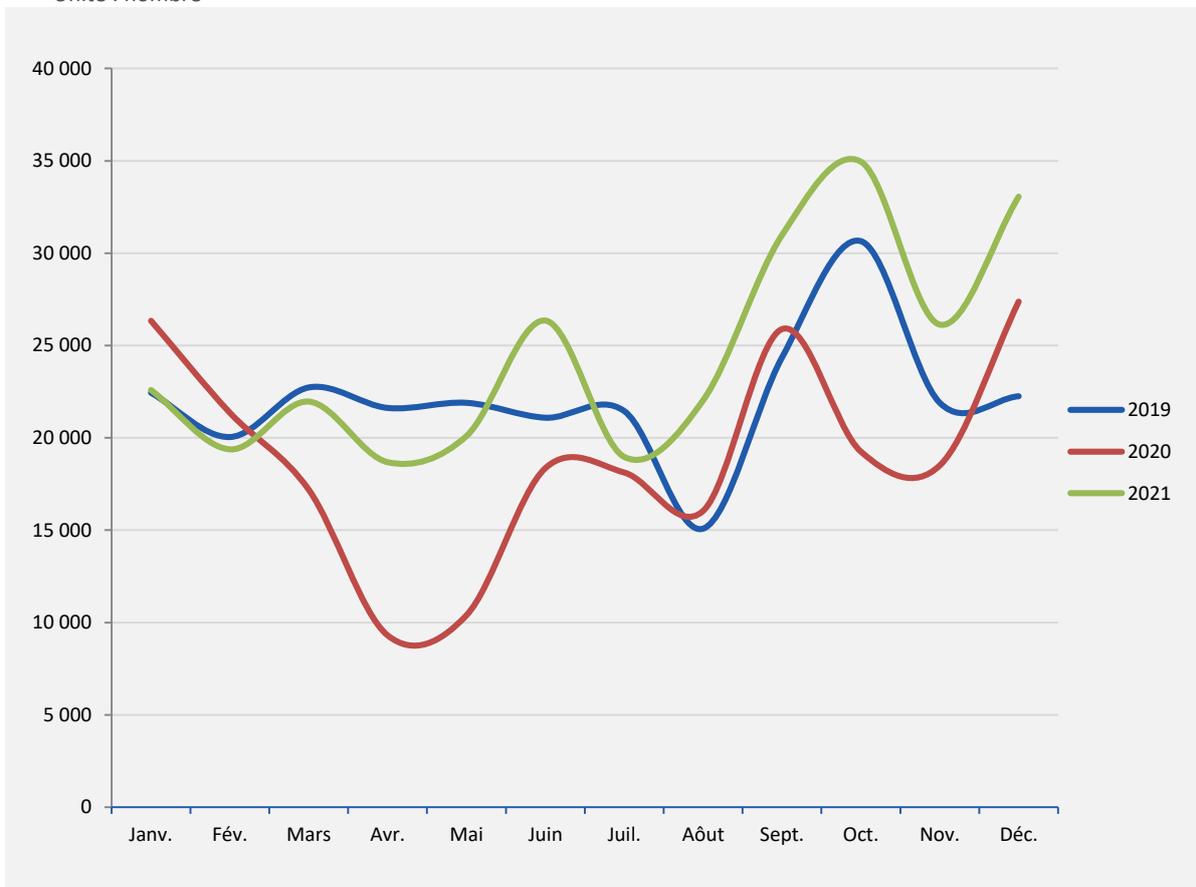
## 5.1. LE BILAN DES RADIATIONS EN 2021

### Évolution des radiations selon les mois de l'année

L'analyse des radiations mensuelles sur trois ans révèle l'existence d'un pic d'activité au dernier trimestre, et notamment sur les mois d'octobre et de décembre.

#### ■ Radiations mensuelles (\*)

Unité : nombre



(\*) Hors Moselle, Alsace et DROM

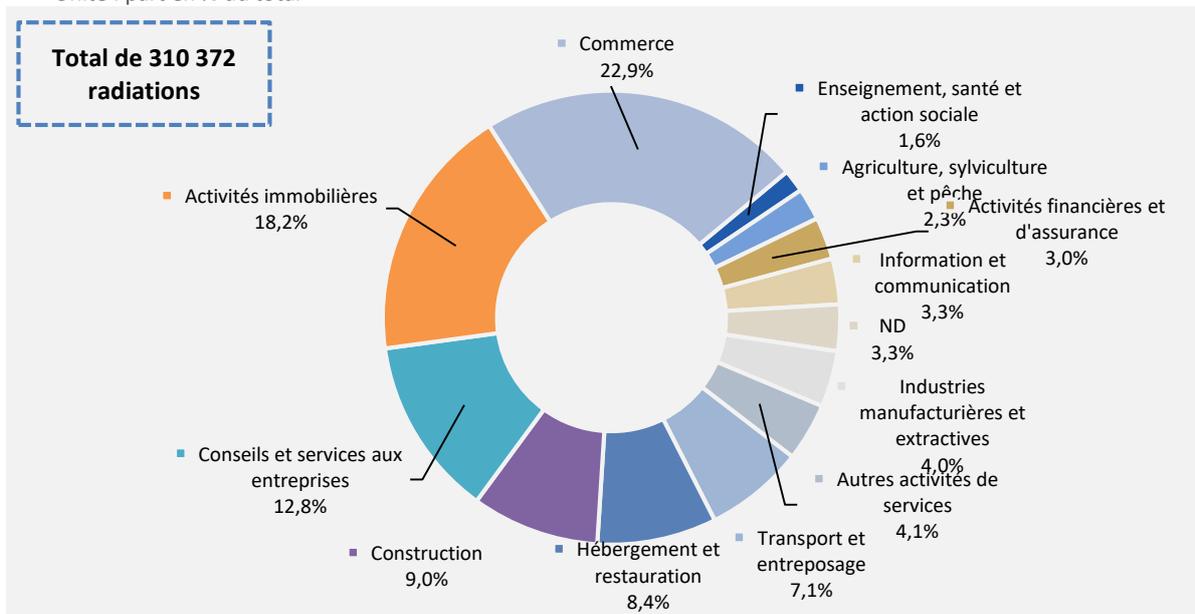
Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2021

## 5.1. LE BILAN DES RADIATIONS EN 2021 La répartition selon le secteur d'activité

A l'échelle de la France entière, les activités les plus représentées dans les radiations en 2021 relevaient du commerce (22,9%), de l'immobilier (18,2%) et du conseil / services aux entreprises (12,8%). En Métropole, les radiations dans les secteurs de la construction et l'hébergement/restauration ont enregistré la plus forte baisse sur la période 2019-2021 (-1,3 point). En revanche, elles ont fortement progressé dans le transport/entreposage (+2,5 points).

### ■ Répartition des radiations par grands secteurs économiques (\*)

Unité : part en % du total



(\*) Hors Moselle et Alsace

Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2021

### ■ Répartition des radiations par grands secteurs économiques (\*)

Unité : part en % du total

	2018	2019	2020	2021
Commerce	27,0%	23,5%	21,9%	23,1%
Activités immobilières	11,5%	17,2%	19,2%	18,8%
Conseils et services aux entreprises	12,4%	11,9%	12,4%	11,7%
Construction	11,4%	10,4%	10,3%	9,1%
Hébergement et restauration	11,1%	9,8%	9,4%	8,5%
Transport et entreposage	4,0%	4,8%	4,8%	7,3%
Autres activités de services	5,1%	4,5%	4,5%	4,2%
Industries manufacturières et extractives	4,7%	4,3%	4,3%	3,9%
Information et communication	3,4%	3,2%	3,5%	3,3%
Activités financières et d'assurance	3,1%	3,0%	3,3%	3,1%
Agriculture, sylviculture et pêche	2,4%	2,4%	2,5%	2,3%
Enseignement, santé et action sociale	1,6%	1,6%	1,7%	1,6%
Non disponible	2,2%	3,2%	2,3%	3,0%
<b>Total</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>

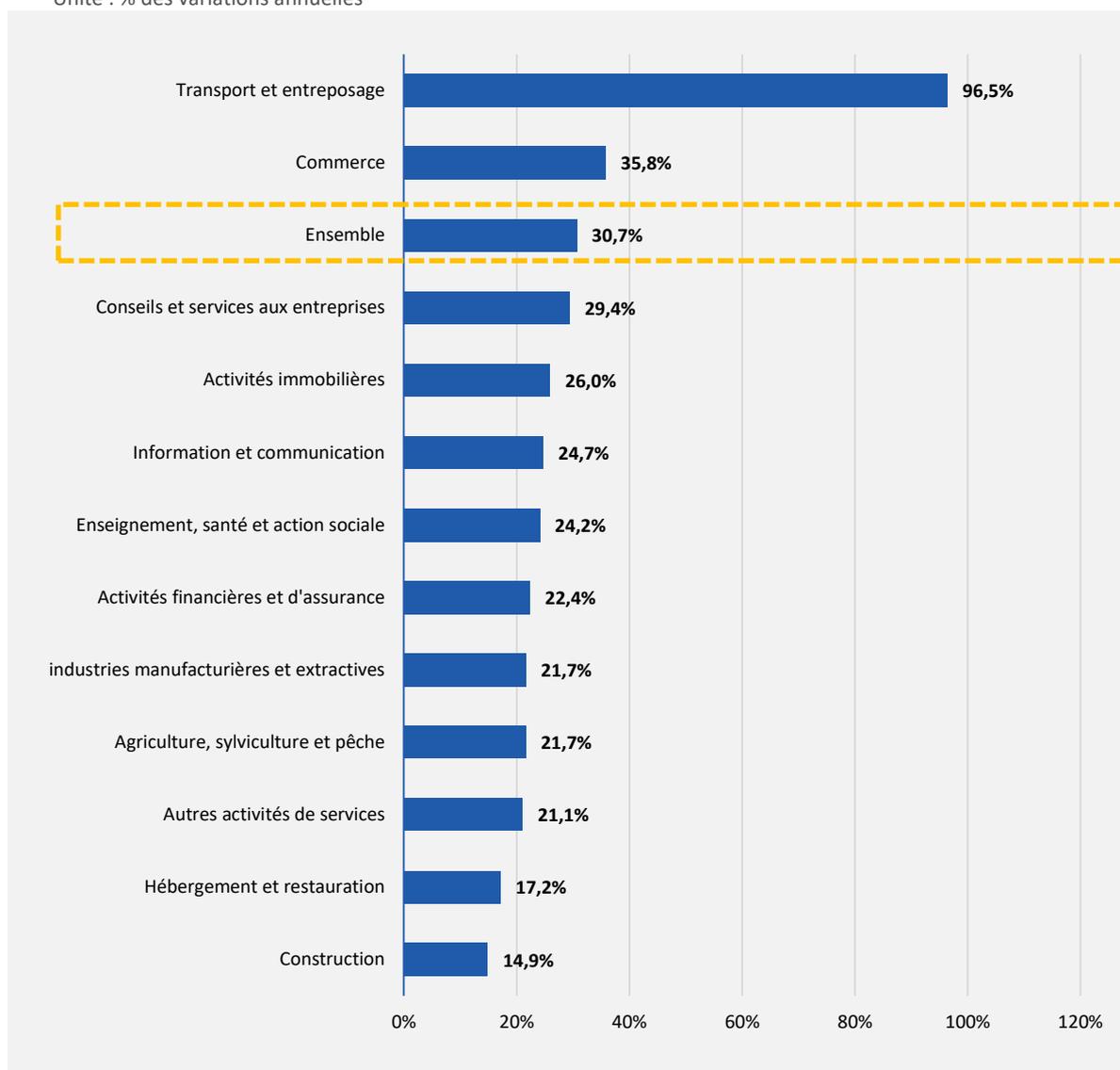
(\*) Hors Moselle, Alsace et DROM

Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce

Entre 2020 et 2021, tous les secteurs affichaient une hausse de ses radiations (+30,7% en moyenne). Le transport/entreposage et, dans une moindre mesure, le commerce ont été les plus affectés.

■ **Évolution des radiations par secteur d'activité entre 2020 et 2021 (\*)**

Unité : % des variations annuelles



(\*) Hors Moselle et Alsace

Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce

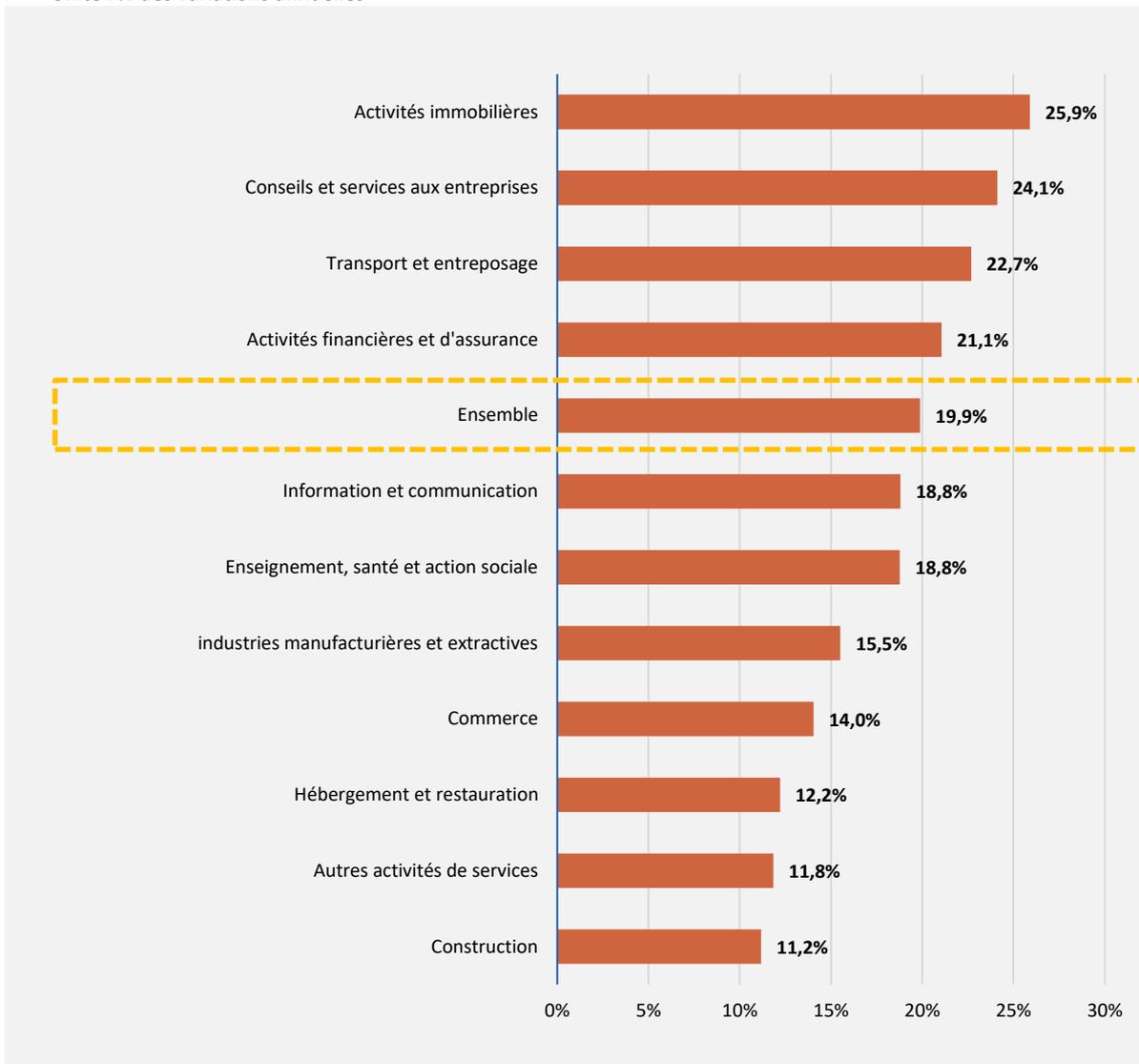
## 5.1. LE BILAN DES RADIATIONS EN 2021

### Évolution 2020 vs 2021 des radiations (hors entreprises individuelles)

Tous les grands secteurs d'activité (hors Agriculture, sylviculture et pêche et hors entreprises individuelles) affichaient une augmentation de leurs radiations en 2021. Les activités immobilières ont enregistré la plus forte progression (+25,9%), devant le conseil et services aux entreprises (+24,1%) et le transport/entreposage (+22,7%).

#### ■ Évolution des radiations par activité entre 2020 et 2021 (\*) Hors Agriculture, sylviculture et pêche et Hors entreprises individuelles

Unité : % des variations annuelles



(\*) Hors Moselle et Alsace

Traitement Xerfi Spécific / Sources : Greffes des tribunaux de commerce

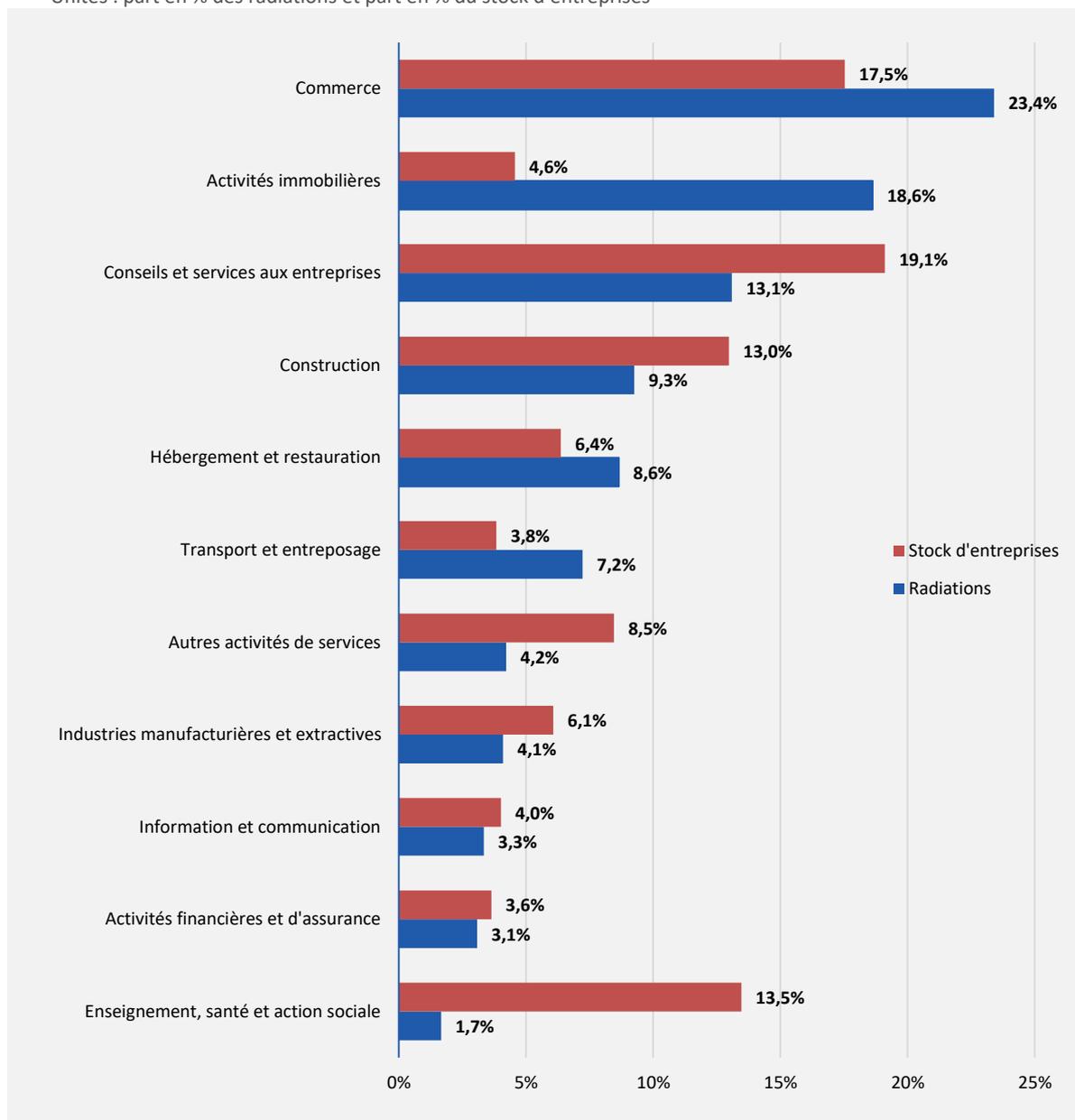
## 5.1. LE BILAN DES RADIATIONS EN 2021

### La répartition par secteur d'activités vs stock d'entreprises

Principal secteur d'activité pour les radiations au Registre du Commerce et des Sociétés en 2021, le commerce était également l'un des principaux contributeurs au stock d'entreprises (17,5% du total). Le poids des activités immobilières était également très important dans les radiations (18,6% hors Agriculture, sylviculture et pêche) alors qu'elles ne représentaient que 4,6% du stock d'entreprises.

#### ■ Répartition des radiations par activité comparée au stock d'entreprises Hors Agriculture, sylviculture et pêche (\*)

Unités : part en % des radiations et part en % du stock d'entreprises



(\*) Hors Moselle et Alsace

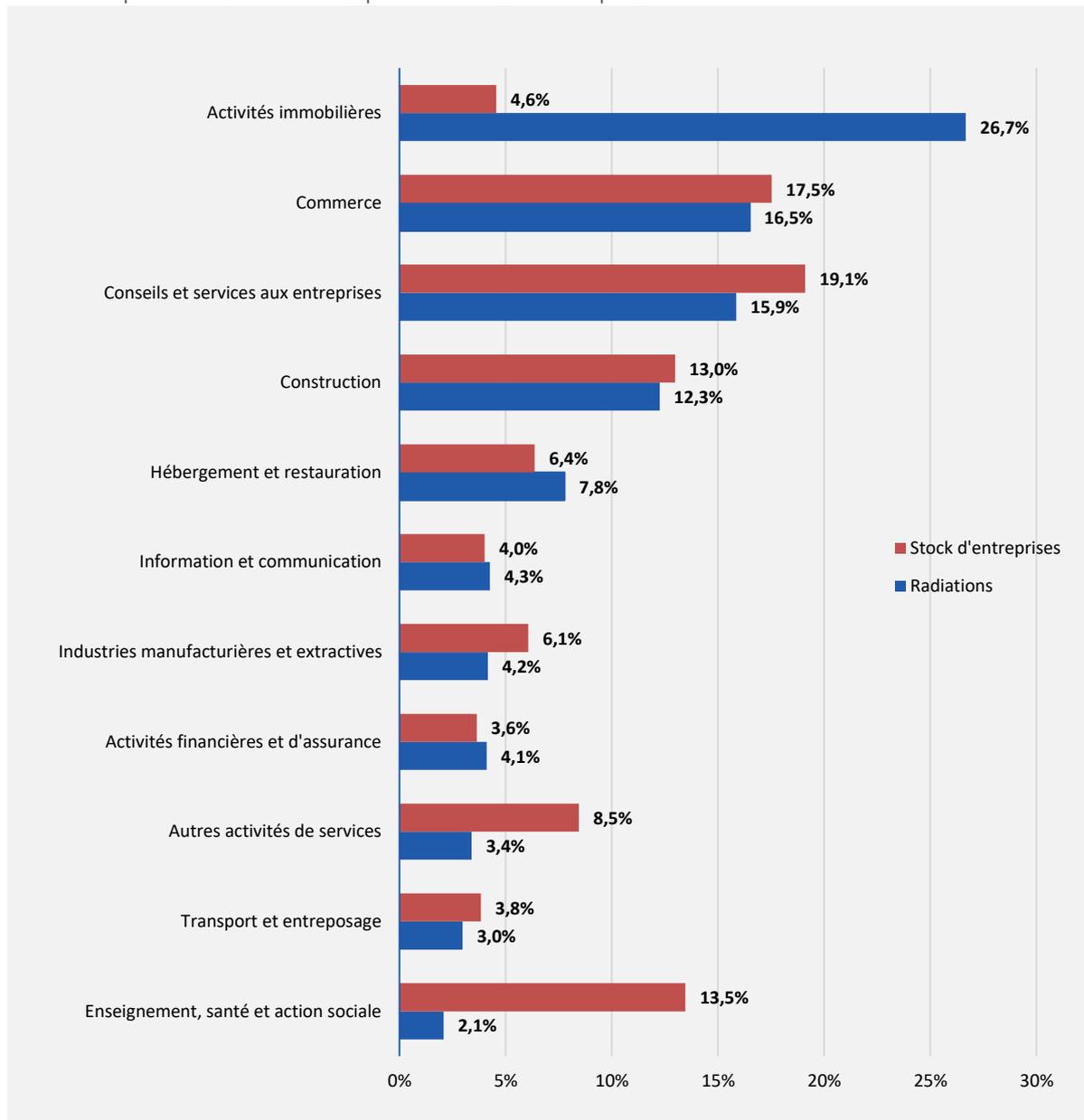
Traitement Xerfi Spécific / Sources : Greffes des tribunaux de commerce (données 2021) et Insee (données 2020)

## La répartition par secteur d'activités vs stock d'entreprises (suite)

Hors entreprises individuelles et agriculture, sylviculture et pêche, les activités immobilières s'imposaient comme le principal secteur d'activité pour les radiations au Registre du Commerce et des Sociétés en 2021 (26,7% du total). Le commerce et le conseil /services aux entreprises complétaient le podium avec respectivement 16,5% et 15,9% du total.

### ■ Répartition des radiations par activité comparée au stock d'entreprises Hors Agriculture, sylviculture et pêche et Hors entreprises individuelles (\*)

Unités : part en % des radiations et part en % du stock d'entreprises



(\*) Hors Moselle et Alsace

Traitement Xerfi Spécific / Sources : Greffes des tribunaux de commerce (données 2021) et Insee (données 2020)

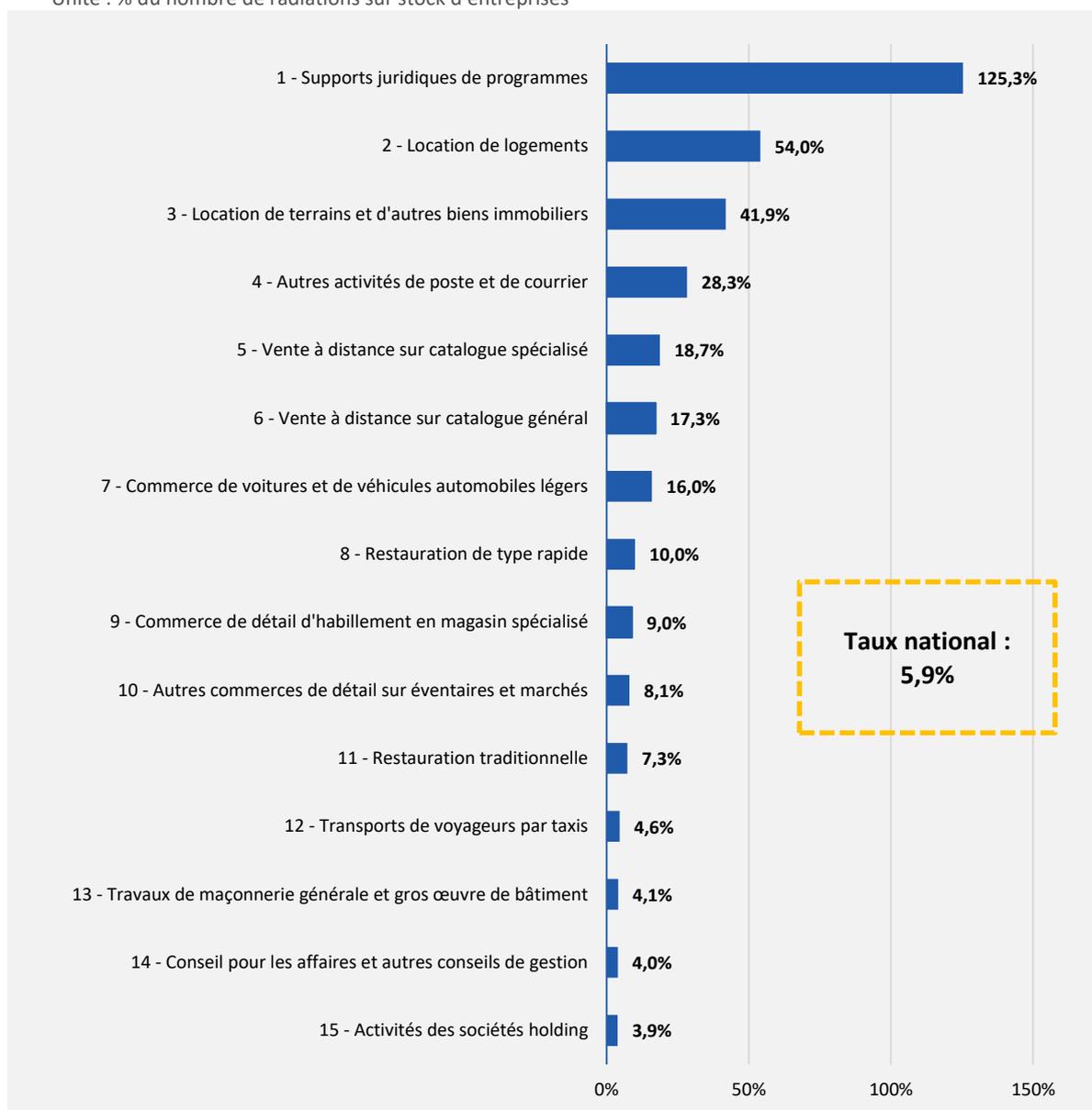
## 5.1. LE BILAN DES RADIATIONS EN 2021

### Le top 15 du taux de radiation

Parmi les activités les plus représentées dans les radiations, le secteur des supports juridiques de programmes restait de loin en tête, avec un taux de radiation proche de 125,3% en 2021. Ceci s'explique par la création d'une entité juridique pour chaque programme immobilier. Une fois la construction achevée, la société est fermée.

#### ■ Top 15 des activités les plus représentées par taux de radiation

Unité : % du nombre de radiations sur stock d'entreprises



(\*) Moselle et Alsace

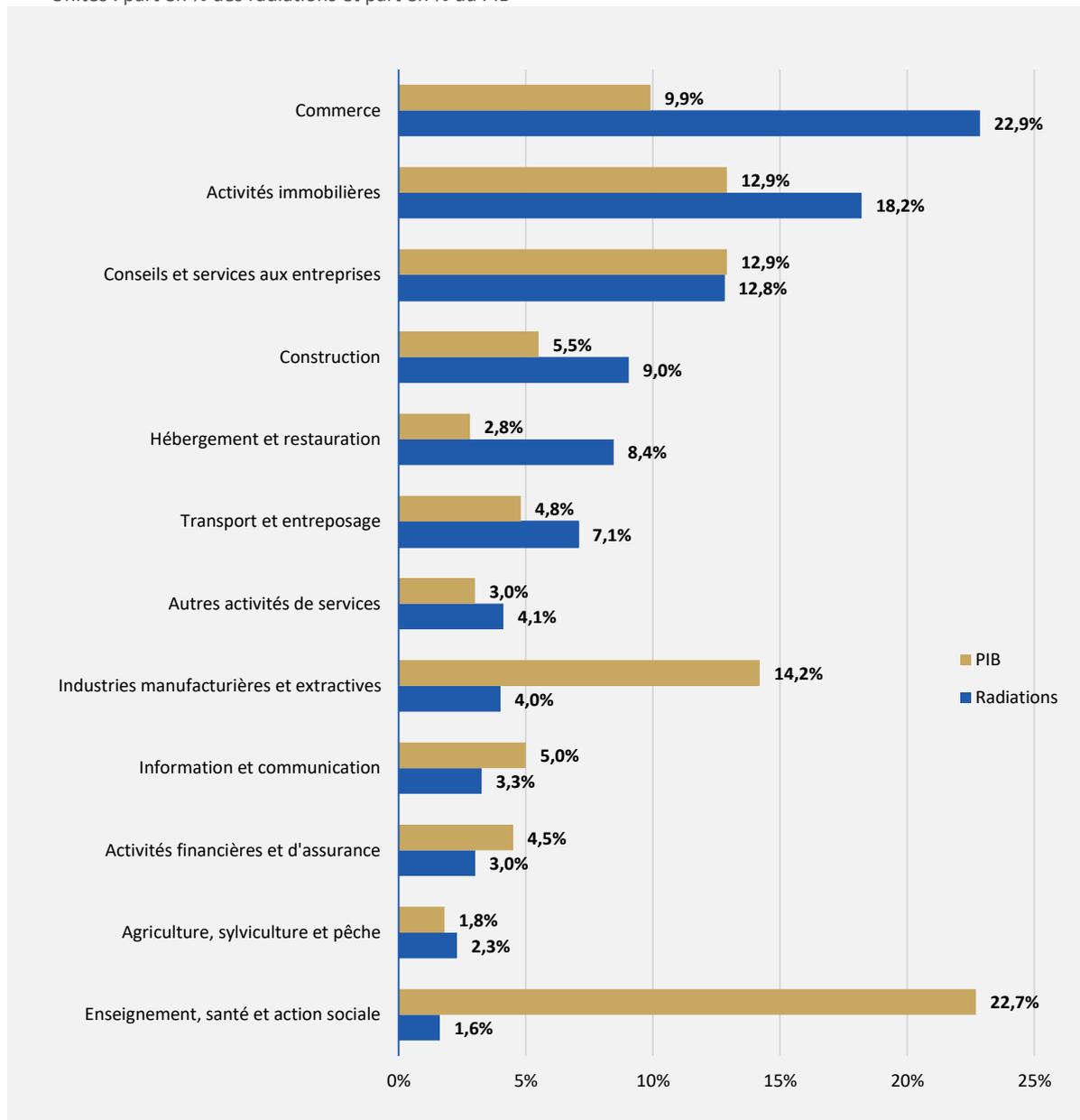
Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2021

## 5.1. LE BILAN DES RADIATIONS EN 2021 La répartition par secteur d'activités vs PIB

Contribuant à moins de 10% du PIB, le secteur du commerce représentait 22,9% des radiations au Registre du Commerce et des Sociétés en 2021. Ce déséquilibre se retrouvait également dans les activités immobilières, la construction et l'hébergement/restauration. A l'inverse, deux activités pesaient lourd dans le PIB mais étaient peu représentées dans les radiations : l'enseignement/santé/action sociale (1,6%) et les industries manufacturières et extractives (4,0%).

### ■ Répartition des radiations par activité comparée au PIB (\*)

Unités : part en % des radiations et part en % du PIB



(\*) Hors Moselle et Alsace

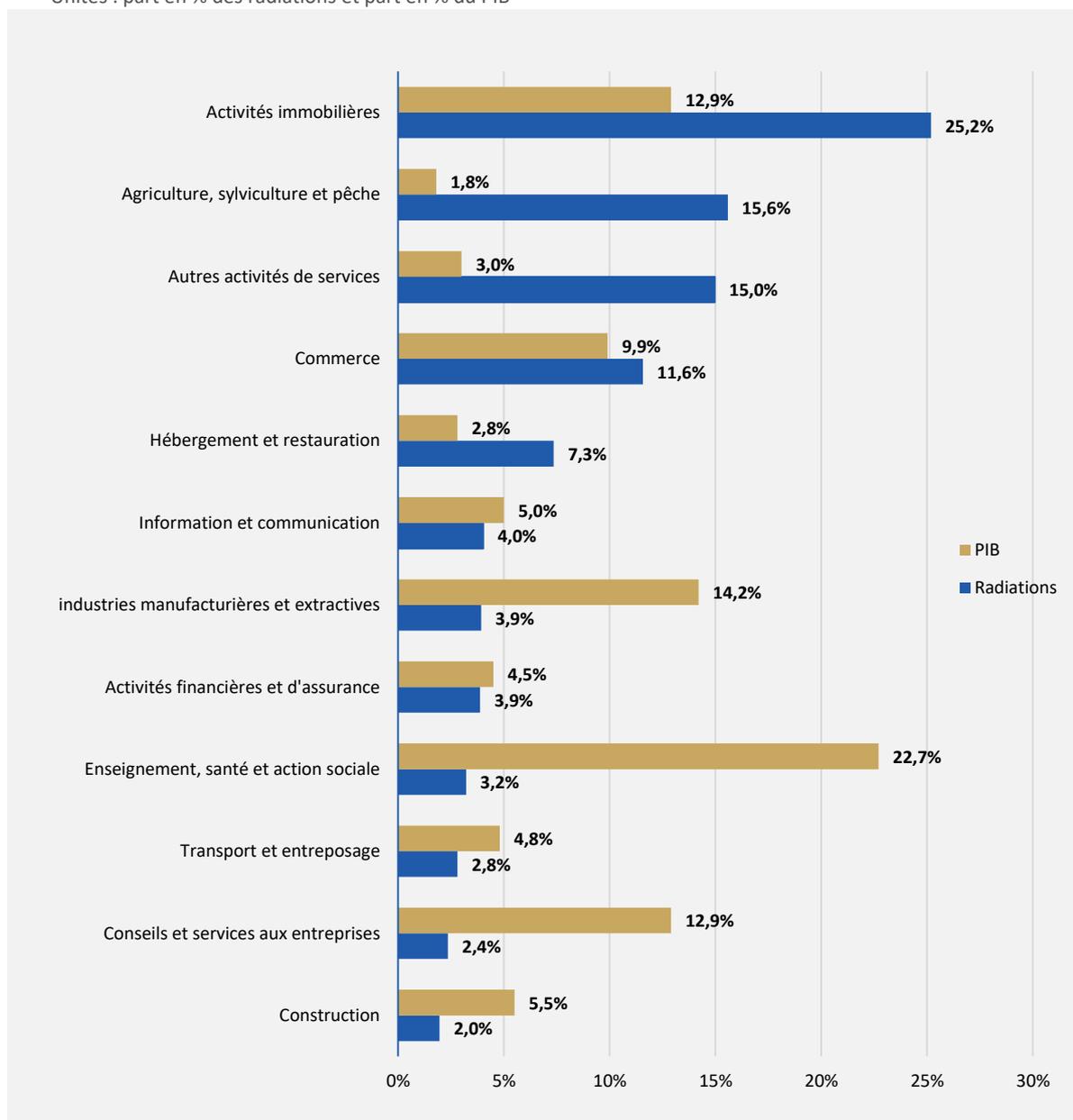
Traitement Xerfi Spécific / Sources : Greffes des tribunaux de commerce (données 2021) et Insee (données 2015)

## La répartition par secteur d'activités vs PIB (suite)

Hors entreprises individuelles, les activités immobilières contribuaient le plus aux radiations au Registre du Commerce et des Sociétés en 2021. Leur poids était d'ailleurs supérieur à la moyenne des radiations sur ce secteur tous types d'entreprises confondues : 25,2% vs 18,2%.

### ■ Répartition des radiations par activité comparée au PIB - Hors entreprises individuelles (\*)

Unités : part en % des radiations et part en % du PIB



(\*) Hors Moselle et Alsace

Traitement Xerfi Spécific / Sources : Greffes des tribunaux de commerce (données 2021) et Insee (données 2015)

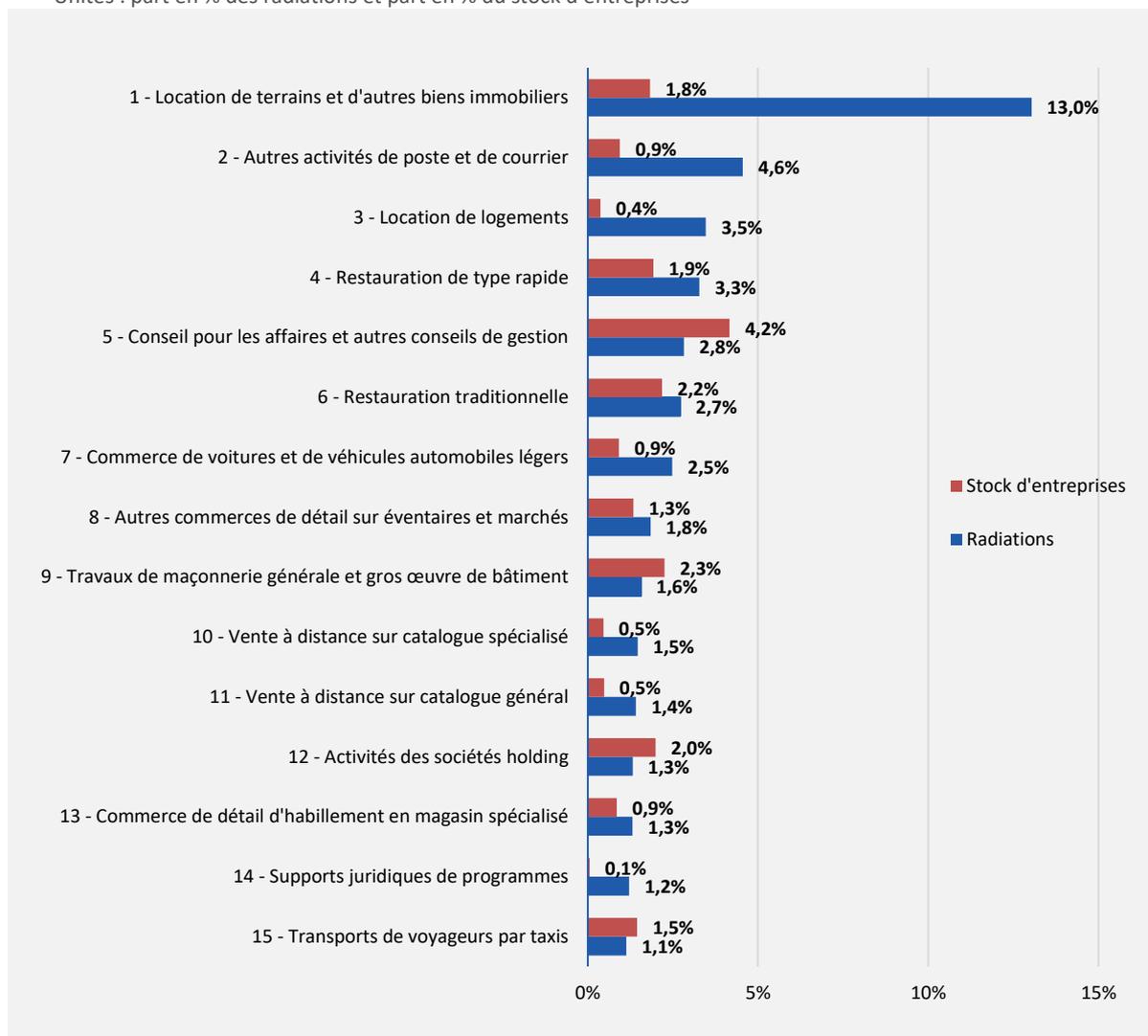
## 5.1. LE BILAN DES RADIATIONS EN 2021

### Le top 15 des activités les plus représentées

La location de terrains et d'autres biens immobiliers, composante du secteur des activités immobilières, était de loin le principal segment représenté au sein des radiations en 2021 (13,0% du total). En termes de stock d'entreprise, il n'apparaissait toutefois qu'en 6<sup>ème</sup> position (1,8%).

#### ■ Top 15 des activités les plus représentées dans les radiations comparé au stock d'entreprises (\*) - Hors Agriculture, sylviculture et pêche

Unités : part en % des radiations et part en % du stock d'entreprises



(\*) Hors Moselle et Alsace

Traitement Xerfi Spécific / Sources : Greffes des tribunaux de commerce (données 2021) et Insee (données 2020)

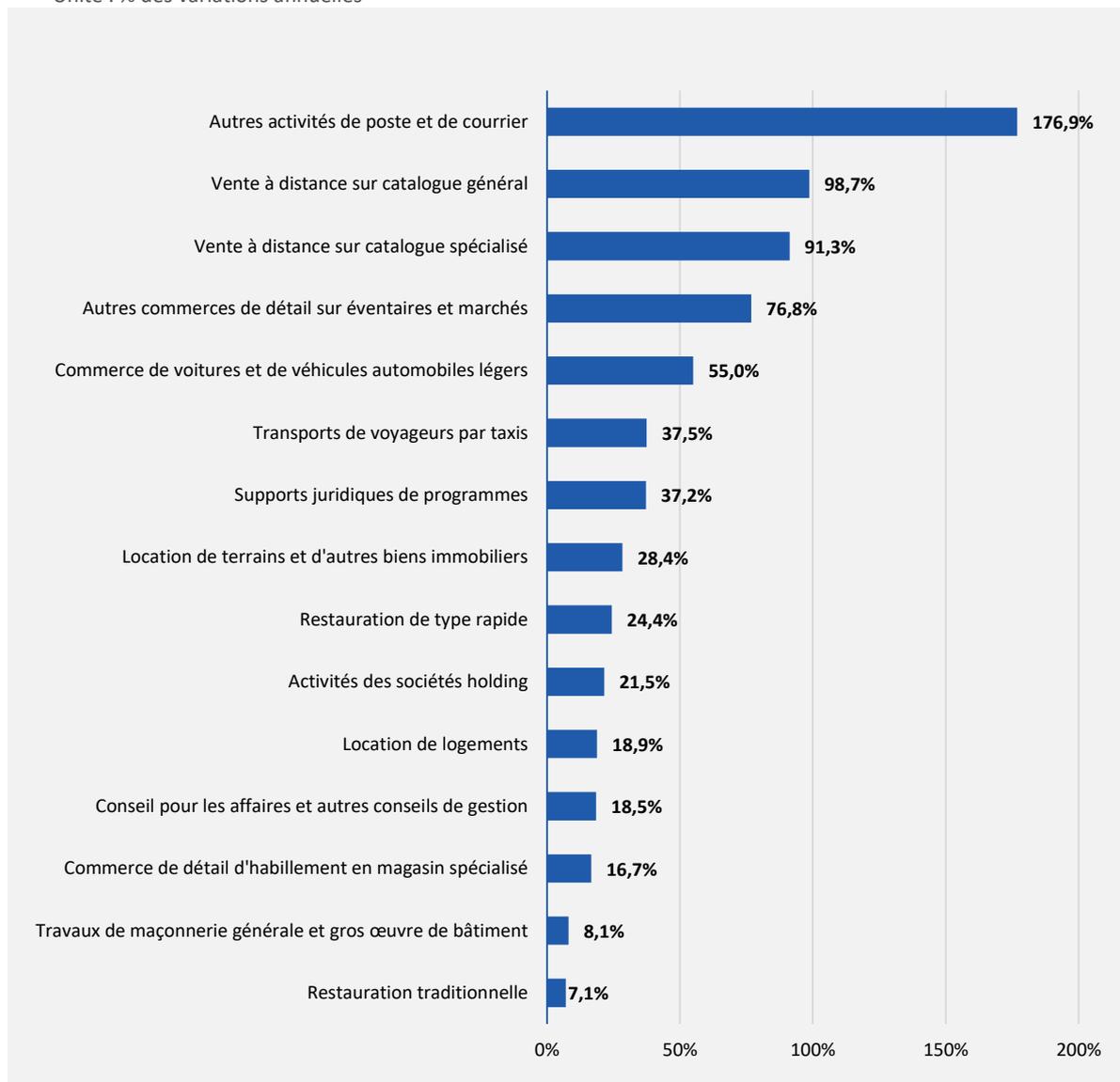
## 5.1. LE BILAN DES RADIATIONS EN 2021

### Évolution 2020 vs 2021 du top 15 des activités les plus représentées

Tous les grands secteurs d'activité ont enregistré une hausse de leurs radiations en 2021. La palme de la croissance revenait aux autres activités de poste et de courrier (+176,9%), devant les deux composantes de la vente à distance, sur catalogue général (+98,7%) et sur catalogue spécialisé (+91,3%).

#### ■ Évolution du top 15 des activités les plus représentées dans les radiations entre 2020 et 2021

Unité : % des variations annuelles



(\*) Hors Moselle et Alsace

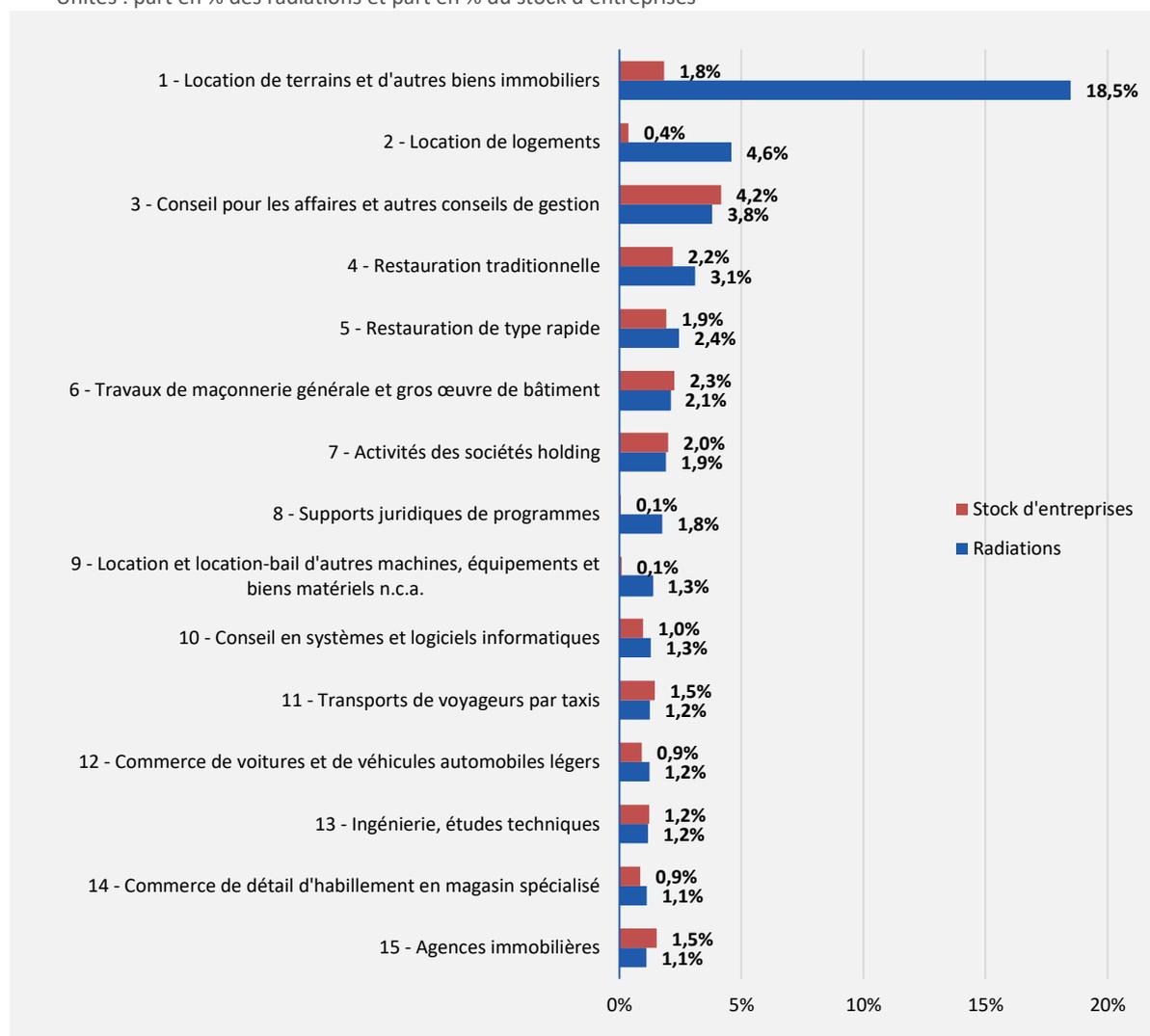
Traitement Xerfi Spécific / Sources : Greffes des tribunaux de commerce

## Le top 15 des activités les plus représentées (suite)

Hors entreprises individuelles et agriculture, sylviculture et pêche, la location de terrains et d'autres biens immobiliers se classait en tête des radiations au Registre du Commerce et des Sociétés en 2021. Ce segment représentait en effet 18,5% du total.

### ■ Top 15 des activités les plus représentées dans les radiations comparé au stock d'entreprises - Hors Agriculture, sylviculture et pêche et Hors entreprises individuelles (\*)

Unités : part en % des radiations et part en % du stock d'entreprises



(\*) Hors Moselle et Alsace

Traitement Xerfi Spécific / Sources : Greffes des tribunaux de commerce (données 2021) et Insee (données 2020)

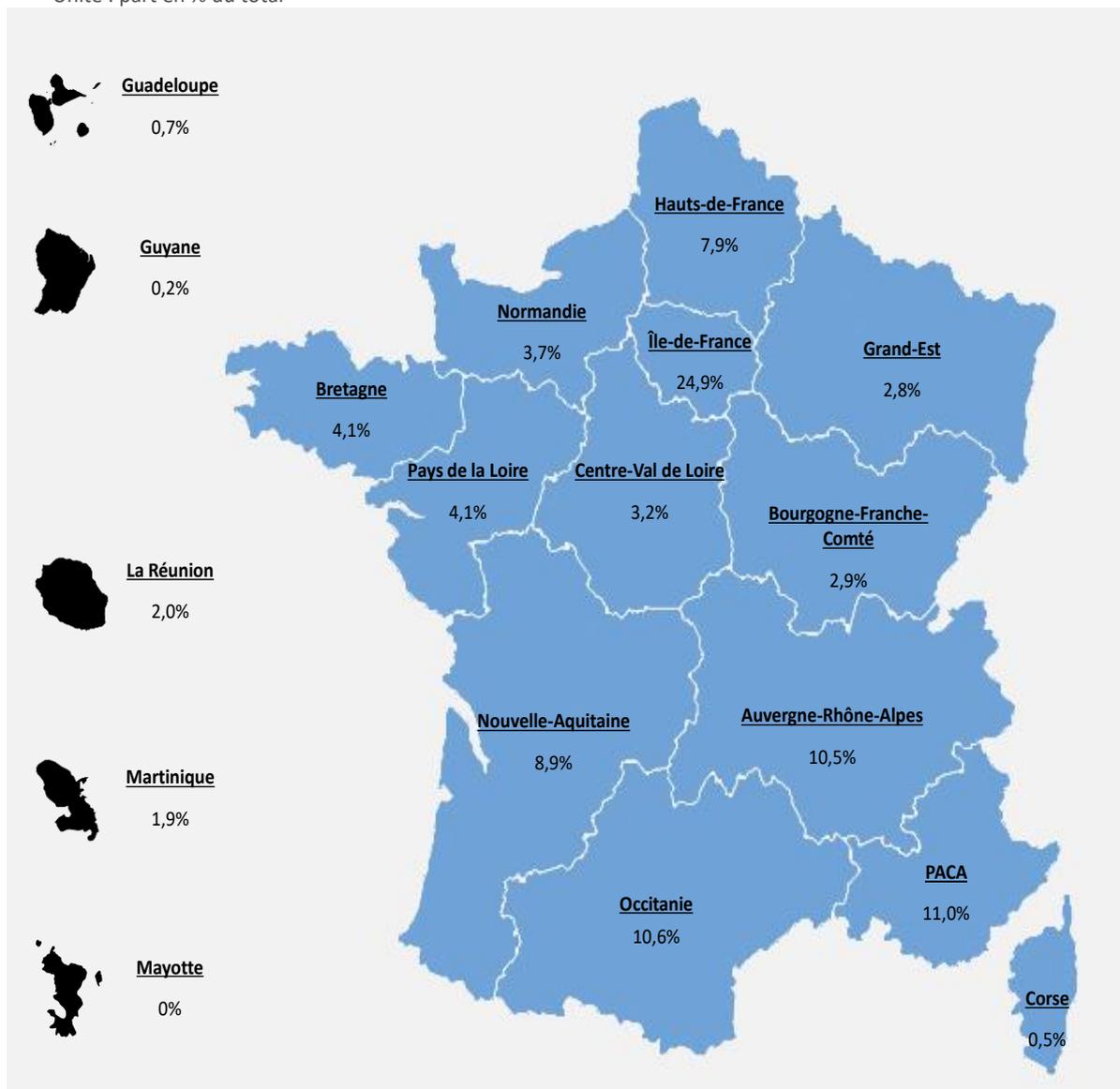
## 5.1. LE BILAN DES RADIATIONS EN 2021

### La répartition selon la localisation

En 2021, l'Île-de-France restait la première région pour les radiations au Registre du Commerce et des Sociétés. Elle représentait en effet 24,9% du total. La région PACA et l'Occitanie complétaient le podium, avec respectivement 11,0% et 10,6% des radiations.

#### ■ Répartition des radiations par région (\*)

Unité : part en % du total



(\*) Hors Moselle et Alsace

Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2021

Sur les 13 régions que compte la France métropolitaine, 6 ont vu leur poids s'alléger dans les radiations sur la période 2018-2021. Le plus fort recul concernait l'Ile-de-France (-1,2 point), qui occupait par ailleurs la 1<sup>ère</sup> place du classement.

### ■ Répartition des radiations par région (\*)

Unité : part en % du total

	2018	2019	2020	2021
Auvergne-Rhône-Alpes	11,8%	13,4%	13,7%	11,0%
Bourgogne-Franche-Comté	3,2%	3,3%	3,3%	3,0%
Bretagne	4,3%	4,4%	4,2%	4,3%
Centre - Val de Loire	3,1%	3,3%	3,3%	3,3%
Corse	0,5%	0,4%	0,5%	0,5%
Grand Est	3,4%	3,3%	3,7%	2,9%
Hauts-de-France	6,4%	6,7%	6,6%	8,4%
Ile-de-France	27,4%	26,6%	25,7%	26,2%
Normandie	3,8%	3,9%	3,7%	3,9%
Nouvelle Aquitaine	9,4%	8,7%	9,0%	9,4%
Occitanie	9,6%	11,6%	10,2%	11,2%
Pays de la Loire	4,8%	4,2%	5,4%	4,3%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	12,2%	10,2%	10,7%	11,5%
<b>Total</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>

(\*) Hors Moselle, Alsace et DROM / Classement par ordre alphabétique  
 Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce

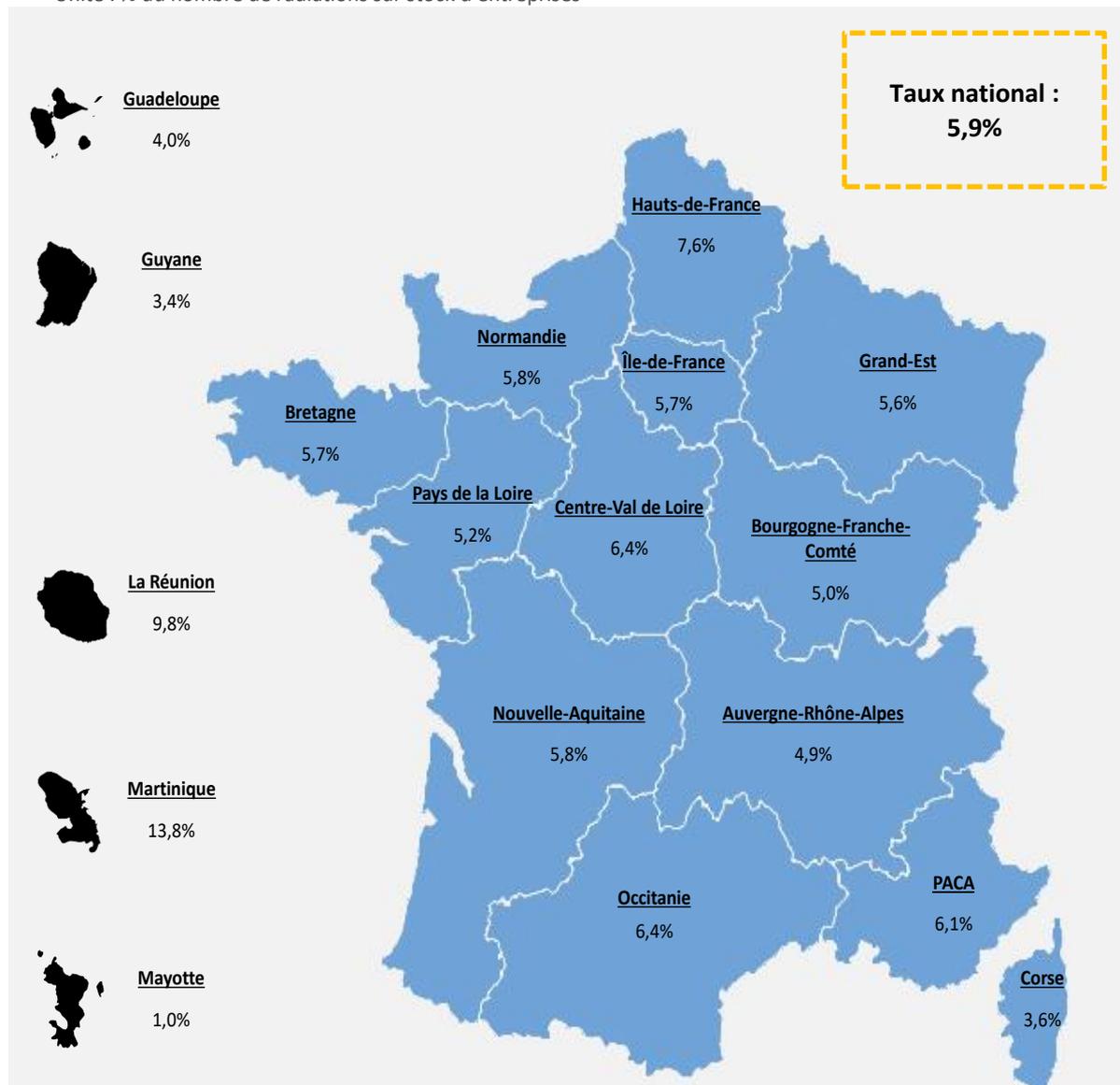
## 5.1. LE BILAN DES RADIATIONS EN 2021

### Le taux de radiation

Sur le territoire élargi de la Métropole et des DROM, le taux de radiation s'élevait à 5,9% en 2021. La Martinique enregistrait le taux le plus important (13,8%) et Mayotte le taux le plus faible (1,0%). En Métropole, les deux extrêmes se trouvaient dans les Hauts-de-France (7,6%) et en Corse (3,6%).

#### ■ Taux de radiation national et par région (\*) - Hors Agriculture, sylviculture et pêche

Unité : % du nombre de radiations sur stock d'entreprises



(\*) Hors Moselle et Alsace

Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2021

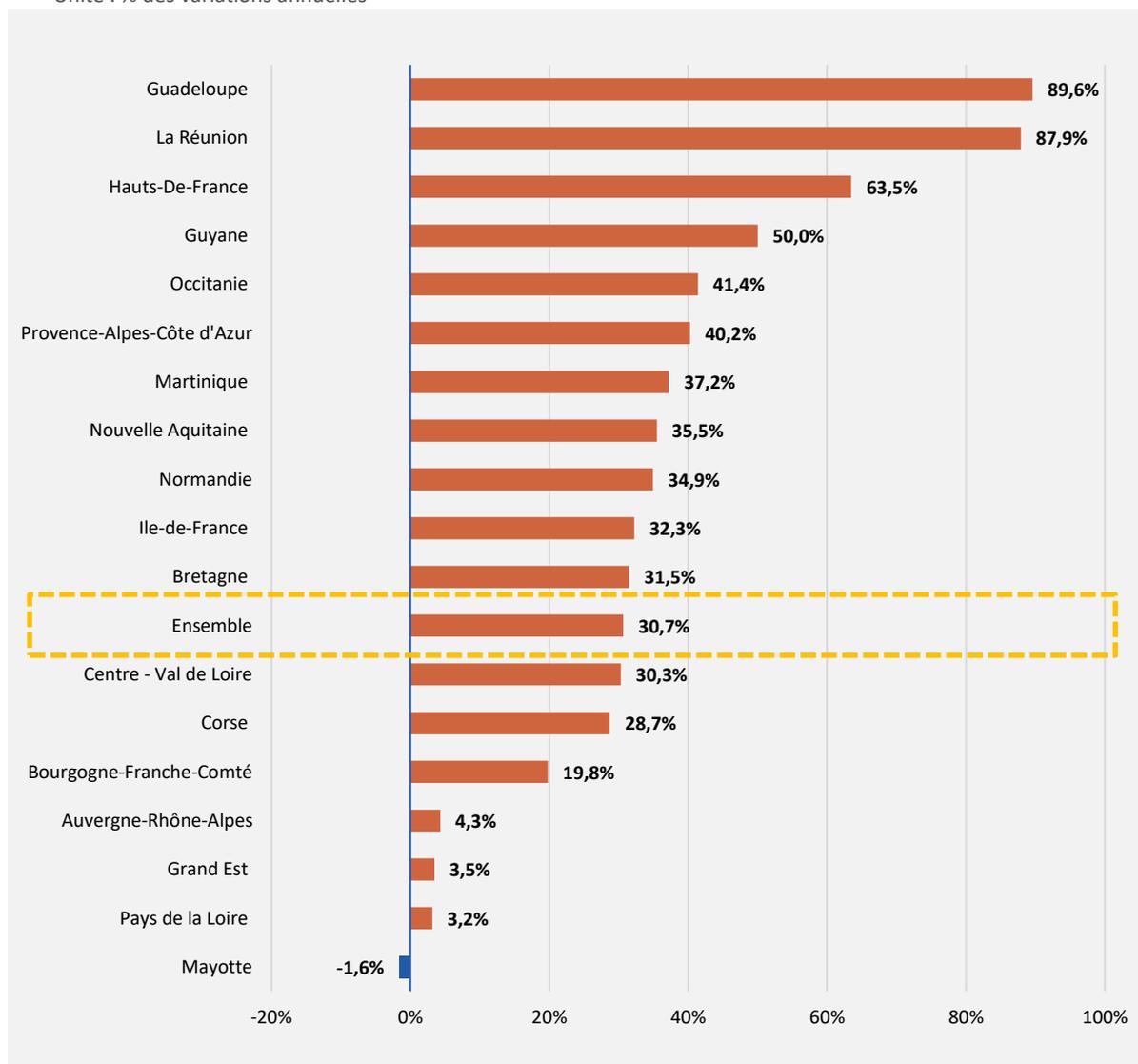
## 5.1. LE BILAN DES RADIATIONS EN 2021

### Évolution 2020 vs 2021 des radiations par région

A l'exception de Mayotte, toutes les régions ont enregistré une augmentation de leurs radiations en 2021. La Guadeloupe affichait la plus forte hausse sur l'année (+89,6%), devant La Réunion (87,9%) et les Hauts-de-France (+63,5%).

#### ■ Évolution des radiations par région entre 2020 et 2021 (\*)

Unité : % des variations annuelles



(\*) Hors Moselle et Alsace

Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2021

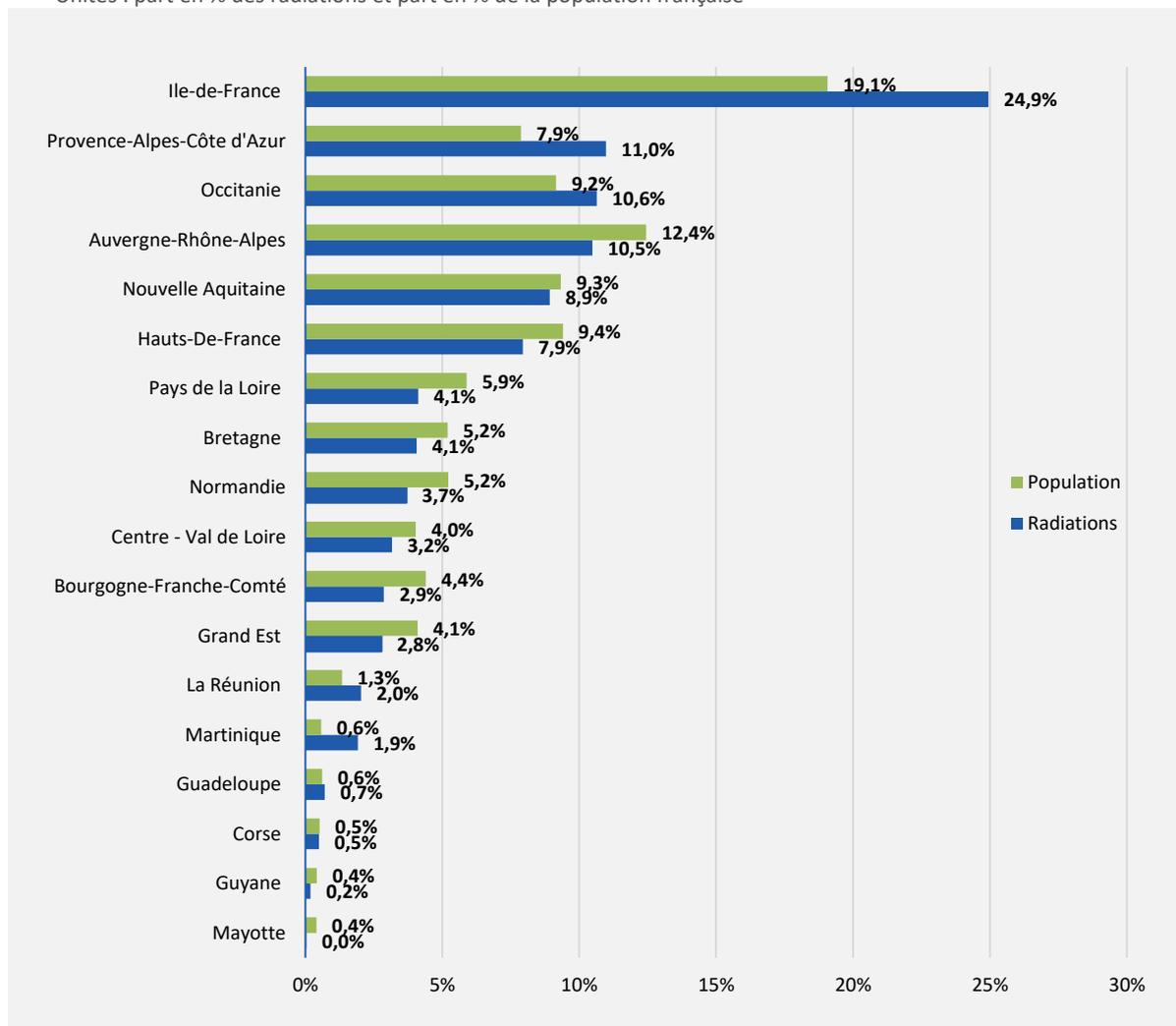
## 5.1. LE BILAN DES RADIATIONS EN 2021

### La répartition géographique vs population française

Accueillant 36,2% de la population, l'Ile-de-France, la région PACA et l'Occitanie concentraient 46,5% des radiations au Registre du Commerce et des Sociétés en 2021. Globalement, il existe une bonne corrélation entre le poids des radiations et la part de population dans chaque région.

#### ■ Répartition géographique des radiations comparée à la population française (\*)

Unités : part en % des radiations et part en % de la population française



(\*) Hors Moselle et Alsace

Traitement Xerfi Spécific / Sources : Greffes des tribunaux de commerce (données 2021) et Insee (données 2019)

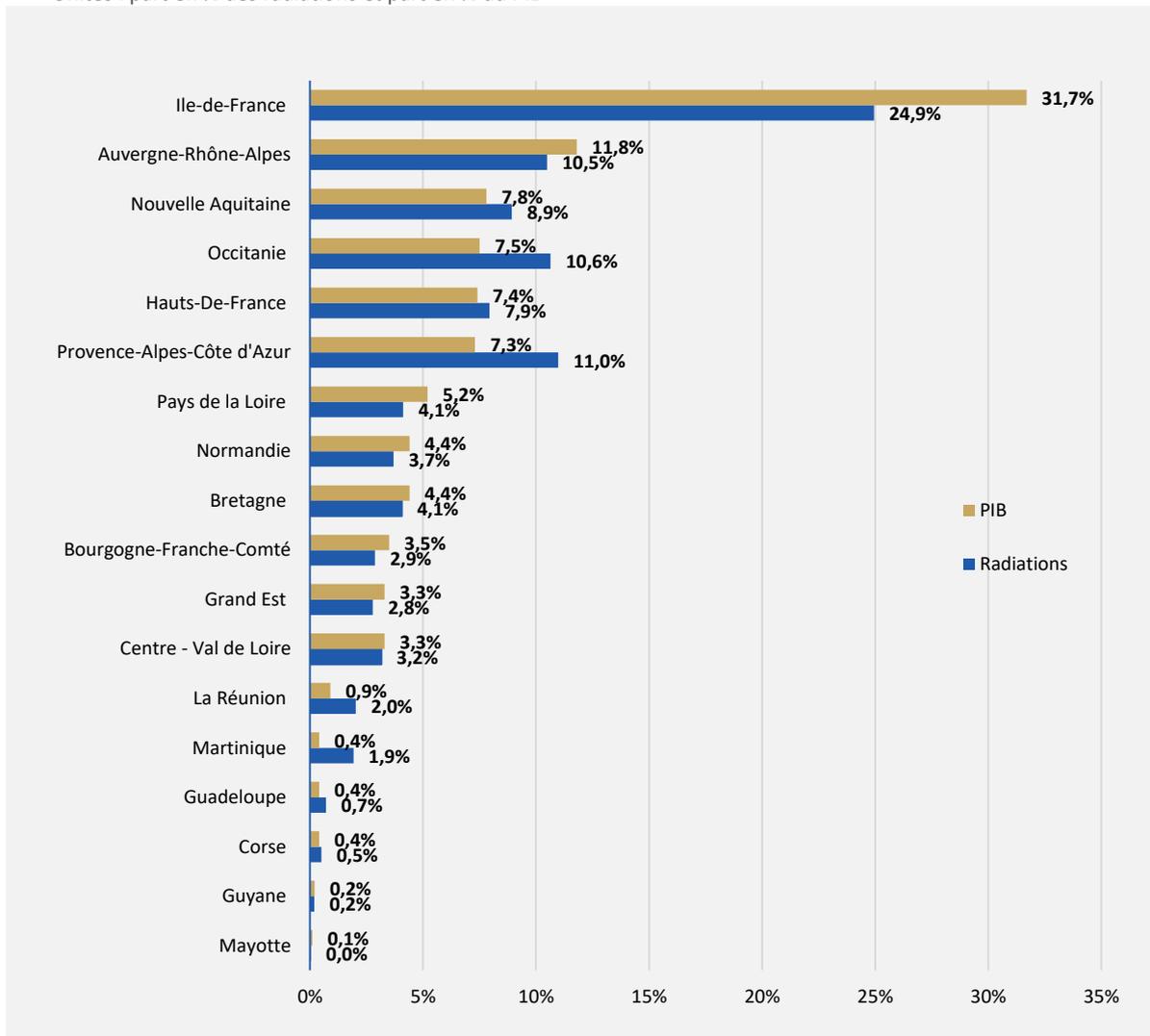
## 5.1. LE BILAN DES RADIATIONS EN 2021

### La répartition géographique vs PIB

Région la plus riche (près de 32% du PIB), l’Ile-de-France était aussi la première contributrice aux radiations au Registre du Commerce et des Sociétés en 2021, une position qu’elle occupe chaque année.

#### ■ Répartition géographique des radiations comparée au PIB (\*)

Unités : part en % des radiations et part en % du PIB



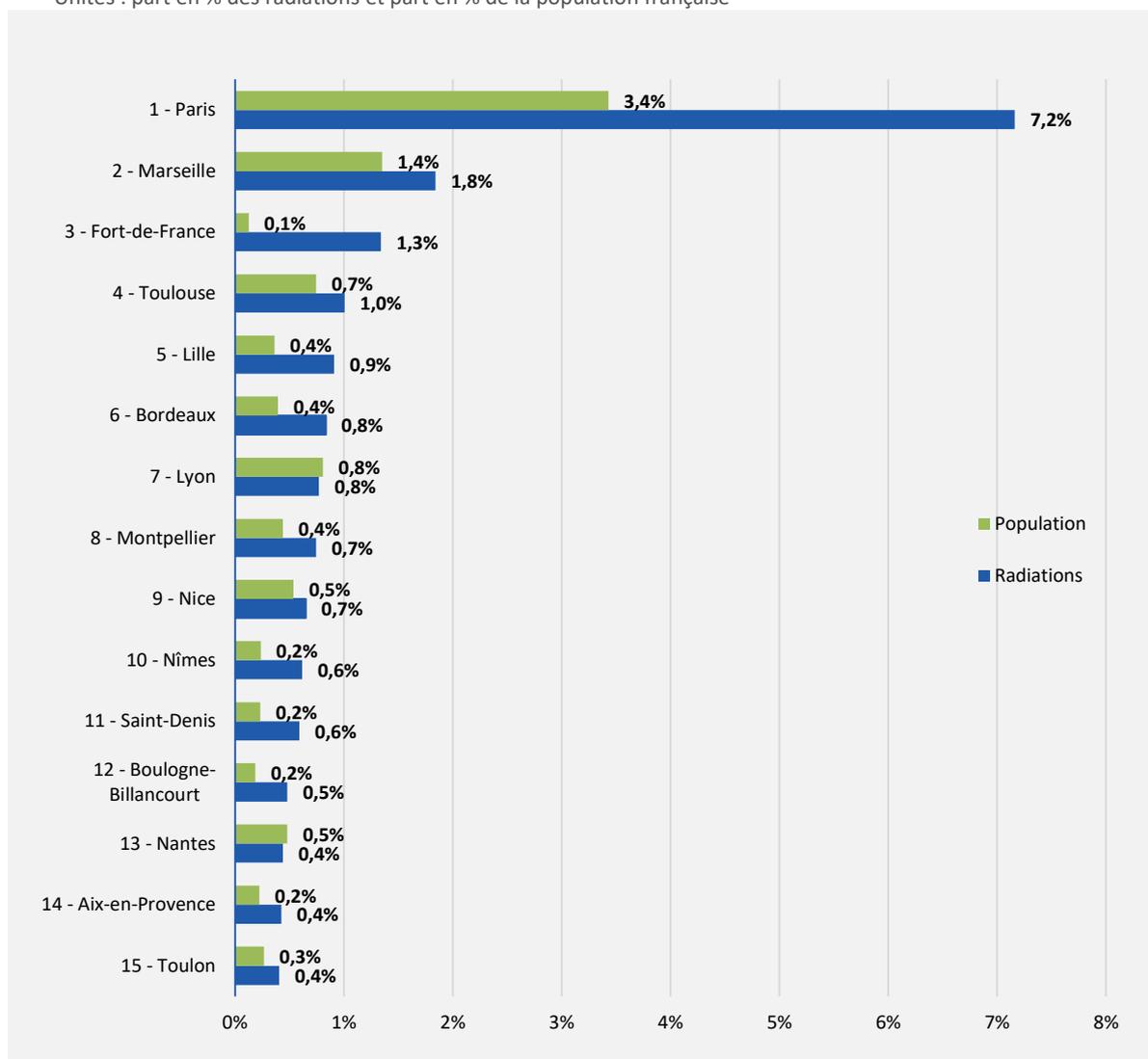
(\*) Hors Moselle et Alsace

Traitement Xerfi Spécific / Sources : Greffes des tribunaux de commerce (données 2021) et Insee (données 2015)

Ville la plus peuplée de France (3,4% de la population totale), Paris représentait 7,2% des radiations au Registre du Commerce et des Sociétés en 2021. La capitale devançait très largement Marseille (1,8% des radiations) et Fort-de-France (1,3%).

**■ Top 15 des villes enregistrant le plus grand nombre de radiations comparé à la population (\*)**

Unités : part en % des radiations et part en % de la population française



(\*) Moselle et Alsace

Traitement Xerfi Spécific / Sources : Greffes des tribunaux de commerce (données 2021) et Insee (données 2019)

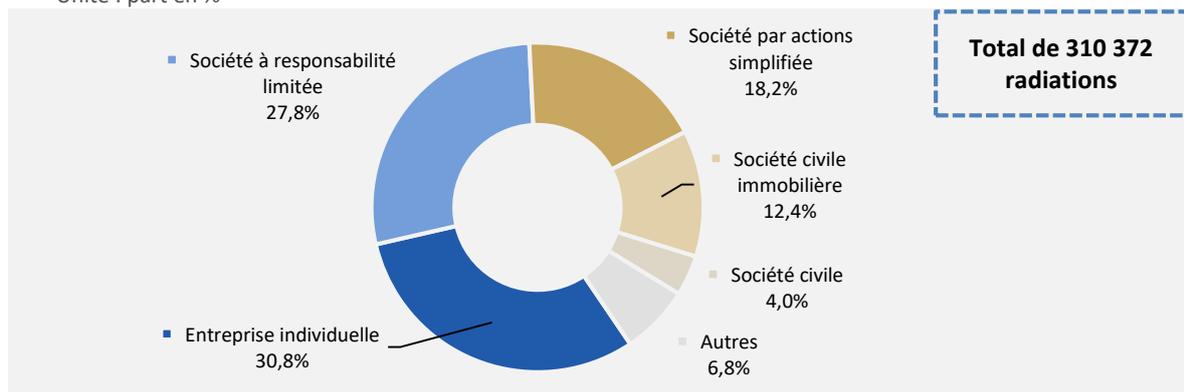
## 5.1. LE BILAN DES RADIATIONS EN 2021

### La répartition selon le statut juridique

En 2021, deux statuts juridiques dominaient les radiations en France : l'entreprise individuelle (30,8%) et la société à responsabilité limitée (27,8% du total). Venaient ensuite la société par actions simplifiée (18,2%) et la société civile immobilière (12,4%). Au niveau de la Métropole, la SARL ne cesse de perdre du terrain, passant de 40,5% des radiations en 2018 à 27,4% en 2021. Ceci s'explique principalement par une moindre appétence pour ce statut juridique lors de la création d'entreprises.

#### ■ Répartition des radiations selon le statut juridique (\*)

Unité : part en %

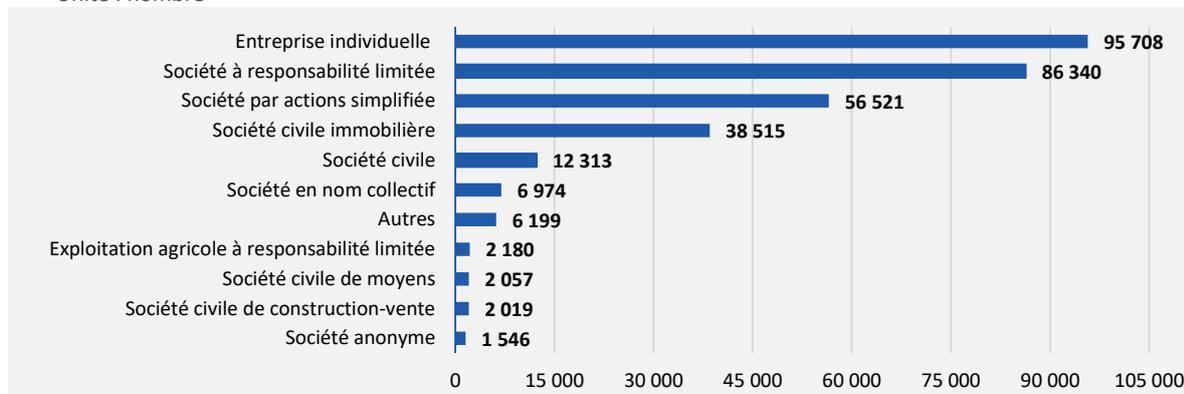


(\*) Hors Moselle et Alsace

Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2021

#### ■ Radiations selon le statut juridique (\*)

Unité : nombre



(\*) Hors Moselle et Alsace

Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2021

#### ■ Répartition des radiations selon le statut juridique(\*)

Unité : part en % du total

	2018	2019	2020	2021
Entreprise individuelle	30,4%	26,1%	24,5%	31,3%
Société à responsabilité limitée	40,5%	36,8%	33,3%	27,4%
Société par actions simplifiée	14,8%	15,6%	19,2%	18,7%
Société civile immobilière	6,5%	11,4%	12,8%	12,9%
Société civile	2,4%	4,0%	4,2%	4,1%
Autres	5,4%	6,1%	5,9%	5,6%
<b>Total</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>

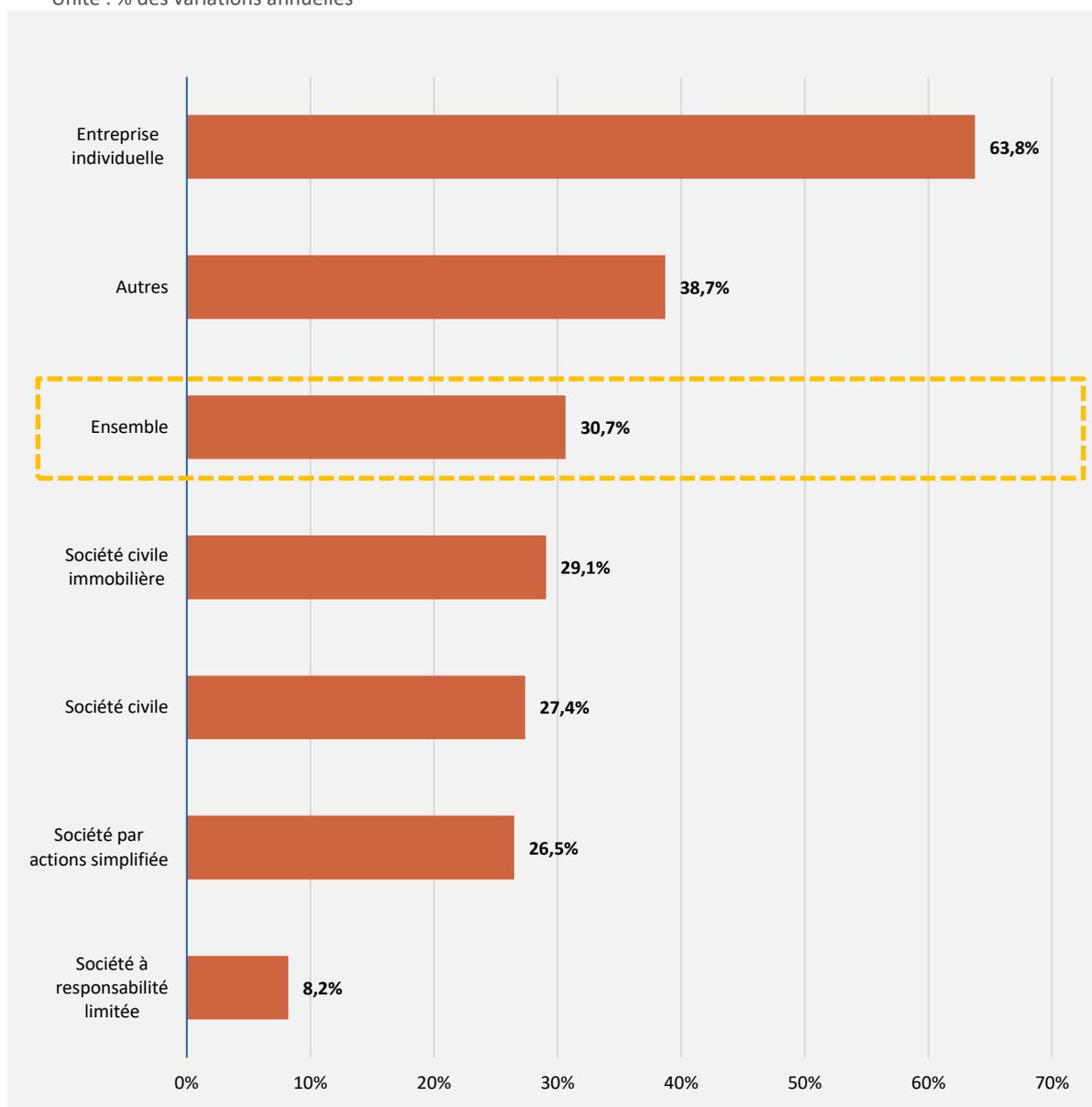
(\*) Hors Moselle, Alsace et DROM

Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce

En 2021, tous les statuts juridiques ont été concernés par la hausse des radiations, et plus particulièrement les entreprises individuelles (+63,8%).

■ **Évolution des radiations selon le statut juridique entre 2020 et 2021 (\*)**

Unité : % des variations annuelles



(\*) Hors Moselle, Alsace et DROM

Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce

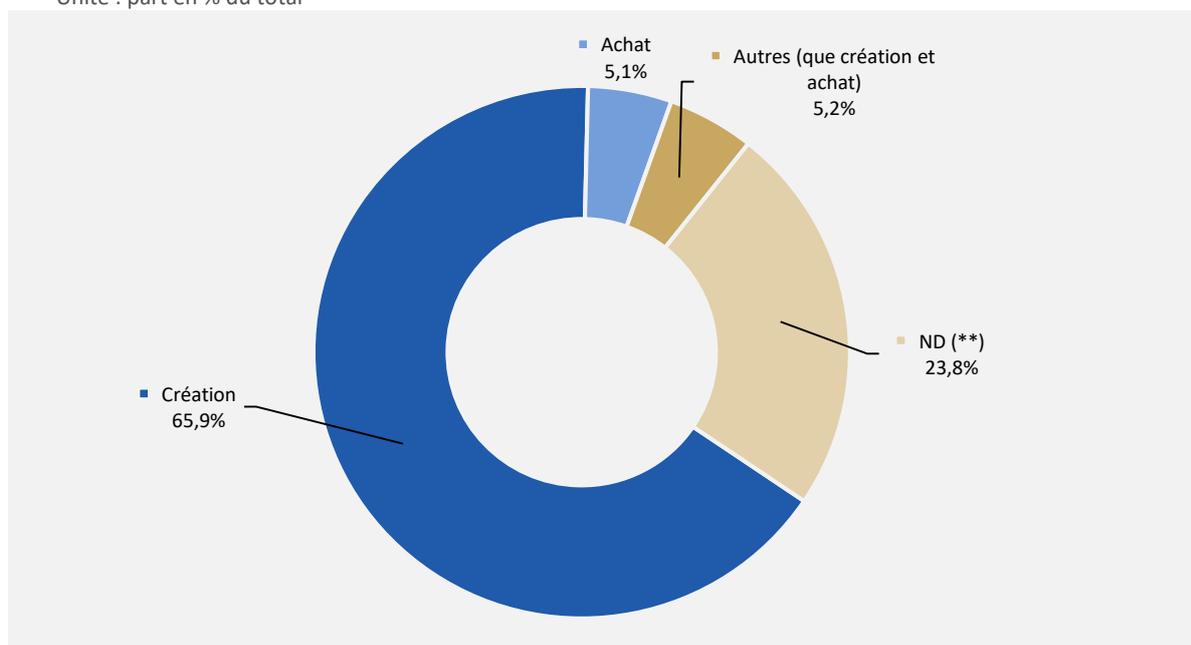
## 5.1. LE BILAN DES RADIATIONS EN 2021

### La répartition selon l'origine des fonds

Dans près de 66% des cas, la création était à l'origine des fonds dans le cadre des radiations au Registre du Commerce et des Sociétés en France (y compris DROM) en 2021. Cette part s'élevait à 65,6% en Métropole, en baisse de 3,8 points par rapport à 2018.

#### ■ Répartition des radiations selon l'origine des fonds (\*)

Unité : part en % du total



(\*) Hors Moselle et Alsace

(\*\*) Renseignement insuffisant

Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2021

#### ■ Répartition des radiations selon l'origine des fonds (\*)

Unité : part en % du total

	2018	2019	2020	2021
Création	69,4%	65,2%	62,9%	65,6%
Achat	8,9%	7,2%	6,6%	5,1%
Autres	15,8%	6,2%	5,2%	5,3%
Non disponible (**)	14,8%	21,3%	25,3%	23,9%
<b>Total</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>

(\*) Hors Moselle, Alsace et DROM

(\*\*) Renseignement insuffisant

Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce

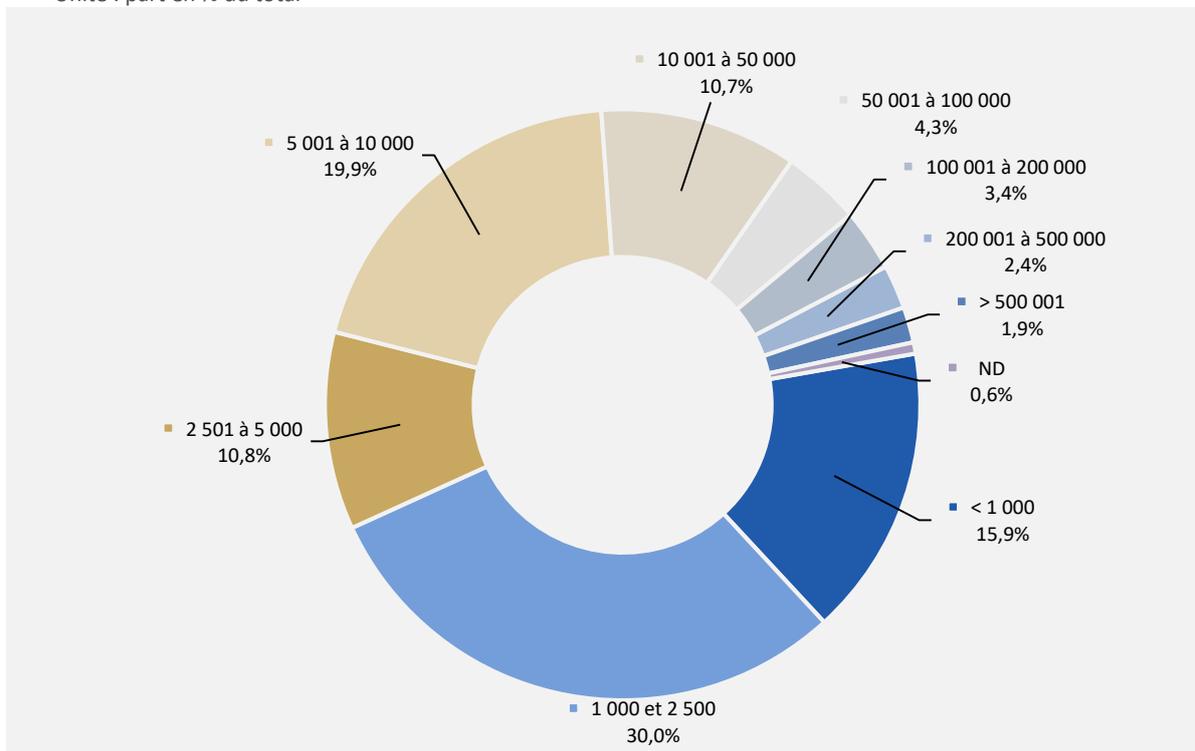
## 5.1. LE BILAN DES RADIATIONS EN 2021

### La répartition selon le montant du capital

En 2021, près de 57% des radiations du Registre du Commerce et des Sociétés ont été réalisées avec un capital inférieur à 5 000 euros.

#### ■ Répartition des radiations selon le montant du capital – Hors entreprises individuelles (\*)

Unité : part en % du total



(\*) Hors Moselle et Alsace

Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2021

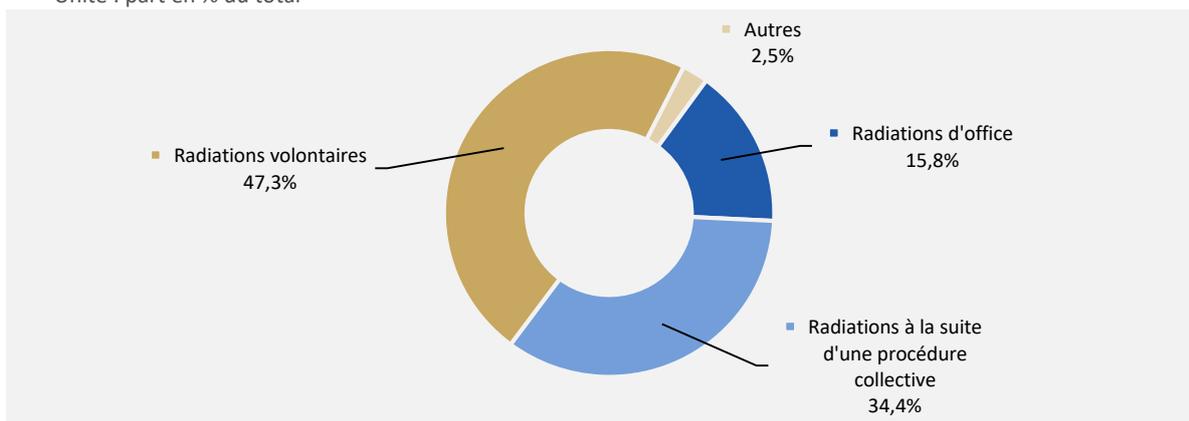
## 5.1. LE BILAN DES RADIATIONS EN 2021

### La répartition selon le motif

Les radiations volontaires étaient le principal motif de radiation en France (y compris DROM) en 2021, représentant 47,3% du total. Venaient ensuite les radiations à la suite d'une procédure collective (34,4%) et les radiations d'office (15,8%). Au cours des trois dernières années, les radiations volontaires ont progressé en Métropole, passant de 45,7% en 2018 à 47,5% en 2021, soit une hausse de 1,8 point. La palme de la croissance revient toutefois aux radiations d'office (+6,5 points).

#### ■ Répartition des radiations selon le motif (\*)

Unité : part en % du total

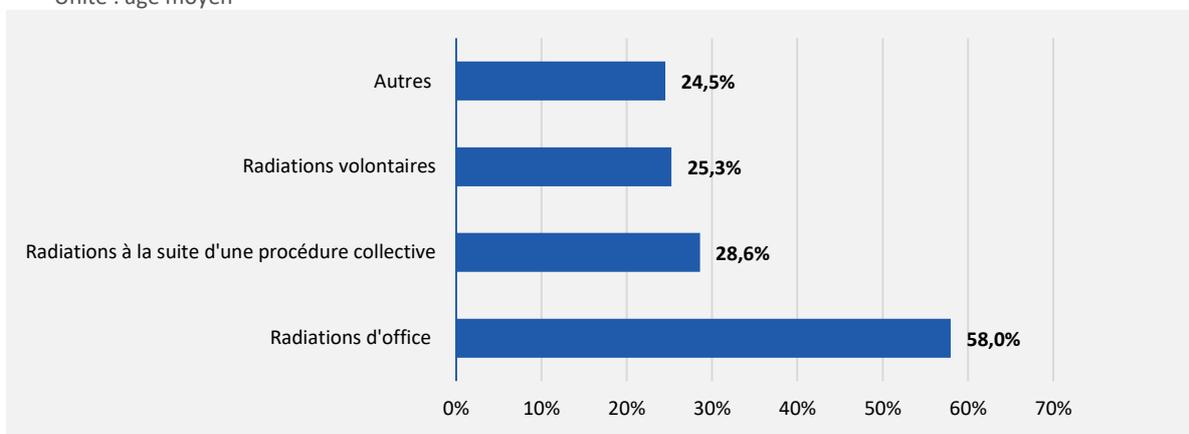


(\*) Hors Moselle et Alsace

Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2021

#### ■ Evolution des radiations selon le motif entre 2020 et 2021 (\*)

Unité : âge moyen



(\*) Hors Moselle et Alsace

Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2021

#### ■ Evolution des radiations selon le motif entre 2018 et 2021 (\*)

Unité : part en % du total

	2018	2019	2020	2021
Radiations volontaires	45,7%	45,9%	49,8%	47,5%
Radiations à la suite d'une procédure collective	34,8%	33,9%	34,8%	34,0%
Radiations d'office	9,3%	13,6%	12,6%	15,8%
Autres	10,0%	6,4%	2,7%	2,7%
<b>Total</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>

(\*) Hors Moselle, Alsace et DROM

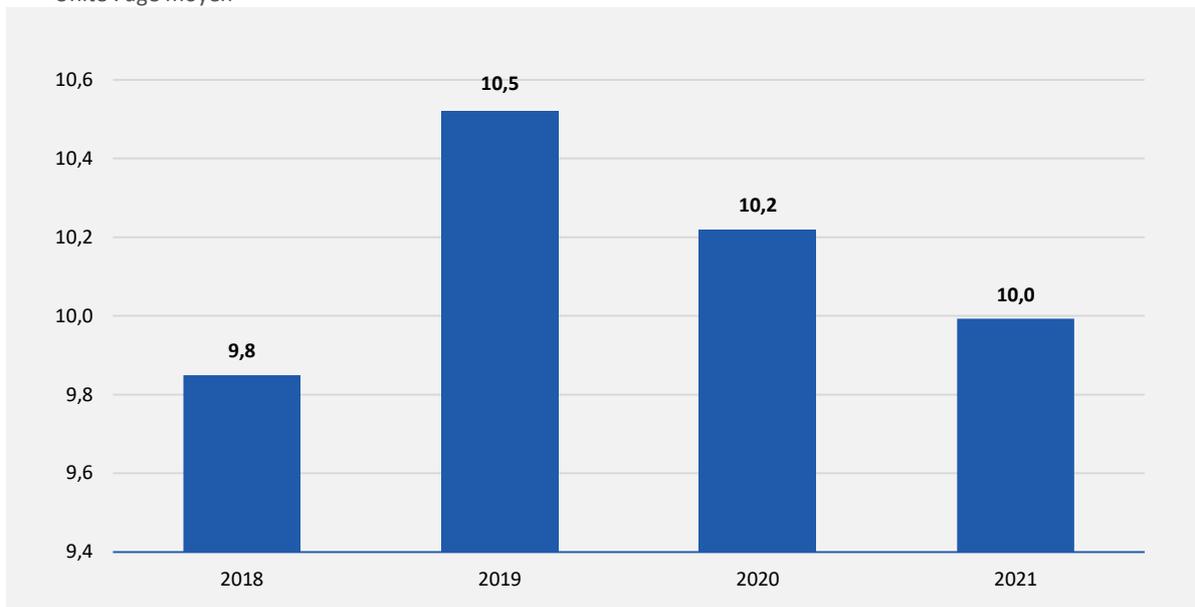
Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce

**5.1. LE BILAN DES RADIATIONS EN 2021****L'âge moyen des entreprises soumises à une radiation**

L'âge moyen des entreprises soumises à une radiation a légèrement reculé sur un an, passant de 10,2 ans en 2020 à 10 ans en 2021.

**■ Âge moyen des entreprises soumises à une radiation (\*) - Hors sociétés civiles**

Unité : âge moyen



(\*) Hors Moselle, Alsace et DROM

Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2021

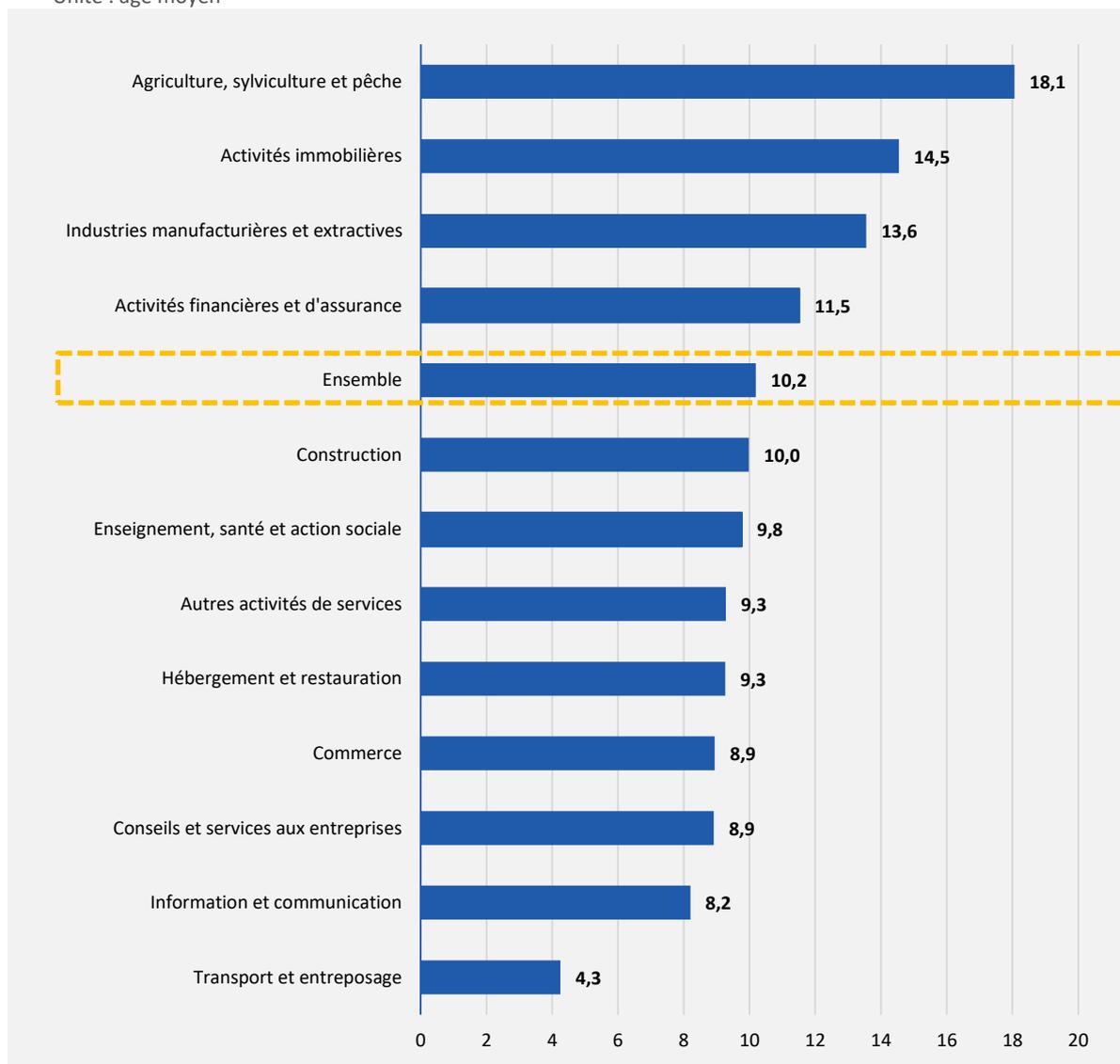
## 5.1. LE BILAN DES RADIATIONS EN 2021

### L'âge moyen des entreprises lors de leur radiation

En 2021, l'âge moyen des entreprises au moment de leur radiation était en moyenne de 10,2 ans en France (y compris DROM). Le secteur du transport/entrepôt affichait la plus faible longévité, avec une moyenne à 4,3 ans. En revanche, les activités agricoles, sylvicoles et de pêche étaient les plus pérennes (18,1 ans).

#### ■ Âge moyen des entreprises soumises à une radiation par secteurs (\*) - Hors sociétés civiles

Unité : âge moyen



(\*) Hors Moselle et Alsace

Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2021

## L'âge moyen des entreprises lors de leur radiation (suite)

Parmi les secteurs les plus représentés dans les radiations (hors sociétés civiles) en 2021, c'était celui de la location de terrains et d'autres biens immobiliers qui affichait la moyenne d'âge la plus élevée (20,3 ans), loin devant les activités des sociétés holding (12,6 ans) et la restauration traditionnelle (11,9 ans).

### ■ Top 15 des secteurs les plus représentés dans les radiations par âge moyen (\*) - Hors sociétés civiles

Unité : âge moyen



(\*) Hors Moselle et Alsace

Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2021

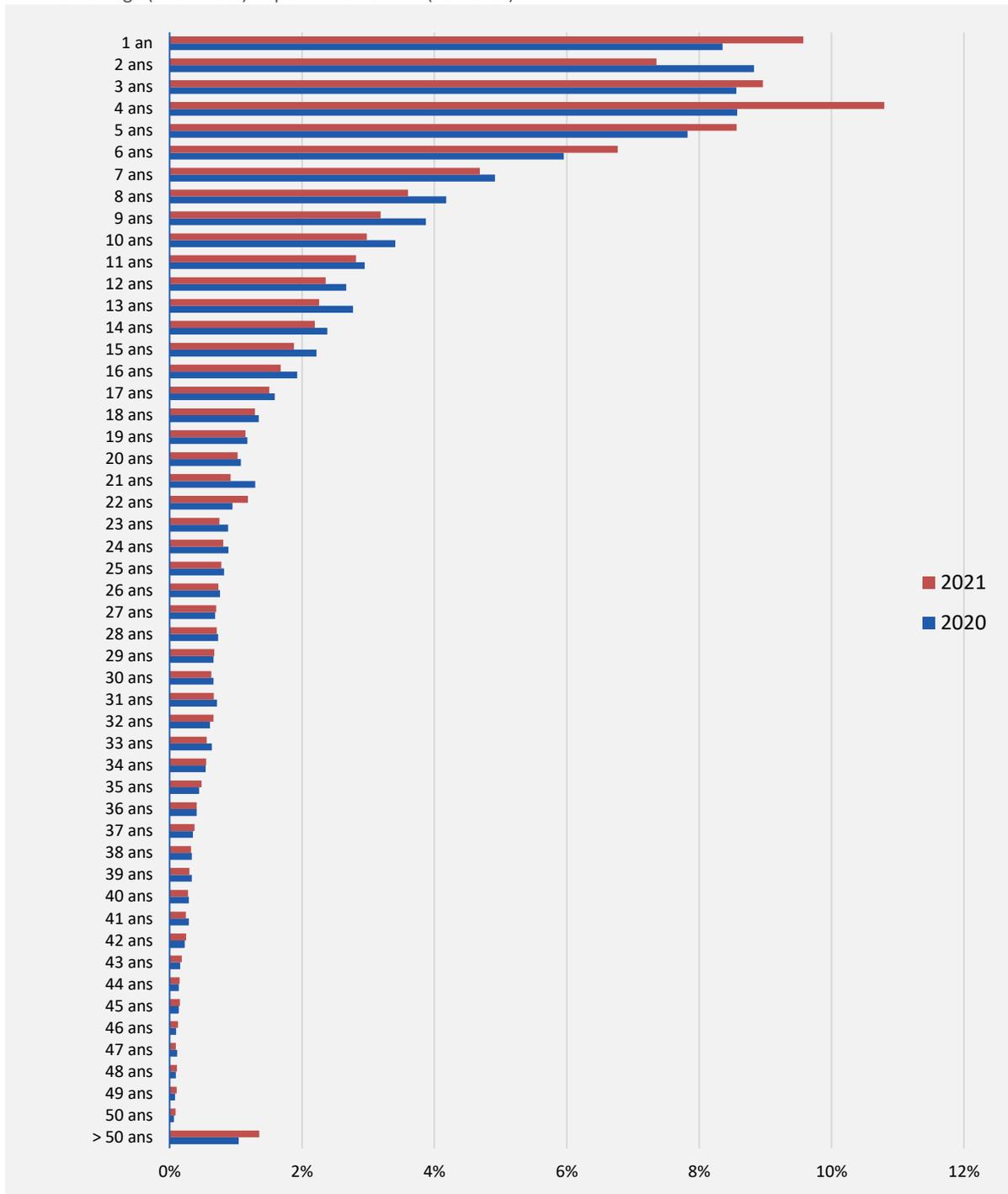
## 5.1. LE BILAN DES RADIATIONS EN 2021

### La répartition par la durée de vie des entreprises

36,7% des sociétés radiées en 2021 avaient moins de 5 ans d'existence. *A contrario*, seulement 1,4% des radiations concernait des structures ayant plus de 50 ans.

#### ■ Répartition par âge des entreprises soumises à une radiation (\*) - Hors sociétés civiles

Unités : âge (ordonnées) et part en % du total (abscisses)

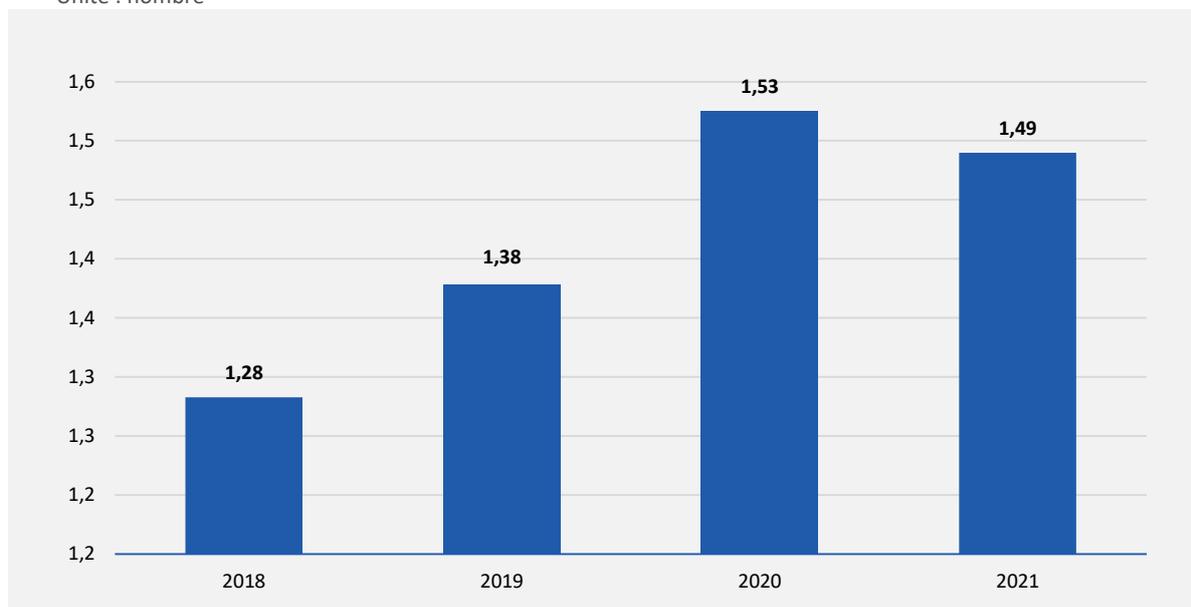


(\*) Hors Moselle et Alsace / Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2021

En Métropole, le nombre moyen de dirigeants dans le cadre des radiations au Registre du Commerce et des Sociétés s'élevait à 1,5 personne en 2021.

**■ Nombre moyen de dirigeants dans le cadre des radiations (\*)**

Unité : nombre



(\*) Hors Moselle, Alsace et DROM

Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2021

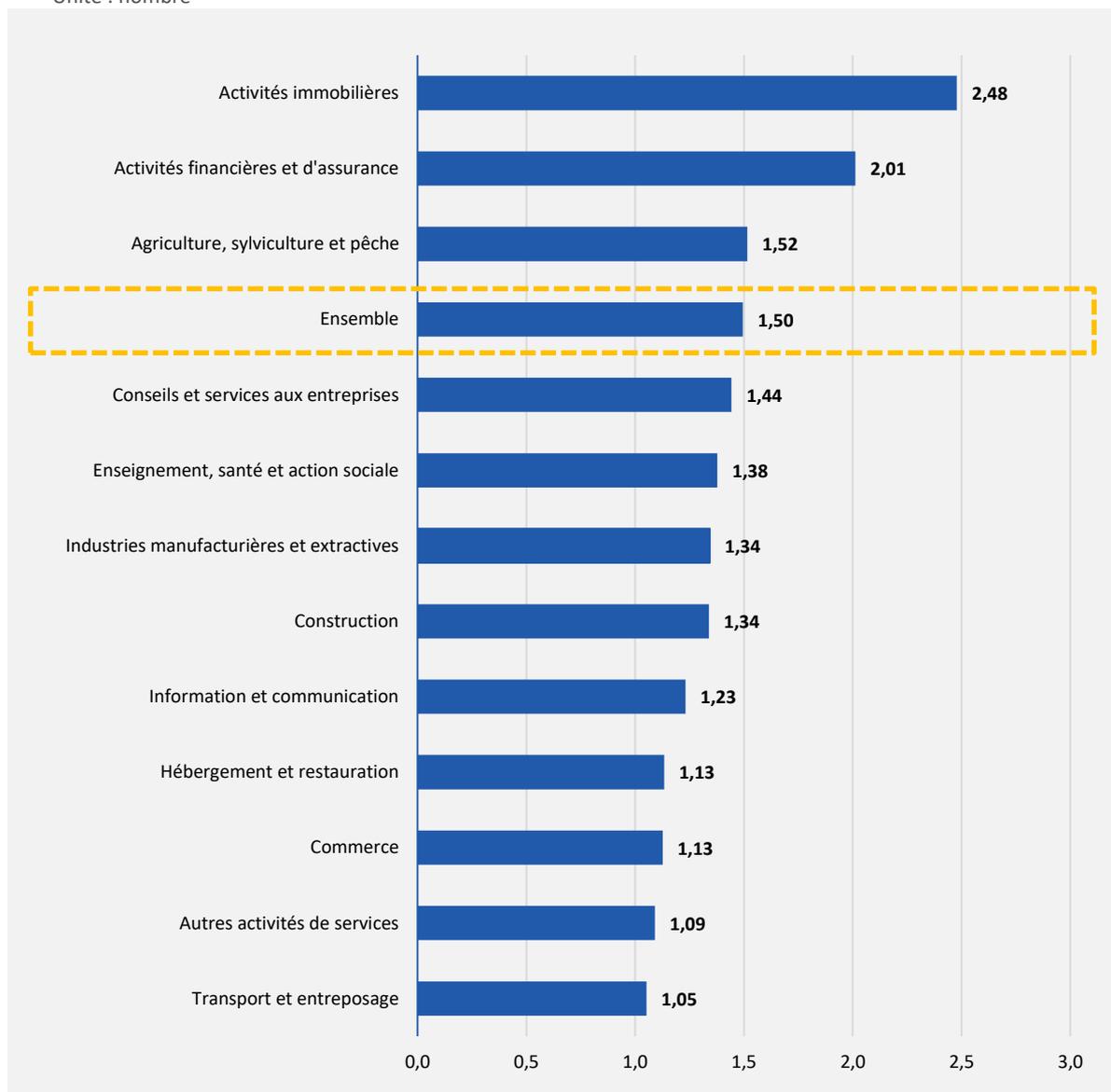
## 5.2. LE PROFIL DES DIRIGEANTS

### Le nombre moyen de dirigeants

A l'échelle de la France entière (y compris DROM), le nombre moyen de dirigeants dans le cadre des radiations s'élevait à 1,5 personne en 2021. Ce chiffre masquait quelques disparités sectorielles. Les activités immobilières, par exemple, comptait en moyenne 2,48 dirigeants lors de leur radiation. A l'inverse, les activités de transport/entreposage appartenaient à 1,05 personne en 2021.

#### ■ Nombre moyen de dirigeant par grands secteurs dans le cadre des radiations (\*)

Unité : nombre



(\*) Hors Moselle et Alsace

Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2021

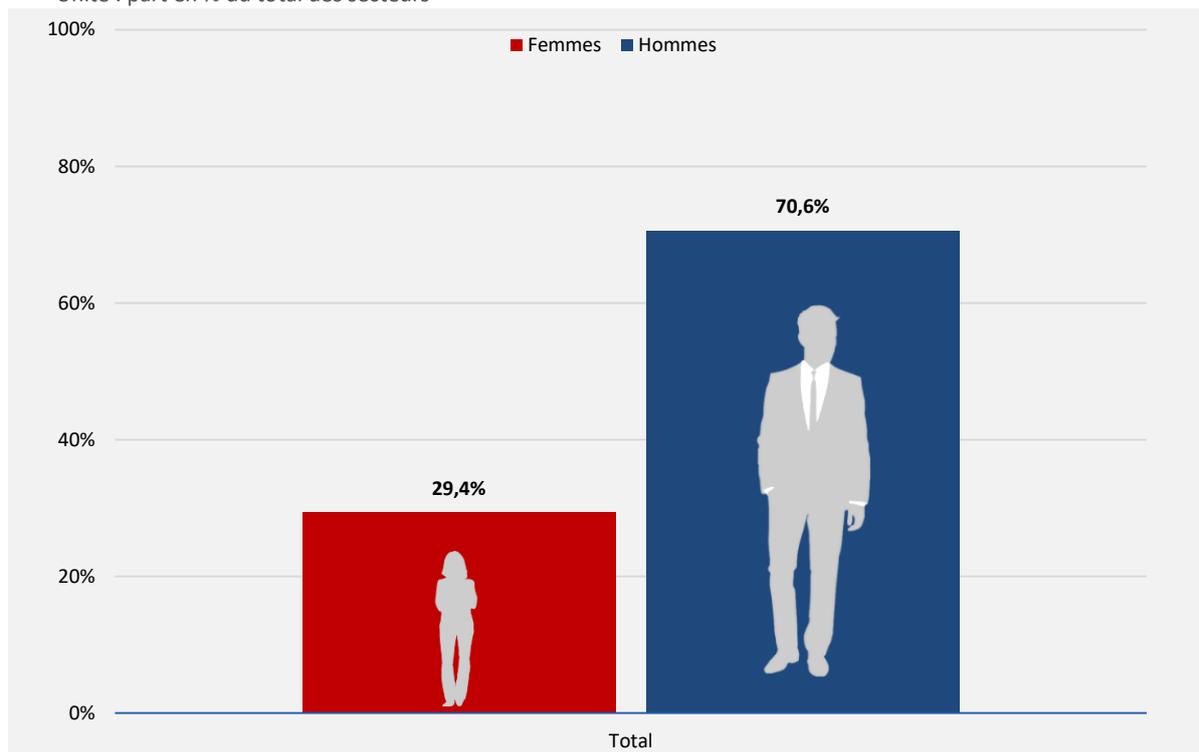
## 5.2. LE PROFIL DES DIRIGEANTS

### La répartition selon le sexe

Au cours de l'exercice 2021, 70,6% des radiations au Registre du Commerce et des Sociétés avaient été effectuées par des hommes. Cette répartition est similaire en excluant les départements et régions d'outre-mer. Sur la période 2018-2021, le poids des hommes dans les radiations a légèrement reculé (-1,2 point).

#### ■ Répartition des dirigeants par sexe dans le cadre des radiations (\*)

Unité : part en % du total des secteurs

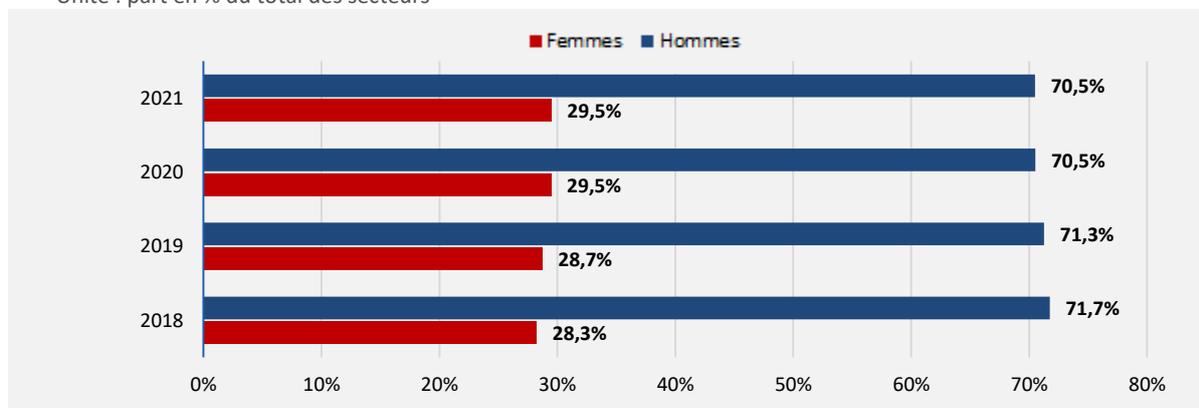


(\*) Hors Moselle et Alsace

Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2021

#### ■ Répartition des dirigeants par sexe dans le cadre des radiations 2018-2021 (\*)

Unité : part en % du total des secteurs



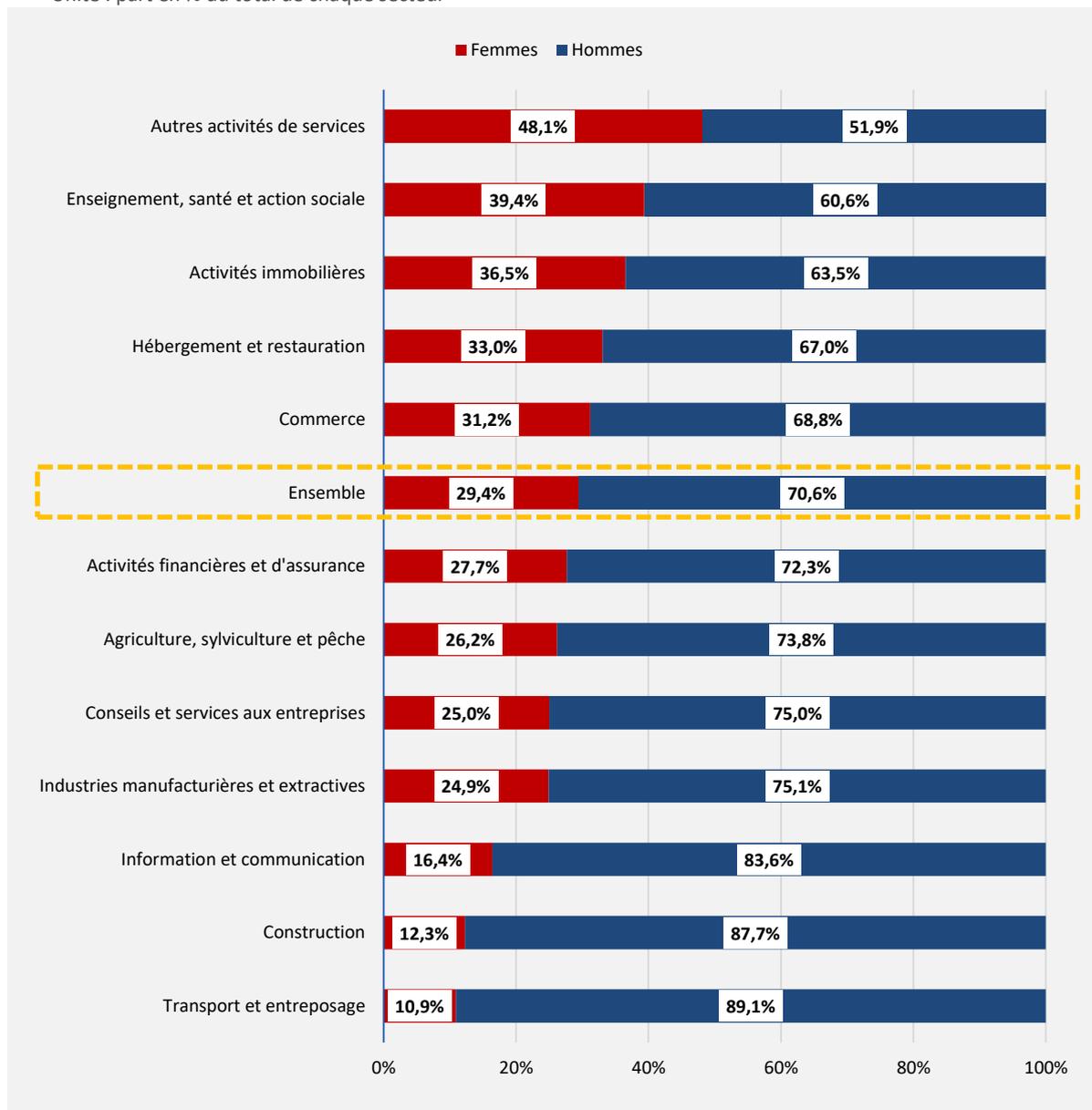
(\*) Hors Moselle, Alsace et DROM

Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce

Que ce soit en termes d'immatriculations ou de radiations, la parité hommes/femmes était quasi parfaite dans un seul secteur en 2021, celui des autres activités de services. Le plus fort déséquilibre concernait le secteur du transport/entreposage, qui reste encore un des grands bastions masculins avec la construction (plus de 89% d'hommes).

**Répartition des dirigeants par sexe au sein des grands secteurs dans le cadre des radiations (\*)**

Unité : part en % du total de chaque secteur



(\*) Hors Moselle et Alsace

Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2021

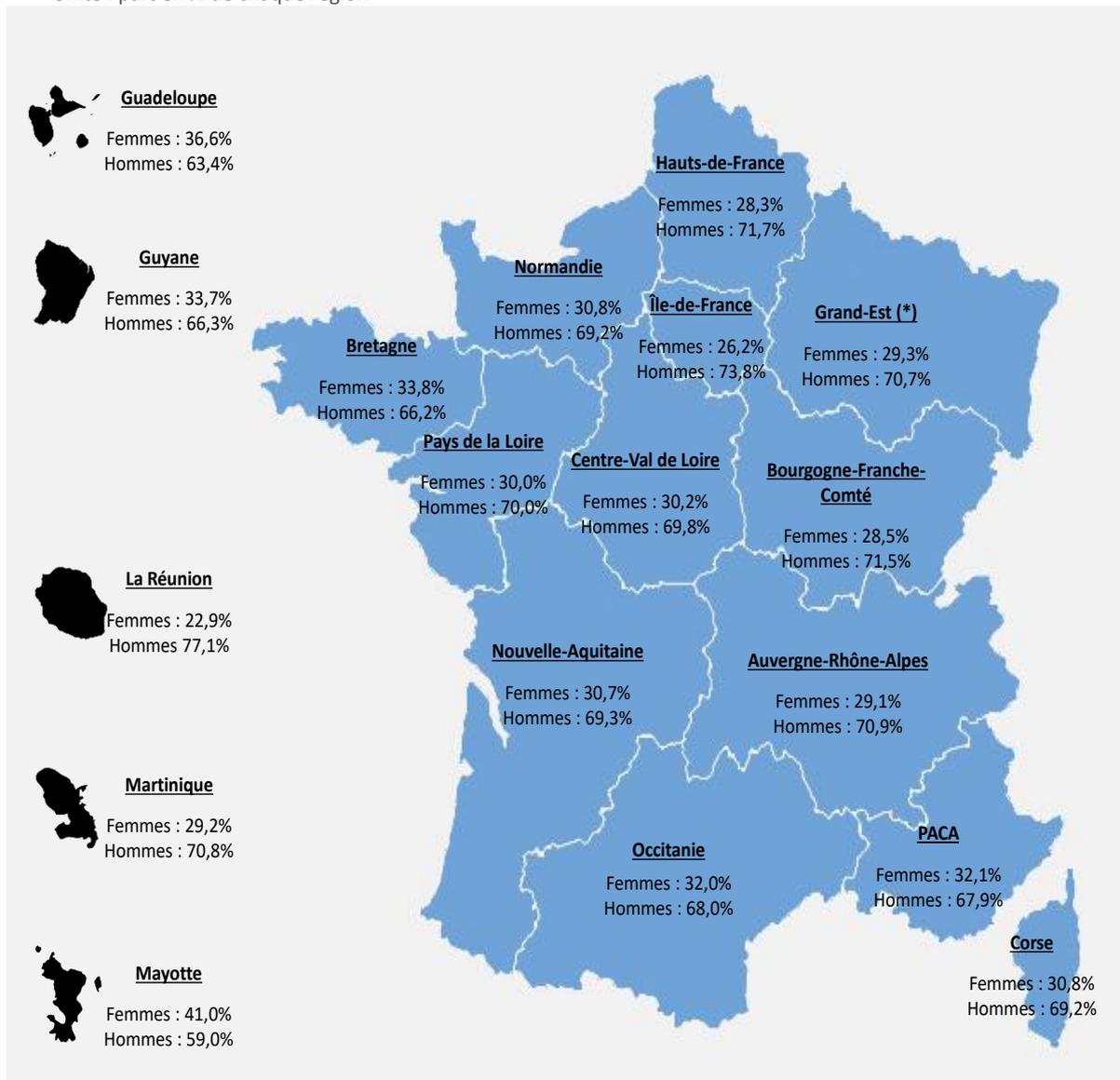
## 5.2. LE PROFIL DES DIRIGEANTS

### La répartition régionale selon le sexe

Deux territoires d'outre-mer affichaient les plus forts taux de féminisation pour les radiations au Registre du Commerce et des Sociétés en 2021 : Mayotte (41,0%) et La Guadeloupe (36,6%). En Métropole, c'était la Bretagne qui comptait le plus de femmes dans les radiations (33,8%), devant la région PACA (32,1%) et l'Occitanie (32,0%).

#### ■ Répartition régionale des dirigeants par sexe dans le cadre des radiations

Unité : part en % de chaque région



(\*) Hors Moselle et Alsace

Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2021

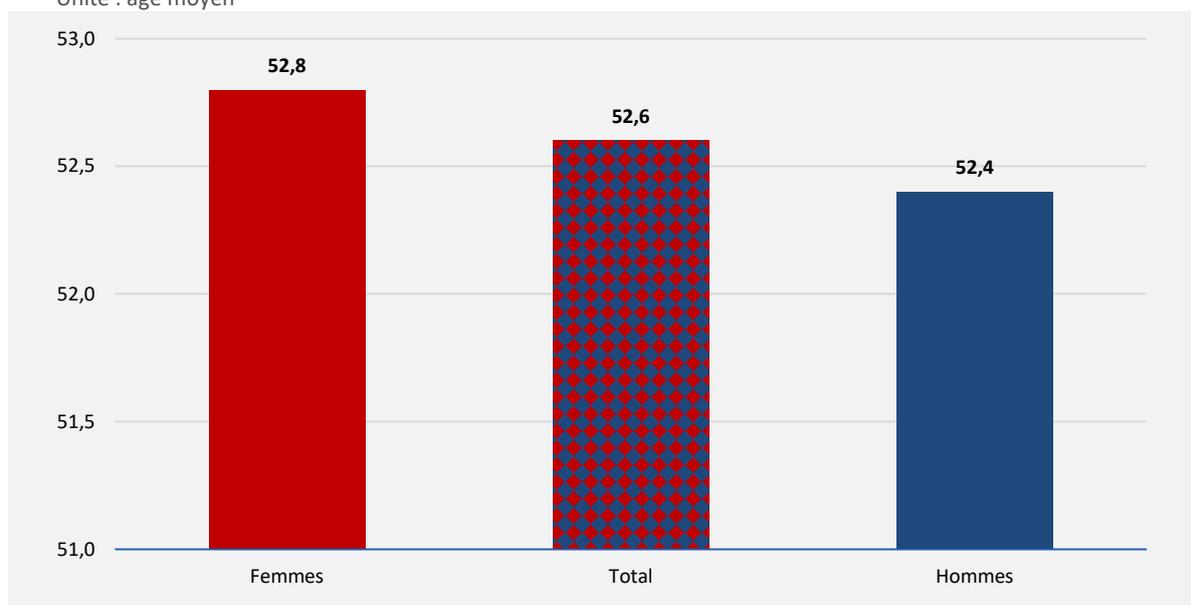
## 5.2. LE PROFIL DES DIRIGEANTS

### La répartition selon l'âge

En 2021, l'âge moyen des dirigeants dans le cadre des radiations en France s'élevait à 52,6 ans, avec des hommes légèrement plus jeunes que les femmes (52,4 ans vs 52,8 ans). A l'échelle de la Métropole, la moyenne d'âge est quasiment identique et s'inscrit en très léger recul sur un an.

#### ■ Âge moyen des dirigeants par sexe dans le cadre des radiations

Unité : âge moyen

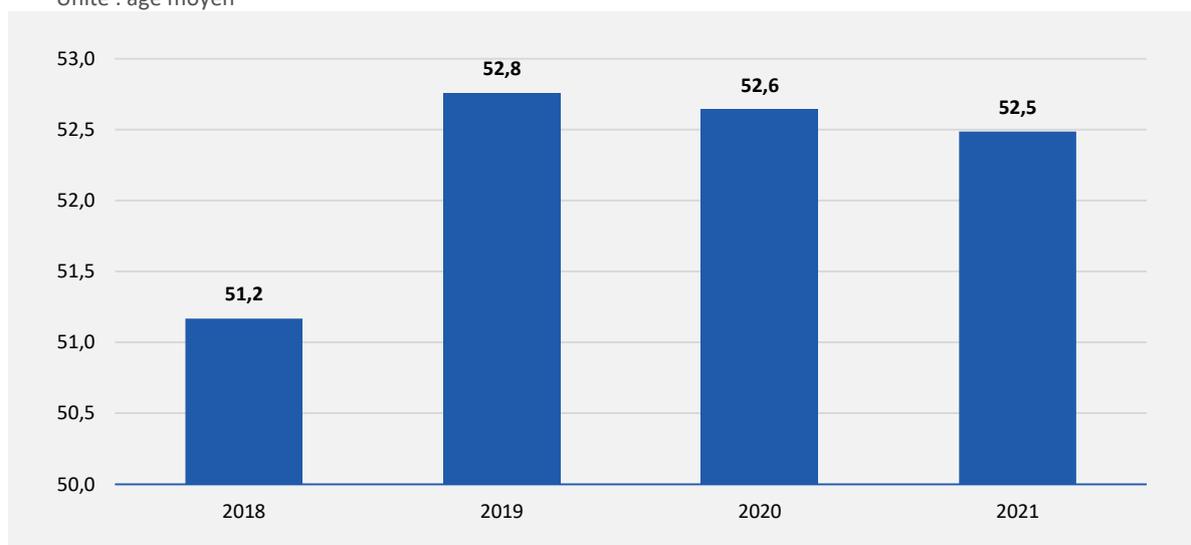


(\*) Hors Moselle et Alsace

Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2021

#### ■ Âge moyen des dirigeants dans le cadre des radiations (\*)

Unité : âge moyen



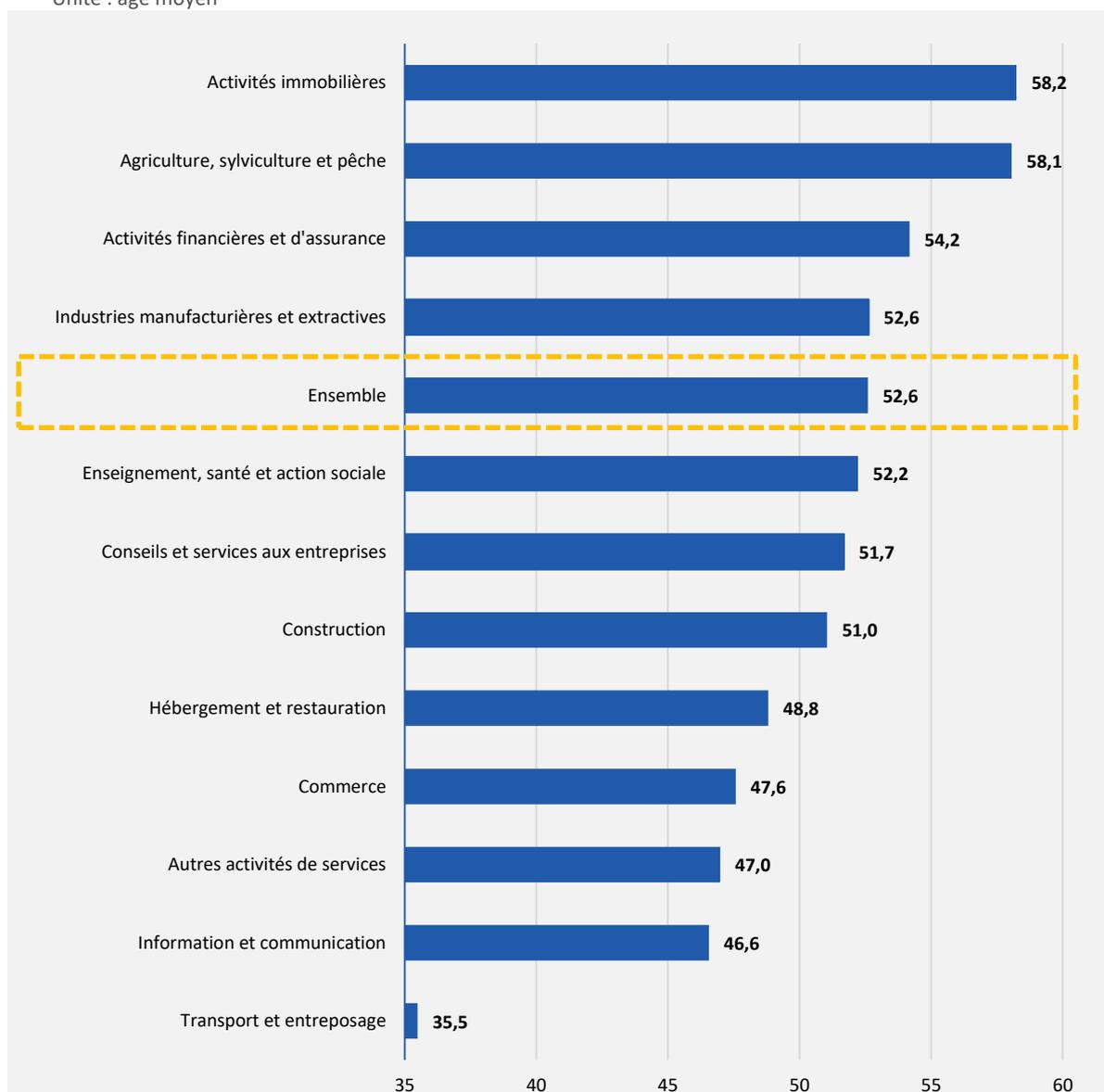
(\*) Hors Moselle, Alsace et DROM

Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce

En 2021, les dirigeants d'entreprises immobilières touchées par des mesures de radiation étaient âgés en moyenne de 58,2 ans, soit 5,6 ans de plus que la moyenne nationale (y compris DROM). A l'inverse, les dirigeants radiés dans le secteur du transport et de l'entreposage étaient âgés de moins de 35,5 ans.

■ **Âge moyen des dirigeants par secteurs dans le cadre des radiations (\*)**

Unité : âge moyen



(\*) Hors Moselle et Alsace

Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2021

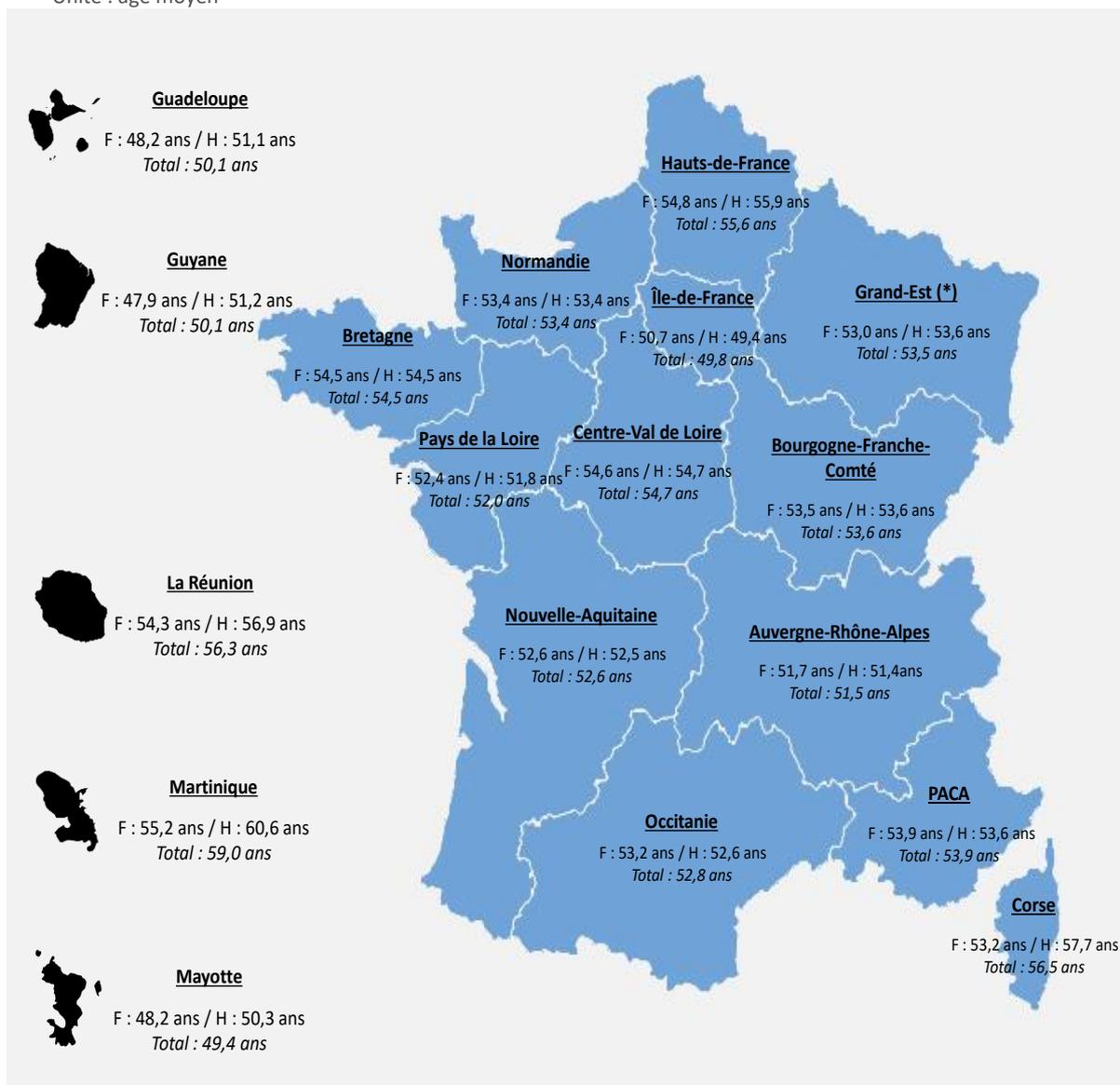
## 5.2. LE PROFIL DES DIRIGEANTS

### La répartition régionale selon l'âge

En 2021, les dirigeants radiés les plus âgés exerçaient en Martinique : 59 ans en moyenne, contre 52,6 ans pour l'ensemble de France. C'était aussi en outre-mer que la moyenne d'âge des dirigeants était la plus faible, et plus précisément à Mayotte (49,4 ans). En Métropole, les deux extrêmes s'observaient en Corse (56,5 ans) et dans les Hauts de France (55,6 ans).

#### ■ Répartition régionale des dirigeants par âge dans le cadre des radiations

Unité : âge moyen



F : femmes / H : hommes / (\*) Hors Moselle et Alsace

Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2021

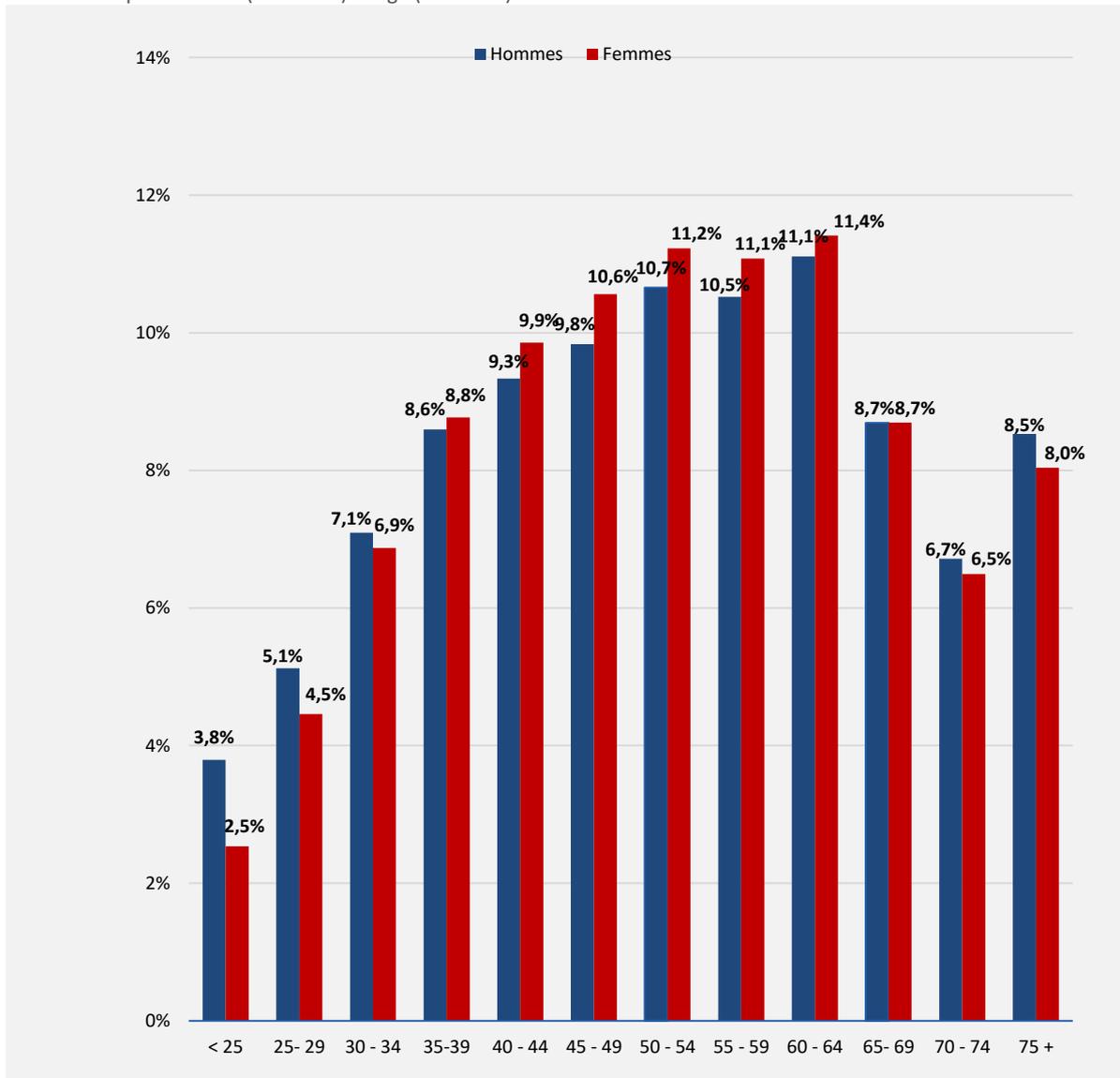
## 5.2. LE PROFIL DES DIRIGEANTS

### L'âge moyen des dirigeants selon le sexe

Les dirigeants âgés de 45 à 64 ans étaient les plus représentés dans les radiations en 2021 (42,7% du total).

#### ■ Répartition des dirigeants par tranche d'âge dans le cadre des radiations (\*)

Unités : part du total (ordonnés) et âge (abscisses)



(\*) Hors Moselle et Alsace

Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2021

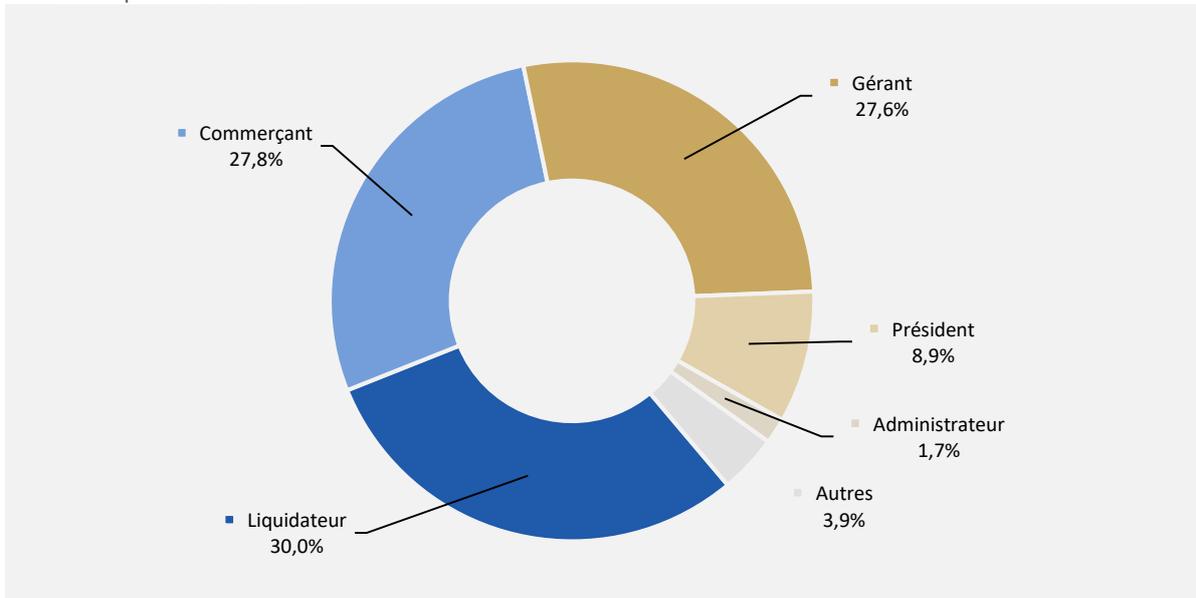
## 5.2. LE PROFIL DES DIRIGEANTS

### La répartition selon le type de fonction

Parmi les radiations en 2021, 30% des dirigeants détenaient la fonction de liquidateur en France, devant les commerçants (27,8%) et les gérants (27,6%). A l'échelle métropolitaine, le statut de liquidateur était également prédominant et s'inscrivait en recul de 1,8 point par rapport à 2018. Cette baisse s'est faite en faveur du statut de président (+2,6 points).

#### Répartition de la fonction des dirigeants dans le cadre des radiations (\*)

Unité : part en % du total

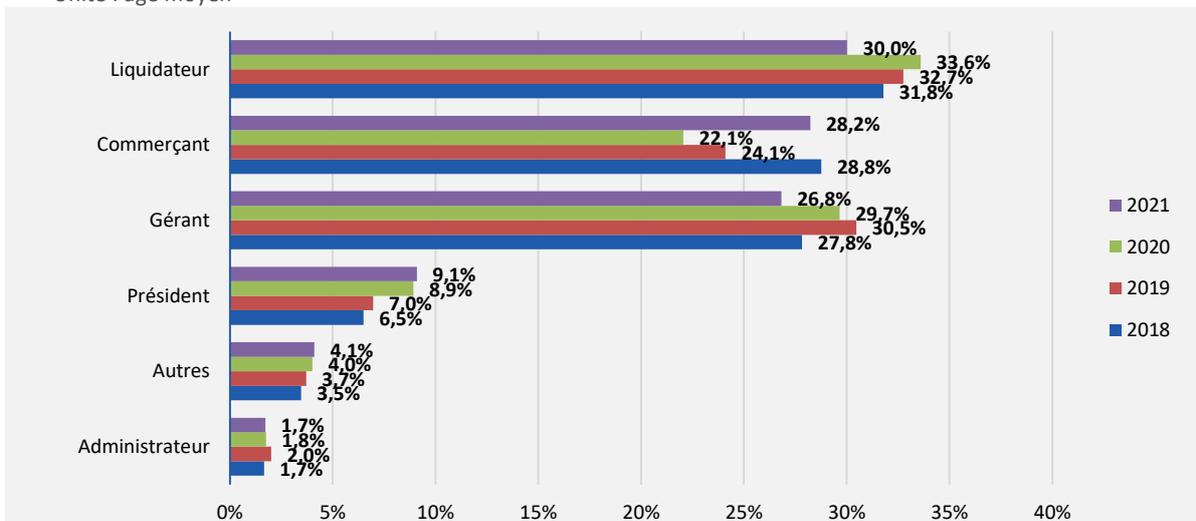


(\*) Hors Moselle et Alsace

Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2021

#### Evolution de la répartition de la fonction des dirigeants dans le cadre des radiations (\*)

Unité : âge moyen



(\*) Hors Moselle, Alsace et DROM

Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2021

## 5.2. LE PROFIL DES DIRIGEANTS

### La répartition selon la nationalité

Parmi les dirigeants radiés en 2021, 89% possédaient la nationalité française. Les personnes originaires du Maghreb (Algérie, Maroc, Tunisie) représentaient 2,3% du total, en léger recul sur un an.

#### ■ Répartition de l'origine géographique des dirigeants dans le cadre des radiations (\*)

Unité : part en % du total



(\*) Seuls les 10 premiers pays ont été retenus / (\*\*) Hors Moselle et Alsace pour la France / Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2021

#### ■ Répartition de l'origine géographique des dirigeants dans le cadre des radiations (\*)

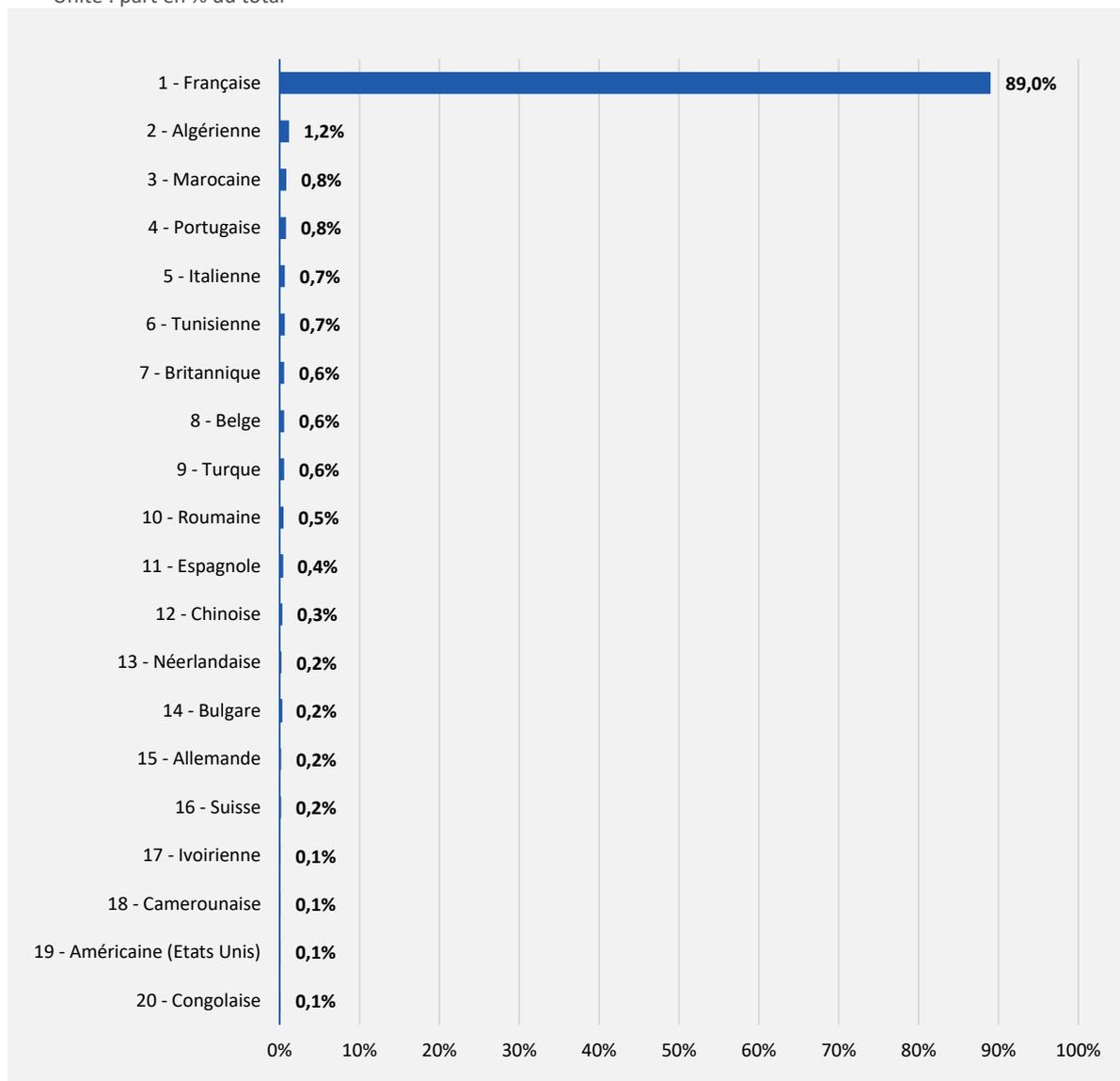
Unités : part en % du total et variation en point

	Part 2020	Part 2021	Évolution en point
France	89,5%	89,0%	-0,5
Algérie	1,0%	1,2%	0,2
Maroc	0,7%	0,8%	0,1
Portugal	0,9%	0,8%	-0,1
Italie	0,6%	0,7%	0,1
Tunisie	0,6%	0,7%	0,1
Grande-Bretagne	0,7%	0,6%	-0,1
Belgique	0,6%	0,6%	0,0
Turquie	0,7%	0,6%	-0,1
Roumanie	0,4%	0,5%	0,1

(\*) Seuls les 10 premiers pays ont été retenus / (\*\*) Hors Moselle et Alsace pour la France / Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce

■ **Top 20 des nationalités les plus représentées dans le cadre des radiations**

Unité : part en % du total



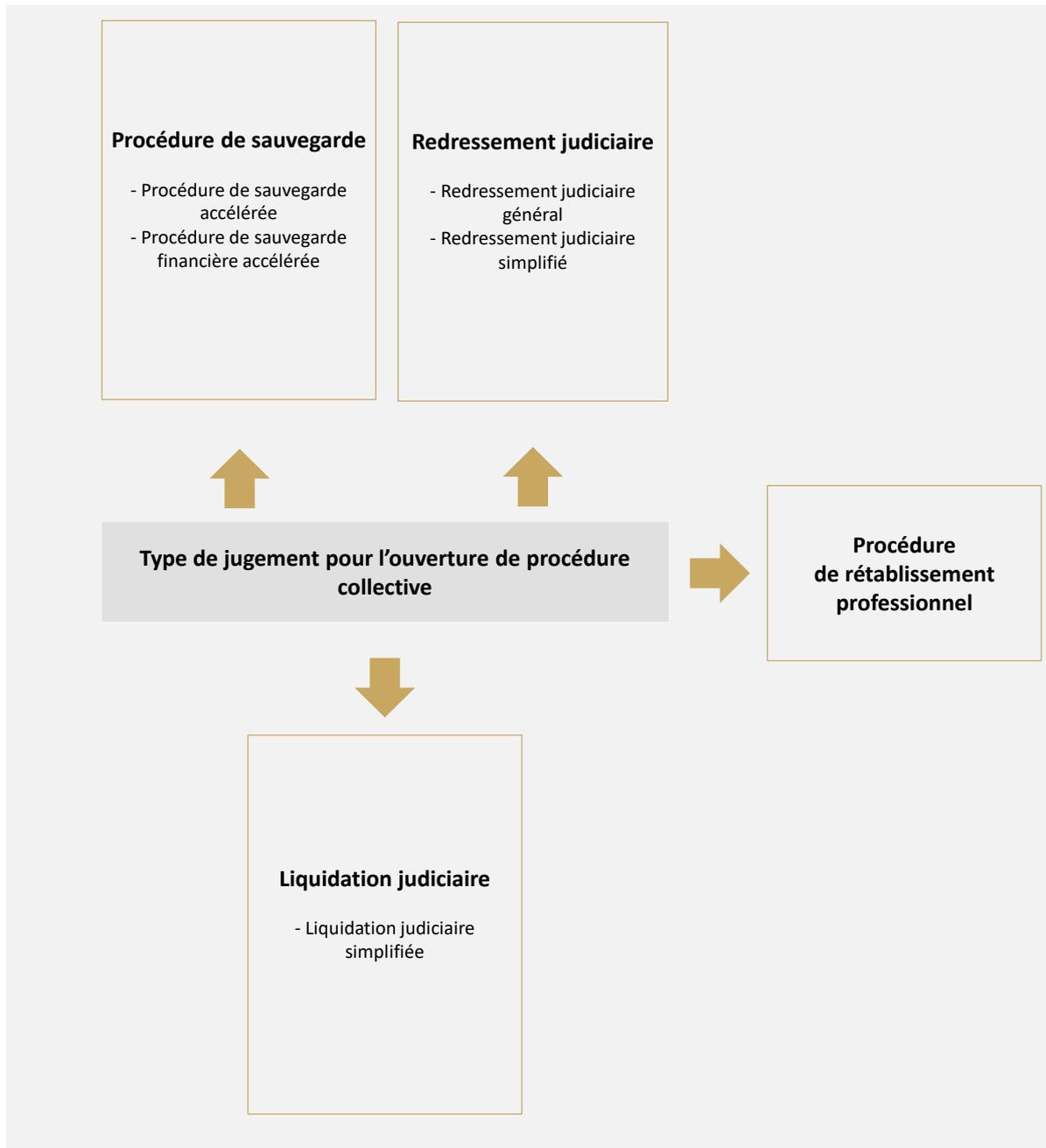
(\*) Hors Moselle et Alsace pour la France

Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2021

# LES OUVERTURES DE PROCEDURES COLLECTIVES

<b>6.1. LES DIFFERENTS TYPES DE JUGEMENT</b>	<b>122</b>
Panorama et présentation	122
<b>6.2. LE BILAN DES OUVERTURES DE PROCEDURES COLLECTIVES EN 2021</b>	<b>123</b>
Le nombre d'ouvertures de procédures collectives	123
Zoom DROM	124
La répartition selon les mois de l'année	131
Évolution des procédures collectives selon les mois de l'année	132
La répartition selon le secteur d'activité	133
Évolution 2020 vs 2021 des procédures collectives par secteur d'activité	134
Évolution 2020 vs 2021 des procédures collectives (hors ent. Individuelles)	135
La répartition par activités vs stock d'entreprises	136
Le top 15 du taux d'ouvertures de procédures collectives	138
La répartition par activités vs PIB	139
Le top 15 des activités les plus représentées	141
Évolution 2020 vs 2021 du top 15 des activités les plus représentées	142
La répartition selon la localisation	144
Le taux d'ouverture de procédure collective	146
Évolution 2020 vs 2021 des procédures collectives par région	147
La répartition géographique vs population française	148
La répartition géographique vs PIB	149
Le top 15 des villes	150
La répartition selon le statut juridique	151
Évolution 2020 vs 2021 des procédures collectives selon le statut juridique	152
La répartition selon l'origine des fonds	153
La répartition selon le montant du capital	154
La répartition par type de jugement	155
La répartition des procédures de redressement judiciaire par région	156
La répartition des procédures de liquidation judiciaire par région	157
L'âge moyen des entreprises soumises à une ouverture de procédure collective	158
L'âge moyen des entreprises soumises à une ouverture de procédure collective	159
La répartition par la durée de vie des entreprises	161
<b>6.3. LE PROFIL DES DIRIGEANTS</b>	<b>162</b>
Le nombre moyen de dirigeants dans le cadre des procédures collectives	162
La répartition selon le sexe	164
La répartition régionale selon le sexe	166
La répartition selon l'âge	167
La répartition régionale selon l'âge	169
L'âge moyen des dirigeants selon le sexe	170
La répartition selon le type de fonction	171
La répartition selon la nationalité	173

■ Panorama des types de jugement pour l'ouverture de procédures collectives



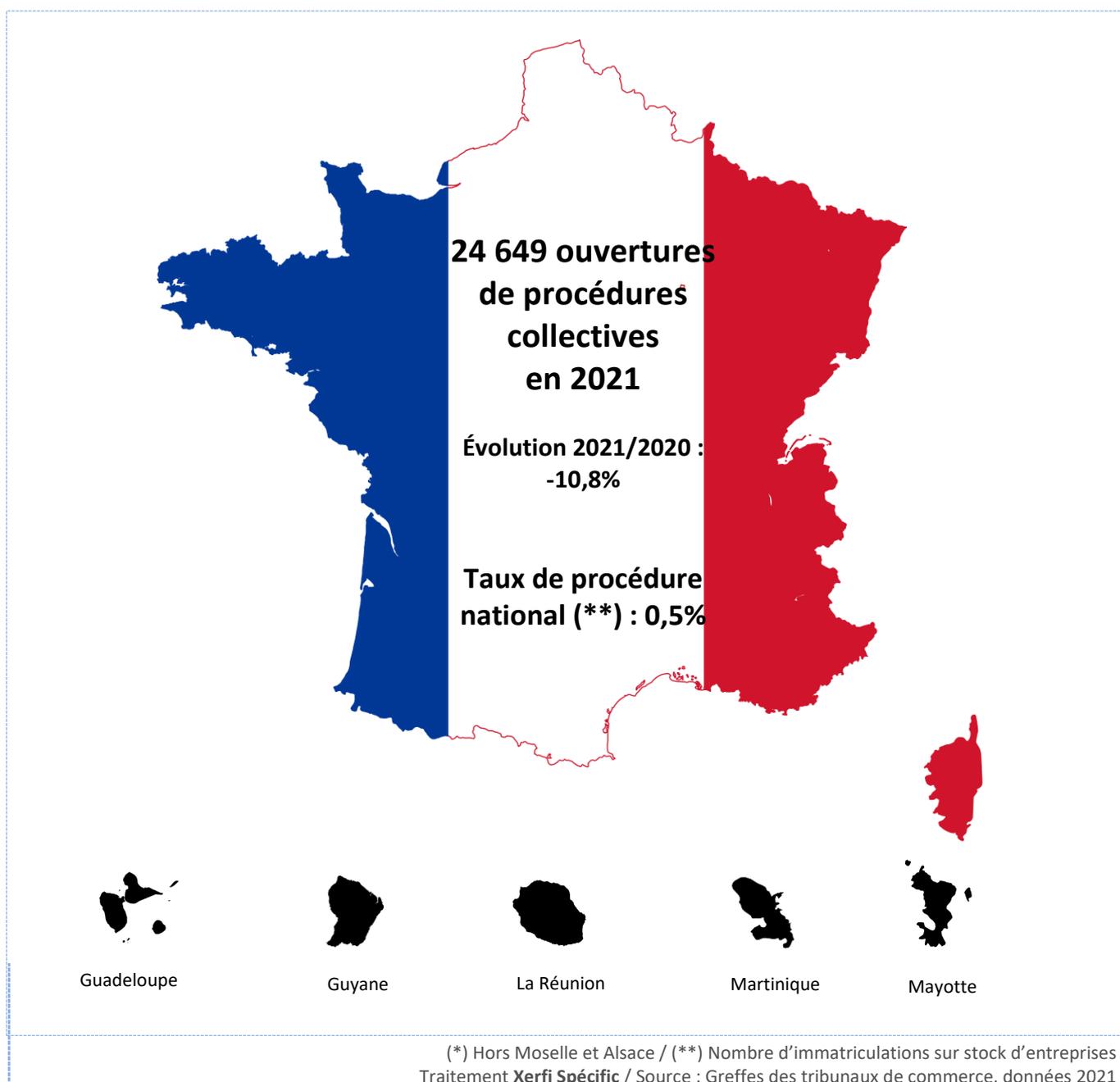
Source : Greffes des tribunaux de commerce |

## 6.2. LE BILAN DES OUVERTURES DE PROCEDURES COLLECTIVES EN 2021

### Le nombre d'ouvertures de procédures collectives

En 2021, 24 649 ouvertures de procédures collectives ont été enregistrées au Registre du Commerce et des Sociétés en France (y compris DROM), soit un taux de procédure national de 0,5%. Le nombre d'ouvertures de procédures collectives a encore fortement reculé sur un an (-10,8%), conséquence des mesures de soutien mises en place par le gouvernement durant la crise sanitaire.

#### ■ Nombre d'ouvertures de procédures collectives en 2021 (\*)



## 6.2. LE BILAN DES OUVERTURES DE PROCEDURES COLLECTIVES EN 2021

### Zoom DROM : le nombre d'ouvertures de procédures collectives

Dans les départements et régions d'outre-mer, 936 procédures collectives ont été ouvertes au Registre du Commerce et des Sociétés en 2021. Près de 80% des actions menées dans les DROM relevaient de deux territoires : La Réunion (551) et la Martinique (193).

#### ■ Nombre d'ouvertures de procédures collectives dans les DROM en 2021 (\*)

	<b>Guadeloupe</b>	147 procédures collectives (Evolution 2021/2020 : -2,0%)
	<b>Guyane</b>	37 procédures collectives (Evolution 2021/2020 : 5,7%)
	<b>La Réunion</b>	551 procédures collectives (Evolution 2021/2020 : +39,8%)
	<b>Martinique</b>	193 procédures collectives (Evolution 2021/2020 : +31,3%)
	<b>Mayotte</b>	8 procédures collectives (Evolution 2021/2020 : +60,0%)
	<b>Total DROM</b>	<b>936 procédures collectives</b> (Evolution 2021/2020 : +16,6%)

Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2021

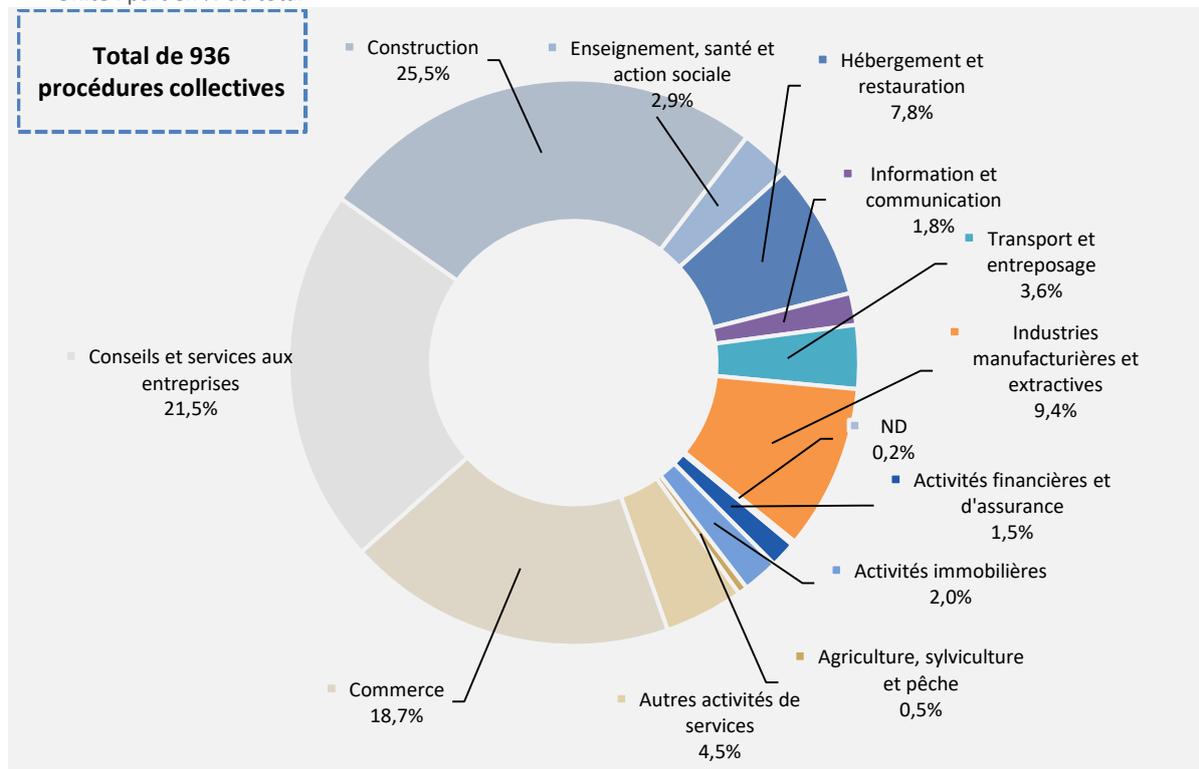
## 6.2. LE BILAN DES OUVERTURES DE PROCEDURES COLLECTIVES EN 2021

### Zoom DROM : la répartition selon le secteur d'activité

Deux secteurs cumulaient près de la moitié des procédures collectives ouvertes au Registre du Commerce et des Sociétés dans les départements et régions d'outre-mer en 2021. Il s'agissait de la construction et du conseil et services aux entreprises.

#### ■ Répartition des ouvertures de procédures collectives par grands secteurs économiques

Unité : part en % du total



Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2021

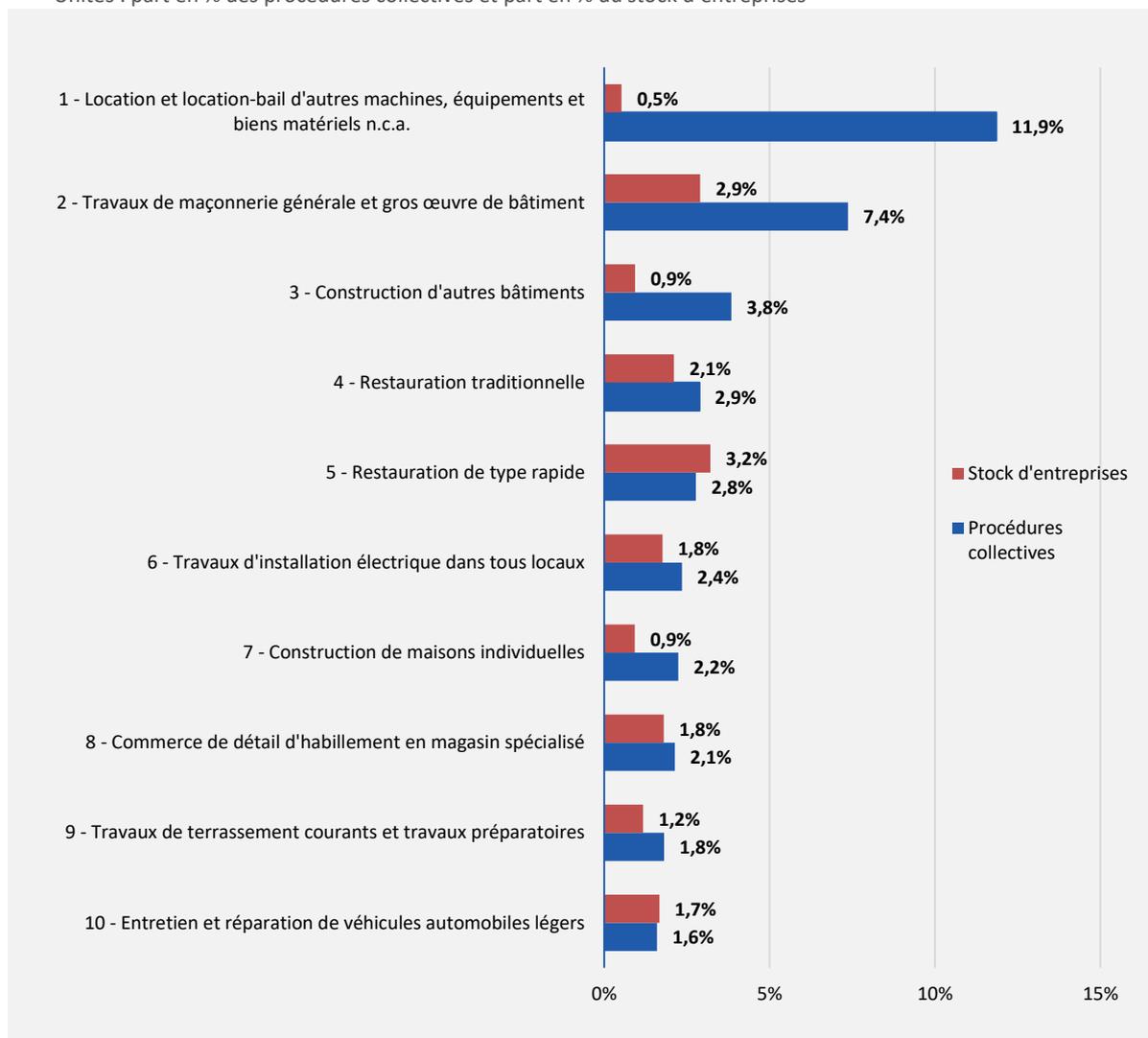
## 6.2. LE BILAN DES OUVERTURES DE PROCEDURES COLLECTIVES EN 2021

### Zoom DROM : le top 10 des activités les plus représentées

Parmi les principaux secteurs concernés par les ouvertures de procédures collectives en 2021 figuraient la location de machines et équipements (11,9%) les travaux de maçonnerie et de gros œuvre (7,4%) et la construction d'autres bâtiments (3,8%).

#### ■ Top 10 des activités les plus représentées dans les procédures collectives comparé au stock d'entreprises (\*) - Hors Agriculture, sylviculture et pêche

Unités : part en % des procédures collectives et part en % du stock d'entreprises



(\*) Hors Agriculture, sylviculture et pêche

Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2021

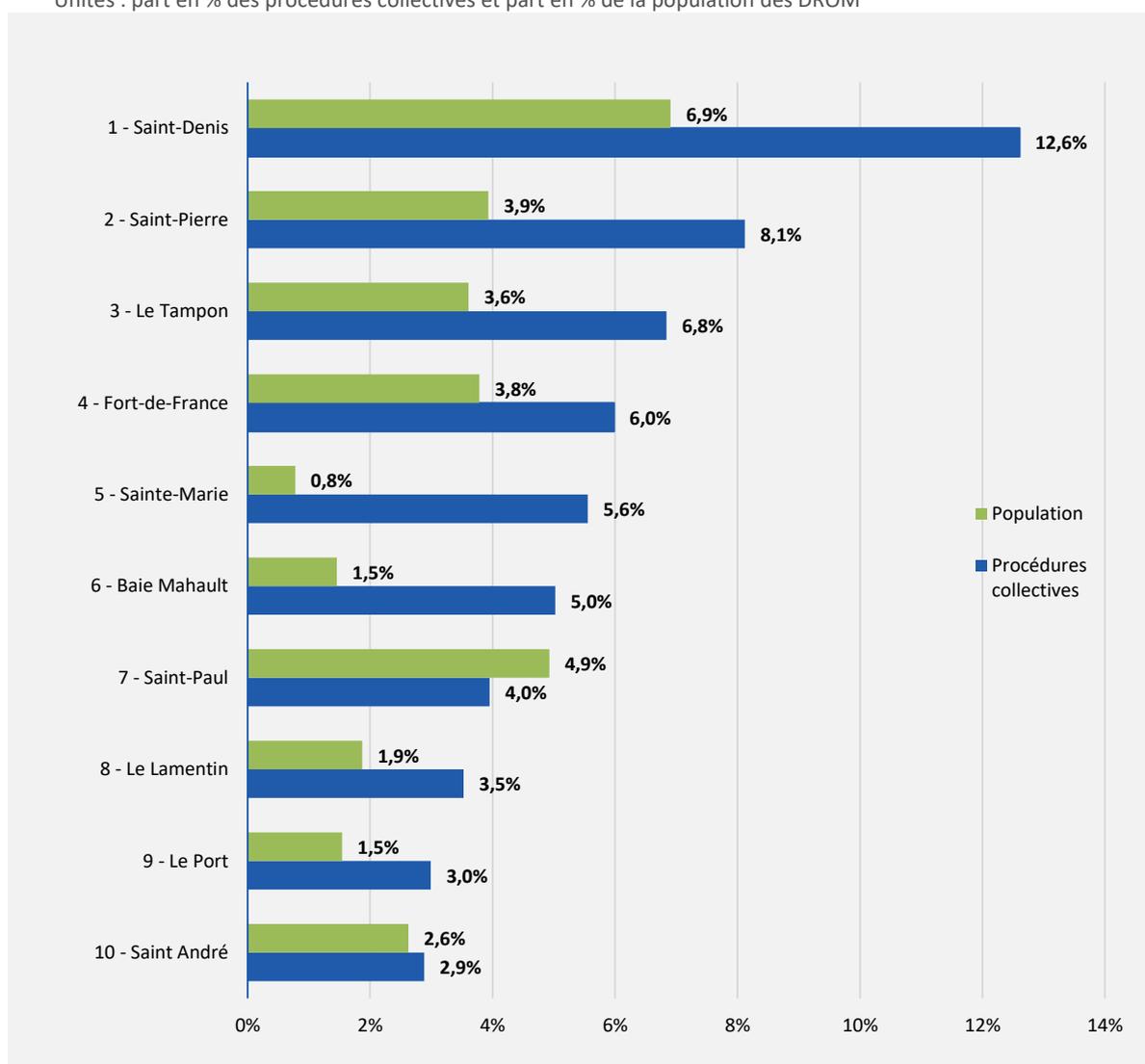
## 6.2. LE BILAN DES OUVERTURES DE PROCEDURES COLLECTIVES EN 2021

### Zoom DROM : le top 10 des villes

En 2021, le top 3 des villes enregistrant le plus grand nombre de procédures collectives dans les DROM ne comptait que des communes réunionnaises : Saint-Denis (12,6%), Saint-Pierre (8,1%) et Le Tampon (6,8%). Elles représentaient près de 23% des actions ouvertes sur l'année.

#### ■ Top 10 des villes enregistrant le plus grand nombre de procédures collectives comparé à la population (\*)

Unités : part en % des procédures collectives et part en % de la population des DROM



Traitement Xerfi Spécific / Sources : Greffes des tribunaux de commerce (données 2021) et Insee (données 2019)

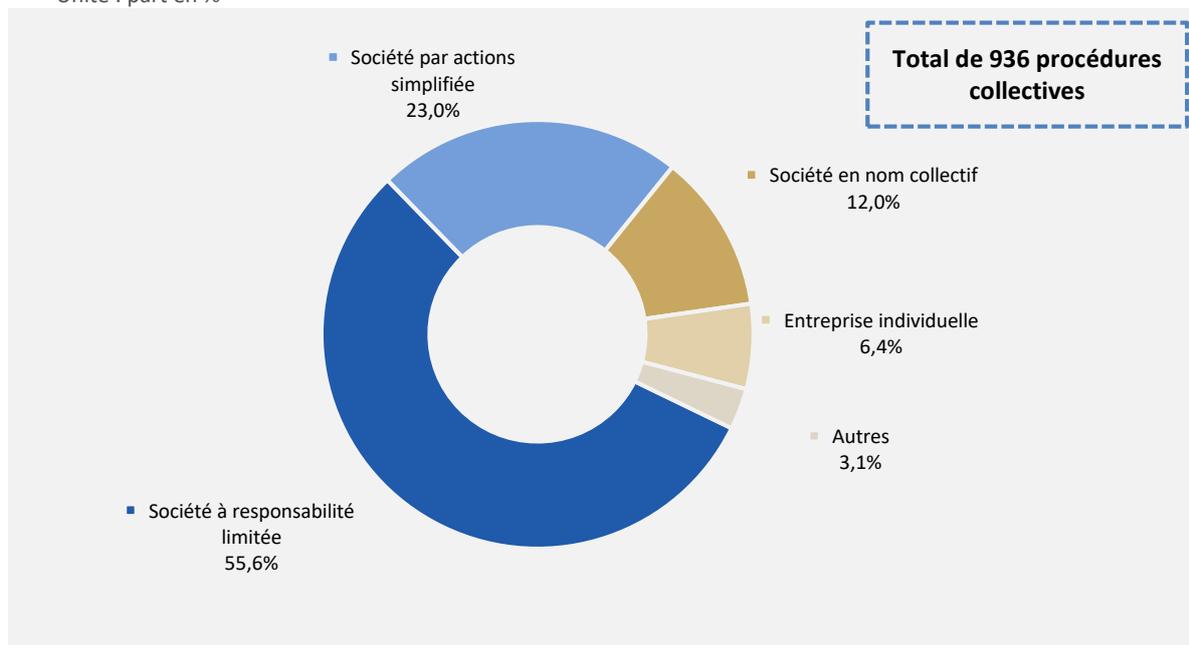
## 6.2. LE BILAN DES OUVERTURES DE PROCEDURES COLLECTIVES EN 2021

### Zoom DROM : la répartition selon le statut juridique

En 2021, deux statuts juridiques dominaient largement les ouvertures de procédures collectives dans les DROM : la société à responsabilité limitée (55,6% du total) et la société par actions simplifiée (23,0%).

#### ■ Répartition des procédures collectives selon le statut juridique

Unité : part en %



Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2021

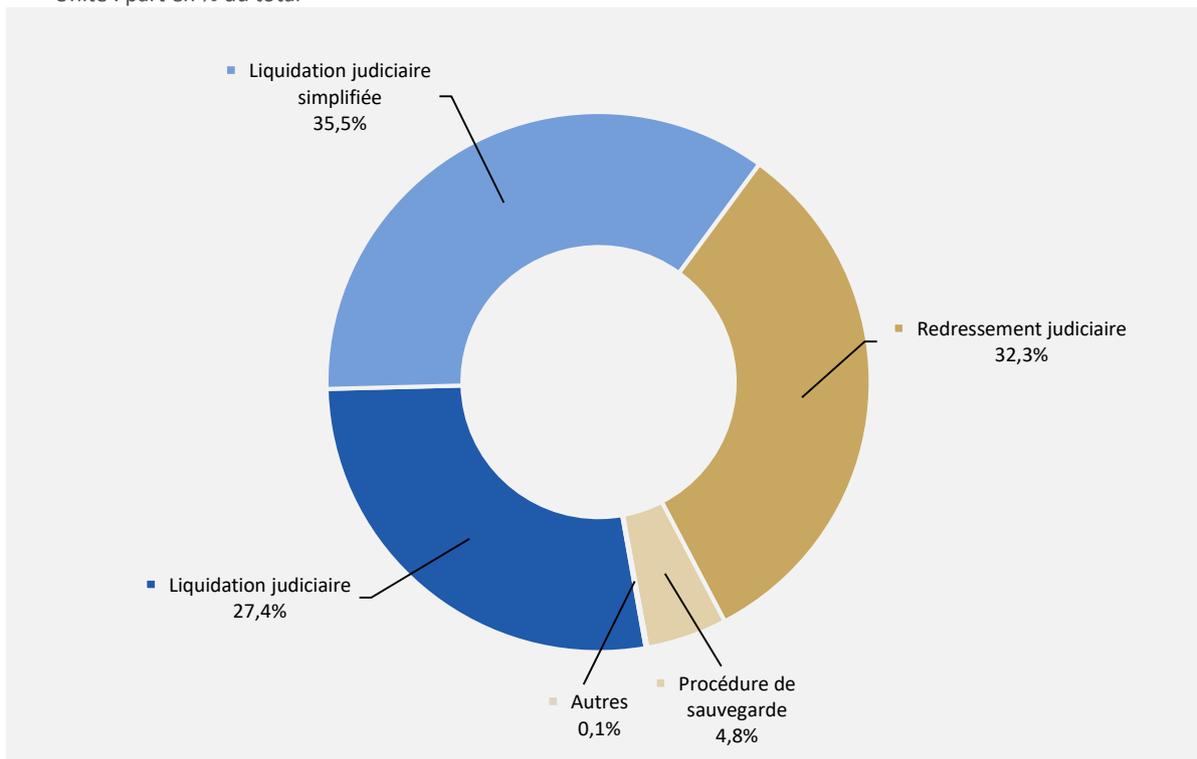
## 6.2. LE BILAN DES OUVERTURES DE PROCEDURES COLLECTIVES EN 2021

### Zoom DROM : la répartition par type de jugement

La liquidation judiciaire simplifiée était la forme de jugement la plus répandue dans les DROM pour les dossiers de procédures collectives en 2021 (35,5%). La liquidation judiciaire et le redressement judiciaire représentaient chacun environ 30% des actions menées en 2021. La procédure de sauvegarde était nettement moins usitée (4,8%).

#### ■ Répartition des ouvertures de procédures collectives par type de jugement

Unité : part en % du total



Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2021

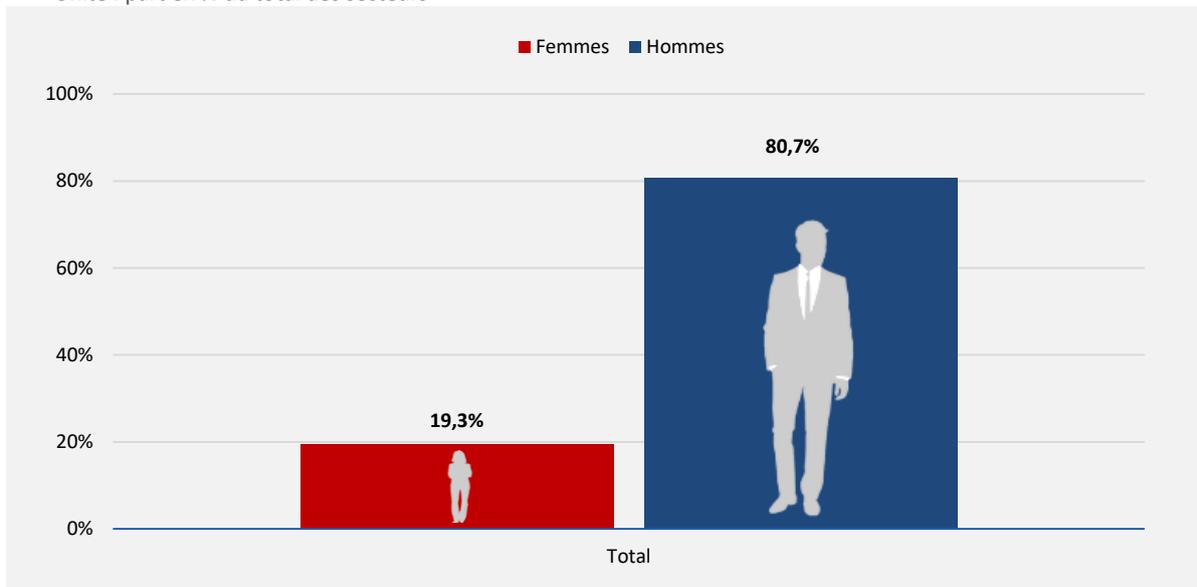
## 6.2. LE BILAN DES OUVERTURES DE PROCEDURES COLLECTIVES EN 2021

### Zoom DROM : le profil des dirigeants

Les dossiers de procédures collectives ouverts dans les DROM en 2021 concernaient une large majorité de dirigeants masculins (80,7%), dont l'âge moyen dépasse les 53 ans.

#### ■ Répartition des dirigeants par sexe dans le cadre des procédures collectives

Unité : part en % du total des secteurs



Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2021

#### ■ Âge moyen des dirigeants par sexe dans le cadre des procédures collectives

Unité : âge moyen



Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2021

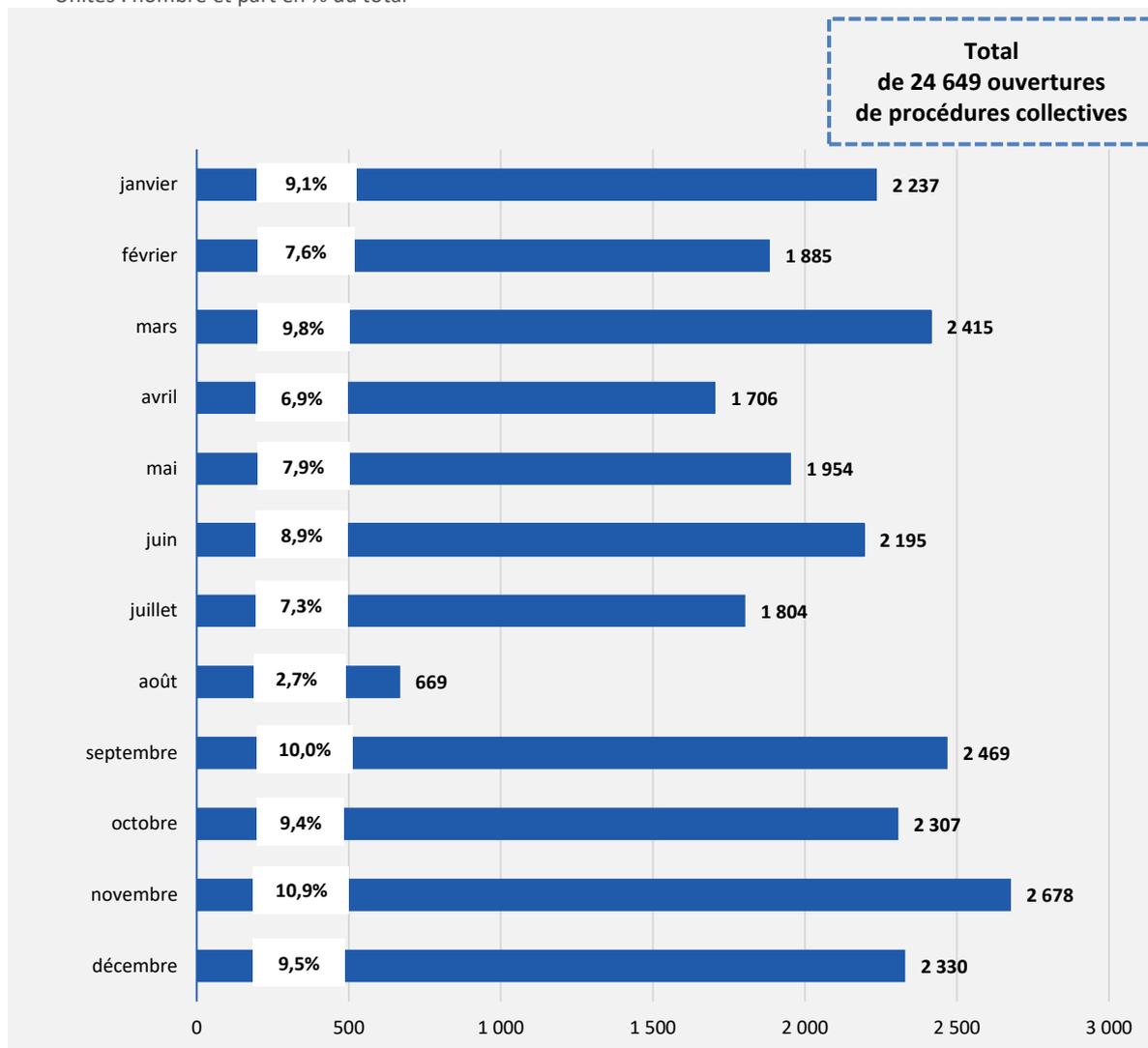
## 6.2. LE BILAN DES OUVERTURES DE PROCEDURES COLLECTIVES EN 2021

### La répartition selon les mois de l'année

Avec près de 11% du total des ouvertures de procédures collectives, le mois de novembre était le plus important en 2021. À noter que le mois d'août est traditionnellement creux, rassemblant seulement 2,7% des dossiers de procédures collectives déposés sur l'année.

#### ■ Ouvertures de procédures collectives selon les mois de l'année (\*)

Unités : nombre et part en % du total



(\*) Hors Moselle et Alsace

Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2021

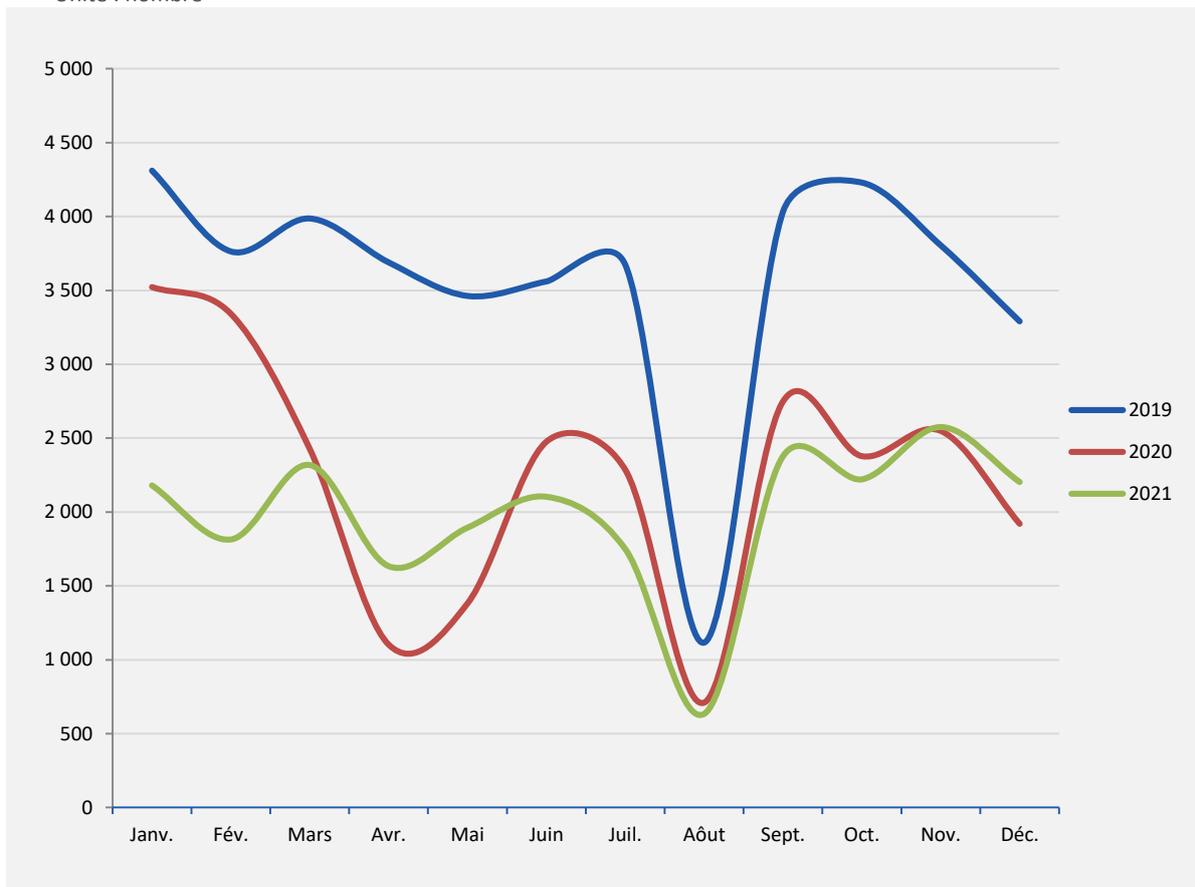
## 6.2. LE BILAN DES OUVERTURES DE PROCEDURES COLLECTIVES EN 2021

### Évolution des procédures collectives selon les mois de l'année

Traditionnellement, les ouvertures de procédures collectives sont réparties sur l'ensemble de l'année, avec une activité très nettement réduite au moins d'août.

#### ■ Procédures collectives mensuelles (\*)

Unité : nombre



(\*) Hors Moselle, Alsace et DROM

Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2021

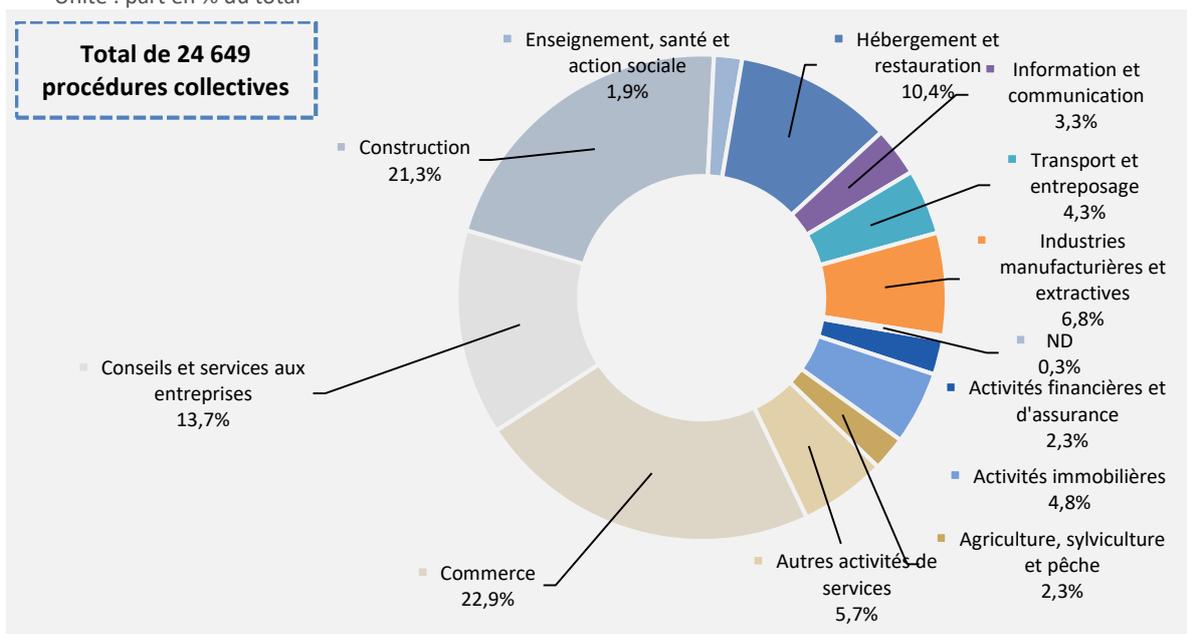
## 6.2. LE BILAN DES OUVERTURES DE PROCEDURES COLLECTIVES EN 2021

### La répartition selon le secteur d'activité

Avec 22,9% du total en 2021, le commerce restait le premier secteur d'activité pour les ouvertures de procédures collectives en France (y compris DROM), devant la construction (21,3%) et le conseil et services aux entreprises (13,7%). Sur la période 2018-2021, le poids de ces trois secteurs a reculé de 1,5 point en Métropole.

#### ■ Répartition des ouvertures de procédures collectives par grands secteurs économiques

Unité : part en % du total



(\*) Hors Moselle et Alsace

Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2021

#### ■ Répartition des ouvertures de procédures collectives par grands secteurs économiques (\*)

Unité : part en % du total

	2018	2019	2020	2021
Commerce	24,1%	23,9%	23,5%	23,0%
Construction	21,1%	20,8%	18,6%	21,2%
Conseils et services aux entreprises	10,9%	11,2%	12,5%	13,4%
Hébergement et restauration	15,5%	14,9%	15,0%	10,5%
Industries manufacturières et extractives	7,3%	6,9%	6,8%	6,7%
Autres activités de services	5,4%	5,7%	6,1%	5,8%
Activités immobilières	3,3%	3,4%	3,9%	5,0%
Transport et entreposage	4,1%	4,4%	4,1%	4,4%
Information et communication	2,6%	2,8%	3,1%	3,3%
Activités financières et d'assurance	2,2%	2,2%	2,5%	2,4%
Agriculture, sylviculture et pêche	1,4%	1,5%	1,6%	2,4%
Enseignement, santé et action sociale	2,0%	2,1%	2,0%	1,8%
Non disponible	0,2%	0,3%	0,3%	0,3%
<b>Total</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>

(\*) Hors Moselle, Alsace et DROM

Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce

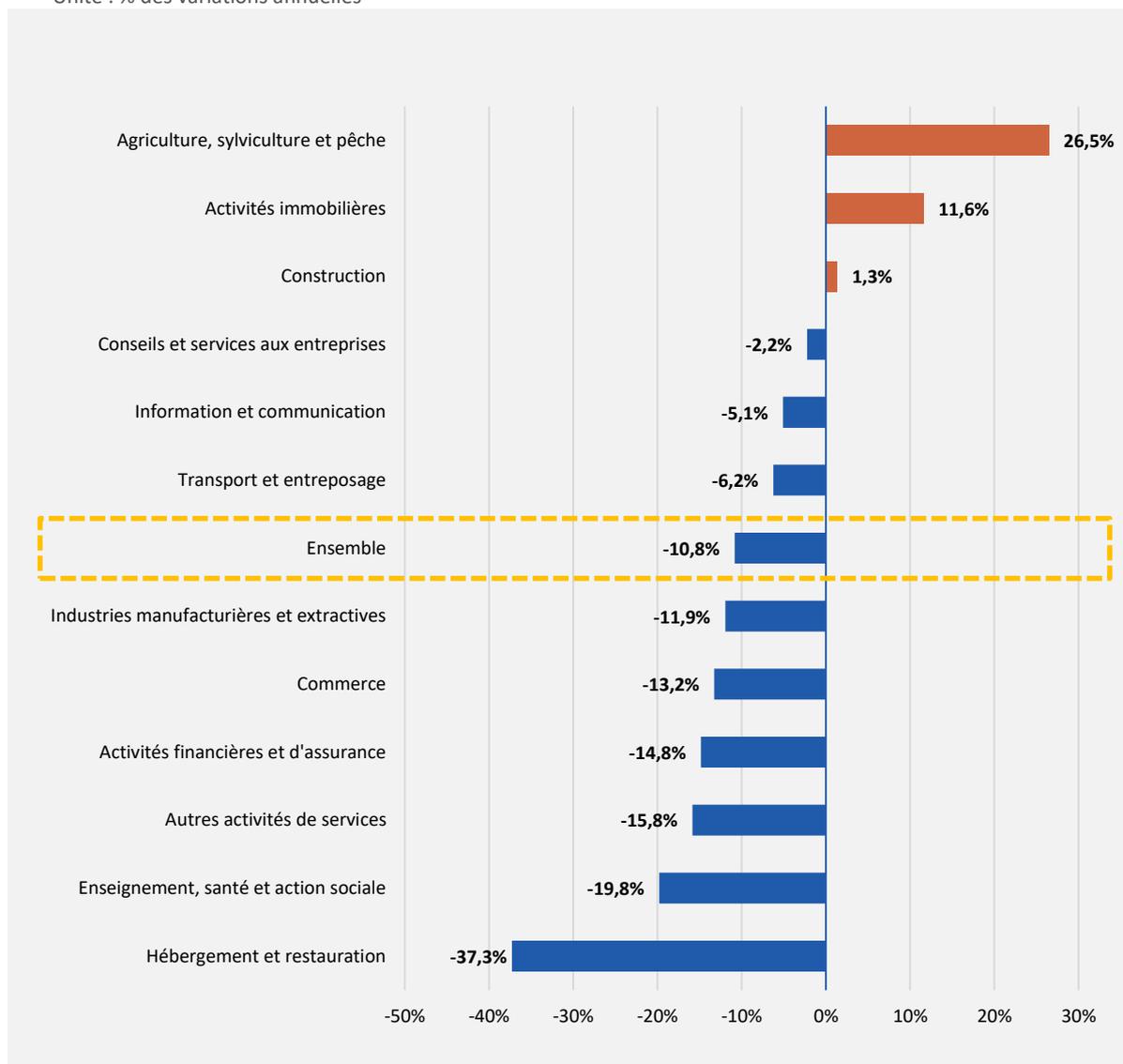
## 6.2. LE BILAN DES OUVERTURES DE PROCEDURES COLLECTIVES EN 2021

### Évolution 2020 vs 2021 des procédures collectives par secteur d'activité

Entre 2020 et 2021, la majorité des grands secteurs a enregistré une baisse de leurs procédures collectives, supérieure à 10%. Le plus fort recul provenait des activités d'hébergement/restauration (-37,3%). En revanche, les activités agricoles, sylvicoles et de pêche ont accusé une forte poussée des procédures collectives sur un an (+26,5%), loin devant les activités immobilières (+11,6%).

#### ■ Évolution des procédures collectives par secteur d'activité entre 2020 et 2021 (\*)

Unité : % des variations annuelles



(\*) Hors Moselle et Alsace

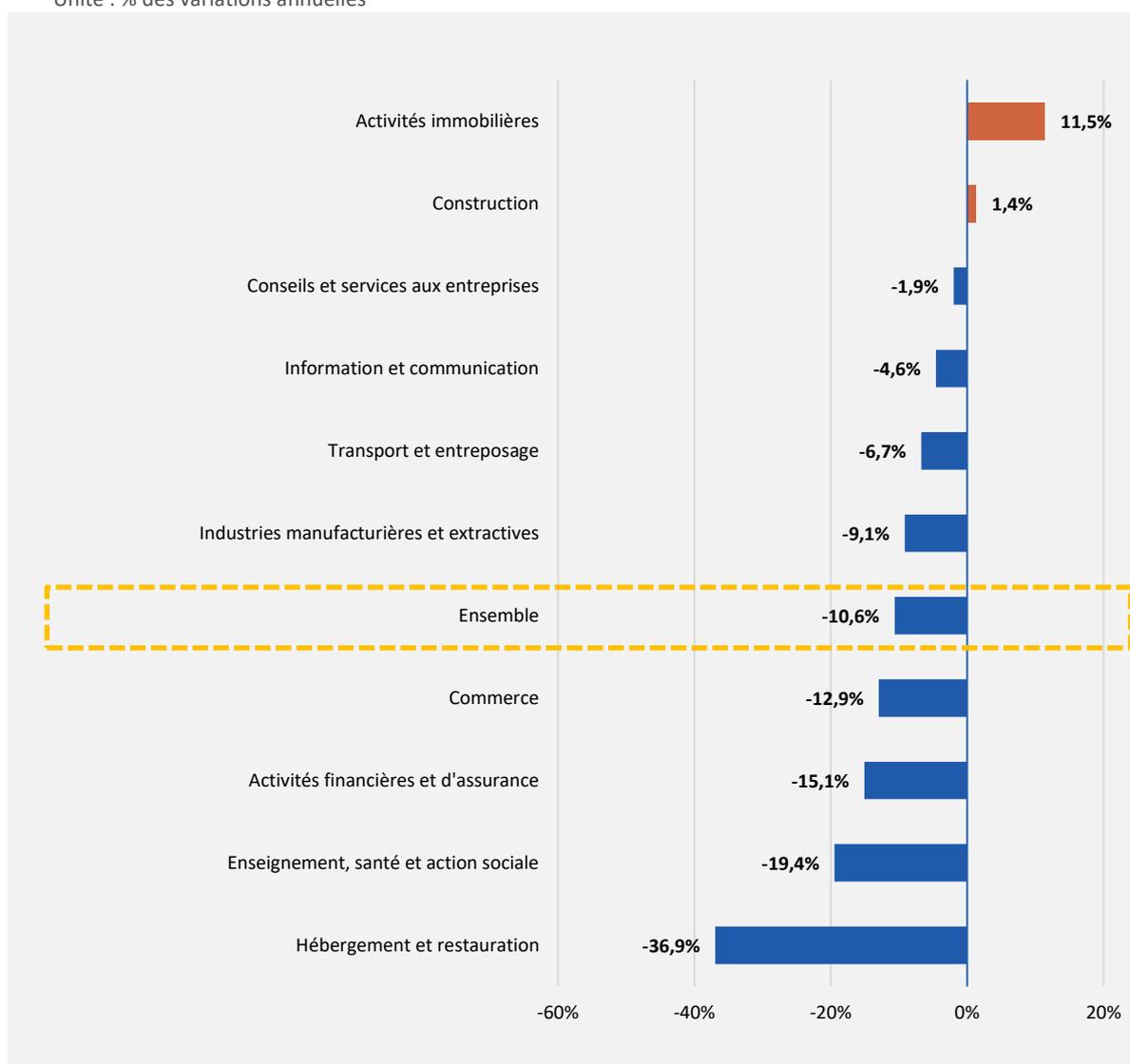
Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce

## 6.2. LE BILAN DES OUVERTURES DE PROCEDURES COLLECTIVES EN 2021

### Évolution 2020 vs 2021 des procédures collectives (hors ent. Individuelles)

En 2021, les procédures collectives (hors agriculture, sylviculture et pêche et hors entreprises individuelles) ont reculé dans 80% des secteurs, avec une baisse moyenne de 10,6%. Le repli le plus important a été enregistré par les activités d'hébergement/restauration (-36,9%).

■ **Évolution des procédures collectives par activité entre 2020 et 2021 (\*)**  
**Hors Agriculture, sylviculture et pêche et Hors entreprises individuelles**  
 Unité : % des variations annuelles



(\*) Hors Moselle, Alsace et DROM

Traitement Xerfi Spécific / Sources : Greffes des tribunaux de commerce

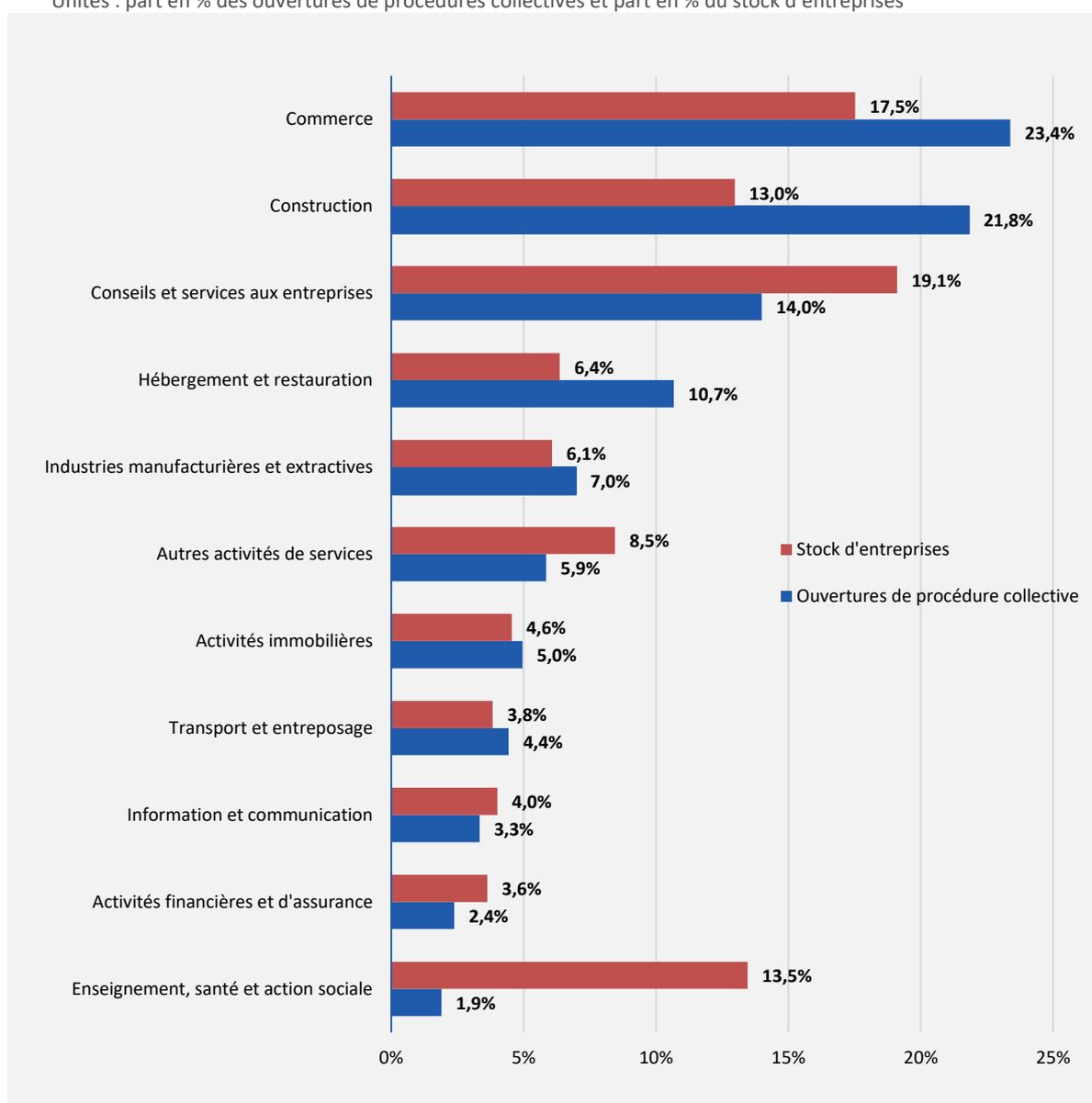
## 6.2. LE BILAN DES OUVERTURES DE PROCEDURES COLLECTIVES EN 2021

### La répartition par activités vs stock d'entreprises

Principal secteur d'activité pour les ouvertures de procédures collectives en 2021 (hors agriculture, sylviculture et pêche) avec 23,4% du total national, le commerce était également l'un des plus gros contributeurs au stock d'entreprises (17,5%). Au deuxième rang, la construction représentait 13,0% du stock d'entreprises pour 21,8% des ouvertures de procédures collectives.

#### ■ Répartition des ouvertures de procédures collectives par activité comparée au stock d'entreprises – Hors Agriculture, sylviculture et pêche (\*)

Unités : part en % des ouvertures de procédures collectives et part en % du stock d'entreprises



(\*) Hors Moselle et Alsace

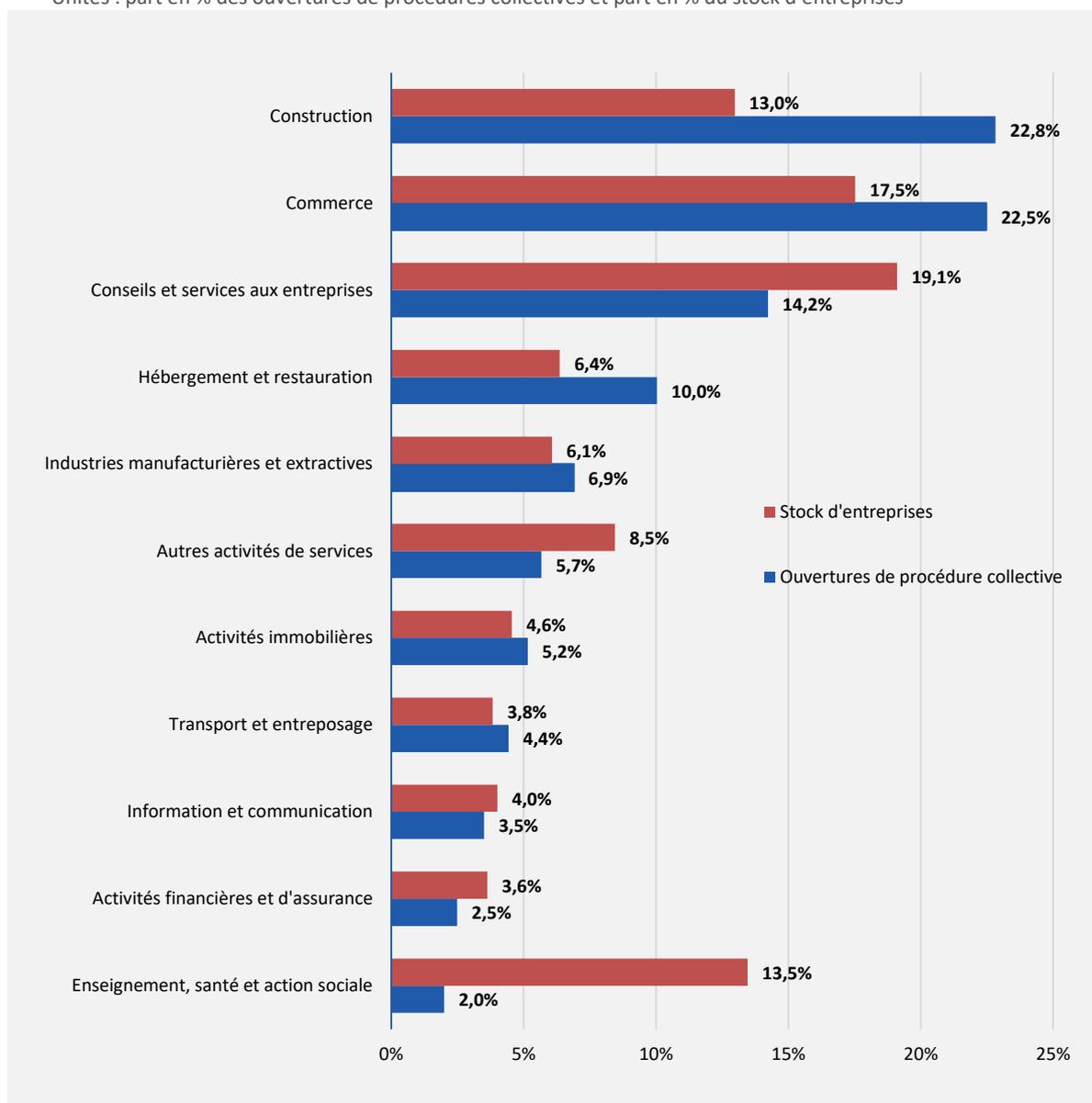
Traitement Xerfi Spécific / Sources : Greffes des tribunaux de commerce (données 2021) et Insee (données 2020)

## La répartition par activités vs stock d'entreprises (suite)

Hors entreprises individuelles et agriculture, sylviculture et pêche, la construction restait le principal secteur d'activité pour les ouvertures de procédures collectives en 2021 (22,8% du total). Il devançait les secteurs du commerce (22,5%) et le conseil et services aux entreprises (14,2%).

### ■ Répartition des ouvertures de procédures collectives par activité comparée au stock d'entreprises – Hors Agriculture, sylviculture et pêche et Hors entreprises individuelles (\*)

Unités : part en % des ouvertures de procédures collectives et part en % du stock d'entreprises



(\*) Hors Moselle et Alsace

Traitement Xerfi Spécific / Sources : Greffes des tribunaux de commerce (données 2021) et Insee (données 2020)

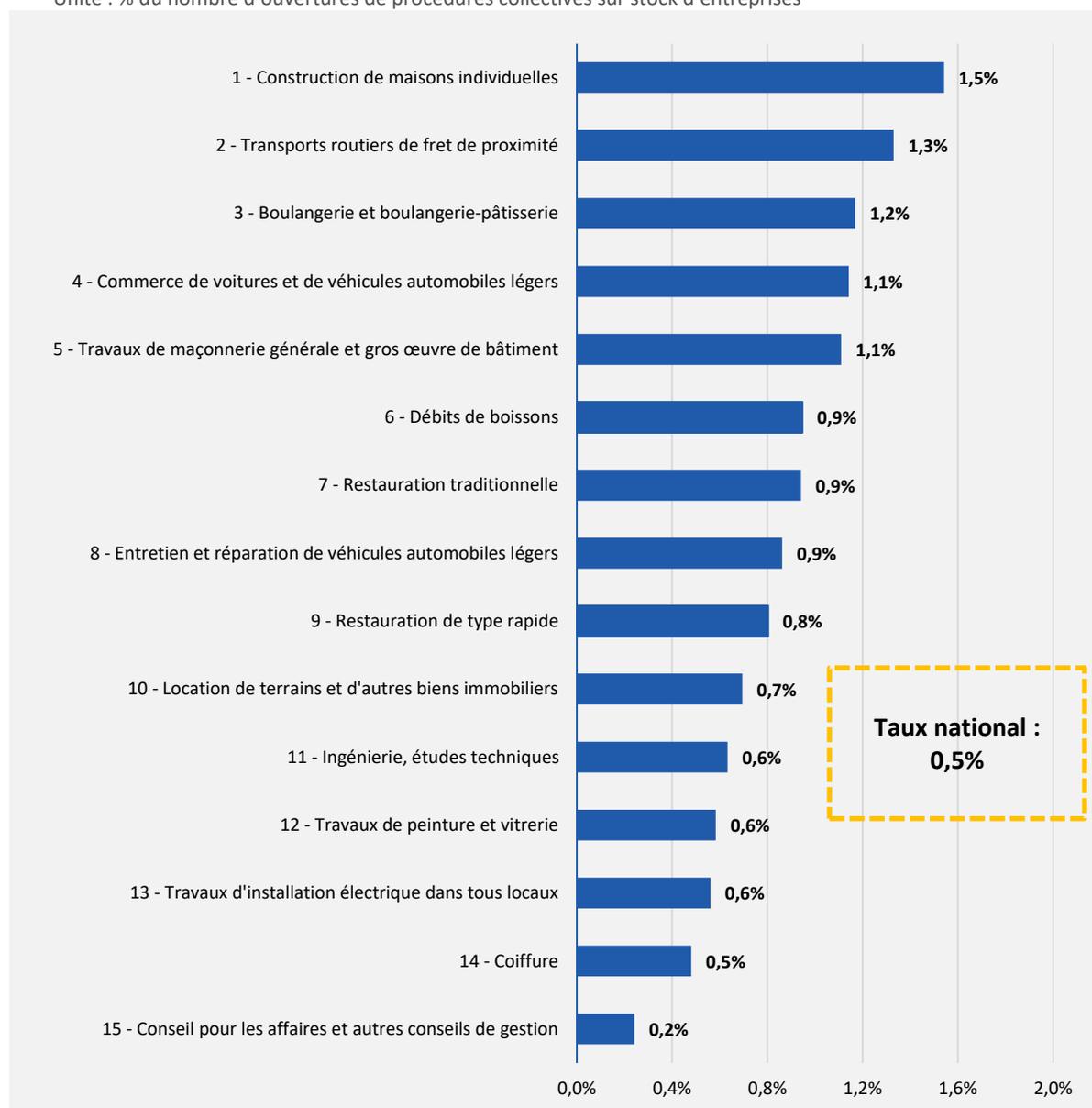
## 6.2. LE BILAN DES OUVERTURES DE PROCEDURES COLLECTIVES EN 2021

### Le top 15 du taux d'ouvertures de procédures collectives

Parmi les activités les plus représentées au sein des ouvertures de procédures collectives en 2021, la construction de maisons individuelles et le transport routier de fret de proximité enregistraient les taux les plus élevés, respectivement 1,5% et 1,3%. Ces résultats s'inscrivaient néanmoins en deçà des niveaux habituellement constatés.

#### ■ Top 15 des activités les plus représentées par taux d'ouvertures de procédures collectives

Unité : % du nombre d'ouvertures de procédures collectives sur stock d'entreprises



(\*) Hors Moselle et Alsace

Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2021

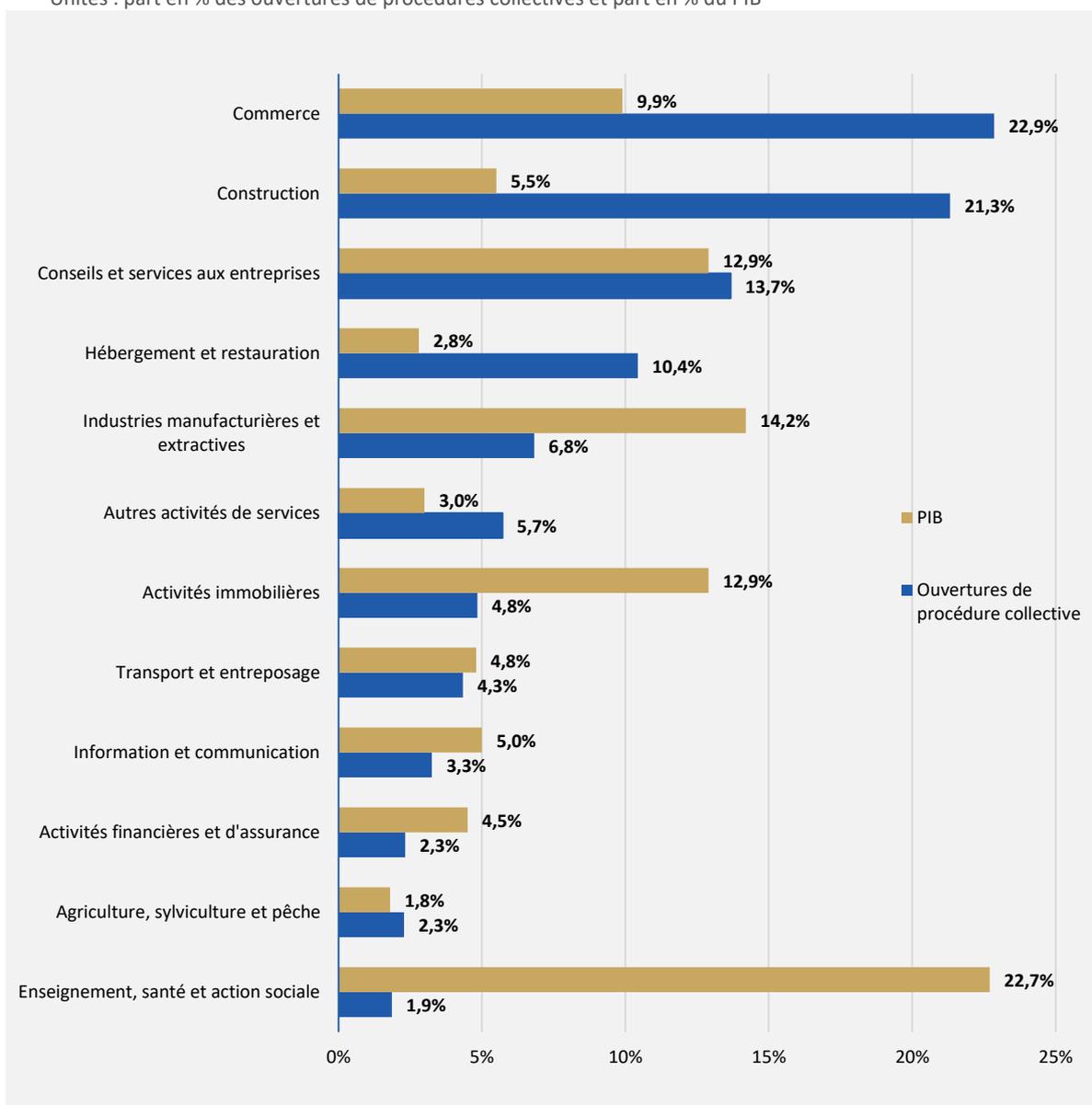
## 6.2. LE BILAN DES OUVERTURES DE PROCEDURES COLLECTIVES EN 2021

### La répartition par activités vs PIB

Assurant près de 10% du PIB, le commerce représentait 22,9% des ouvertures de procédures collectives en 2021. Complétant le podium, les secteurs de la construction et le conseil et services aux entreprises présentaient les mêmes caractéristiques, à savoir une surreprésentation des ouvertures de procédures collectives comparativement à leur poids dans le PIB.

#### ■ Répartition des ouvertures de procédures collectives par activité comparée au PIB (\*)

Unités : part en % des ouvertures de procédures collectives et part en % du PIB



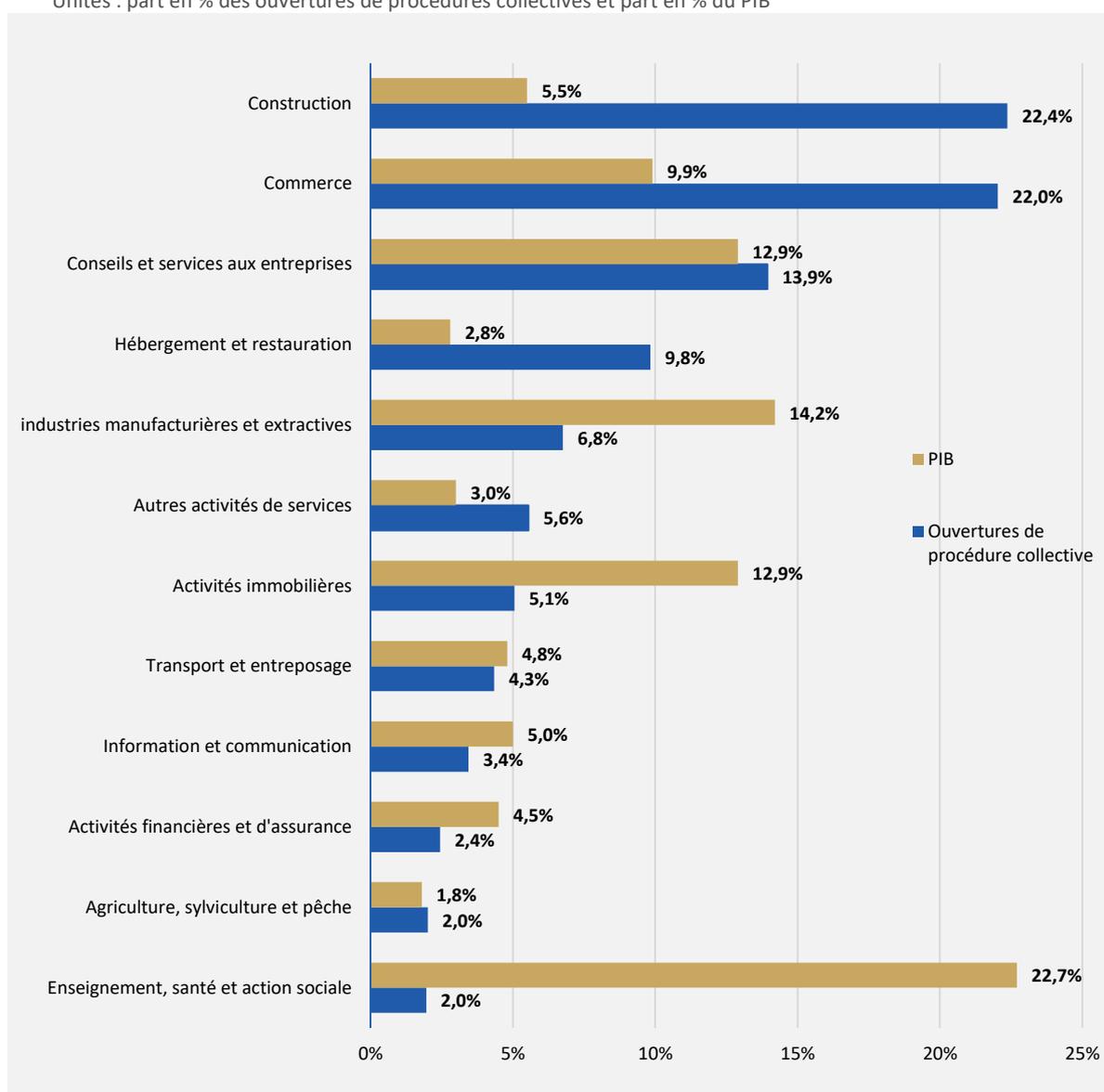
(\*) Hors Moselle et Alsace

Traitement Xerfi Spécific / Sources : Greffes des tribunaux de commerce (données 2021) et Insee (données 2015)

Conformément aux années précédentes, les secteurs du commerce et de la construction contribuaient le plus aux ouvertures de procédures collectives hors entreprises individuelles en 2021, cumulant 44,4% du total des dossiers déposés.

**Répartition des ouvertures de procédures collectives par activité comparée au PIB (\*)**  
**Hors entreprises individuelles**

Unités : part en % des ouvertures de procédures collectives et part en % du PIB



(\*) Hors Moselle et Alsace

Traitement Xerfi Spécific / Sources : Greffes des tribunaux de commerce (données 2021) et Insee (données 2015)

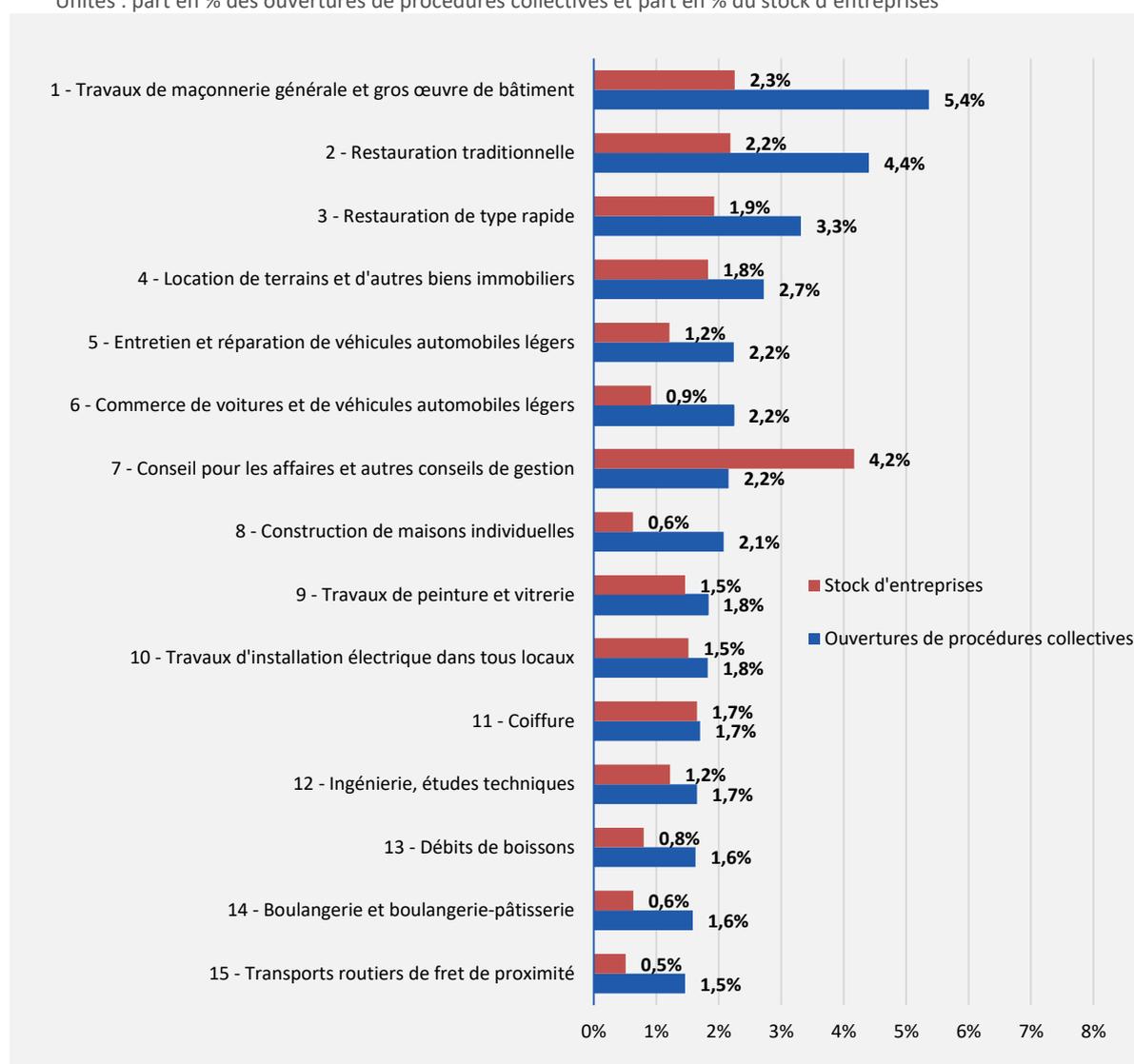
## 6.2. LE BILAN DES OUVERTURES DE PROCEDURES COLLECTIVES EN 2021

### Le top 15 des activités les plus représentées

Les activités de restauration, traditionnelle et rapide, figuraient parmi les principaux segments représentés dans les ouvertures de procédures collectives en 2021, avec respectivement 4,4% et 3,3% des dossiers déposés. Les travaux de maçonnerie et de gros œuvre apparaissent toutefois en première position du top 3, cumulant 5,4% du total.

#### ■ Top 15 des activités les plus représentées dans les ouvertures de procédures collectives comparé au stock d'entreprises – Hors Agriculture, sylviculture et pêche (\*)

Unités : part en % des ouvertures de procédures collectives et part en % du stock d'entreprises



(\*) Hors Moselle et Alsace

Traitement Xerfi Spécific / Sources : Greffes des tribunaux de commerce (données 2021) et Insee (données 2020)

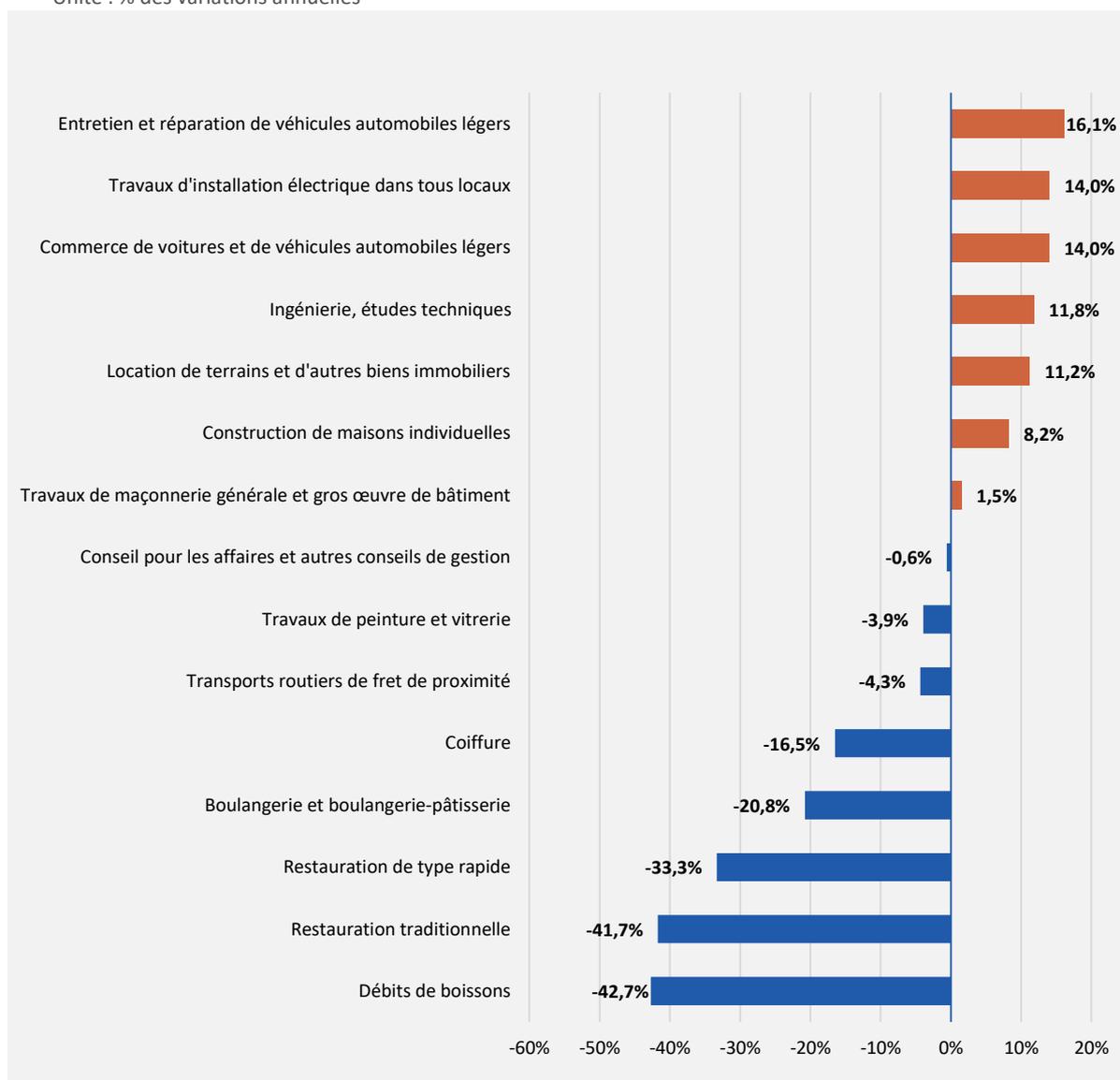
## 6.2. LE BILAN DES OUVERTURES DE PROCEDURES COLLECTIVES EN 2021

### Évolution 2020 vs 2021 du top 15 des activités les plus représentées

Sur les 15 activités les plus représentées dans les procédures collectives en 2021, un peu plus de la moitié enregistraient un recul de leurs procédures collectives. Le repli le plus important concernait le secteur des débits de boissons (-42,7%).

#### ■ Évolution du Top 15 des activités les plus représentées dans les procédures collectives entre 2020 et 2021

Unité : % des variations annuelles



(\*) Hors Moselle et Alsace

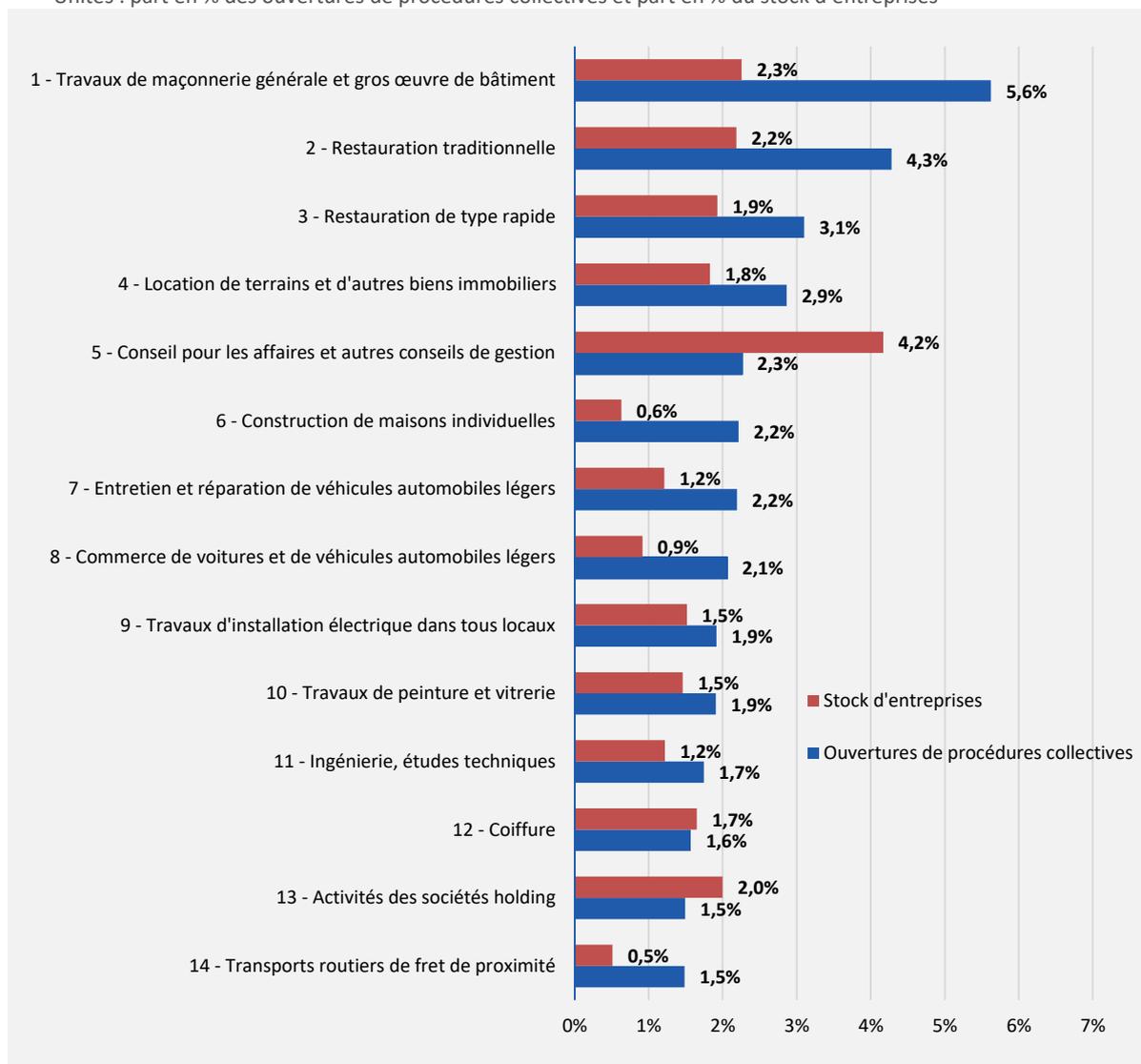
Traitement Xerfi Spécific / Sources : Greffes des tribunaux de commerce

## Le top 14 des activités les plus représentées (suite)

Hors entreprises individuelles et agriculture, sylviculture et pêche, les travaux de maçonnerie et de gros œuvre de bâtiment restaient la première activité touchée par des ouvertures de procédures collectives en 2021 (5,6% du total). Le secteur devançait la restauration traditionnelle (4,3% du total) et la restauration rapide (3,1%).

### ■ Top 14 des activités les plus représentées dans les ouvertures de procédures collectives comparé au stock d'entreprises – Hors Agriculture, sylviculture et pêche et Hors entreprises individuelles (\*)

Unités : part en % des ouvertures de procédures collectives et part en % du stock d'entreprises



(\*) Hors Moselle et Alsace

Traitement Xerfi Spécific / Sources : Greffes des tribunaux de commerce (données 2021) et Insee (données 2020)

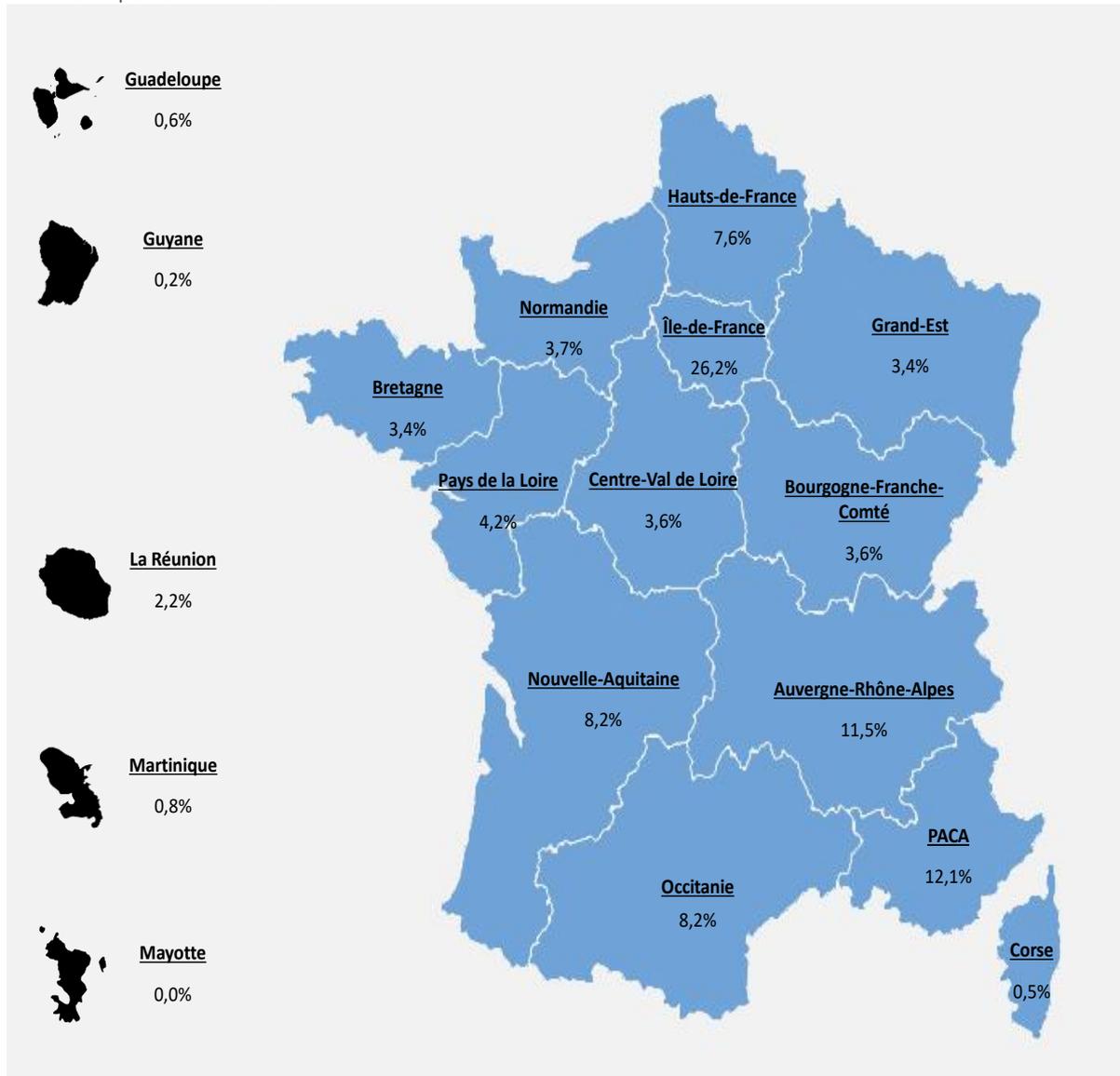
## 6.2. LE BILAN DES OUVERTURES DE PROCEDURES COLLECTIVES EN 2021

### La répartition selon la localisation

L'Île-de-France restait la première région pour les ouvertures de procédures collectives en 2021, avec 26,2% des dossiers déposés. Comme en 2020, la Provence-Alpes-Côte d'Azur et l'Auvergne-Rhône-Alpes complétaient le top 3, avec respectivement 12,1% et 11,5% du total.

#### ■ Répartition des ouvertures de procédures collectives par région (\*)

Unité : part en % du total



(\*) Hors Moselle et Alsace

Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2021

Sur les 13 régions de France métropolitaine, 9 ont vu leur poids s'alléger dans les ouvertures de procédures collectives entre 2018 et 2021. La plus forte baisse revenait à la Normandie et l'Occitanie (-0,8 point chacune). A l'inverse, la plus forte croissance était imputable à la Provence-Alpes Côte d'Azur (+1,9 point).

### ■ Répartition des ouvertures de procédures collectives par région (\*)

Unité : part en % du total

	2018	2019	2020	2021
Auvergne-Rhône-Alpes	12,3%	12,4%	12,0%	12,0%
Bourgogne-Franche-Comté	3,7%	4,0%	4,2%	3,7%
Bretagne	3,9%	4,0%	4,0%	3,5%
Centre - Val de Loire	3,6%	3,6%	3,5%	3,8%
Corse	0,7%	0,8%	0,7%	0,6%
Grand Est	3,8%	3,8%	3,2%	3,5%
Hauts-de-France	8,5%	8,1%	8,3%	7,9%
Ile-de-France	25,5%	25,3%	26,2%	27,3%
Normandie	4,6%	4,5%	4,4%	3,8%
Nouvelle Aquitaine	8,8%	8,6%	8,6%	8,5%
Occitanie	9,3%	9,4%	8,9%	8,5%
Pays de la Loire	4,8%	4,4%	4,3%	4,4%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	10,6%	11,2%	11,8%	12,5%
<b>Total</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>

(\*) Hors Moselle, Alsace et DROM / Classement par ordre alphabétique  
 Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce

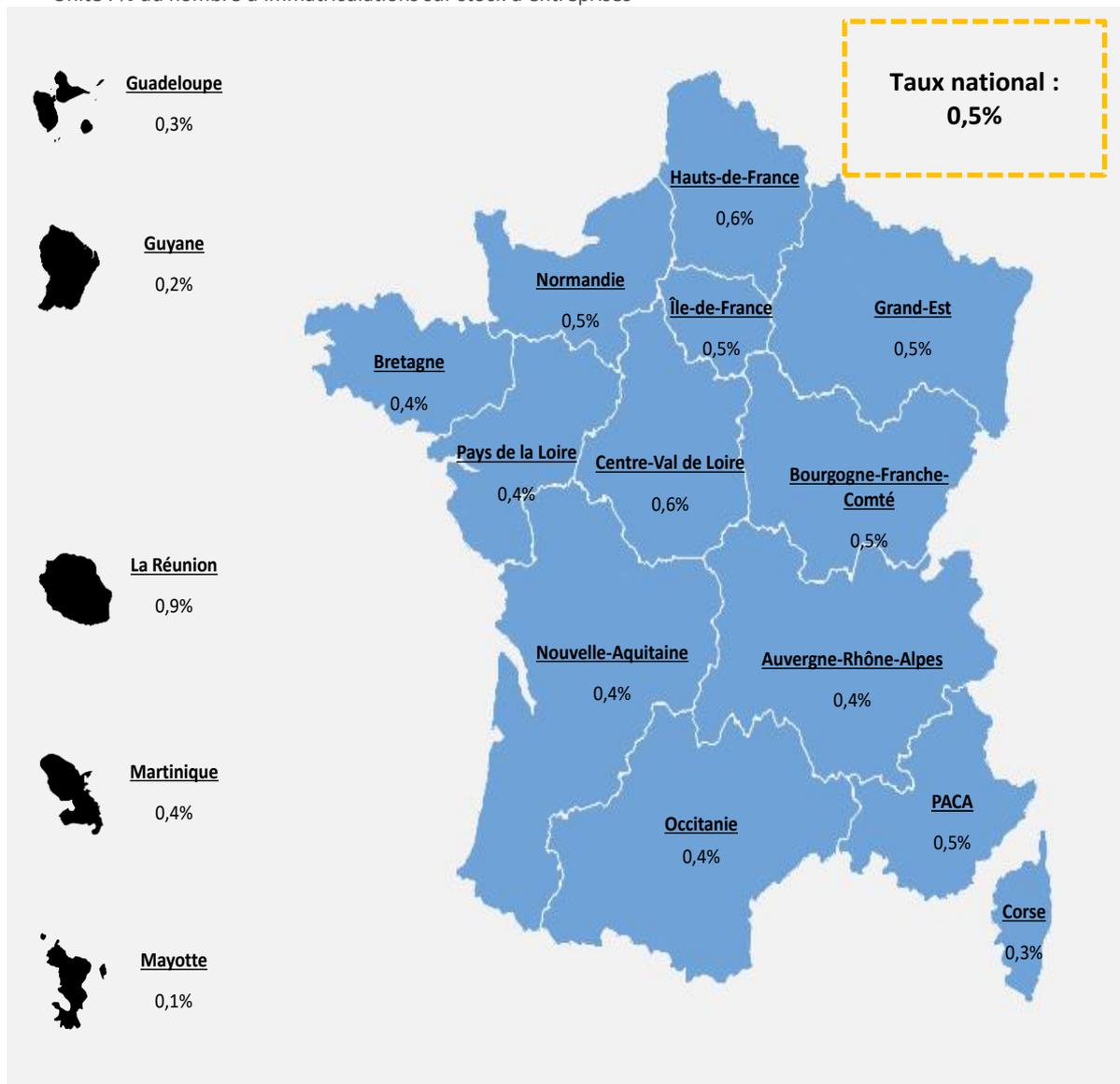
## 6.2. LE BILAN DES OUVERTURES DE PROCEDURES COLLECTIVES EN 2021

### Le taux d'ouverture de procédure collective

En 2021, le taux national d'ouvertures de procédures collectives s'établissait à 0,5% en France. En Métropole, les Hauts-de-France et le Centre-Val de Loire affichaient le taux le plus élevé (0,6%). Dans les DROM, La Réunion affichait un taux proche des 1%.

#### ■ Taux d'ouvertures de procédures collectives national et par région (\*) – Hors Agriculture, sylviculture et pêche

Unité : % du nombre d'immatriculations sur stock d'entreprises



(\*) Hors Moselle et Alsace

Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2021

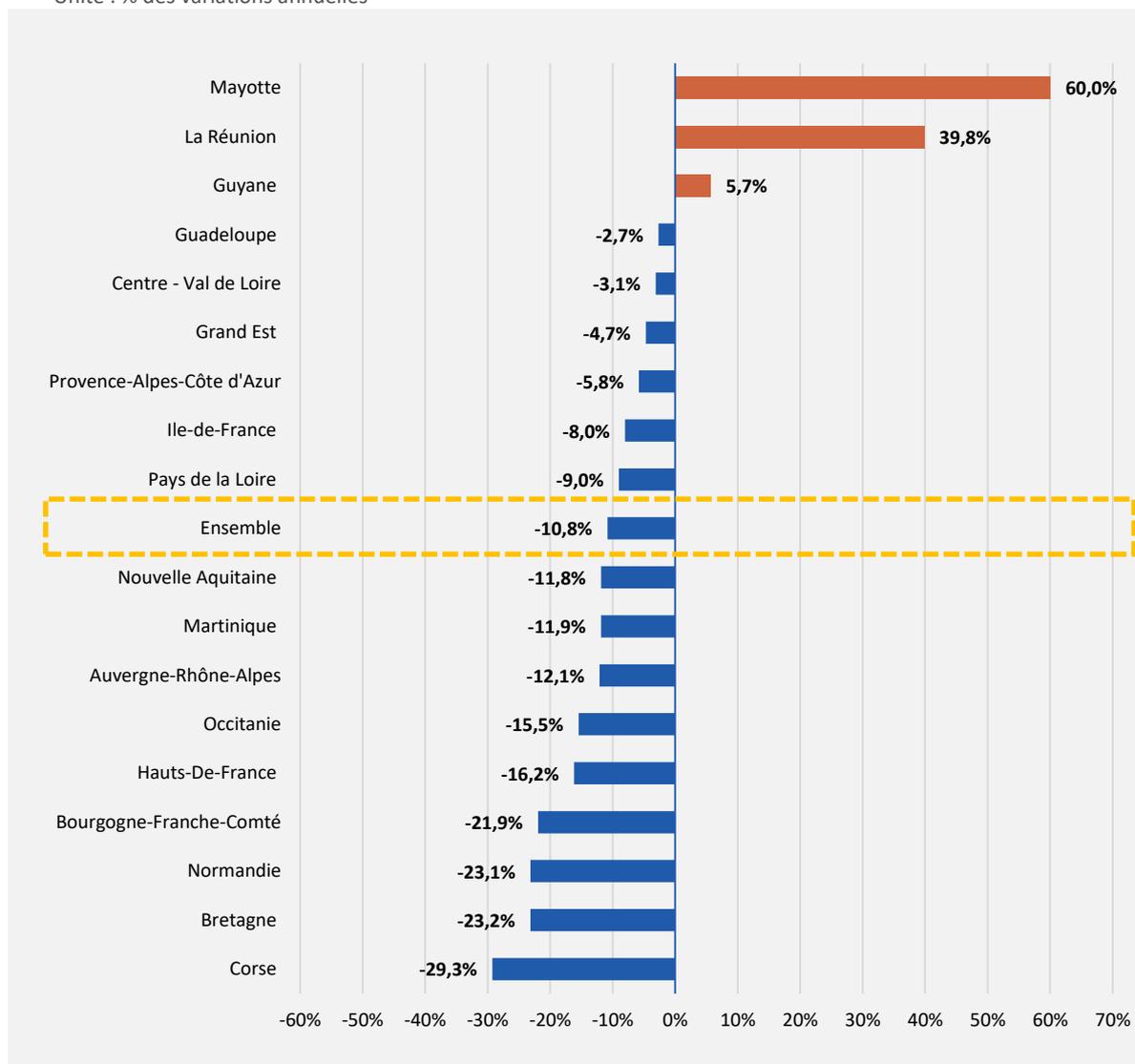
## 6.2. LE BILAN DES OUVERTURES DE PROCEDURES COLLECTIVES EN 2021

### Évolution 2020 vs 2021 des procédures collectives par région

Toutes les régions de France métropolitaine ont enregistré une baisse de leurs procédures collectives en 2021. La Corse affichait le plus fort recul (-29,3%), devant la Bretagne (-23,2%) et la Normandie (-23,1%). En revanche, trois territoires d'Outre-Mer ont enregistré une hausse des procédures, notamment La Réunion (+39,8%), principale zone d'activité économique des DROM.

#### ■ Évolution des procédures collectives par région entre 2020 et 2021 (\*)

Unité : % des variations annuelles



(\*) Hors Moselle, Alsace et DROM

Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2021

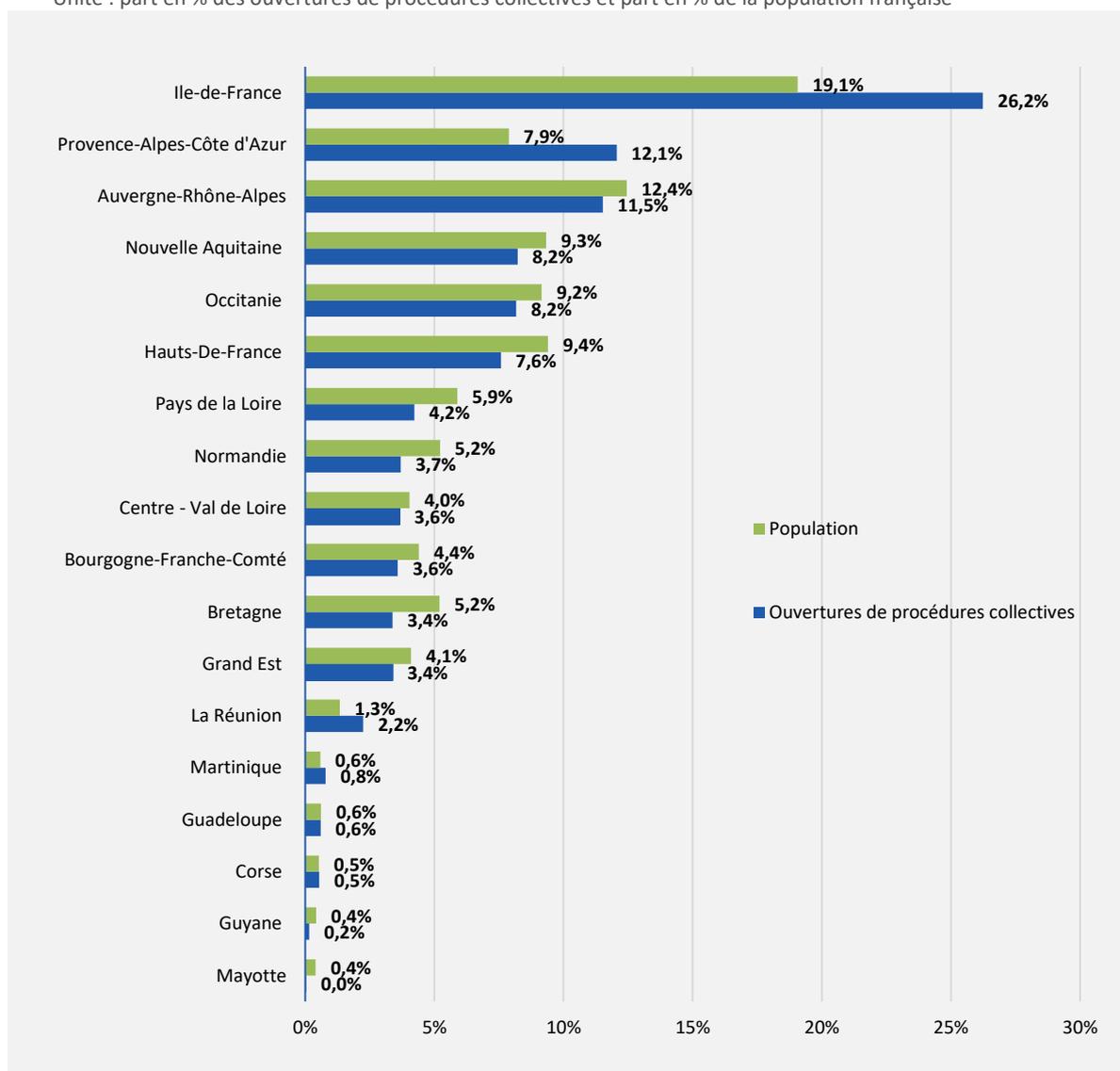
## 6.2. LE BILAN DES OUVERTURES DE PROCEDURES COLLECTIVES EN 2021

### La répartition géographique vs population française

Accueillant 19,1% de la population, l’Île-de-France contribuait à 26,2% des ouvertures de procédures collectives en 2021, devant la Provence-Alpes-Côte d’Azur (12,1%) et l’Auvergne-Rhône-Alpes (11,5%). Ces trois régions figuraient parmi les plus peuplées (39,4% de la population). À l’exception de la région francilienne, on observe une bonne corrélation entre le poids des régions dans les ouvertures de procédures collectives et leur poids dans la population totale.

#### ■ Répartition géographique des ouvertures de procédures collectives comparée à la population française (\*)

Unité : part en % des ouvertures de procédures collectives et part en % de la population française



(\*) Hors Moselle et Alsace

Traitement Xerfi Spécific / Sources : Greffes des tribunaux de commerce (données 2021) et Insee (données 2019)

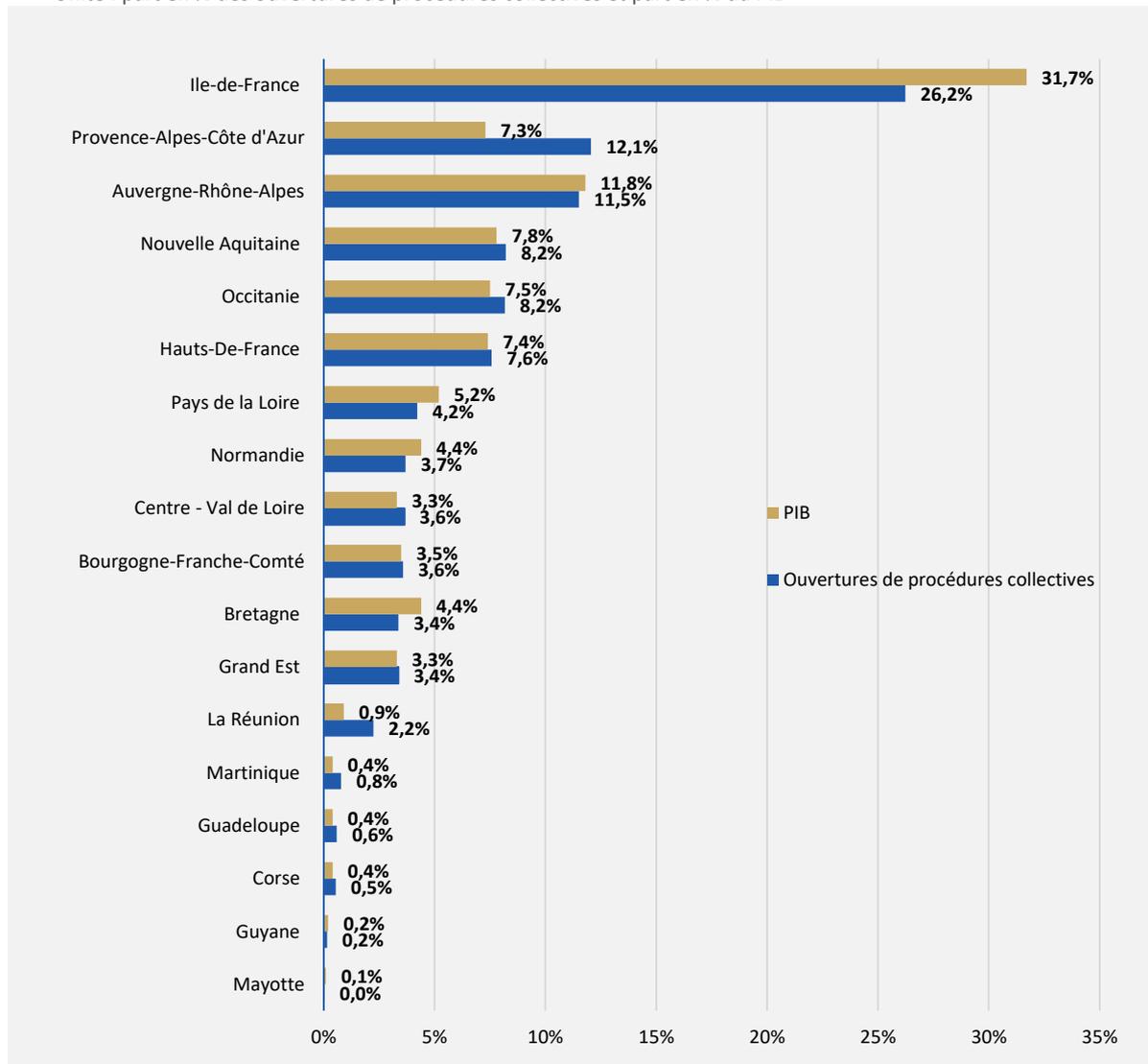
## 6.2. LE BILAN DES OUVERTURES DE PROCEDURES COLLECTIVES EN 2021

### La répartition géographique vs PIB

Région la plus riche (près de 32% du PIB), l’Ile-de-France était également la première contributrice aux ouvertures de procédures collectives en 2021, avec plus du quart du total.

#### ■ Répartition géographique des ouvertures de procédures collectives comparée au PIB (\*)

Unité : part en % des ouvertures de procédures collectives et part en % du PIB



(\*) Hors Moselle et Alsace

Traitement Xerfi Spécific / Sources : Greffes des tribunaux de commerce (données 2021) et Insee (données 2015)

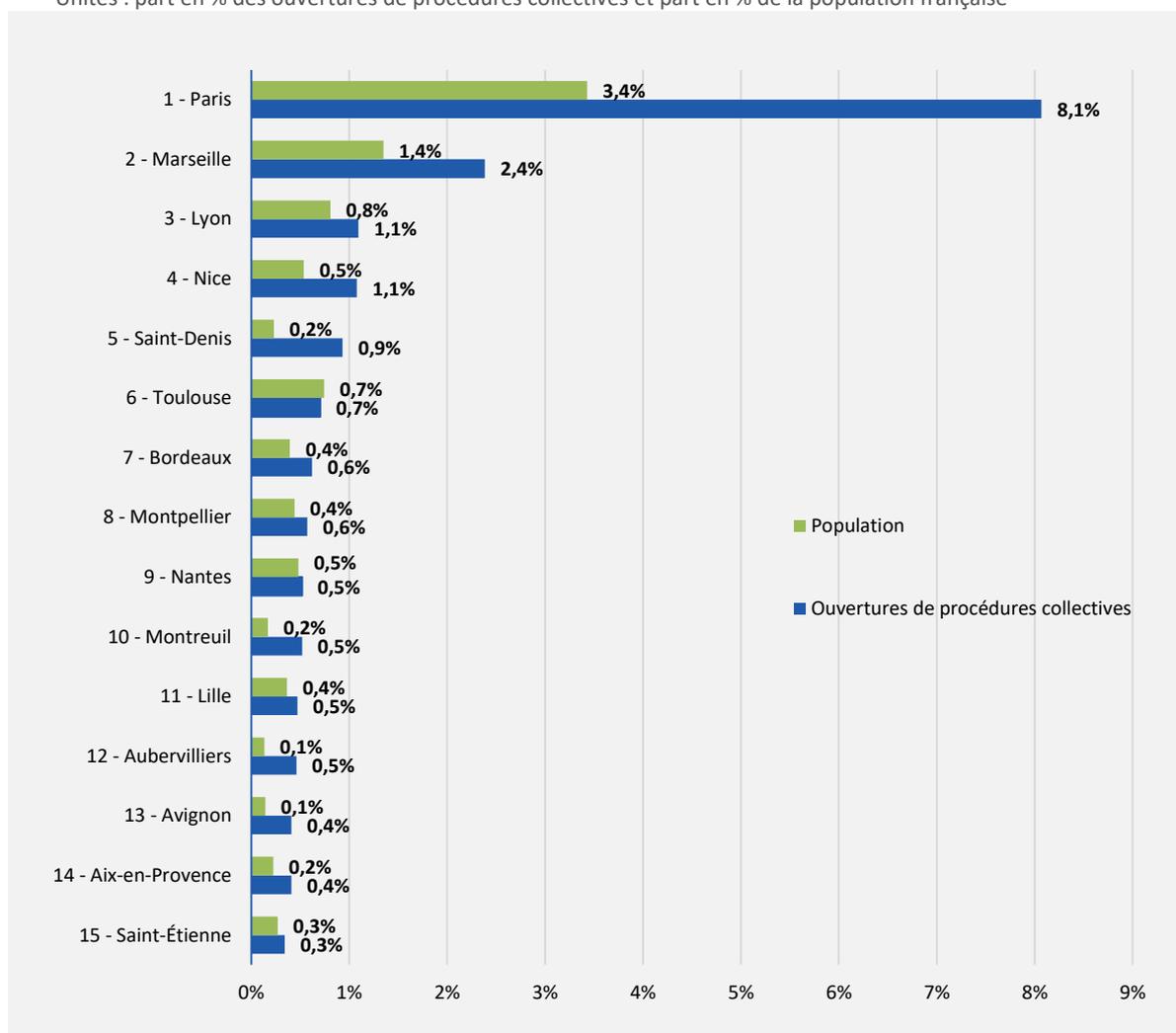
## 6.2. LE BILAN DES OUVERTURES DE PROCEDURES COLLECTIVES EN 2021

### Le top 15 des villes

Ville la plus peuplée de France (3,4% de la population totale), Paris représentait 8,1% des ouvertures de procédures collectives en 2021, devançant très largement Marseille (2,4% du total) et Lyon (1,1% du total). Il convient de souligner la surreprésentation du département de Seine-Saint-Denis (Saint-Denis, Montreuil et Aubervilliers) dans le top 15 des agglomérations en termes d'ouvertures de procédures collectives.

#### ■ Top 15 des villes enregistrant le plus grand nombre d'ouvertures de procédures collectives comparé à la population (\*)

Unités : part en % des ouvertures de procédures collectives et part en % de la population française



(\*) Hors Moselle et Alsace

Traitement Xerfi Spécific / Sources : Greffes des tribunaux de commerce (données 2021) et Insee (données 2019)

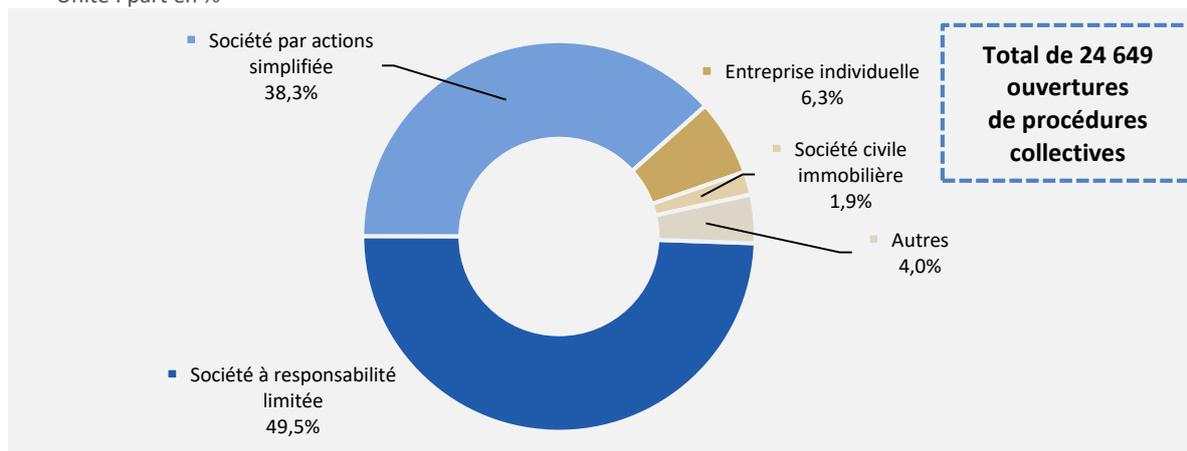
## 6.2. LE BILAN DES OUVERTURES DE PROCEDURES COLLECTIVES EN 2021

### La répartition selon le statut juridique

Représentant 49,5% du total en 2021, la société à responsabilité limitée (SARL) restait encore le principal statut juridique des entreprises visées par une ouverture de procédure collective. Venaient ensuite la société par actions simplifiée (38,3% du total) et l'entreprise individuelle (6,3% du total).

#### ■ Répartition des ouvertures de procédures collectives selon le statut juridique (\*)

Unité : part en %

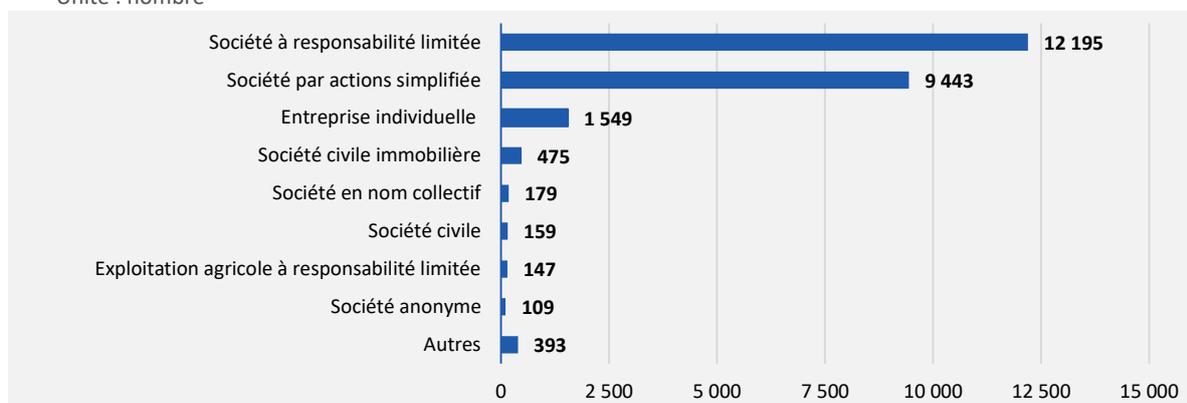


(\*) Hors Moselle et Alsace

Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2021

#### ■ Ouvertures de procédures collectives selon le statut juridique (\*)

Unité : nombre



(\*) Hors Moselle et Alsace

Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2021

#### ■ Répartition des ouvertures de procédures collectives selon le statut juridique(\*)

Unité : part en % du total

	2018	2019	2020	2021
Société à responsabilité limitée	59,5%	55,5%	53,0%	49,2%
Société par actions simplifiée	27,9%	32,6%	35,6%	38,9%
Entreprise individuelle	8,6%	7,8%	7,1%	6,3%
Société civile immobilière	1,4%	1,5%	1,6%	2,0%
Autres	2,7%	2,7%	2,8%	3,6%
<b>Total</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>

(\*) Hors Moselle, Alsace et DROM

Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce

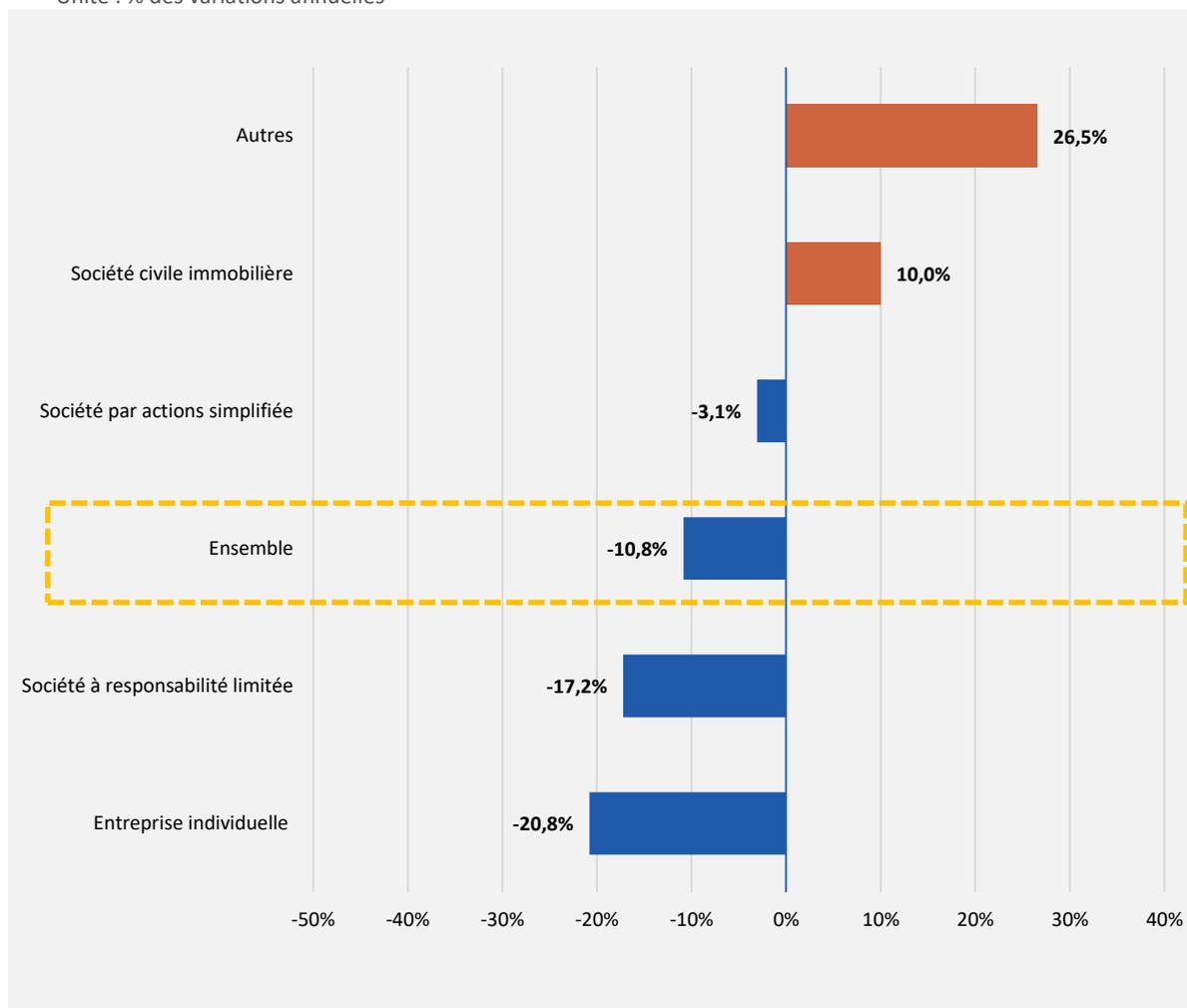
## 6.2. LE BILAN DES OUVERTURES DE PROCEDURES COLLECTIVES EN 2021

### Évolution 2020 vs 2021 des procédures collectives selon le statut juridique

Deux des trois principaux statuts juridiques étaient en baisse sur un an : l'entreprise individuelle (-20,8%) et la SARL (-17,2%). Rappelons qu'en moyenne le nombre de procédures collectives a reculé de 10,8%.

#### ■ Évolution des procédures collectives selon le statut juridique entre 2020 et 2021 (\*)

Unité : % des variations annuelles



(\*) Hors Moselle et Alsace

Traitement Xerfi Spécific/ Source : Greffes des tribunaux de commerce

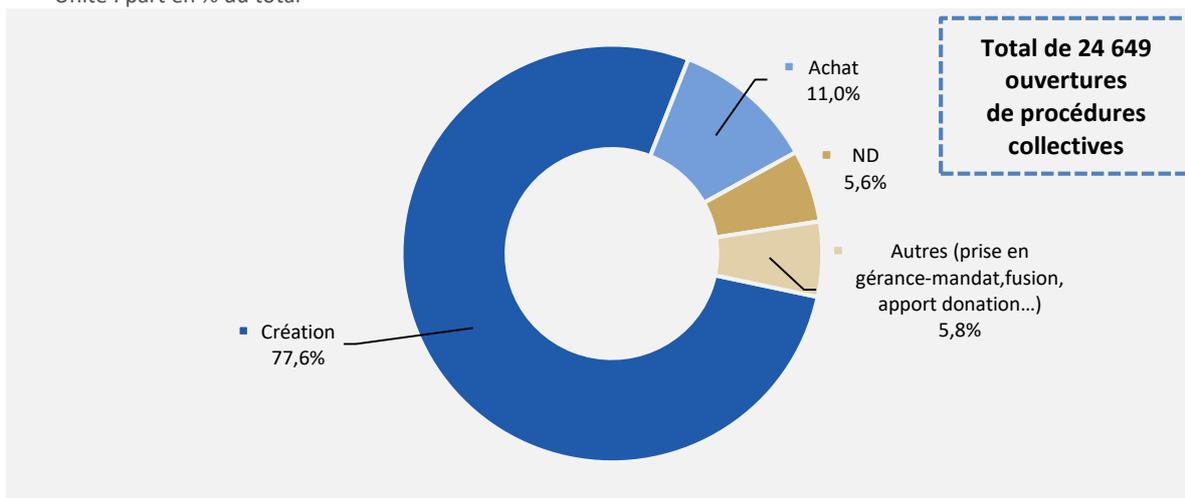
## 6.2. LE BILAN DES OUVERTURES DE PROCEDURES COLLECTIVES EN 2021

### La répartition selon l'origine des fonds

Dans 77,6% des cas, la création était à l'origine des fonds pour les entreprises visées par une ouverture de procédure collective en 2021. En Métropole, cette part était sensiblement plus élevée en 2021 qu'en 2018 : 77,2% contre 72,9%, soit une baisse de 4,3 points.

#### Répartition des ouvertures de procédures collectives selon l'origine des fonds (\*)

Unité : part en % du total

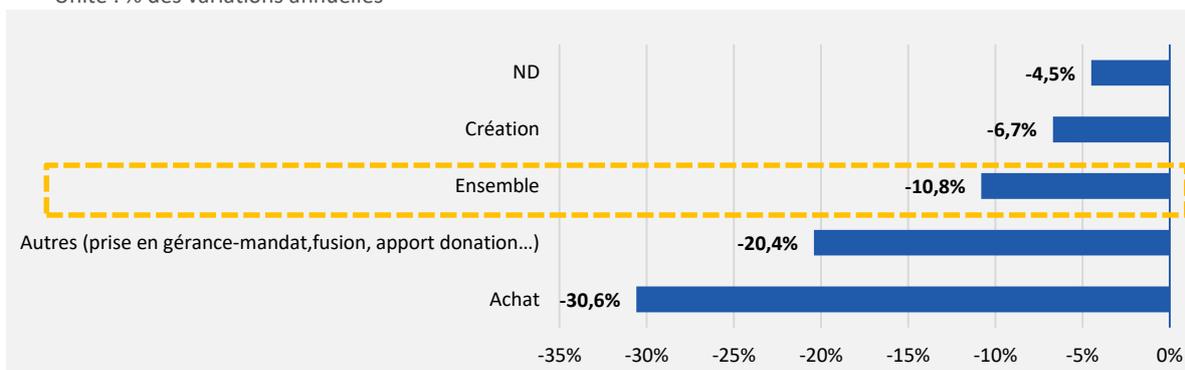


(\*) Hors Moselle et Alsace

Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2021

#### Évolution des procédures collectives selon l'origine des fonds entre 2020 et 2021 (\*)

Unité : % des variations annuelles



(\*) Hors Moselle et Alsace

Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce

#### Répartition des ouvertures de procédures collectives selon l'origine des fonds (\*)

Unité : part en % du total

	2018	2019	2020	2021
Création	72,9%	74,0%	73,7%	77,2%
Achat	16,8%	15,5%	14,5%	11,4%
Non disponible	3,1%	3,9%	5,3%	5,7%
Autres (prise en gérance-mandat, fusion, apport donation...)	10,3%	6,6%	6,5%	5,8%
<b>Total</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>

(\*) Hors Moselle, Alsace et DROM

Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce

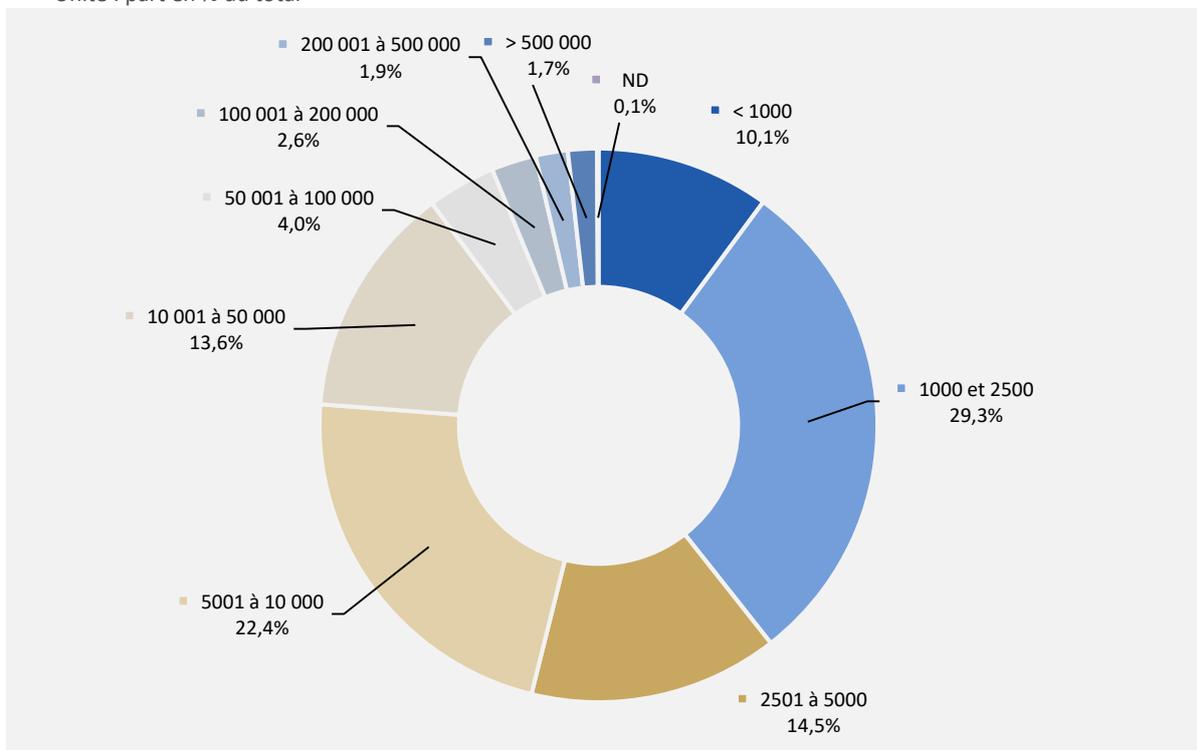
## 6.2. LE BILAN DES OUVERTURES DE PROCEDURES COLLECTIVES EN 2021

### La répartition selon le montant du capital

En 2021, près de 54% des ouvertures de procédures collectives ont été réalisées à l'encontre d'entreprises disposant d'un capital inférieur 5 000 euros.

#### ■ Répartition des ouvertures de procédures collectives selon le montant du capital Hors entreprises individuelles (\*)

Unité : part en % du total



(\*) Hors Moselle et Alsace

Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2021

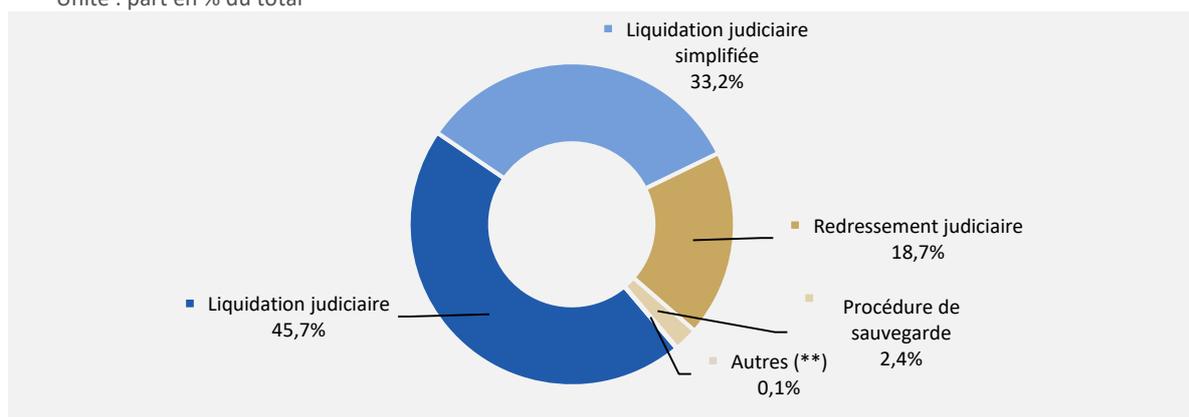
## 6.2. LE BILAN DES OUVERTURES DE PROCEDURES COLLECTIVES EN 2021

### La répartition par type de jugement

Dans près de 46% des cas, la liquidation judiciaire était le jugement le plus employé dans les ouvertures de procédures collectives en 2021, devant la liquidation judiciaire simplifiée (33,2% du total) et le redressement judiciaire (18,7%). En Métropole, le poids de la liquidation judiciaire, bien que toujours prédominant, a sensiblement reculé depuis 2018 (-5,7 points), au profit de sa version simplifiée.

#### ■ Répartition des ouvertures de procédures collectives par type de jugement (\*)

Unité : part en % du total

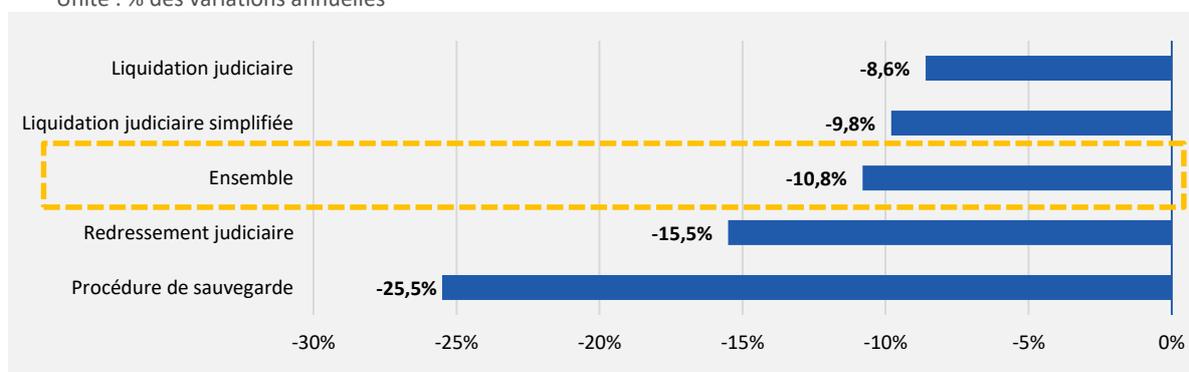


(\*) Hors Moselle et Alsace / (\*\*) Procédure de rétablissement professionnel, Procédure de sauvegarde financière accélérée, Procédure de sauvegarde accélérée

Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2021

#### ■ Évolution des procédures collectives selon le type de jugement entre 2020 et 2021 (\*)

Unité : % des variations annuelles



(\*) Hors Moselle et Alsace

Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce

#### ■ Evolution des procédures collectives selon le type de jugement (\*)

Unité : part en % du total

	2018	2019	2020	2021
Liquidation judiciaire	52,1%	48,9%	44,6%	46,4%
Liquidation judiciaire simplifiée	23,8%	24,8%	33,0%	33,1%
Redressement judiciaire	22,3%	24,5%	19,4%	18,1%
Procédure de sauvegarde	1,9%	1,9%	2,8%	2,3%
Autres (**)	0,0%	0,0%	0,1%	0,1%
<b>Total</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>

(\*) Hors Moselle, Alsace et DROM / (\*\*) Procédure de rétablissement professionnel, Procédure de sauvegarde financière accélérée, Procédure de sauvegarde accélérée

Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce

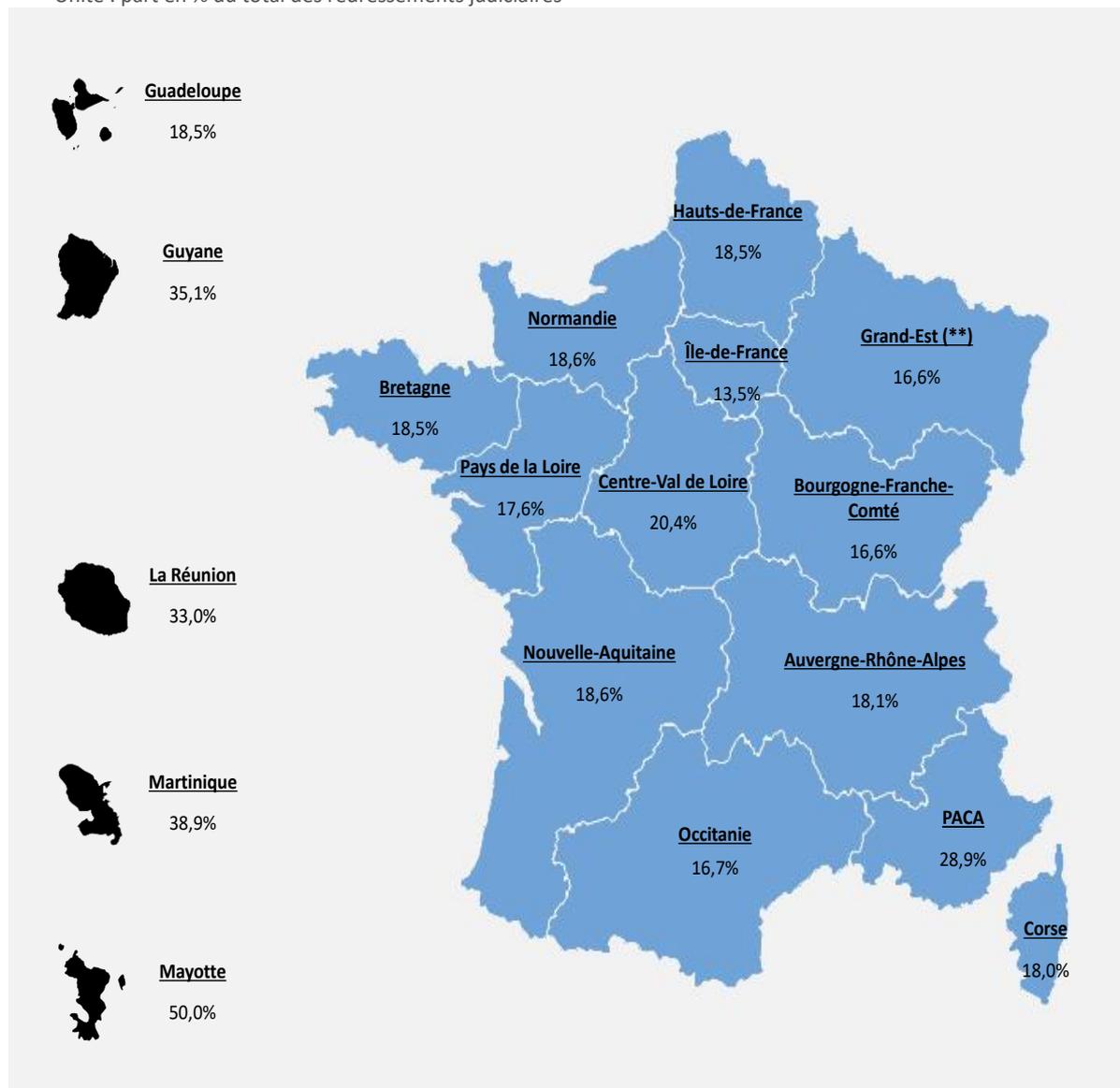
## 6. 2. LE BILAN DES OUVERTURES DE PROCEDURES COLLECTIVES EN 2021

### La répartition des procédures de redressement judiciaire par région

En France (y compris DROM), le taux de procédures de redressement judiciaire s'élevait à 18,7% en 2021. Globalement, les départements et régions d'outre-mer affichaient des niveaux très nettement supérieurs à la moyenne nationale. En Métropole, la région PACA enregistrait un taux de près de 30%, contre seulement 13,5% en Ile-de-France.

#### ■ Taux de procédures de redressement judiciaire par région (\*)

Unité : part en % du total des redressements judiciaires



(\*) Redressement judiciaire, redressement judiciaire général et redressement judiciaire simplifié

(\*\*) Hors Moselle et Alsace

Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2021

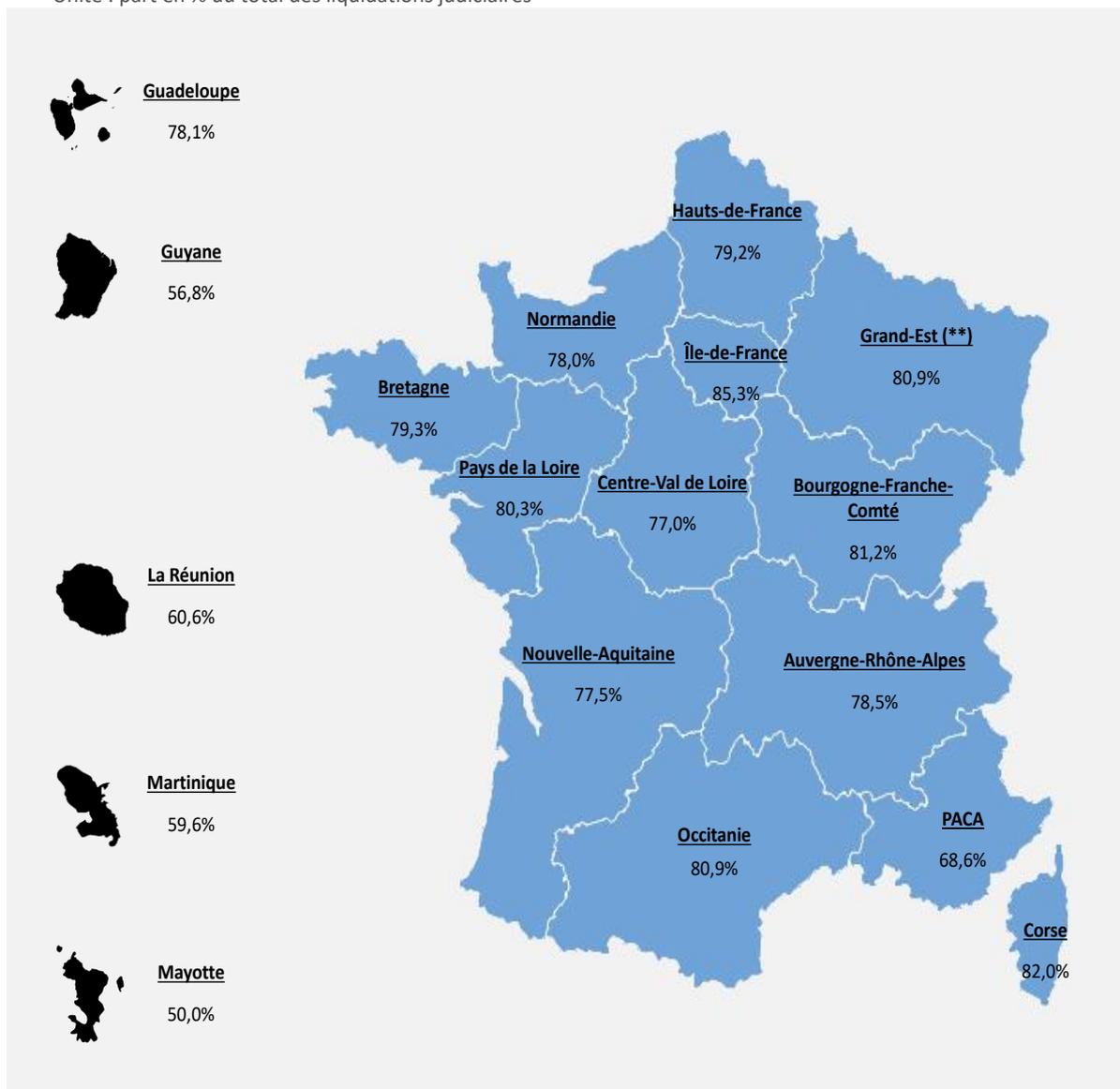
## 6. 2. LE BILAN DES OUVERTURES DE PROCEDURES COLLECTIVES EN 2021

### La répartition des procédures de liquidation judiciaire par région

En France, le taux de procédures de liquidation judiciaire se portait à 78,8% en moyenne en 2021. Il existait de fortes disparités régionales. Le plus fort ratio s'observait en Ile-de-France (85,3%) et le plus faible en Guyane (56,8%). Notons cependant que la Guyane n'enregistrait que 37 ouvertures de procédures collectives en 2021.

#### ■ Taux de procédures de liquidation judiciaire par région (\*)

Unité : part en % du total des liquidations judiciaires



(\*) Liquidation judiciaire et liquidation judiciaire simplifié / (\*\*) Hors Moselle et Alsace  
 Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2021

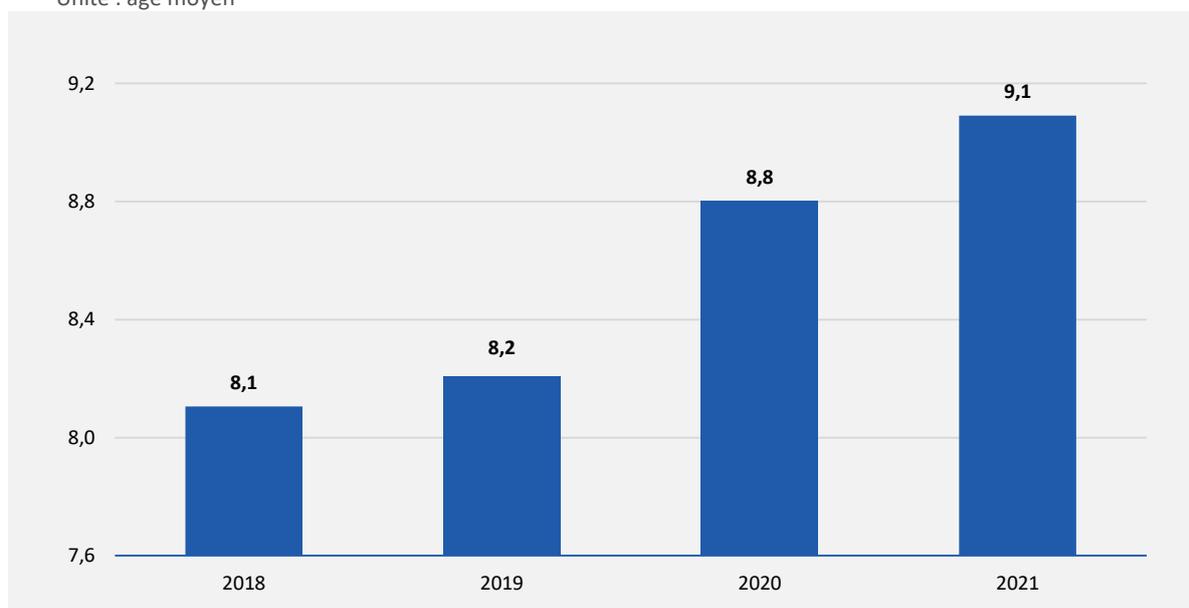
## 6. 2. LE BILAN DES OUVERTURES DE PROCEDURES COLLECTIVES EN 2021

### L'âge moyen des entreprises soumises à une ouverture de procédure collective

En 2021, l'âge moyen des entreprises soumises à une ouverture de procédure collective était de 9,1 ans en France métropolitaine, soit un an de plus qu'en 2018.

#### ■ Âge moyen des entreprises soumises à une ouverture de procédure collective (\*)

Unité : âge moyen



(\*) Hors Moselle, Alsace et DROM

Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2021

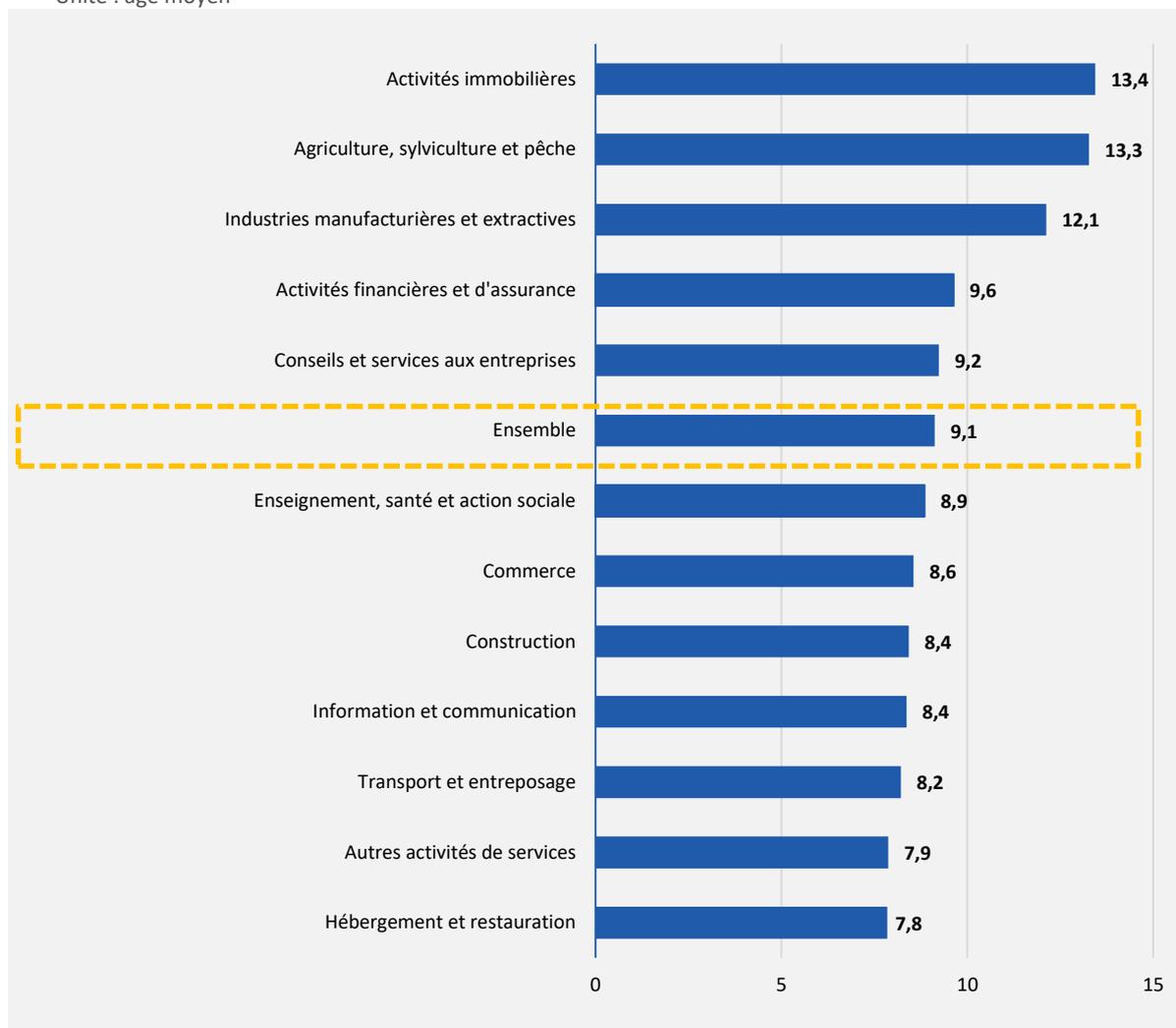
## 6. 2. LE BILAN DES OUVERTURES DE PROCEDURES COLLECTIVES EN 2021

### L'âge moyen des entreprises soumises à une ouverture de procédure collective

La palme de la longévité revenait aux activités immobilières (13,4 ans), l'agriculture/sylviculture/pêche (13,3 ans) et les industries manufacturières et extractives (12,1 ans). En revanche, le secteur de l'hébergement-restauration était encore celui qui avait le plus de mal à résister, avec un âge moyen à la fermeture de 7,8 ans, soit 1,3 an en deçà de la moyenne nationale.

#### ■ Âge moyen des entreprises soumises à une ouverture de procédure collective par secteurs (\*)

Unité : âge moyen



(\*) Hors Moselle et Alsace

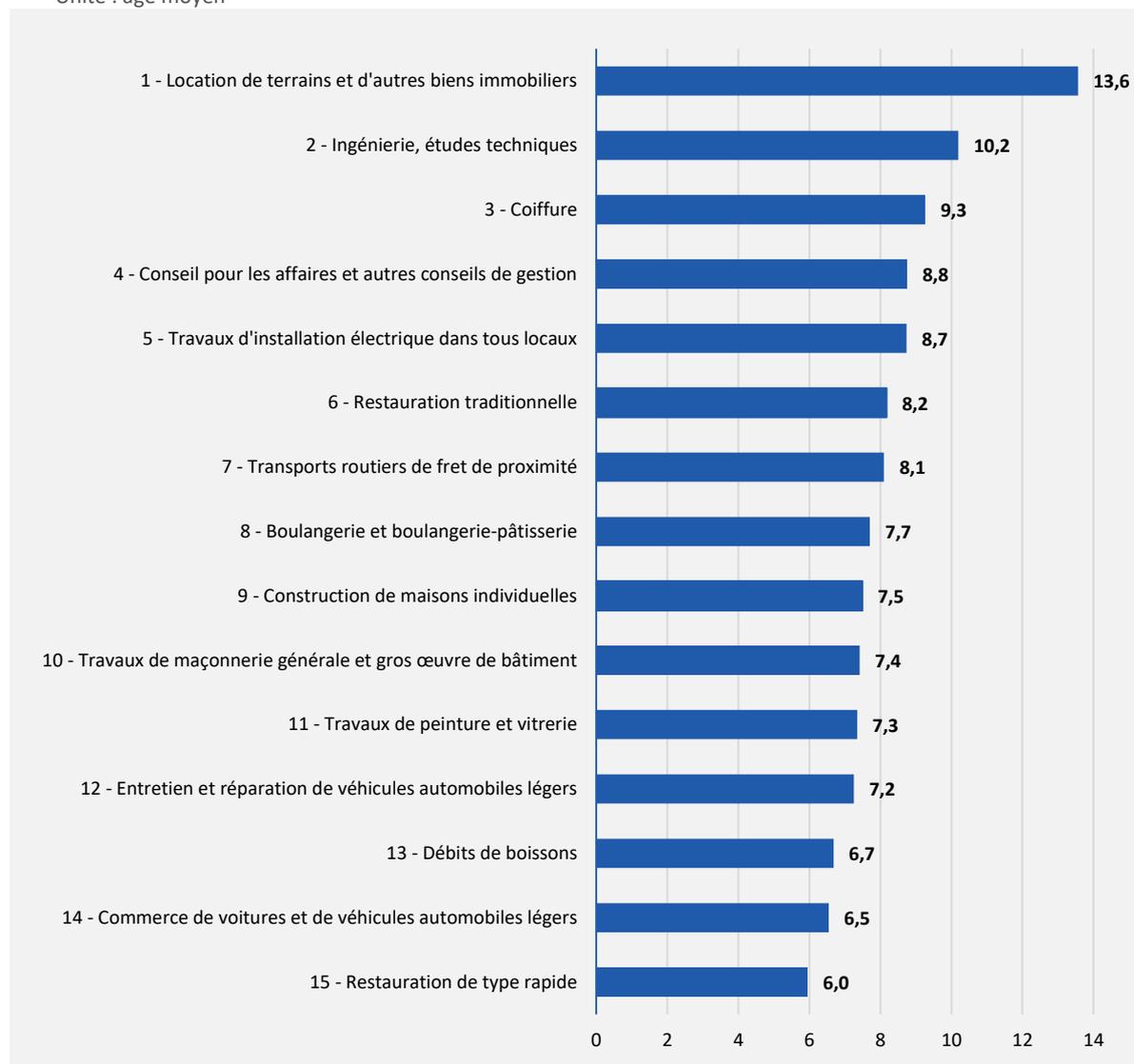
Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2021

## L'âge moyen des entreprises soumises à une ouverture de procédure collective (suite)

Parmi les secteurs les plus représentés dans les ouvertures de procédures collectives en 2021, c'était encore celui de la location de terrains et d'autres biens immobiliers où l'âge moyen des entreprises était le plus élevé (13,6 ans).

### ■ Top 15 des secteurs les plus représentés dans les ouvertures de procédures collectives par âge moyen

Unité : âge moyen



(\*) Hors Moselle et Alsace

Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2021

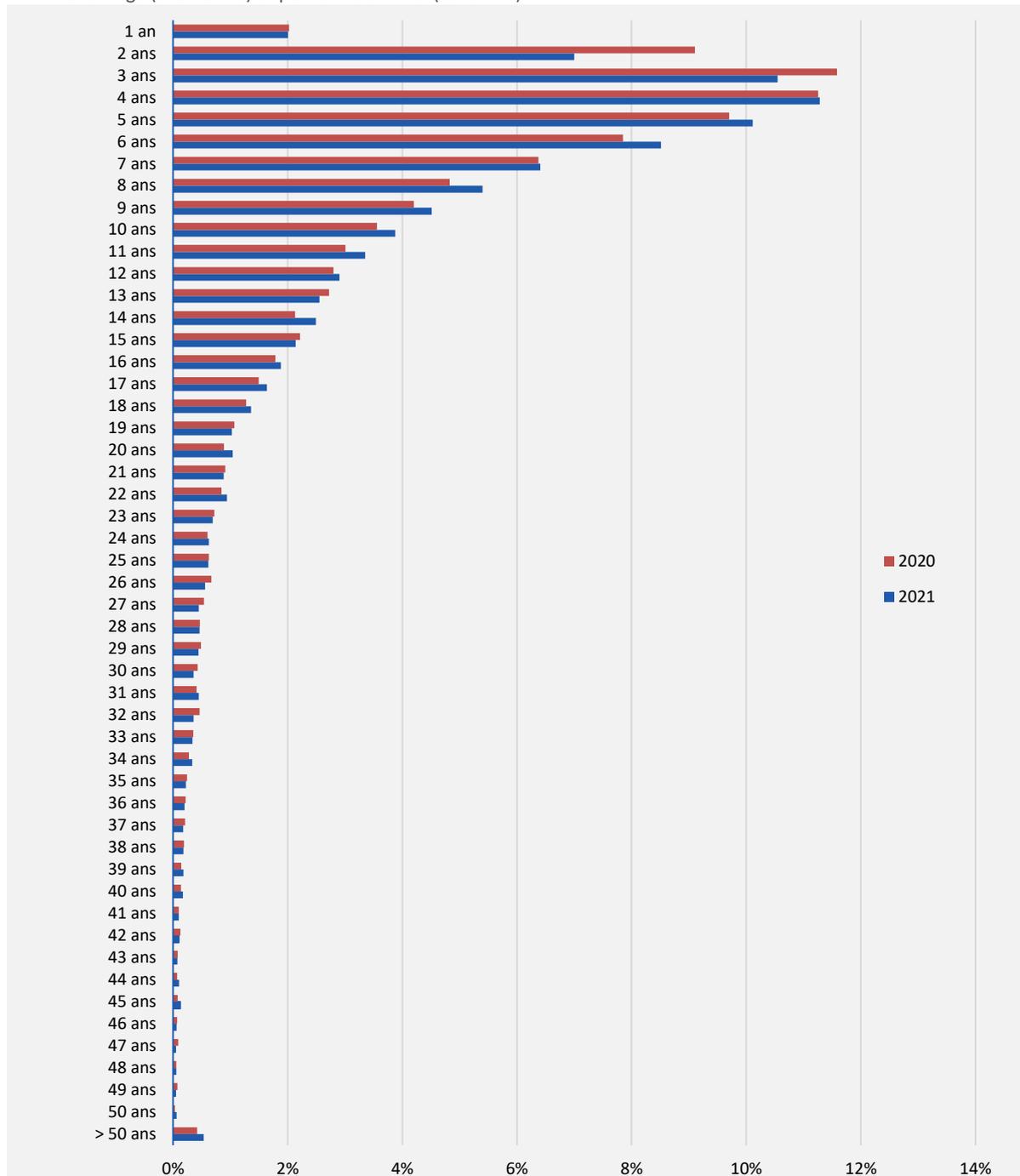
## 6. 2. LE BILAN DES OUVERTURES DE PROCEDURES COLLECTIVES EN 2021

### La répartition par la durée de vie des entreprises

Dans près de 31% des cas, les ouvertures de procédures collectives concernaient des entreprises ayant moins de 5 ans d'existence en 2021.

#### ■ Répartition par âge des entreprises soumises à une ouverture de procédure collective (\*)

Unités : âge (ordonnées) et part en % du total (abscisses)



(\*) Hors Moselle et Alsace

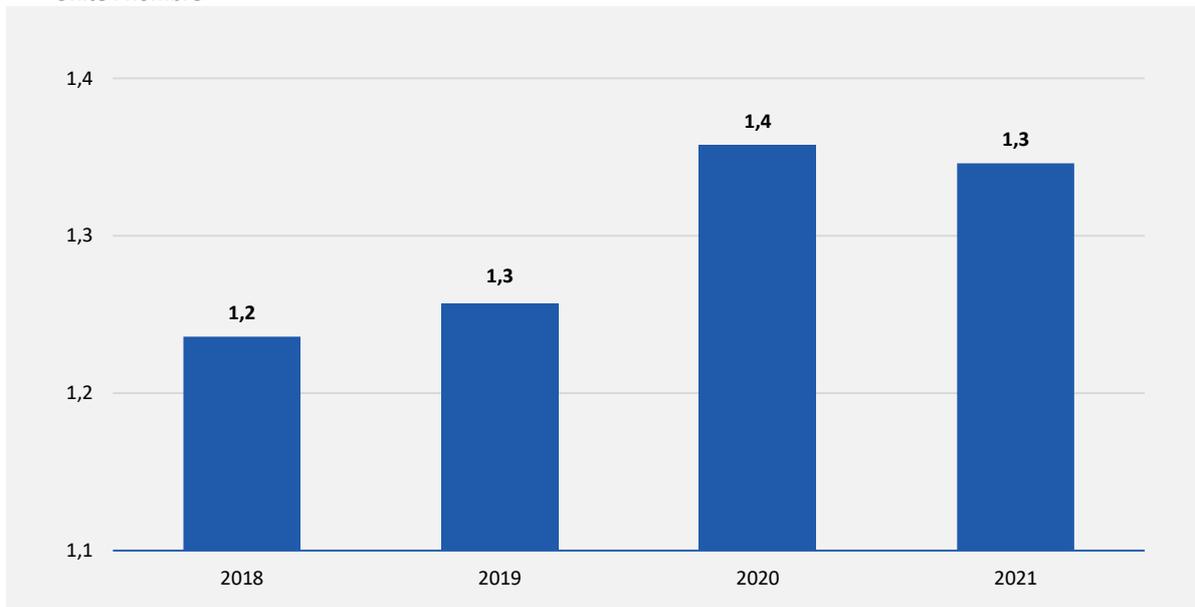
Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2021

**Le nombre moyen de dirigeants dans le cadre des procédures collectives**

En 2021, les entreprises sous procédures collectives étaient dirigées par 1,3 personne en moyenne, un chiffre en légère hausse depuis 2018.

**■ Nombre moyen de dirigeants dans le cadre des procédures collectives (\*)**

Unité : nombre



(\*) Hors Moselle, Alsace et DROM

Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2021

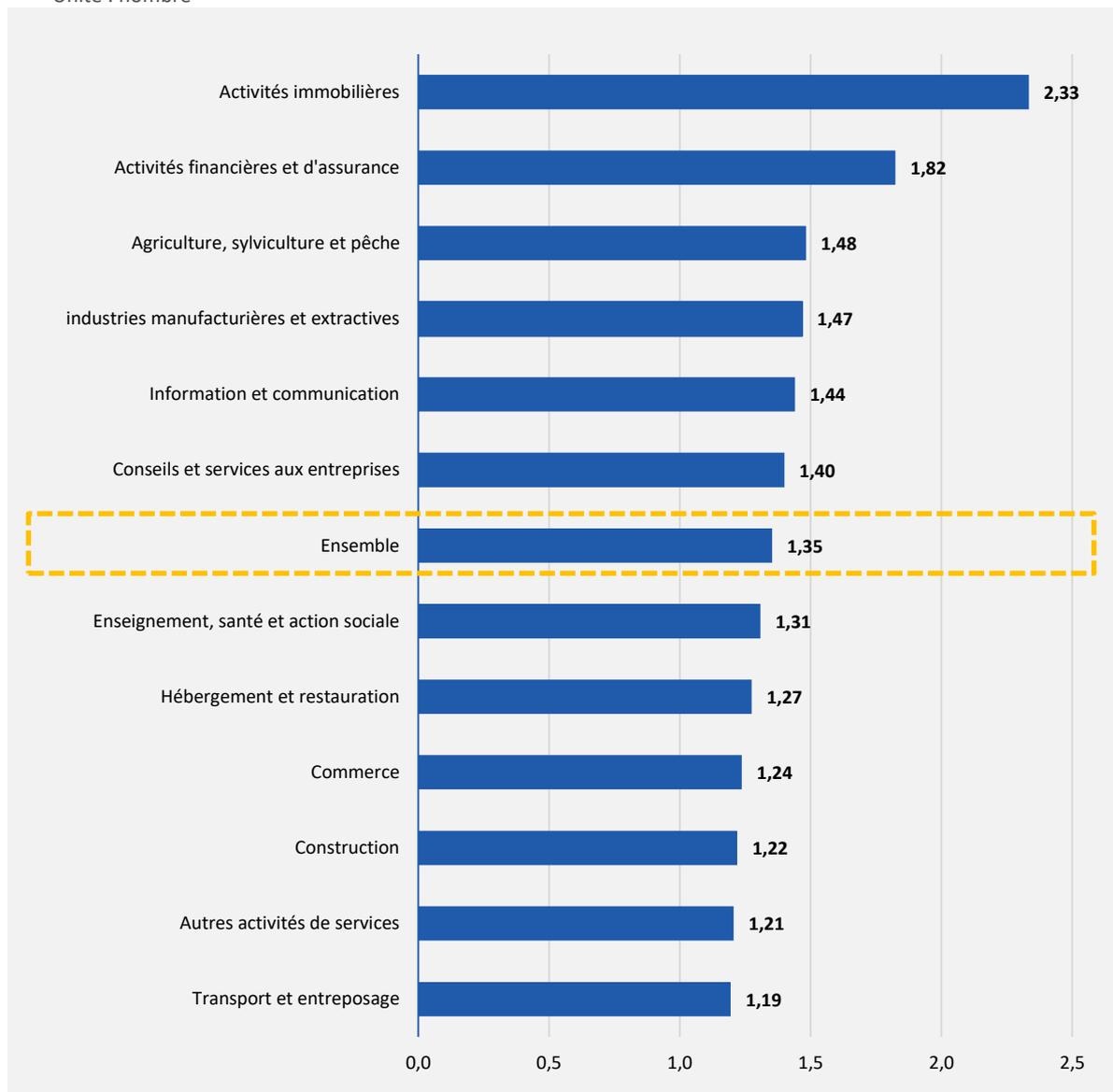
### 6.3. LE PROFIL DES DIRIGEANTS

#### Le nombre moyen de dirigeants par grands secteurs

En 2021, le nombre moyen de dirigeant dans le cadre d'ouvertures de procédures collectives s'élevait à 1,35 personne en France. Les activités immobilières affichaient un effectif moyen supérieur (2,33 personnes), contrairement au secteur du transport/entreposage (1,19 personne).

#### ■ Nombre moyen de dirigeant par grands secteurs dans le cadre d'ouvertures de procédures collectives (\*)

Unité : nombre



(\*) Hors Moselle et Alsace

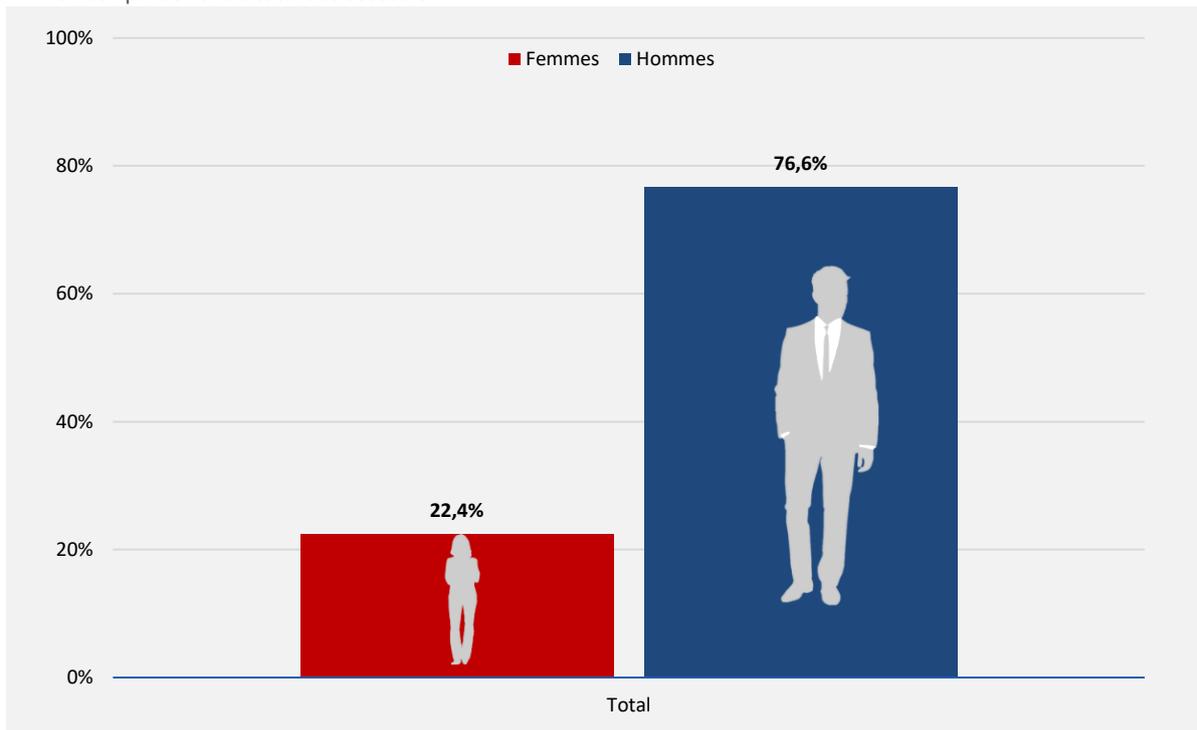
Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2021

### 6.3. LE PROFIL DES DIRIGEANTS La répartition selon le sexe

En 2021, 76,6% des entreprises soumises à une ouverture de procédure collective étaient dirigées par des hommes. En France métropolitaine, cette part est en croissance sur la période 2018-2021 (+0,8 point), pour atteindre 77,4%.

#### ■ Répartition des dirigeants par sexe dans le cadre d'ouvertures de procédures collectives (\*)

Unité : part en % du total des secteurs

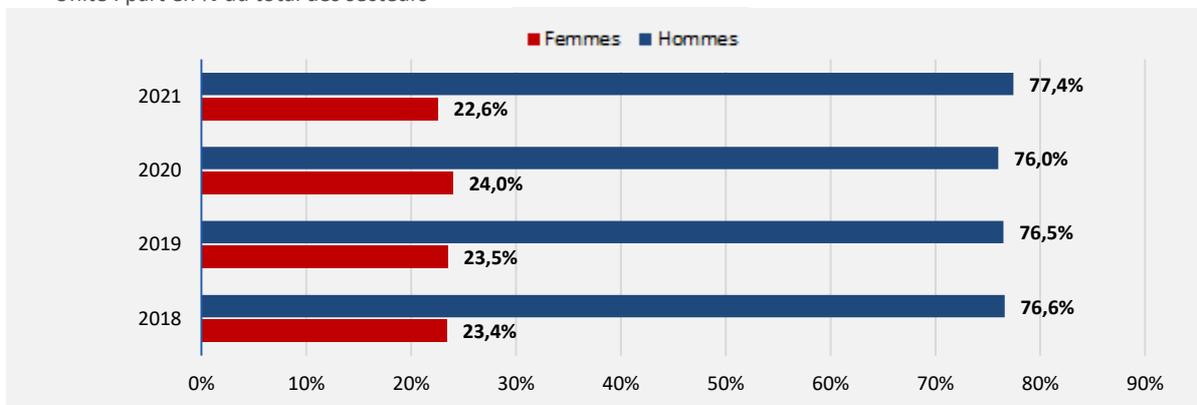


(\*) Hors Moselle et Alsace

Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2021

#### ■ Répartition des dirigeants par sexe dans le cadre des procédures collectives 2018-2021 (\*)

Unité : part en % du total des secteurs



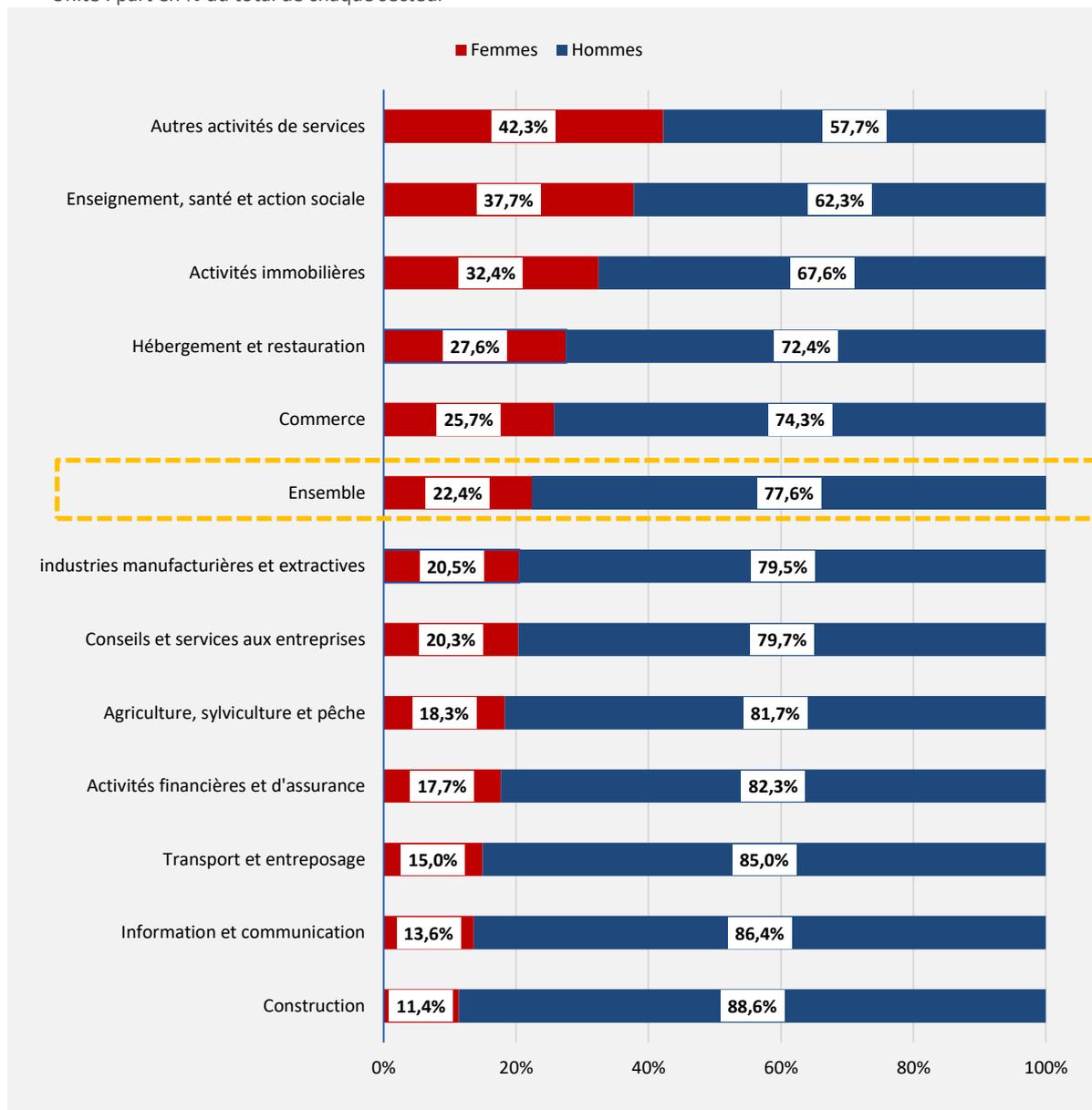
(\*) Hors Moselle, Alsace et DROM

Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce

Le taux de féminisation était une fois encore le plus élevé dans les autres activités de services en 2021 en termes d'ouvertures de procédures collectives : 42,3% vs 22,4% en moyenne. En revanche, il tombait à 11,4% dans le secteur de la construction.

**Répartition des dirigeants par sexe au sein des grands secteurs dans le cadre d'ouvertures de procédures collectives (\*)**

Unité : part en % du total de chaque secteur



(\*) Hors Moselle et Alsace

Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2021

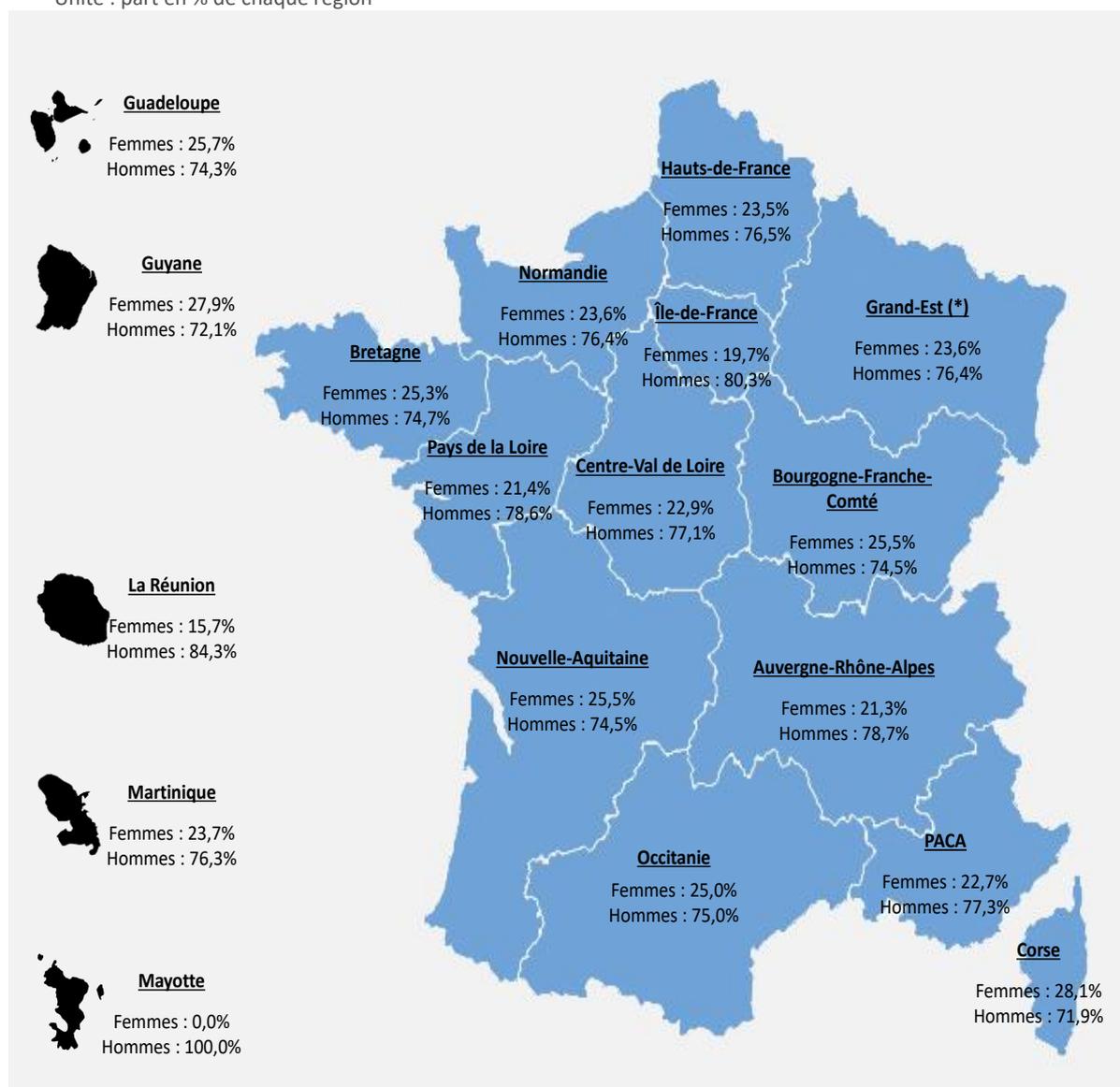
### 6.3. LE PROFIL DES DIRIGEANTS

#### La répartition régionale selon le sexe

A l'échelle de la Métropole, c'est en Ile-de-France que le taux de féminisation était le plus bas dans le cadre des ouvertures de procédures collectives en 2021 (19,7%, contre 22,4% au niveau national). En intégrant les DROM, La Réunion la devançait, avec à peine 16% de femmes. Notons un ratio à 0% pour Mayotte, qui compte toutefois très peu de procédures sur l'année.

#### ■ Répartition régionale des dirigeants par sexe dans le cadre d'ouvertures de procédures collectives

Unité : part en % de chaque région



(\*) Hors Moselle et Alsace

Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2021

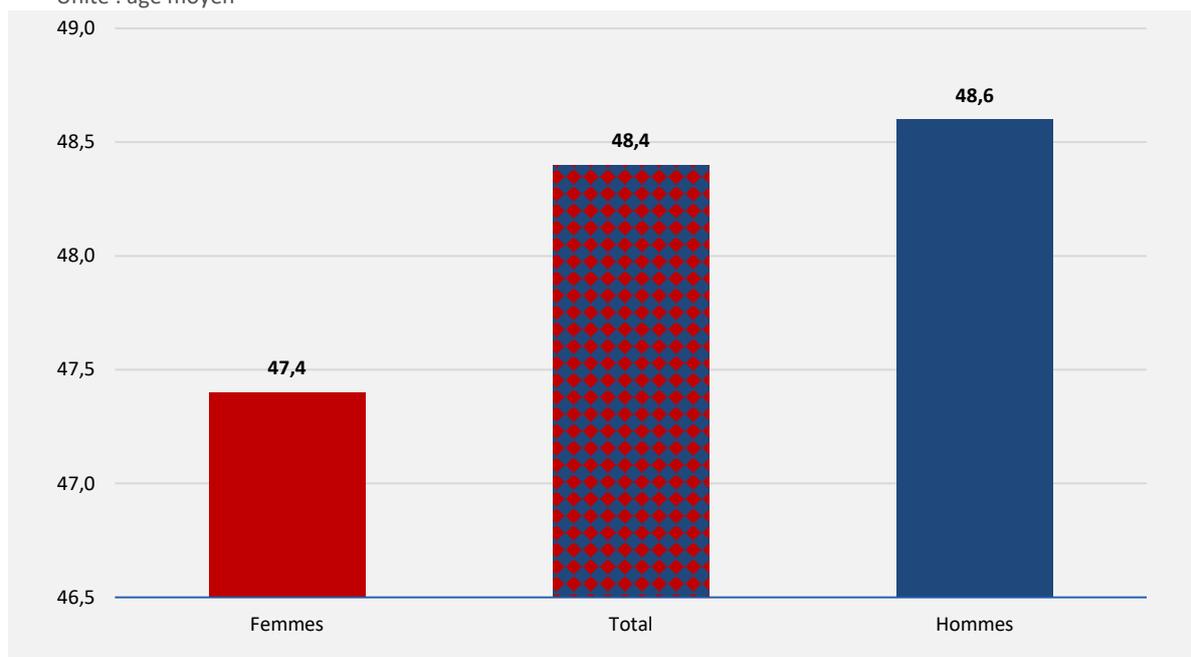
### 6.3. LE PROFIL DES DIRIGEANTS

#### La répartition selon l'âge

Dans le cadre des ouvertures de procédures collectives en 2021, l'âge moyen des dirigeants s'élevait à 48,4 ans, avec des hommes légèrement plus âgés que les femmes (48,6 ans vs 47,4 ans). En Métropole, l'âge moyen des dirigeants soumis à une procédure collective a augmenté d'un an sur la période 2018-2021.

#### ■ Âge moyen des dirigeants par sexe dans le cadre d'ouvertures de procédures collectives (\*)

Unité : âge moyen

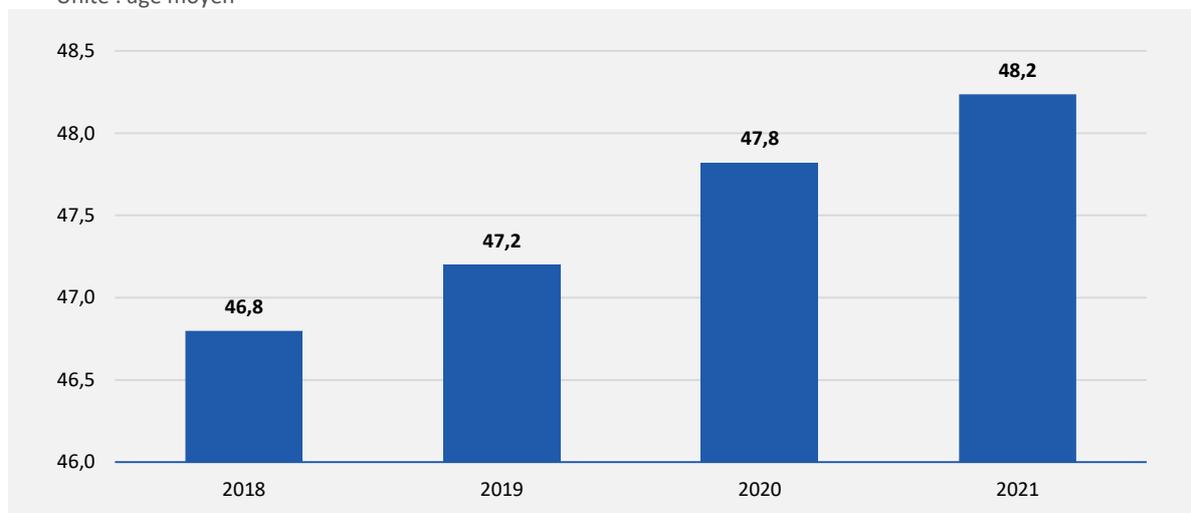


(\*) Hors Moselle et Alsace

Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2021

#### ■ Âge moyen des dirigeants dans le cadre des ouvertures de procédures collectives (\*)

Unité : âge moyen



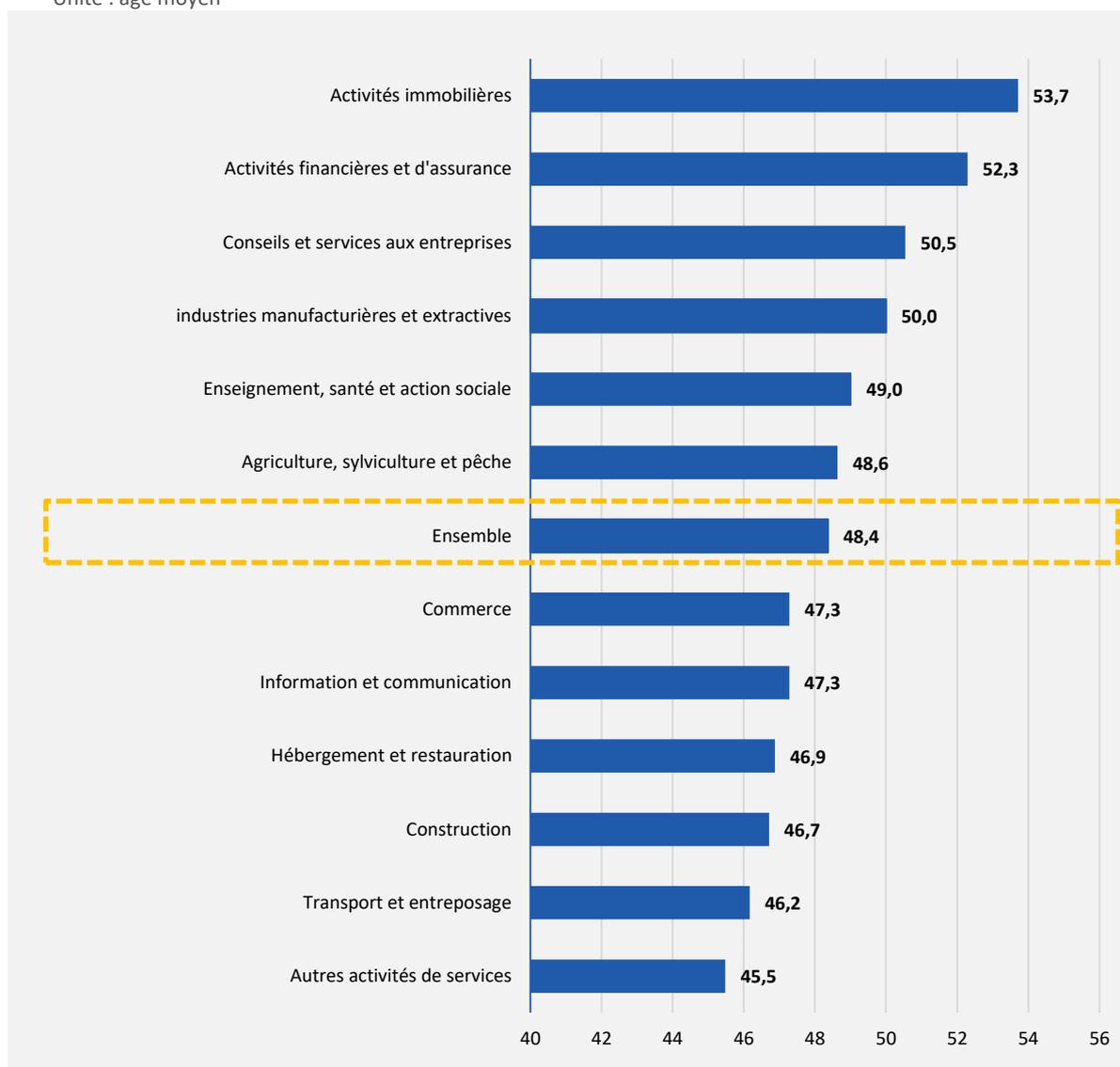
(\*) Hors Moselle, Alsace et DROM

Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce

En moyenne, les dirigeants intervenant dans les activités immobilières, et sous le coup d'une ouverture de procédure collective, étaient âgés de 53,7 ans en 2021, soit 5,3 ans de plus que la moyenne nationale. A *contrario*, les dirigeants du secteur des autres activités de services étaient âgés de 45,5 ans (soit 2,9 ans de plus que la moyenne nationale).

■ **Âge moyen des dirigeants par secteurs dans le cadre d'ouvertures de procédures collectives (\*)**

Unité : âge moyen



(\*) Hors Moselle et Alsace

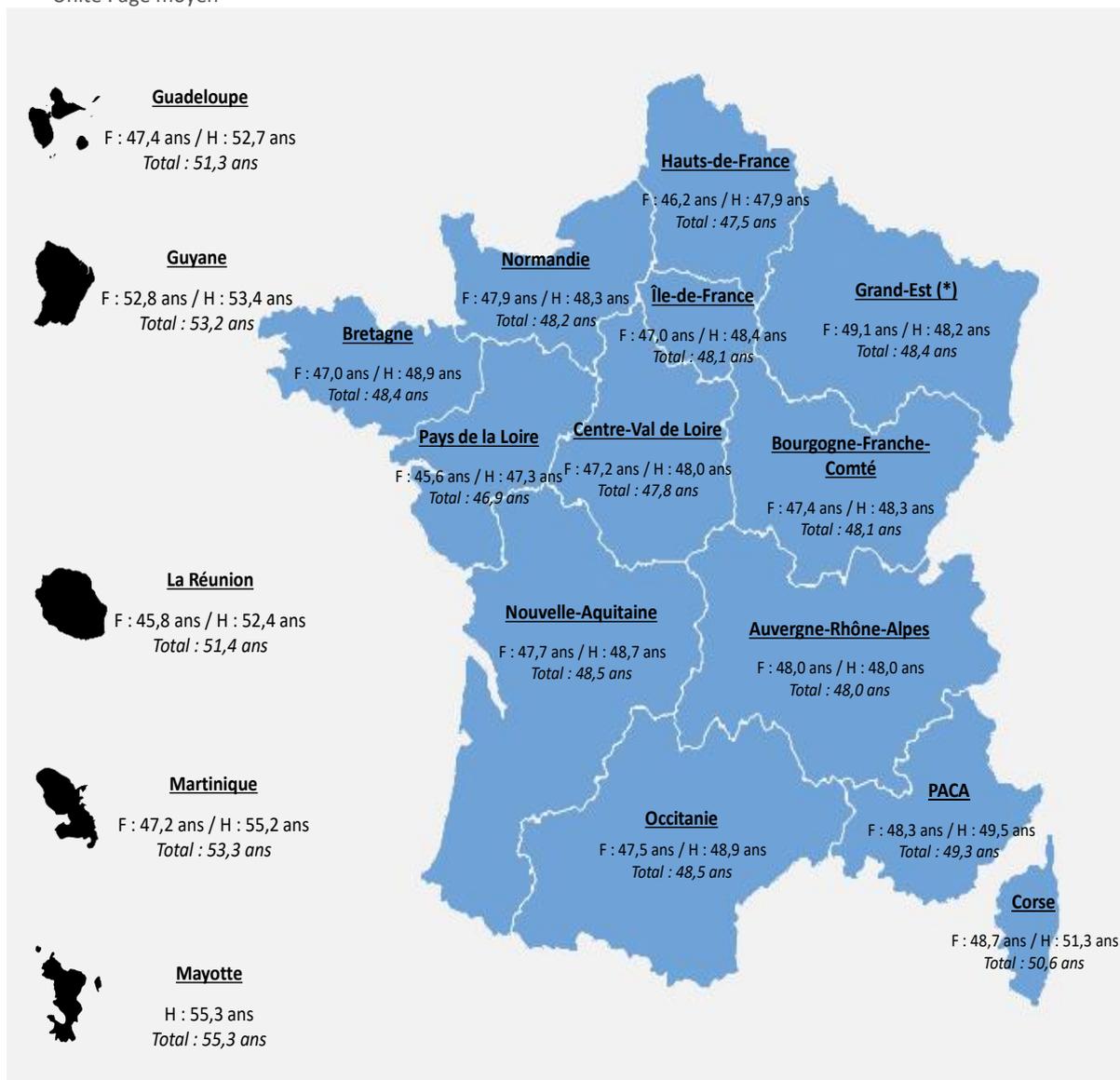
Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2021

### 6.3. LE PROFIL DES DIRIGEANTS La répartition régionale selon l'âge

Dans le cadre des ouvertures de procédures collectives, les dirigeants les plus jeunes exerçaient dans les Pays-de-la-Loire (46,9 ans) et les Hauts-de-France (47,5 ans). En revanche, les plus âgés se trouvaient dans les départements et régions d'outre-mer, et notamment à Mayotte (55,3 ans).

#### ■ Répartition régionale des dirigeants par âge dans le cadre d'ouvertures de procédures collectives

Unité : âge moyen



F : femmes / H : hommes / (\*) Hors Moselle et Alsace

Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2021

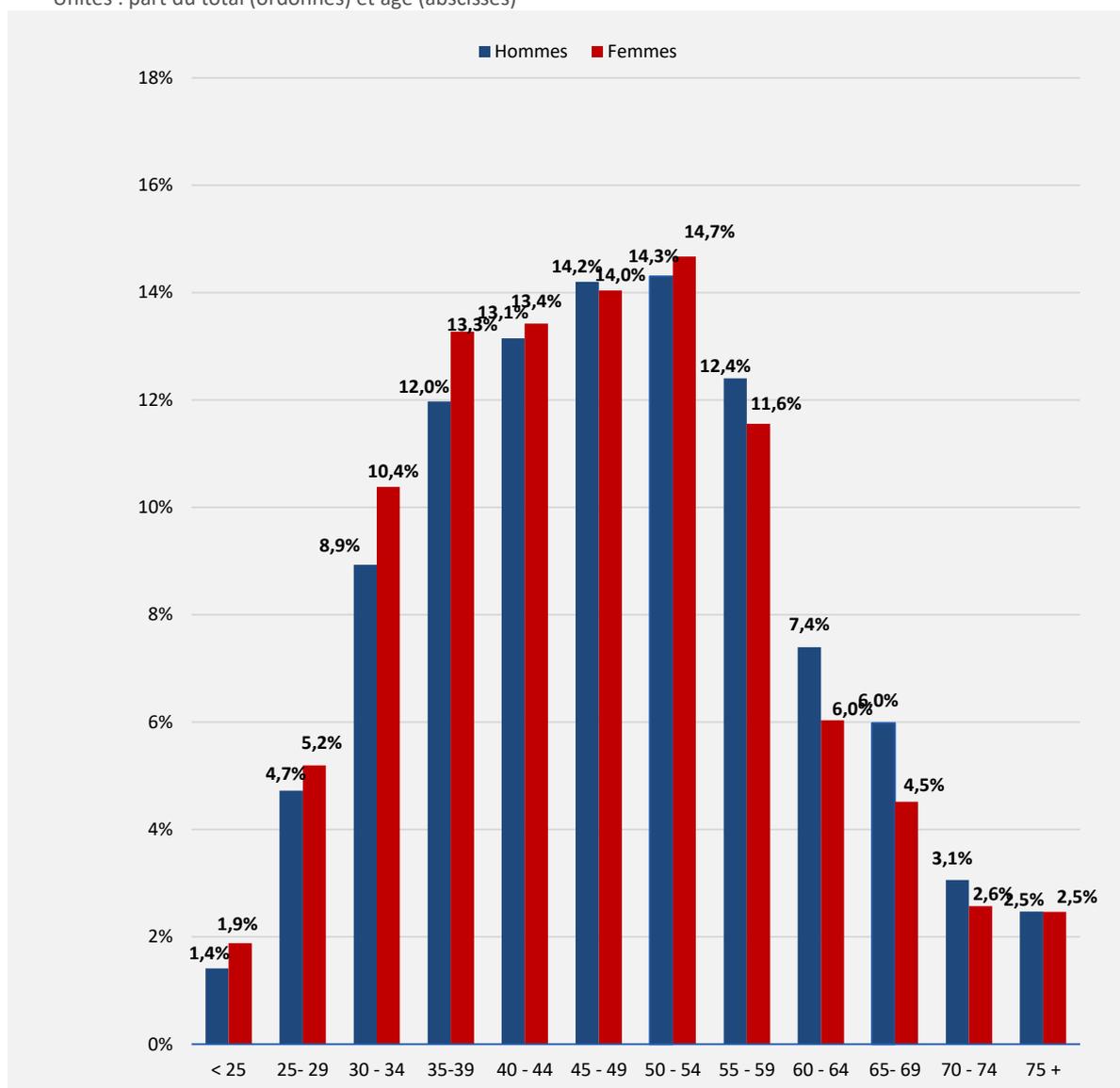
### 6.3. LE PROFIL DES DIRIGEANTS

#### L'âge moyen des dirigeants selon le sexe

La tranche des 50-54 ans était celle qui regroupait le plus de dirigeants en 2021. 14,7% des femmes dirigeantes y étaient représentées contre 14,3% pour les hommes.

#### ■ Répartition des dirigeants par tranche d'âge dans le cadre d'ouvertures de procédures collectives (\*)

Unités : part du total (ordonnés) et âge (abscisses)



(\*) Hors Moselle et Alsace

Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2021

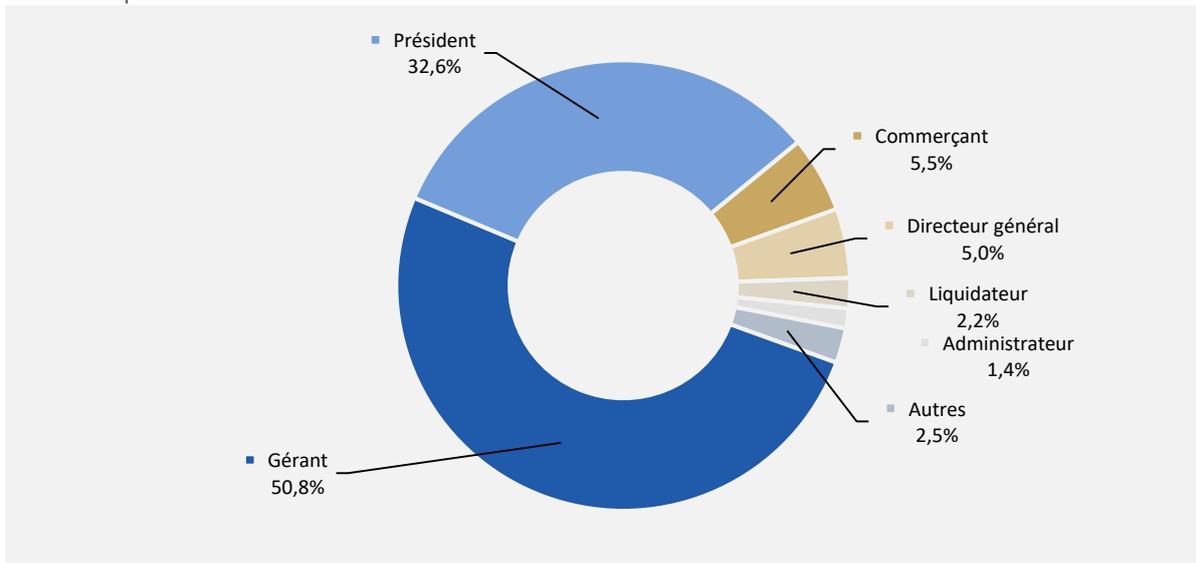
### 6.3. LE PROFIL DES DIRIGEANTS

#### La répartition selon le type de fonction

Parmi les ouvertures de procédures recensées en 2021, 50,8% des entreprises concernées étaient dirigées par une personne détenant le statut de gérant ou de gérant associé. Cette part s'élevait à 50,1% en Métropole, en baisse de 10,4 points depuis 2018, au profit du statut de président.

#### ■ Répartition de la fonction des dirigeants dans le cadre d'ouvertures de procédures collectives (\*)

Unité : part en % du total

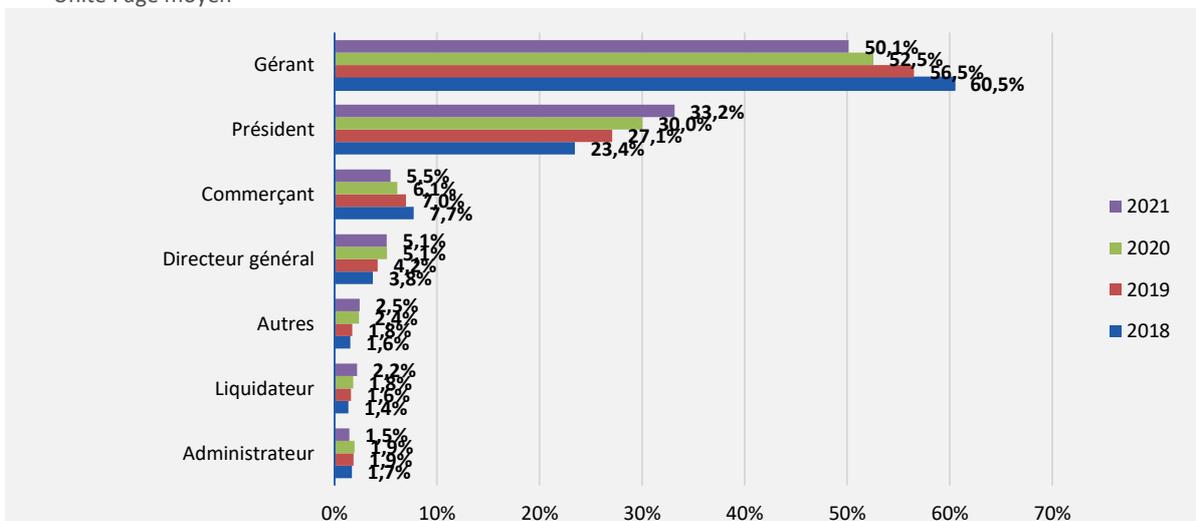


(\*) Hors Moselle et Alsace

Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2021

#### ■ Evolution de la répartition de la fonction des dirigeants dans le cadre des procédures collectives (\*)

Unité : âge moyen



(\*) Hors Moselle, Alsace et DROM

Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2021

## 6.3. LE PROFIL DES DIRIGEANTS

### La répartition selon la nationalité

Dans près de 86% des cas en 2021, les entreprises visées par une ouverture de procédure collective étaient dirigées par une personne de nationalité française. Les dirigeants originaires du Maghreb (Algérie, Maroc, Tunisie) représentaient 3,1% du total, en baisse de 0,1 point sur un an.

#### ■ Répartition de l'origine géographique des dirigeants dans le cadre des ouvertures de procédures collectives (\*)

Unité : part en % du total



(\*) Seuls les 10 premiers pays ont été retenus / (\*\*) Hors Moselle et Alsace pour la France  
Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2021

#### ■ Répartition de l'origine géographique des dirigeants dans le cadre des procédures collectives (\*)

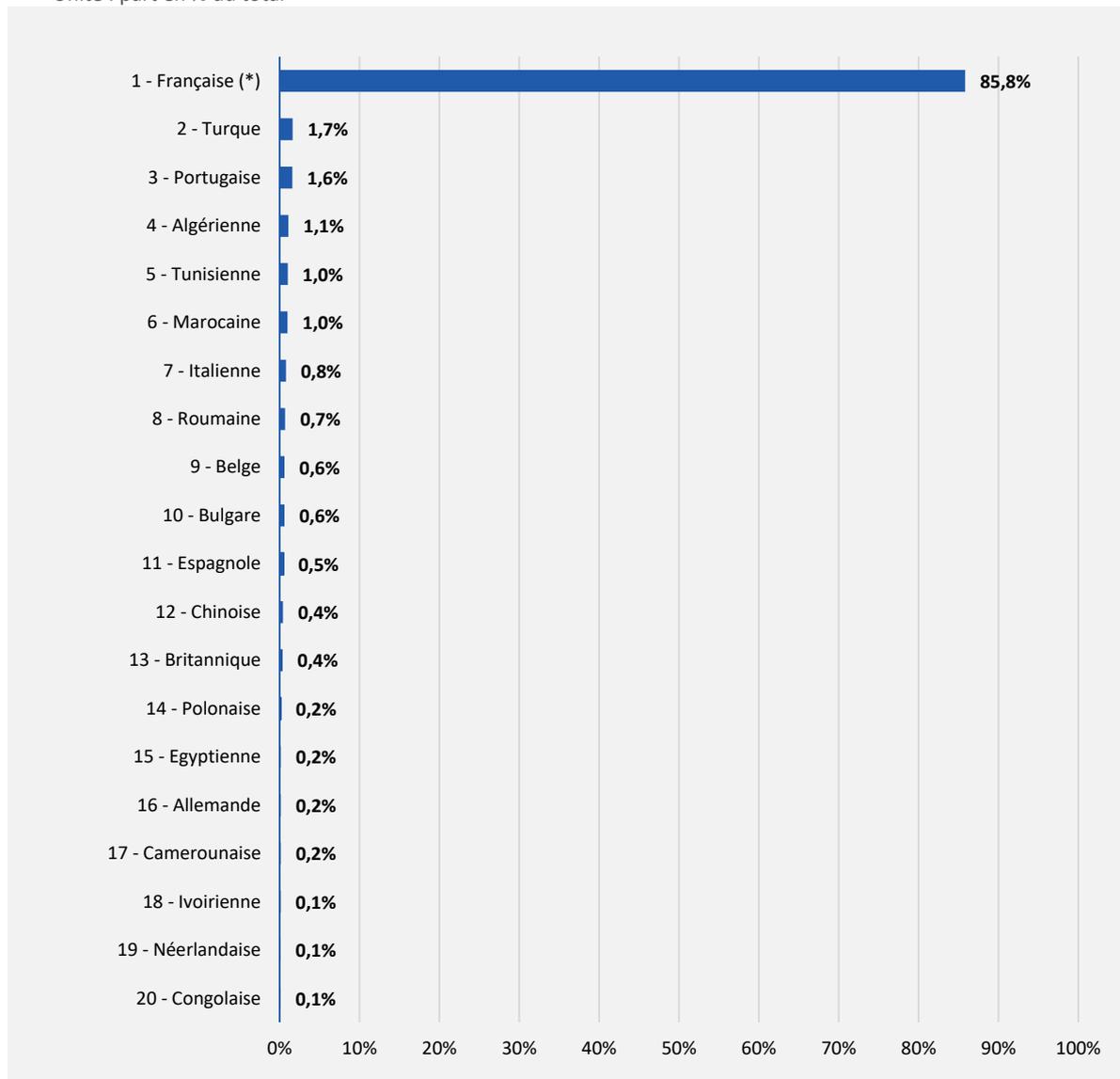
Unités : part en % du total et variation en point

	Part 2020	Part 2021	Évolution en point
France	86,0%	85,8%	-0,2
Turquie	1,6%	1,7%	0,1
Portugal	1,5%	1,6%	0,2
Algérie	1,1%	1,1%	0,0
Tunisie	1,1%	1,0%	-0,1
Maroc	1,0%	1,0%	0,0
Italie	0,8%	0,8%	0,0
Roumanie	0,7%	0,7%	0,0
Belgique	0,6%	0,6%	0,0
Bulgarie	0,5%	0,6%	0,1

(\*) Seuls les 10 premiers pays ont été retenus / (\*\*) Hors Moselle et Alsace pour la France  
Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2021

■ **Top 20 des nationalités les plus représentées dans le cadre des ouvertures de procédures collectives**

Unité : part en % du total



(\*) Hors Moselle et Alsace pour la France

Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2021